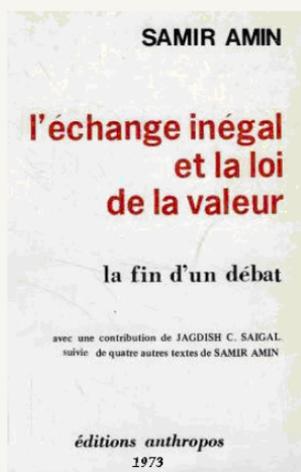


Samir Amin

L'échange inégal et la loi de la valeur

nouvelle édition
revue et commentée



Anthropos

Diffusion : Economica, 49, rue Héricart - 75015 Paris

1988

Table des matières

Préface à la nouvelle édition	1
I. L'échange inégal et la loi de la valeur	7
Annexe	75
II. Échanges internationaux et sous-développement	85
III. L'impérialisme	121
IV. L'exploitation des paysans du tiers monde dans le système impérialiste mondial	141
V. Une stratégie de développement autocentré est- elle possible pour l'Afrique	151
VI. Développement autocentré, autonomie collective et ordre économique international	171
VII. Du rapport Pearson (1970) au rapport Brandt (1980) ou la crise de l'idéologie du développement	193
VIII. Il y a trente ans, Bandoung	217
IX. Les conditions d'une sortie à gauche de la crise	231
X. La crise, le tiers monde et les relations Nord-Sud et Est-Ouest	239



Préface

L'échange inégal et la loi de la valeur a été publié pour la première fois par les Éditions Anthropos en 1973. Le texte central qui a donné son nom à l'ouvrage n'a pas été remanié. Cependant, l'annexe a été refaite pour tenir compte d'une critique justifiée qui lui avait été adressée.

Nous complétons ce texte central, dans cette édition, par une série d'études complémentaires. La publication de l'ouvrage de K. Amoia et O. Braun, *Échanges internationaux et sous-développement* (1974), nous avait donné l'occasion de discuter de certains travaux néoricardiens concernant le commerce international. Nous réaffirmons à cette occasion l'exigence de dépasser le cadre positiviste empiriste et économiste de la critique sraffienne pour poser dans les termes du matérialisme historique les deux questions fondamentales : celle de la mondialisation de la loi de la valeur, et celle de la dialectique lutte de classes/reproduction économique.

La publication du livre de Beaud, Bellon et François, *Lire le capitalisme* (1976), nous invitait à reprendre certains aspects de ces deux questions fondamentales, notamment en rappelant que la thèse révisionniste de « l'adaptation au développement des forces productives » annihilait la dialectique en question pour faire de la technologie — neutre — le moteur d'une histoire aliénante. Ce retour au déterminisme de la philosophie des Lumières supprimait du même coup le matérialisme historique pour lui substituer une science économique, et assimilait la soumission de la société aux lois de cette science économique à celle de l'univers aux lois de la nature.

L'exploitation des paysans du Tiers-monde dans le système impérialiste mondial reprend la question de l'intégration

des mondes ruraux dans l'exploitation capitaliste globale. Les formes de cette intégration commandent en effet l'extraction d'un surtravail paysan, transformé en profit du capital dominant. Du coup la libération et la construction socialiste exigent la destruction de ces rapports d'exploitation, l'établissement de relations d'égalité villes-campagnes (des échanges égaux agriculture-industrie).

Dans *Une stratégie de développement autocentré est-elle possible pour l'Afrique ?*, nous mettons l'accent sur les implications de ces rapports agriculture-industrie dans la transition socialiste: les rapports marchands égaux villes-campagnes impliquent des formes populaires d'organisation sociale de la production rurale, une stratégie d'industrialisation fondée sur la priorité au soutien du développement agricole et une structure des prix déconnectée de celle qui caractérise le système mondial.

La crise générale contemporaine, en mettant un terme à l'ajustement relativement aisé des économies de la périphérie aux exigences de l'accumulation au centre, rappelle, avec plus de force encore que dans la période précédente, que le développement autocentré passe nécessairement par la « déconnexion », c'est-à-dire la rupture avec la logique de la mondialisation de la valeur.

Développement autocentré, autonomie collective et ordre économique international (1977) propose, dans le cadre de cette problématique, une critique des propositions faites par les bourgeoisies du Tiers monde, réunies sous le titre de « Nouvel Ordre Économique International » (N.O.E.I.) et une analyse des raisons qui devaient conduire à l'échec les « négociations » Nord-Sud.

Cette critique est poursuivie dans l'étude suivante (*Du Rapport Pearson au Rapport Brandt, la crise de l'idéologie du développement*, 1980), qui s'adresse aux propositions des réformistes regroupés dans la « Commission Brandt ». Ici l'accent est placé sur l'incohérence de ces propositions, en conflit avec la logique de « l'interdépendance » dont elles refusent pourtant de se séparer.

Ainsi la crise sonne-t-elle le glas de l'« époque de Bandoung » (*Il y a trente ans, Bandoung*, 1985), caractérisée par la tentative d'une construction nationale bourgeoise autonome dans l'interdépendance acceptée. La recompradorisation

des bourgeoisies du Tiers monde en cours met à l'ordre du jour de nouvelles luttes de libération que les bourgeoisies locales ne peuvent plus diriger.

Dans les deux dernières études (*Les conditions d'une sortie à gauche de la crise; La crise, le Tiers monde et les relations Nord-Sud et Est-Ouest*, 1983), nous nous sommes précisément attachés à tenter de dégager les lignes directrices d'une stratégie politique positive permettant d'amorcer la déconnexion et le développement autocentré national et populaire.

Tous ces textes sont datés. Plutôt que d'entreprendre leur révision à la lumière des derniers événements, nous croyons plus pédagogique de les offrir au lecteur tel quel. Nous éviterons ainsi l'exercice qui consiste à masquer les faiblesses éventuelles de l'argument, espérant créer ainsi de meilleures conditions pour l'approfondissement du débat.

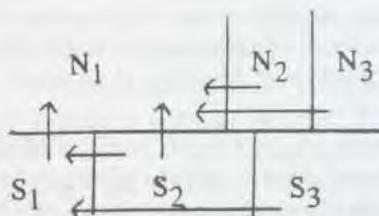
L'unité de l'ouvrage s'organise autour du thème fondamental du texte central, à savoir la mondialisation de la valeur. C'est pourquoi nous n'avons pas modifié le titre d'origine, bien que celui-ci portasse la marque du débat de l'époque. La thèse de « l'échange inégal », proposée par Arghiri Emmanuel, avait reçu dans l'ensemble un accueil défavorable. Ce rejet nous paraissait témoigner du refus obstiné de tirer jusqu'au bout les conclusions politiques de l'expansion impérialiste. Les limites de la thèse d'Emmanuel servaient alors de prétexte pour rejeter la pertinence des questions qu'elle posait, sous couvert par exemple d'accusation de circulationisme. Nous tenions alors de montrer qu'en fait derrière « l'échange inégal » — l'apparence immédiate — se profilaient les mécanismes complexes de l'exploitation différentielle du travail par le capital opérant à l'échelle mondiale.

Ces mécanismes de l'exploitation capitaliste à l'échelle globale ne peuvent être analysés pleinement dans les termes d'une prétendue « science économique ». Il faut, pour en saisir l'origine, s'élever au plan du matérialisme historique, c'est-à-dire de l'analyse des classes et des nations et de l'histoire de leur développement. Le cheminement de notre réflexion sur le système mondial se situe dans le cadre de cette méthode. Les étapes de ce cheminement ont été marquées par la publication du *Développement inégal* (1973) et

de *l'Échange inégal et la loi de la valeur* (1973), puis de *l'Impérialisme et le développement inégal* (1976), de *la Loi de la valeur et le matérialisme historique* (1977), et de *Classe et Nation dans l'histoire et la crise contemporaine* (1979).

La thèse de la mondialisation de la valeur, expression de celle du système productif, implique que la force de travail n'ait qu'une seule valeur pour l'ensemble du système mondial. Si cette valeur doit être mise en rapport avec le niveau de développement des forces productives, celui-ci est donc celui qui caractérise le système productif mondial pris dans son ensemble, et non les différents systèmes productifs nationaux, qui par le fait même de la mondialisation du système, perdent progressivement leur réalité. Mais la force de travail a des prix différents, notamment d'un pays à l'autre. Ces prix dépendent des conditions politiques et sociales propres à chaque formation sociale nationale. Ils peuvent être d'autant plus bas que la reproduction de la force de travail est assurée partiellement par un transfert de valeur de la production marchande non capitaliste et de la production non marchande. La soumission formelle des modes de production non capitalistes de la périphérie à l'exploitation globale du capital permet donc un taux de plus value élevé dans la production proprement capitaliste et, par la péréquation des prix et des profits, contribue à relever le niveau moyen du taux de la plus value à l'échelle mondiale.

On peut illustrer ce mécanisme par le schéma ci-dessous :



N₁ et S₁ : production capitaliste au Nord (centre) et Sud (périphérie).

N₂ et S₂ : production marchande non capitaliste.

N₃ et S₃ : production non marchande.

→ : sens des transferts de valeur.

La masse relativement beaucoup plus importante du travail marchand non capitaliste (des producteurs ruraux) et du travail non marchand (économie de subsistance et économie domestique) dans la périphérie (le « Sud ») entraîne un transfert de valeur de la périphérie où elle est générée vers le centre dominant.

La thèse que le développement des forces productives et la valeur de la force de travail sont dans un rapport dialectique et non linéaire est au cœur de la *critique* de l'économie politique, au sens que Marx donne à ce terme : non pas la critique (au sens courant) d'une « mauvaise » théorie économique pour lui en substituer une « bonne », mais découverte que les lois économiques contraignantes au même titre que des lois de la nature qui paraissent agir ne sont que le produit de l'aliénation marchande opérant dans une formation sociale de classes. La (re)découverte récente que la « technologie n'était pas neutre », contribution décisive de la révolution culturelle chinoise, a permis de retrouver cette thèse centrale de Marx, abandonnée par le marxisme de la II^e et de la III^e internationales.

Si en effet on considère, comme la pensée économique bourgeoise et le marxisme vulgaire, que les techniques de production sont « exogènes », on peut alors établir des modèles économiques de croissance qui « démontrent » que la valeur de la force de travail est *déterminée* par le niveau de développement des forces productives. L'équilibre en dynamique (c'est-à-dire d'une période à l'autre) de l'offre et de la demande respectives de biens de production (département I) et de biens de consommation (département II) exige en effet une croissance du salaire réel reliée mathématiquement à celle de la productivité du travail dans chacun des départements et aux modifications des compositions organiques conditionnant cette croissance des productivités. Dans le cadre de notre thèse relative à la mondialisation de la valeur, cet équilibre n'a de sens qu'à l'échelle globale du système, et non pas des sous-systèmes nationaux qui le constituent.

Cette hypothèse restrictive concernant la « neutralité de la technologie » est la condition même nécessaire à l'élaboration d'une « théorie économique ». Mais, quelle que soit l'élégance de cette « théorie », celle-ci est limitée, et à la limite

trompeuse et fautive, du fait même que cette hypothèse l'est. L'innovation qui entraîne le progrès de la productivité est au moins autant la réponse aux luttes de classes que le *primus movens* du système. Par ailleurs, il suffit d'introduire dans les schémas de la reproduction un département III d'absorption du surplus (consommation de luxe de la bourgeoisie, consommation improductive de l'État...) pour montrer que différents niveaux de la valeur de la force de travail sont compatibles avec un niveau donné de développement des forces productives.

Ces observations devraient rappeler les « économistes » à beaucoup de modestie en ce qui concerne la valeur scientifique de leurs analyses. L'économie reste superficielle et l'analyse en termes de matérialisme historique n'a pas de substitut. Cette critique n'est malheureusement pas compréhensible pour les « économistes », bourgeois et marxistes vulgaires. Il leur faut, dans l'esprit du matérialisme mécaniste de la philosophie des Lumières, découvrir des lois de l'économie contraignantes comme les lois de la nature. C'est la condition même pour leur permettre de dresser leurs modèles économiques et de parler des « contraintes » de l'économie au-delà des « contingences » du social et du politique. Incapables de saisir le sens de la critique de Marx — et l'incapacité à comprendre l'importance de la théorie de l'aliénation et de la différence fondamentale qui sépare les sciences de la nature de celle de la société en témoigne — les économistes bourgeois et marxistes vulgaires avouent ne pas comprendre la nature de cette relation dialectique, qui leur paraît être « tautologie » ou « aveu d'échec », alors qu'il s'agit de la démonstration du caractère non scientifique de « l'économique ». Cette incapacité conduit ces critiques à considérer le marxisme comme une « théorie », alors qu'il s'agit d'une méthode, celle du matérialisme historique (et non « naturel » appliqué à l'histoire). Une méthode — et non une théorie — n'implique pas de conclusions unilatérales logiquement nécessaires. Le rejet anglo-américain du marxisme sous prétexte qu'il expliquerait tout (la thèse A et la thèse non A) et de ce fait ne constituerait pas une théorie scientifique, relève de cette illusion de la possibilité d'une « science sociale » analogue aux sciences naturelles.

I

L'échange inégal et la loi de la valeur

L'étude qui suit doit, à notre avis, mettre un terme à un débat important des dernières années, le débat concernant « l'échange inégal » et la « théorie du commerce international ». Que cette discussion, comme tant d'autres, d'abord d'apparence purement « économique », puisse aujourd'hui — en 1973 — être close par le dépassement de la « science économique » et le rétablissement du matérialisme historique, c'est-à-dire un retour véritable à Marx, n'est pas un hasard, ou le fruit de l'effort intellectuel des uns et des autres : c'est l'écho de la Révolution Culturelle, son apport universel.

Deux points essentiels méritent d'être soulignés dès le départ, qui constituent les raisons pour lesquelles nous pensons cette discussion close.

1. La découverte de la prééminence des valeurs internationales constitue l'apport incontestable d'Emmanuel. Notre monde n'est pas constitué de systèmes nationaux juxtaposés, qui entretiendraient entre eux des relations « extérieures » fussent-elles importantes, comme il l'a été jusqu'à une époque qui n'est peut-être pas si lointaine. Il constitue une unité, un tout, le système capitaliste mondial. Les faits de tous les jours, « économiques », « politiques » et « culturels », le démontrent à l'observateur le plus sourd et aveugle ; mais il ne suffit pas de le dire, il faut en tirer vraiment les conclusions pratiques. Car un tout est toujours plus riche que la somme de ses parties. Emmanuel, progressivement et peut-être maladroitement — mais qui ne l'est pas dans la recherche de réponses aux vraies questions — a tiré ses conclusions : le système est défini abstraitement par la grande mobilité des marchandises et du capital et l'immobilité relative du travail. Cela signifie que les marchandises ne sont pas

d'abord des marchandises nationales, ensuite, exceptionnellement ou marginalement, internationales. Cela signifie au contraire que les marchandises sont d'abord mondiales.

Qu'est-ce à dire ? Que, partout dans le système, le travail social se cristallise dans des marchandises qui ont ce caractère mondial. Il en résulte que l'heure de travail simple au Congo et en Allemagne génère la même valeur, comme c'est le cas dans une usine de Détroit ou chez un coiffeur de New York, parce que le travail du producteur congolais et celui de l'allemand produisent des marchandises mondiales, destinées au même marché capitaliste mondial.

Nous attirons donc l'attention du lecteur sur la section 2, où cet argument essentiel est développé.

2. La vente de la force de travail, directe ou indirecte, franche comme elle l'est dans l'entreprise capitaliste, ou cachée par la médiation d'un mode de production non capitaliste, comme elle l'est souvent à la périphérie du système, constitue le problème essentiel. On ne comprendra rien à notre monde, à son unité réelle profonde, si on ne saisit pas comment opère cette vente qui donne un caractère universel à l'aliénation marchande capitaliste.

Analyser correctement cette vente, sa portée et ses formes, implique que l'on surmonte deux séries de difficultés. Le premier danger est de substituer une causalité linéaire mécaniste à la dialectique des rapports forces objectives/forces subjectives. La dialectique en question implique en effet que l'on se situe au plan du matérialisme historique, non à celui de la « théorie économique », qui fait appel à la causalité linéaire. L'usage de certaines méthodes, notamment celle dite des « modèles », accentue ce danger, parce que ces méthodes sont par elles-mêmes des outils mécanistes. Nous attirons donc l'attention du lecteur sur les sections 4 et 5, ainsi que sur l'annexe, dans lesquelles nous avons tenté de rétablir la nature de cette dialectique et les dangers de la juxtaposition de vues unilatérales.

Le second danger est d'analyser la dialectique forces objectives/forces subjectives en termes abstraits, généraux, c'est-à-dire hors du contexte concret des formations sociales spécifiques. Autrement dit, d'oublier que l'unité du système ne signifie pas son homogénéité, mais au contraire sa diversité. La dialectique en question doit donc envisager

simultanément et séparément les rapports entre les forces objectives et les forces subjectives au centre, à la périphérie et dans l'ensemble du système. Les sections 6 et 7, comme la section 10, tentent précisément de situer les caractères spécifiques de cette dialectique à la périphérie du système.

L'exposé qui suit n'est pas systématique. Nous ne parlons pas des concepts abstraits pour remonter à la réalité concrète. Au contraire, volontairement, nous avons choisi d'entrer dans le débat tel qu'il s'est présenté. Cette méthode permet précisément de mieux voir pourquoi le débat est resté ambigu, pourquoi des questions fausses ont pris la prééminence sur les vraies questions. Chemin faisant, dans les sections indiquées ci-dessus, nous avons fait le point par un retour aux deux éléments fondamentaux signalés, oubliés ou insuffisamment compris des participants à la discussion. Ce fut d'ailleurs aussi notre propre cheminement au cours des dernières années. Des renvois au *Développement inégal*¹ nous permettent d'éviter de nous redire, ou de donner à cette étude une dimension qu'elle ne peut avoir.

Le débat concernant l'échange inégal n'est pas le seul qui, à notre avis, doive être clos aujourd'hui. C'est en relation étroite avec lui que les dossiers de la question de la « transformation des valeurs en prix » (section 8), de la baisse tendancielle du taux du profit (section 9) et de la périodisation du système (section 10) ont été ouverts à nouveau. Et c'est pour les mêmes raisons fondamentales qu'ils doivent être clos. Telle est la conclusion sur laquelle nous revenons au terme de l'exposé qui suit.

I. LE DÉBAT CONCERNANT L'ÉCHANGE INÉGAL

Nous comptons parmi ceux qui considèrent que la publication de *L'échange inégal*² d'Arghiri Emmanuel marque une date importante dans la théorie du commerce international et, par delà, des relations inégales de domination/dépendance entre le centre et la périphérie du système capitaliste mondial. Que la thèse d'Emmanuel ait été rejetée d'emblée par les économistes conventionnels, on le comprend fort bien, puisque la théorie ricardienne du commerce international est cohérente avec la théorie subjective de la

1. Samir Amin, *Le développement inégal*, Ed. de Minuit, 1973.

2. A. Emmanuel, *L'échange inégal*, Maspero, 1969.

valeur. C'était même, là, la seule exception à la logique interne ricardienne, fondée sur la théorie de la valeur-travail, comme Emmanuel l'a remarqué pour la première fois, et très clairement.³

Mais comment expliquer le mutisme total des marxistes jusqu'à Emmanuel, en ce qui concerne le commerce international, et particulièrement la théorie ricardienne de « l'avantage comparatif » ? Nous pensons comme nous l'avons écrit⁴, que Marx n'a pas eu le temps de s'intéresser systématiquement au système capitaliste mondial, ayant d'abord consacré ses efforts à démystifier le mode de production capitaliste. Aussi ses observations concernant le commerce international dans le *Capital* ont-elles la nature de digressions brèves, « au passage ». On verra néanmoins que, comme souvent chez Marx, ces observations sont d'une grande richesse. Après Marx, la pensée marxiste se sclérose. Ensuite, avec la naissance de l'État soviétique, l'analyse scientifique du système mondial risque de devenir gênante pour la politique de cet État. Par ailleurs, le mouvement ouvrier de l'Occident développé s'intègre dans l'« establishment » et tend à adopter des attitudes paternalistes impérialistes et notamment, au plan idéologique, à concevoir la transformation socialiste du monde comme sa responsabilité exclusive, les peuples opprimés devant recevoir le socialisme « en cadeau »⁵. La théorie des « avantages comparatifs » s'avère alors utile, étant tautologique : elle permet de « justifier » l'ordre international et, entre autre, l'insertion du nouvel État dans cet ordre, comme le paternalisme à l'égard de la périphérie. C'est pourquoi la thèse d'Emmanuel devait être un pavé dans la marre.

Il n'est pas sans intérêt de remarquer que la critique qu'Emmanuel adresse à la théorie conventionnelle du com-

3. A. Emmanuel, *op. cit.*, Introduction.

4. Samir Amin, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Anthropos, 1970, pp. 173 et suiv. ; *Le développement inégal*, Minuit, 1973, pp. 171 et suiv.

5. Telle est, par exemple, la vision mécaniste du trotskysme, selon laquelle la révolution socialiste doit venir d'abord des pays capitalistes développés. Selon Trotsky, la dégénérescence de la révolution russe serait venue de l'échec de la révolution allemande. Que la rupture de l'alliance ouvrière-paysanne, à partir de la collectivisation des années 30 (dans les formes où celle-ci a été réalisée), ait constitué la base rendant possible la formation de la nouvelle classe, comme les Chinois l'expliquent, ne vient pas à l'esprit du trotskysme.

merce international est aujourd'hui généralement acceptée par les marxistes. Bettelheim et Palloix reconnaissent à Emmanuel son apport sur ce plan : il a fait apparaître les insuffisances et le caractère « illusoire » de la théorie « classique » (ricardienne) et « néo-classique » (marginaliste, toujours ricardienne dans ce domaine!) du commerce international. Notamment, Emmanuel a montré « qu'avec l'immobilité des facteurs on assistait à une inversion... ce n'étaient plus les conditions de production qui déterminaient les échanges, mais les échanges qui déterminaient la production » ; comme le dit Emmanuel, c'est cette « inversion », « ce reniement de la valeur travail », qui explique pourquoi les marginalistes qui ont rejeté Ricardo, ont conservé sa théorie du commerce international⁶.

Cette critique d'Emmanuel rejoint celle que nous avons faite de notre côté dès 1957. Et nous verrons encore que sur de nombreux points importants nos deux analyses convergeaient. Cependant, Emmanuel nous dépassait ici. En soulignant l'immobilité des facteurs, Emmanuel va en effet au-delà de la critique ; il pose les bases d'une théorie positive, puisque pour la première fois, il caractérise le système international d'une manière qui se révélera particulièrement fructueuse : mobilité internationale des marchandises, mobilité internationale du capital, immobilité du travail. Nous avons déjà fait remarquer qu'il s'agissait là d'une abstraction nouvelle, et que Boukharine⁷, en 1915, ne verra pas cette caractérisation, ni Lénine d'ailleurs, malgré l'importance de *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*.

Nous pensons que cette caractérisation abstraite est fondamentalement correcte, et que c'est même ici l'apport essentiel d'Emmanuel. Apport fondamental puisque, comme nous le verrons, il faut le rejeter pour rejeter simultanément l'idée de l'échange inégal.

6. Bettelheim, *L'échange inégal*, op. cit., Préface et Remarques théoriques ; *Politique Aujourd'hui*, N. 12, 1969, débat sur l'impérialisme, rapports internationaux et rapports de classe. Palloix, *L'impérialisme et l'échange inégal*, l'Homme et la Société N. 12, 1969, citation, Palloix, art. cité, p. 129.

7. N. Boukharine, *L'économie mondiale et l'impérialisme* (1915), Anthropos, 1967. Voir notre commentaire concernant cette erreur de Boukharine, *Le développement inégal*, Minuit, 1973, p. 125.

En cela, Emmanuel ne mérite certainement pas d'être qualifié d'« économiste pré-critique »⁸. Ce qualificatif hâtif permet d'ailleurs de s'y arrêter et, ayant fait (ou accepté) la critique de « l'avantage comparatif »... de le conserver, parce qu'on ne sait pas par quoi le remplacer. Car enfin, où est la « théorie marxiste » des échanges internationaux ?

Si le débat consécutif à la publication de *L'échange inégal* a été si confus et si injuste à l'égard d'Emmanuel, c'est que, malheureusement celui-ci s'est arrêté au seuil du vrai problème, qu'il avait été pourtant le premier à formuler clairement. Ce vrai problème, qui découle de la caractérisation correcte du système international, c'est celui des valeurs internationales. Nous disons qu'Emmanuel s'est arrêté au seuil du problème parce que la question des valeurs internationales n'est que celle de la domination du mode de production capitaliste sur les autres, celle de la spécificité du mode capitaliste périphérique par rapport au central, etc. Or, Emmanuel ne traite d'aucune de ces questions essentielles qui, par contre, sont l'objet principal de nos travaux, d'où ses conclusions hâtives, parfois même erronées, dont ses adversaires ont tiré des arguments trop faciles... pour rester eux, vraiment, au stade « pré-critique ».

A notre avis, la confusion résulte de l'insuffisance de l'analyse concernant le statut théorique de la valeur de la force de travail dans le mode de production capitaliste. Ni Emmanuel, ni ses contradicteurs n'ont résolu cette question d'une manière correcte. C'est sur ce point, croyons-nous, que nous avons déjà contribué à faire avancer le débat, et que nous espérons ici franchir encore une étape⁹.

La confusion résulte donc de ce que, sur ce point essentiel, Emmanuel s'exprime en termes empiristes, en qualifiant le salaire de « variable indépendante ». Comme on le verra, cette formulation révèle une erreur théorique, car il

8. Bettelheim, Préface et Remarques théoriques, *op. cit.*

9. L'objet essentiel de nos derniers ouvrages (*L'accumulation... et Le développement inégal*) a été précisément d'essayer de comprendre la signification de la domination du mode capitaliste sur d'autres modes de production, d'en tirer les conclusions essentielles concernant les spécificités de l'accumulation au centre et à la périphérie. Notre itinéraire, parti en 1957 d'une critique encore économiste de « l'économie du sous-développement », nous a amené, à partir de 1965, à prendre une conscience de ces questions fondamentales qui nous paraît aujourd'hui lucide.

n'y a pas de « variable indépendante » dans le mode de production capitaliste. La recherche même de causalités unilatérales entre « variables indépendantes » et « variables dépendantes » caractérise l'économisme mécaniste, et se situe aux antipodes de la méthode dialectique où le tout, c'est-à-dire la reproduction des conditions du mode de production, détermine les parties, c'est-à-dire les « variables ».

Mais si Emmanuel s'est engagé ici dans une voie formaliste sans issue, ses contradicteurs n'en ont pas pour autant progressé. Ils se sont en effet contenté de répéter que le salaire n'était pas « indépendant » mais « dépendant... » de la « productivité ». C'est évidemment là une formulation marginaliste creuse. Car la question se pose immédiatement de savoir à quel niveau se situe la « productivité » en question. Le niveau de l'entreprise, celui de la nation ou celui du système mondial ?

Réalise-t-on un progrès réel en remplaçant le terme de productivité, d'origine marginaliste, par l'expression marxiste de niveau de développement des forces productives ? Dire que le salaire dépend du niveau de développement des forces productives ne constitue qu'une réponse partiellement correcte et trop générale. D'abord le verbe *dépendre* lui-même trahit toujours l'absence d'une pensée réellement dialectique. Nous verrons plus loin comment formuler correctement la dialectique entre les forces objectives et les forces subjectives. Ensuite la question reste entière de savoir à quel niveau se situe ce développement des forces productives : l'entreprise, la branche, la nation, ou le monde ?

II. L'APPORT D'EMMANUEL :

LA PRÉÉMINENCE DES VALEURS MONDIALES

Emmanuel considère que sa découverte essentielle est que le salaire serait la variable indépendante du système:¹⁰ Nous pensons qu'il n'en est rien, et que l'apport essentiel de sa théorie est ailleurs : dans l'affirmation de la prééminence des valeurs mondiales (internationales).

Emmanuel situe son raisonnement dans un cadre où les activités de production des partenaires internationaux sont

10. Emmanuel, *Échange inégal et développement inégal*, Politique Aujourd'hui, N. 12, 1969.

régies par les lois du mode de production capitaliste. Il est bien évident en effet que les catégories de taux de la plus-value et du profit, de capital et de valeur de la force de travail sont relatives à ce mode de production. Il fait l'hypothèse que tous les produits du mode capitaliste sont des marchandises internationales, que le capital est mobile tandis que le travail ne l'est pas. Par ailleurs, il considère que les produits échangés ont des valeurs d'usage irréductibles, c'est-à-dire qu'il s'agit de produits spécifiques, comme par exemple une automobile et du café. Cette dernière observation est essentielle, et c'est précisément sur ce point que nous nous séparons de l'auteur de *L'échange inégal*, comme on va le voir!¹¹

Bien entendu, on ne peut pas comparer les « productivités » entre deux entreprises (ou deux branches) qui produisent des valeurs d'usage irréductibles. Emmanuel a parfaitement raison lorsqu'il rétorque à ses contradicteurs, qui comparent la productivité dans une plantation de café avec celle dans une usine d'automobile (pour affirmer que celle-ci est plus élevée que celle-là bien sûr, et justifier par là les différences de niveau des salaires), qu'ils se situent complètement en dehors de l'analyse marxiste de la valeur, qu'ils raisonnent dans le cadre marginaliste, lequel est, comme nous l'avons montré, parfaitement tautologique : les « productivités » sont différentes... parce que les rémunérations du travail le sont !

Sur ce sujet, Emmanuel écrit avec force : « entre branches différentes, la productivité du travail est incommensurable et le discours sur la différence entre valeur nationale et valeur internationale n'a aucun sens ».¹² (Sous-entendu, parce que les produits nationaux échangés sont spécifiques.)

Dans le cadre où il se situe, le mode capitaliste régissant les activités spécifiques des partenaires, la mobilité du capital se manifeste par la tendance à l'égalisation du taux du profit à l'échelle mondiale, tandis que les rémunérations du travail, qui est immobile, varient d'un pays à l'autre selon les conditions historiques. Dès lors, la transformation des

11. Voir *Le développement inégal*, chap. II, la critique interne du marginalisme, dont nous sommes partis en 1957, nous a amené à voir dès le début ce caractère tautologique qui dévoile la nature idéologique, et non scientifique, de l'économie universitaire.

12. Emmanuel, *Politique Aujourd'hui*, art. cité, p. 79.

valeurs internationales (les seules qui aient un sens) en prix internationaux (également les seuls qui aient un sens) implique un transfert de valeur de certaines nations à d'autres.

Du fait que tous les produits sont des marchandises internationales, la même quantité de travail dépensée dans différents lieux du monde, cristallisée dans ces produits, produit également une valeur mondiale unique, bien que la force de travail ne soit pas une marchandise internationale puisqu'elle ne circule pas en dehors des frontières nationales.¹³ Emmanuel a parfaitement raison d'insister sur ce point : l'heure de travail du prolétaire africain vaut celle du prolétaire européen, parce que le produit du travail de l'un et de l'autre sont des marchandises internationales. A Palloix, qui s'étonne que l'on compare la valeur de l'heure de travail ici et là, Emmanuel répond : « comment comparer une heure de travail africain avec une heure de l'ouvrier de Detroit ? Eh bien ! de la même manière qu'on compare l'heure de travail d'un ouvrier de Detroit avec l'heure de travail d'un coiffeur de New York ».¹⁴

Il est bien évident que si l'heure de travail ici et là crée la même valeur, et si la force de travail a ici une valeur inférieure, c'est-à-dire si le salaire réel est inférieur, le taux de la plus-value est nécessairement supérieur. Les biens salariaux qui constituent la contre-partie réelle de la valeur de la force de travail sont en effet aussi des marchandises internationales, qui ont une valeur internationale. Si la journée de travail est égale en A et en B (8 heures par exemple), si la rémunération réelle du prolétaire est 10 fois supérieure en B (salaire réel en B égal à 10 kilogrammes de blé par jour, contre un kilogramme seulement en A), et si 10 kilogrammes de blé sont produits dans le monde (là où la productivité dans cette production est la plus élevée) en 4 heures, le taux de la plus-value en B sera de 100 % (4 heures de travail nécessaire

13. Les mouvements de peuples à travers l'histoire, l'émigration vers le nouveau monde, les migrations de force de travail à l'intérieur du centre, relèvent d'autres problématiques. Les migrations internationales de la périphérie vers le centre, qui ont commencé avec les catégories qualifiées (exode des cerveaux), restent encore à peine amorcées et sont encore négligeables par rapport au volume de la force de travail exploitée dans la périphérie même.

14. Palloix, H. et S., N. 18, *La question de l'échange inégal, une critique de l'économie politique* ; Emmanuel, *Politique Aujourd'hui*, art. cité, p. 78.

et 4 heures de sur-travail), tandis qu'il s'élèvera à 1 900 % en A (24 minutes de travail nécessaire et 7 heures 36 minutes de sur-travail). Pour tenir ce raisonnement, il n'y a pas lieu de comparer la productivité dans les deux productions capitalistes dans lesquelles A et B se spécialisent : cela n'a même pas de sens.

Sur ces fondements, Emmanuel distingue deux formes de l'échange inégal!⁵ Dans la première forme, les taux de la plus-value sont identiques (donc également les salaires réels), mais les différents pays se spécialisent dans des branches de la production dont la composition organique est différente. Ici le transfert de valeur n'est pas différent de ce qu'il est à l'intérieur d'un système national et, parce que de tels transferts sont immanents au mode capitaliste, Emmanuel ne s'étend pas sur ce cas « banal ». Dans la seconde forme, les taux de la plus-value sont différents, et le transfert de valeur est dû, non aux compositions organiques différentes, mais à l'immobilité du travail, qui permet des salaires réels différents. C'est le cas véritable d'échange inégal.

Nous discuterons plus loin les hypothèses d'Emmanuel. Nous nous poserons la question de savoir si l'on peut encore parler d'échange inégal lorsque l'un des partenaires de l'échange n'est pas régi par le mode de production capitaliste. De même nous nous poserons la question de savoir si l'hypothèse de valeurs d'usage irréductibles élargit, ou au contraire rétrécit, la problématique de l'échange international.

Nous voulons ici seulement constater que l'affirmation de la prééminence des valeurs internationales est bien l'essence même de la thèse en question.

Les contradicteurs d'Emmanuel l'ont d'ailleurs bien vu, et c'est précisément cette prééminence qu'ils mettent en question, ou même rejettent catégoriquement. Palloix écrit à ce sujet : « Existe-t-il une valeur internationale, fondement des prix mondiaux, comme il existe une valeur nationale ? Emmanuel suppose que la seule réalité est le monde. Il semble au contraire que la seule vérité soit l'existence de blocs économiques : USA, Europe, Asie, Afrique, Amérique latine... ». Et Bettelheim écrit : « Au sein de chaque formation

15. *L'échange inégal*, *op. cit.*, chap. 2, section II.

sociale capitaliste nationale, la loi de la valeur assure la reproduction élargie des conditions matérielles de la production, la forme spécifique de domination du mode de production capitaliste sur les autres..., un niveau déterminé des salaires. Au sein du marché mondial capitaliste, la loi de la valeur assure la reproduction élargie des conditions matérielles de la production mondiale, les formes spécifiques de domination/subordination des différentes formations sociales, les rythmes inégaux de développement... Le niveau des salaires, propre à chaque formation sociale, ne peut pas être déterminé par le niveau mondial de développement des forces productives, mais il est fondamentalement lié à la combinaison spécifique, forces productives/rapports de production, propre à chaque formation sociale ».¹⁶

La position est ici tout à fait catégorique et elle nous paraît erronée. Nous verrons plus loin comment nous traitons la dialectique niveau mondial/niveaux nationaux de développement des forces productives, et comment nous faisons intervenir cette dialectique dans la détermination du salaire au centre et à la périphérie du système.

En tout cas, cette position élimine la question à résoudre. Si l'on accepte, avec Bettelheim, l'autonomie de la détermination du salaire dans chaque formation sociale, on ne peut plus faire la théorie du commerce international. Il faut alors accepter les avantages comparatifs ricardiens, c'est-à-dire faire une exception à la loi de la valeur-travail. Il n'est pas possible même de parler des effets de la loi de la valeur au niveau mondial. Cela n'a plus de sens, et on ne peut plus parler de marchandises internationales.

Cette position revient en dernière analyse à considérer le système mondial comme une juxtaposition de systèmes nationaux. Chacun de ceux-ci étant autonome, on comprend que leurs relations d'échange ne puissent être analysées en termes objectifs, mais doivent l'être dans ceux de la théorie subjective, qui trouverait là un champ d'application, au-delà de celui (le champ national) régi par la valeur objective.¹⁷

16. Palloix, H. et S., N. 18, art. cité, p. 21; Bettelheim, *Politique Aujourd'hui*, art. cité, p. 87.

17. Comme nous l'avons montré en ce qui concerne le commerce lointain précapitaliste qui met en rapport des modes de production autonomes.

Cette position en tout cas n'était certainement ni celle de Marx, ni celle de Lénine. En effet, Marx considère que l'importation de blé américain en Angleterre au XIX^e siècle réduit la valeur de la force de travail dans ce pays. Ainsi considère-t-il déjà les « subsistances » (le blé), comme une marchandise internationale. Aussi Marx considère-t-il précisément que le niveau de développement des forces productives à l'échelle mondiale, ce développement qui permet d'obtenir du blé meilleur marché dans le Nouveau monde, détermine le salaire et le taux de la plus-value en Angleterre. De même Lénine donne manifestement la prééminence au système mondial : son commentaire élogieux de l'ouvrage de Boukharine, comme nous l'avons déjà écrit, en témoigne. L'insuffisance de Boukharine ici ne fut pas d'avoir donné la prééminence au système mondial mais d'avoir compris l'erreur de caractériser ce système, comme le mode de production capitaliste, par la triple mobilité internationale des marchandises, du capital et du travail (« La tendance à l'égalisation du taux du salaire » que nous avons signalée). Autrement dit, Boukharine voit le système mondial comme une extension à l'échelle mondiale du mode de production capitaliste : d'où sa tendance homogénéisante.¹⁸

La prééminence des valeurs mondiales constitue donc l'essentiel, le contenu de l'affirmation de l'unité du système mondial, la condition de cette unité. Le qualificatif d'« international », hérité de la « théorie économique du commerce international », est d'ailleurs inapproprié ; c'est par le qualificatif de « mondial » que nous proposons de le remplacer.

Cette affirmation est-elle une simplification déformante de la réalité ? Une affirmation erronée « statistiquement » : la quantité des produits congolais exportés ou importés ne dépasse-t-elle pas 30 % de celle qui est produite pour le marché interne, 20 % en Allemagne et 5 % aux États-Unis ? C'est là une vision curieusement pauvre de comptable. Car ce sont ces 30 % qui façonnent tout au Congo, la vie quotidienne et la « grande politique », les idéologies et la lutte des classes. Et ce sont les « problèmes » relatifs aux 20 % de l'Allemagne et aux 5 % des États-Unis en question, qui mettent un terme à la domination américaine et transforment de fond en

18. Voir note 7.

comble un ordre international qui a marqué 25 ans de l'histoire contemporaine.

Unité n'a jamais été synonyme d'homogénéité. Le monde est un dans sa diversité, son inégalité. Au centre du système capitaliste mondial, les choses paraissent claires : les formations sociales se rapprochent de la pureté du mode de production capitaliste. A sa périphérie, la prééminence des valeurs mondiales est obscurcie par le caractère d'apparence hétérogène des formations sociales. D'apparence seulement, car ici encore il n'y a pas de juxtaposition du mode capitaliste et de modes précapitalistes. Comprendre ce que signifie la domination du mode capitaliste sur les autres qui constituent la base de cette unité, tel est le point central du problème. Or cette analyse ne relève pas de « l'économie », mais du matérialisme historique. C'est à travers des alliances de classes spécifiques à chaque formation et au système mondial que se façonne cette intégration dans l'unité mondiale.

On a trop souvent oublié que le capital¹⁹ était simultanément social et individuel (parcellisé). On se contente trop souvent de rechercher la relation capitaliste à l'échelle « micro-économique », celle de l'entreprise. Si cette relation apparaît presque toujours d'évidence dans le capitalisme central, il n'en est pas de même dans le capitalisme périphérique. Ici l'apparence peut être, par exemple, celle d'un mode petit marchand intégré dans le marché capitaliste. Mais derrière cette apparence immédiate se cache la dénomination du capital sur le producteur direct. Celui-ci n'est pas un petit producteur marchand, et ce n'est pas la loi de la valeur dans sa forme simple qui détermine le prix de son produit. Il est en fait proche du prolétaire travaillant à domicile, comme naguère il en a existé en Europe, exploité par un capital auquel en réalité il vend, non pas son produit, mais sa force de travail. Ne pas voir qu'ici c'est la vente de la force de travail qui commande le système, c'est donc ne pas comprendre l'unité du système mondial, encore une fois lui substituer

19. Le caractère social, global du capital a été particulièrement mis en relief en ce qui concerne ses conséquences concernant la valeur et la « transformation » dans le chapitre VI du *Capital* (Marx, *Un chapitre inédit du Capital* 10-18, Paris, 1971). Voir Claudio Napoleoni, *Lezioni sul capitolo, testo inedito di Marx, op. cit.*

une juxtaposition de modes de production différents, simplement reliés entre eux, donc rester dans l'optique du « dualisme »

Il y a peut-être une excuse à la persistance de cette vision « dualiste » à laquelle nous opposons celle de l'unité du système mondial. C'est qu'en fait cette unité est très récente. Bien sûr, les origines du système mondial remontent aux débuts du mercantilisme, il y a quatre siècles ; bien sûr, la contribution de ce système a été considérablement accélérée par l'impérialisme, à partir de la fin du siècle dernier. Néanmoins, le processus de la transformation des relations entre le mode capitaliste et les autres modes de production, à l'origine des relations « épisodiques » et « marginales », à l'arrivée des relations de domination qui ont altéré radicalement les modes non capitalistes, ont réduit ces relations à une simple forme, une coquille dont le contenu est désormais devenu une relation de vente de la force de travail. Ce processus, d'abord lent, s'est accéléré à une époque toute récente. Peut-être dans les années 30 les producteurs de la périphérie étaient-ils encore largement des petits producteurs marchands. Nous sommes persuadés qu'ils ne le sont plus et qu'aujourd'hui ils sont très largement prolétarisés, vendeurs, quoiqu'indirects, de leur force de travail. Mille faits sociaux le prouvent chaque jour. De ce décalage entre la réalité d'aujourd'hui et une image qui reste fondée sur celle d'hier, résultent certainement des erreurs importantes de la stratégie politique.²⁰

III. LE SALAIRE N'EST PAS UNE « VARIABLE INDÉPENDANTE » : PREMIÈRE CRITIQUE D'EMMANUEL ET DE BRAUN

Pour nous, la notion même de « variable indépendante » n'a pas de sens. La recherche de celle-ci témoigne d'une méthodologie mécaniste, linéaire, où le tout n'est que la somme des parties. Dans cette vision, qui est celle de l'économiste conventionnel, le système économique apparaît comme constitué de parties (les « variables ») connectées

20. Rossana Rossanda et Charles Bettelheim (*II Manifesto*, Paris, 1971, pp. 208 et suiv.) ont remarqué très justement que c'est cette prolétarianisation, achevée ou non, qui a transformé les masses paysannes de la périphérie en réserve du socialisme.

par les liaisons d'interdépendance (les « fonctions économiques » de production et de consommation). Pour sortir du cercle clos de l'interdépendance générale, il faut décréter arbitrairement qu'une de ces variables est « indépendante », « première »²¹.

Le système de l'équilibre général de Walras est par excellence le modèle correspondant à cette vision où le tout est la somme des parties. Nous avons montré que l'économie conventionnelle n'avait trouvé qu'une seule issue à la question absurde dans laquelle elle s'était enfermée de la sorte : le quantitativisme monétaire. Nous avons également montré que la soi-disant « rationalité » du calcul économique était fondée sur la même philosophie linéaire et mécaniste : pour découvrir que les décisions des unités élémentaires de production et de consommation (les parties) convergent et déterminent un tout, non seulement cohérent mais encore « optimal », il faut supposer les demandes données (donc « variables indépendantes »). Celles-ci déterminent alors l'échelle des prix relatifs sur la base de laquelle producteurs et consommateurs fondent leurs « comportements ». Il n'est pas étonnant que les décisions fondées sur la « rentabilité » engendrent alors, non « l'optimal », mais plus banalement la reproduction du système : une distribution de revenus qui garantit les demandes en question.

Toute cette méthodologie est profondément étrangère au marxisme, pour lequel le tout précède les parties, qui n'ont de sens que par rapport à ce tout. Le système social (le mode de production, les classes sociales qu'il définit) est antérieur à ses expressions parcellaires (les prix, les revenus, les demandes, etc.). Le fonctionnement du système doit être analysé comme mode de reproduction de celui-ci, globalement, et de sa négation. C'est pourquoi on ne peut comprendre la réalité en restant au niveau des phénomènes (les parties interconnectées du tout); il faut aller au-delà, à l'essence (le tout précisément).

21. *Le développement inégal*, chap. II. Nous y faisons la critique interne de l'équilibre général et du quantitativisme, en montrant le caractère nécessaire de cette « solution » formelle et par conséquent le caractère idéologique et non « scientifique » de l'« économie ». On voit encore que la critique de l'économie s'imposait pour atteindre le niveau de la philosophie et de l'épistémologie sous-jacentes, sortir de l'économisme pour comprendre l'histoire (le matérialisme historique).

On comprend maintenant pourquoi Emmanuel parle de « variable indépendante » : parce qu'il reste au niveau des phénomènes. Il le déclare lui-même clairement, choisissant, comme Sraffa, de rester dans le cadre du système des prix de production, où, dès lors, « l'unique grandeur à laquelle nous sommes obligés de nous accrocher c'est le salaire en tant que premier prélèvement sur le produit social, le profit n'étant qu'un reliquat. Si cette grandeur nous manque, si le salaire n'est pas donné, s'il n'est pas une variable indépendante, alors le problème de la détermination de la valeur sur une base objectiviste est insoluble et aucun prix abstrait d'équilibre (de la production) ne peut être trouvé ».²²

Emmanuel croit justifier cette caractérisation du salaire par l'affirmation que les prix de production ne se situent pas au niveau des phénomènes, mais à celui d'une essence autre que celle de la valeur, le problème de la « transformation » étant, selon lui, insoluble. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question connexe de la « transformation ».

Sraffa²³ n'éprouve évidemment pas ces difficultés. Car il se situe d'emblée au niveau du système des phénomènes d'interdépendance des parties. Salaire, taux du profit et prix relatifs sont dès lors interdépendants dans son système. L'importance de la formulation de Sraffa n'en est pas moindre pour autant, car elle met un terme aux prétentions « scientifiques » du marginalisme, en dévoilant son caractère tautologique.

Oscar Braun et Jagdish Saigal²⁴ ont tiré le maximum de ce que l'analyse en termes sraffiens, transposée au plan international, peut donner. Et leurs démonstrations ont une importance décisive pour comprendre le mécanisme de l'échange inégal et des transferts internationaux (nous ne disons pas « de valeur », on verra pourquoi plus loin). Les modèles développés par Braun et Saigal partent des mêmes hypothèses que celle d'Emmanuel : le mode de production capitaliste chez les partenaires (sans lequel les concepts de salaire et de profit n'ont pas de sens), le caractère international

22. Emmanuel, H. et S., N. 18, art. cité, p. 54.

23. Piero Sraffa, *Production des marchandises par des marchandises*, Dunod 1970 (1^{re} édition anglaise, 1960).

24. L'étude de J. Saigal, réflexions sur la théorie de l'échange inégal, avait été publiée dans la seconde édition de cet ouvrage.

des marchandises, la mobilité du capital (égalisation du taux de profit), l'immobilité du travail (salaires différents).

La formulation d'Oscar Braun présente l'avantage considérable d'avoir été la première systématisation de la relation d'interdépendance entre les rapports de salaires (taux différents des salaires) et les rapports de prix internationaux. Elle ne suppose rien de plus qui ne soit déjà contenu dans l'hypothèse d'Emmanuel : la spécialisation des partenaires dans des produits spécifiques (dont les valeurs d'usage sont irréductibles) et pour la production desquels les technologies sont définies. Braun renverse néanmoins l'ordre des causalités : au lieu de dire que les salaires déterminent la structure des prix internationaux, comme Emmanuel, il affirme que ce sont les prix qui constituent la « variable première ». Les arguments de Braun ne manquent pas de force. Les « pratiques discriminatoires », fondées sur le monopole du centre en matière d'équipements et de technologie, la non-substituabilité entre les importations et les exportations de la périphérie, le caractère pervers de la courbe d'offre d'exportation de la périphérie, contrainte de produire davantage quand les prix baissent parce que l'équilibre de la balance des paiements doit se faire à un niveau incompressible des importations, sont des réalités évidentes. Cependant, ces faits réels se situent encore une fois au niveau des phénomènes, ici, les politiques économiques des États. Cette analyse permet à Braun de croire pouvoir répondre à la question qu'il se pose : à savoir quelle est la variable première, les salaires ou les prix internationaux. Mais cette question même n'est-elle pas superficielle ? La méthode même, fondée sur l'interdépendance, contraint à demeurer au niveau des phénomènes et, par là-même, comporte le risque de poser des questions fausses. Pour poser la vraie question, qui n'est pas celle-ci, il faut aller à l'essence.

Quant au modèle de Saigal, il présente l'avantage certain d'examiner différentes hypothèses concernant les fonctions de production (les technologies, donc les productivités comparées, dans les mêmes branches, bien entendu). En partant du modèle que nous avons élaboré en valeurs, en le transformant en modèle établi en prix (en faisant l'hypothèse d'un taux de profit égal d'une branche à l'autre), Saigal illustre notre définition de l'échange inégal, comme on le verra en le lisant.

Ainsi donc chez Emmanuel le problème du statut théorique de la valeur de la force de travail est tout simplement éludé. Comme le dit Palloix, cela signifie que « le salaire échappe à l'analyse économique »²⁵. Tel est le sens que donne Emmanuel aux considérations de Marx relatives à « l'élément historique et moral » qui entre dans la détermination de la valeur de la force de travail. En logique formelle, dans un système d'interdépendance généralisée, à la façon Sraffa, le salaire réel peut être « n'importe quoi » (en-dessous du produit net bien entendu, condition nécessaire pour que le taux du profit soit positif); les autres variables s'y ajustent.

Nous contestons ce caractère arbitraire du salaire et rejoignons ici Bettelheim qui affirme que « le salaire n'est pas une variable indépendante, mais la valeur de la force de travail »²⁶. Pour nous, le salaire (la valeur de la force de travail) et le niveau de développement des forces productives sont intimement liés. Notre divergence avec Emmanuel commence exactement là. Nous allons donc voir comment cette relation doit être formulée, au plan du mode de production capitaliste et à celui du système capitaliste international.

IV. LE STATUT THÉORIQUE DE LA VALEUR DE LA FORCE DE TRAVAIL DANS LE MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Le problème de l'échange international ne peut pas être étudié correctement en restant au plan des relations immédiates, celles de l'échange. Il faut aller à l'essence, c'est-à-dire au procès de production, à la vente de la force de travail. Celle-ci opère selon des modalités différentes dans les formations centrales et dans celles de la périphérie, précisément du fait de la complexité de ces dernières (la domination du mode capitaliste sur d'autres).

Cependant, la discussion concernant l'échange inégal a montré à quel point la formation de la valeur de la force de travail dans le mode capitaliste « pur » même, était mal comprise. Chez Marx, cette formation est analysée, comme le reste, en termes d'une dialectique : celle des forces objectives

25. Palloix, H. et S., art. cité, N. 18.

26. Bettelheim, *Remarques théoriques, op. cit.*

(les lois de l'accumulation) et des forces subjectives (la lutte des classes). La dialectique a été remplacée progressivement chez les uns et les autres par une vision plus « simple », unilatérale, tant la philosophie mécaniste bourgeoise est ancrée dans les esprits. Les uns — dont Emmanuel, comme on vient de le voir — ne considèrent que les forces subjectives, et, dans ce cadre, le salaire devient « n'importe quoi », « variable indépendante ». Les autres — ses contradicteurs — ont affirmé d'une manière tout autant unilatérale la prééminence du facteur objectif. Cette réduction les a conduit d'ailleurs nécessairement à des formulations erronées de la face objective de la relation dialectique : le lien « salaire-productivité », mal formulé de cette manière, fait retomber dans l'économisme mécaniste.

Nous reprendrons donc maintenant cette question fondamentale. Nous commencerons par préciser le mécanisme de cette face objective. Nous verrons alors que cette présentation, toujours unilatérale, fut-elle d'apparence précise, se heurte à des limites graves, qui ne peuvent être dépassées qu'en rétablissant la dialectique des forces objectives et des forces subjectives. Le rétablissement de cette dialectique fait d'ailleurs sortir de la « théorie économique », pour s'élever au plan de la réalité, celui du matérialisme historique.

Cette méthode d'exposition est-elle « dangereuse ? Oui, pour qui est imperméable à la dialectique, et lui substitue toujours la causalité linéaire. Cependant, cette méthode d'exposition est celle de Marx lui-même : dans le livre I du *Capital*, il expose la face « subjective » (« l'élément moral et historique »), dans le livre II, il utilise un modèle d'accumulation qui met en relief la face « objective ». Les commentateurs de Marx, imperméables à la dialectique, y ont toujours vu une « contradiction ». Et comme, pour eux, la contradiction est l'ennemi de la raison, ils rejettent Marx. Pour nous, la contradiction est dans la réalité, la vie. Et c'est précisément pourquoi elle ne peut être surmontée en restant dans le cadre étroit de la « théorie économique », par nature linéaire et mécaniste, mais en intégrant celle-ci dans le matérialisme historique. Cette intégration, qui va de soi chez Marx, n'a jamais pu être réalisée par les sciences sociales non marxistes, qui, de ce fait, restent empêtrées dans l'éternel faux problème de la « pluridisciplinarité ».

Commençons donc par l'aspect « objectif ». Nous utilisons pour en dégager les caractéristiques une méthode linéaire, celle du « modèle », dont on verra dans l'annexe, d'une manière claire, les limites.

Nous avons toujours affirmé que le niveau du salaire dépendait entre autre de forces objectives : le niveau de développement des forces productives. Les schémas de la reproduction du livre II du *Capital* situent la nature de cette relation objective. Nous resterons ici dans ce cadre, celui du mode de production capitaliste, défini par son taux de la plus-value et la répartition des forces productives en deux secteurs : I. production d'équipements, et II. production pour la consommation. Que la nature de ces schémas ait été insuffisamment comprise, nous en voulons pour preuve les débats ultérieurs sur les « marchés » (Rosa Luxemburg, Tougan Baranowsky, etc.)²⁷ ou sur certains aspects de la baisse tendancielle du taux du profit (question connexe qui sera examinée plus loin). Par ailleurs faut-il abandonner les raisonnements en valeurs qui caractérisent ces schémas, pour exprimer les conditions de l'équilibre en dynamique directement en prix de production ? Nous ne le pensons pas : les modèles établis en prix n'apportent rien d'essentiel qui ne soit déjà contenu dans ceux établis en valeurs, par contre ils occultent des aspects essentiels de la nature du système.

Il nous a semblé que l'on pourrait faire apparaître encore plus clairement la relation en question en raisonnant directement en quantités physiques.

Notre modèle appréhende donc directement les relations techniques de production (inputs d'équipements et de travail direct, outputs), par exemple :

$$\text{Section I } 1 e + 4 h \rightarrow 3 e$$

$$\text{Section II } 1 e + 4 h \rightarrow 6 c$$

27. Pour le débat sur les « marchés », voir : Lénine, *Le romantisme économique. A propos de la question des marchés* ; Rosa Luxemburg, *L'accumulation du capital* (bibliographie complète du débat de l'époque) ; Tougan Baranowsky, *Les crises industrielles en Angleterre* (1^{re} édition allemande, 1901). Notre solution à ce débat, que nous considérons clos, est proposée dans *Le développement inégal*, pp. 146 et suiv. Voir plus loin la question de la loi du taux du profit.

Les inputs de capital constant sont définis directement en unités d'équipements e , les inputs de travail direct en heures h et les outputs en unités d'équipements e pour la section I et unités de consommation c pour la section II. On remarquera que, dans cet exemple, la composition organique est identique dans les deux sections.

On suppose que le produit du travail est partagé entre le prolétaire et le capitaliste en proportions identiques d'une section à l'autre (taux de la plus-value, identiques). On suppose aussi que les salaires constituent la seule source de la demande de biens de consommation C , c'est-à-dire que le pouvoir d'achat cristallisé dans la rémunération du travail permet d'absorber toute la production de II, durant chaque phase décrite successivement. Par contre, la plus-value est intégralement « épargnée » en vue de financer l'investissement brut (remplacement et élargissement), c'est-à-dire que le pouvoir d'achat cristallisé dans la plus-value générée durant une phase permet la mise en œuvre des équipements nécessaires pour l'équilibre en dynamique durant la phase suivante.

S'agissant d'un équilibre en dynamique, nous définissons le progrès accompli d'une phase à l'autre par le rythme de la croissance de la productivité du travail (quotient du produit par l'input de travail direct). Par exemple, si la productivité dans chaque section double d'une phase à l'autre, la technologie pour la phase 2 sera définie par :

$$\begin{array}{l} \text{Section I } 2 e + 4 h \rightarrow 6 e \\ \text{Section II } 2 e + 4 h \rightarrow 12 c \end{array}$$

La même quantité de travail direct met en œuvre deux fois plus d'équipements de matières premières, etc., pour produire un output double. Les compositions organiques physiques doublent.

Comment, dans ces conditions, peut se faire l'équilibre d'une phase à l'autre ? Imaginons qu'au départ la quantité de travail disponible dans la société (120 h) comme le stock d'équipements disponibles (30 e) soient donnés. Leur répartition entre les deux sections, le taux de la plus-value et le rythme de la croissance (excédent de la production de I sur les besoins de remplacement) sont simultanément interdépendants. Par exemple, on aura :

Phase 1	Équipement	Travail nécessaire	Surtravail	Produit
Section I	20 e +	40 h + 40 h →		60 e
Section II	10 e +	20 h + 20 h →		60 c
Ensemble	30 e		120 h	

Ici le produit de I durant la phase 1 est le double de ce qui est nécessaire pour le remplacement des équipements et permet d'obtenir durant la phase 2 un output lui-même doublé. On vérifie que les proportions 2/3 - 1/3, qui caractérisent la répartition des forces productives entre I et II, et un taux de la plus-value de 100 %, c'est-à-dire inchangé (donc, des salaires réels doublés), sont les conditions de l'équilibre en dynamique, où la phase 2 est caractérisée de la manière suivante :

Phase 2	Équipement	Travail nécessaire	Surtravail	Produit
Section I	40 e + 40 h +		40 h → 120 e	
Section II	20 e + 20 h +		20 h → 120 c	
Ensemble	60 e	120 h		

Nous constatons ici que le pouvoir d'achat cristallisé dans les salaires correspondant à 120 heures de travail (dont 60 heures de travail nécessaire) doit permettre d'acheter 60 c durant la phase 1 et 120 c durant la phase 2, c'est-à-dire que le salaire réel doit doubler, comme la productivité du travail. La production d'équipement, doublée d'une phase à l'autre, trouve son débouché dans la phase suivante. On remarque que le rythme de la croissance de l'équipement disponible commande la quantité totale de travail mis en œuvre ; et non l'inverse. C'est là un point important : l'accumulation du capital commande l'emploi et non l'inverse (comme le prétend l'économie bourgeoise en général et le marginalisme plus particulièrement). Ici, par le choix même des hypothèses, le volume de l'emploi reste inchangé d'une période à l'autre. Dans l'hypothèse d'une croissance de la population active, naturelle par exemple, le rythme de l'accumulation ne permet pas le plein emploi.

Ce modèle très simple est, à notre avis, suffisant pour illustrer la nature de la relation objective entre la valeur de la

force de travail et le niveau de développement des forces productives dans le mode de production capitaliste. On n'y ajoute rien en passant par un dénominateur commun (valeurs et salaires) permettant d'additionner les inputs, en substituant le calcul en prix à celui en valeurs (égalisation du taux du profit, ici égal à celui de la plus-value en tout état de cause, les compositions organiques étant identiques dans les deux sections), en introduisant des hypothèses plus complexes : compositions organiques différentes et/ou croissances de la productivité différentes dans les deux sections.

Dans notre modèle, par exemple, on peut, d'évidence, formuler les conditions de l'équilibre en termes homogènes. Si le prix de l'unité de C est 1 franc, celui de E, 2 F et le taux du salaire horaire 0,50 F, la plus-value (ici égale au profit) étant obtenue par différence, on a :

Phase 1	Équipement	Salaires	Plus-value	Produits
Section I	$20 e \times 2 = 40 F$	$80 h \times 0,5 = 40 F$	40 F	$60 e \times 2 = 120 F$
Section II	$10 e \times 2 = 20 F$	$40 h \times 0,5 = 20 F$	20 F	$60 c \times 1 = 60 F$
Ensemble	60 F	60 F	60 F	180 F

Dans la phase suivante, l'équilibre implique, si les prix restent stables, que le salaire nominal soit doublé, comme la productivité :

Phase 2	Équipement	Salaires	Plus-value	Produits
Section I	$40 e \times 2 = 80 F$	$80 h \times 1 = 80 F$	80 F	$120 e \times 2 = 240 F$
Section II	$20 e \times 2 = 40 F$	$40 h \times 1 = 40 F$	40 F	$120 c \times 1 = 120 F$

On vérifie qu'il n'y a pas de difficulté d'absorption.

Les salaires distribués au cours de la phase 1 (60 F) permettent d'acheter toute la production de biens de consommation fournie au cours de cette phase (également 60 F). Quant à la production de biens d'équipement obtenue durant la phase 1 (120 F), elle est achetée par les capitalistes et mise en place pour fonctionner dans la phase 2 (valeur des équipements en place dans la phase 2 : également 120 F). Ces biens d'équipement servent pour moitié en valeur à la reconstitution de la capacité productive de la phase 1, pour l'autre moitié en valeur (financée par la plus-value réalisée dans la phase 1, soit 60 F), à mettre en place une capacité supplémentaire.

D'une phase à l'autre, le salaire horaire réel est doublé et la production de biens de consommation également.

Il est utile de remarquer ici que les équipements produits au cours d'une phase n'ont pas les mêmes valeurs d'usage que celles des équipements qui ont servi à les produire. Avec les 20 e mis en place dans la phase 1, on ne produit pas 60 e identiques mais 60 e d'un type nouveau. Par exemple, avec des machines à vapeur on produit non pas davantage de machines à vapeur, mais des moteurs électriques. Sans quoi, on ne comprendrait pas comment avec le même type d'équipement on pourrait avoir une efficacité double dans la phase suivante. Si les équipements étaient les mêmes, on conserverait la même efficacité, c'est-à-dire le même rapport équipement/travail direct. Si la même quantité de travail direct peut mettre en œuvre deux fois plus d'équipement en valeur pour produire deux fois plus de produit final, c'est que les équipements sont différents, nouveaux, plus efficaces.

Remarquons que l'absorption de la plus-value exige nécessairement du crédit. Si le système du crédit avance aux capitalistes au début de la phase 1 la somme de 120 F pour leur permettre d'acheter leur équipement (60 F) et d'avancer les salaires (60 F avec lesquels les ouvriers achètent leur consommation), au terme de cette première phase, les capitalistes auront récupéré 60 F au titre de leurs ventes de biens de consommation et 60 F à celui de leurs ventes mutuelles d'équipement en remplacement de l'équipement usagé. Ils pourront rembourser l'avance de 120 F. Mais ils ne pourront acheter les biens d'équipement supplémentaires à l'expansion de la production que s'ils reçoivent une nouvelle avance, d'un montant de 240 F pour la phase 2, qu'ils utiliseront selon le même schéma et rembourseront au terme de la phase 2, ainsi de suite. Nous retrouvons ici ce que nous avons écrit concernant le rôle du crédit dans la « question des débouchés », en réponse aux arguments de Rosa Luxemburg.²⁸

Il est évident qu'on peut raisonner également en salaires nominaux constants, tandis que les prix diminuent et les salaires réels augmentent.

28. Nous croyons avoir établi le rôle du crédit, qui n'avait pas été vu jusque-là (cf. *Le développement inégal*, chap. II). C'est là notre réponse à la « question des marchés ».

L'introduction d'un dénominateur commun pour un calcul en unités homogènes n'ajoute donc rien à notre méthode d'exposition des conditions de l'équilibre en dynamique.

Saigal s'inspire de notre modèle, mais le traduit en prix de production (taux de profit égaux d'une section à l'autre, proportionnels aux équipements). Si les compositions organiques sont différentes d'une section à l'autre, l'équilibre exigera une répartition différente des forces productives entre I et II, puisque le taux du profit sera différent de celui de la plus-value. On retrouve ici les obscurcissements introduits par la « transformation ». Mais la logique de la relation demeure, exprimée au niveau des phénomènes immédiats.

Avant d'aborder la troisième série de problèmes, ceux relatifs aux effets de la prise en considération d'hypothèses plus complexes concernant les compositions organiques et les productivités, il convient d'examiner s'il existe une solution au problème de l'équilibre en dynamique dans le cas le plus simple, lorsque les salaires réels n'augmentent pas comme les productivités, par exemple si le salaire horaire réel demeure stagnant.

Il n'existe que deux familles de solutions mathématiques à ce problème : l'une, absurde, correspondant au « carrousel » de Tougan Baranowsky, l'autre réelle, qui fait intervenir la consommation de plus-value.

Intervenant dans le double débat concernant les marchés et le cycle, Tougan Baranowsky²⁹ imaginait déjà au début du siècle, une succession de phases en équilibre dynamique malgré la stagnation du salaire horaire réel. Les équipements supplémentaires produits au cours de chaque phase en quantités grandissantes par suite des progrès de la productivité sont affectés à la section I durant la phase suivante pour produire d'autres équipements, et ainsi indéfiniment, tandis que la section II ne s'accroît que pour autant que la mise en œuvre des équipements exige une expansion quantitative de la main-d'œuvre, puisque le salaire horaire réel reste inchangé. Dans notre exemple, où la productivité est doublée d'une phase à l'autre dans chacune des deux sections, on a :

29. Tougan Baranowsky, *op. cit.* Notre critique du « carrousel » remonte à 1957.

Phase 2

Section I 50 e + 100 h (25 h, 75 h) → 150 e

Section II 10 e + 20 h (5 h, 15 h) → 60 c

Ensemble 60 e 120 h (30 h, 90 h)

Phase 3

Section I 137,5 e + 137,5 h (17,5 h, 120 h) → 412,5 e

Section II 12,5 e + 12,5 h (1,5 h, 11 h) → 75 c

Ensemble 150 e 150 h (19 h , 131 h) etc.

La mise en œuvre de 60 e produit au cours de la phase 1 exige 120 h de travail direct durant la phase 2. La main-d'œuvre, au taux du salaire réel inchangé, a le pouvoir d'acheter 60 c qui n'exigent plus que 10 e et 20 h de travail direct. L'excédent d'équipements (50 e) permettra de produire 150 e. Ces équipements exigeront à la phase 3 une extension de l'emploi à 150 h, donc du produit de II à 75 c, qui n'exigent plus que 12,5 h. L'équilibre est réalisé d'une phase sur l'autre malgré la stagnation du salaire horaire réel, combinée avec la croissance de la productivité, doublée d'une phase à l'autre dans chaque section, accompagnant l'élévation de la composition organique physique, qui double d'une phase à l'autre dans les deux sections. L'équilibre est obtenu par une distorsion de la répartition des forces productives en faveur de I et l'augmentation du taux de la plus-value, comme suit :

	Phase 1	Phase 2	Phase 3
Composition organique (Indice)	30 e/120 h 100	60 e/120 h 200	150 e/150 h 400
Productivité dans la section I (Indice)	60 e/80 h 100	150 e/100 h 200	412,5 e/137,5 h 400
Productivité dans la section II (Indice)	60 c/40 h 100	60 c/20 h 200	75 c/12,5 h 400
Répartition I/I + II	2/3	5/6	0,91
Taux de la plus-value	100 %	300 %	690 %

Cette solution du « carrousel » est évidemment absurde, parce que l'équilibre consommation/équipement doit être

obtenu d'une phase sur la suivante, et ne peut être reporté indéfiniment. Si chaque phase correspond à la durée de maturation des équipements, cette durée coïncide également avec celle de la « planification » des décisions d'investir. Les équipements ne seront produits au cours d'une phase que si dans la phase suivante la production de biens de consommation qu'ils permettent trouve son débouché. En fait donc, si les salaires horaires stagnent, il y aura crise de surproduction dès la phase 2, les équipements produits durant la phase 1 ne pourront être mis en œuvre, et la fraction qui le sera n'occasionnera qu'une demande d'emploi réduite. C'est le problème de Keynes et de la grande crise : la machine est en panne (équipements disponibles et chômage) et ne peut être remise en marche que par un relèvement des salaires.

On peut évidemment éviter l'absurde si la plus-value est consommée. Dans notre schéma très simple, la plus-value est intégralement « épargnée », mais si l'on fait l'hypothèse qu'une proportion constante de celle-ci est consommée, rien ne serait changé dans la nature des équilibres. Si donc les salaires horaires réels stagnent, ou croissent moins vite que la productivité, il faudrait, pour réaliser l'équilibre en dynamique, qu'une fraction croissante de la plus-value soit consommée. Trois possibilités théoriques correspondent à cette exigence. Nous les examinerons plus loin, en relation avec la problématique de la dialectique forces objectives/forces subjectives dans la détermination de la valeur de la force de travail.

Nous pouvons maintenant lever les restrictions concernant les compositions organiques et les productivités.

L'hypothèse de compositions organiques différentes dans les deux sections ne modifie pas les résultats. Si, par exemple, pour la phase 1, on a :

Phase 1	Équipement	Travail nécessaire	Surtravail	Produit
Section I	20 e	50 h	30 h	60 e
Section II	10 e	50 h	30 h	100 e
Ensemble	30 e		160 h	

L'équilibre est réalisé avec un salaire horaire $5/8 F$, $e = 2 F$ et $c = 1 F$. Le taux de la plus-value est 60 %. Si les

productivités sont doublées dans chacune des deux sections, l'équilibre de la phase 2 exigera le même taux de plus-value, donc un salaire réel double ($s = 5/8$, $e = 1 F$, $c = 0,50 F$).

Phase 2

Section I	40 e	50 h	30 h	120 e
Section II	20 e	50 h	30 h	200 e

On remarquera que les compositions organiques en valeur restent inchangées, bien qu'elles soient toujours différentes d'une section à l'autre (50/40 pour la section I dans chacune des deux phases et 50/20 pour la section II). Ce qui a été dit précédemment concernant la « solution » de Tougan Baranowsky est donc aussi valable ici.

L'hypothèse de croissance différente de la productivité d'une section à l'autre doit maintenant être examinée. Supposons que la technologie permette de doubler la productivité de la section II d'une phase à l'autre, tandis que celle de la section I augmente seulement de 1,5 fois, par exemple :

Section I	phase 1	$1 e + 4 h \rightarrow 5 e$
	phase 2	$1 e + 3 h \rightarrow 5 e$
Section II	phase 1	$1 e + 4 h \rightarrow 6 c$
	phase 2	$1 e + 2 h \rightarrow 6 c$

On vérifie que l'équilibre en dynamique est réalisé lorsqu'on a, par exemple :

Phase 1

Section I	$40 e + 160 h$ (40 h, 120 h)	$= 200 e$
Section II	$10 e + 40 h$ (10 h, 30 h)	$= 60 c$
Total	$50 e \quad 200 h$ (50 h, 150 h)	

Phase 2

Section I	$160 e + 480 h$ (94 h, 386 h)	$= 800 e$
Section II	$40 e + 80 h$ (16 h, 64 h)	$= 240 c$
	$200 e \quad 560 h$ (110 h, 450 h)	

dans lequel le prix unitaire des équipements est $e_1 = 1$ et $e_2 = 3/4$, celui des biens de consommation $c_1 = 5/6$ et $c_2 = 11/24$ et le salaire horaire nominal $s_1 = 1/4$ et $s^2 = 11/56$.

D'une manière générale, on démontre que, dès lors qu'un progrès est réalisé en I ou en II, ou dans les deux sections, le salaire horaire réel doit augmenter dans une proportion qui est une combinaison des taux de croissance de la productivité dans les sections I et II. Quant aux taux de la plus-value et aux compositions organiques, ils varient selon que ce progrès de la productivité est plus rapide dans une section que dans l'autre. On trouvera en annexe la démonstration rigoureuse de ces conclusions.

VI. LA DIALECTIQUE DES FORCES OBJECTIVES ET DES FORCES SUBJECTIVES DANS LA DÉTERMINATION DU SALAIRE DANS LE MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Les schémas développés ci-dessus illustrent ce fait que l'équilibre en dynamique met en relation objectivement nécessaire, dans le mode de production capitaliste pur : d'une part, la valeur de la force de travail (taux de la plus-value et salaire horaire réel) et d'autre part, les compositions organiques dans chacune des sections et les progrès de la productivité d'une phase à l'autre. La condition évidente que le système exige pour que cette relation puisse se manifester est la mobilité absolue des capitaux et du travail d'une branche à l'autre, donc aussi d'une région à l'autre, etc., c'est-à-dire l'achèvement du processus de prolétarianisation, implicite dans l'hypothèse du mode capitaliste « pur ». La question de la mobilité du travail s'inscrit donc ici, naturellement. Elle est essentielle et oblige à intégrer les « phénomènes nationaux » (qui relèvent des instances politiques et idéologiques) dans l'analyse d'ensemble, laquelle ne peut se satisfaire de rester au niveau de l'infrastructure (l'instance économique). On doit donc sortir de l'économie pour aller au matérialisme historique.

Ayant oublié cette relation objective nécessaire, Emmanuel est tombé dans l'erreur de détacher le salaire du niveau de développement des forces productives, d'en faire une « variable indépendante ». Pour déterminer le niveau de cette « variable », il faudra alors faire appel à d'autres forces qu'à celles qui régulent l'accumulation : par exemple, une loi de la population quelconque, comme l'ont fait Ricardo, Malthus ou Lassalle, que Marx critique sévèrement. Ou alors, on

décidera que ce niveau est « conventionnel », c'est-à-dire qu'il résulte de l'équilibre autonome, social et politique, des forces sociales en présence, sans qu'il ait de frontières objectives (autre que le plafond égal au produit bien entendu) ; c'est l'interprétation que Joan Robinson a donné à une certaine étape de son évolution, c'est celle qu'Emmanuel donne au contenu de l'expression de Marx concernant « l'élément historique et moral » qui intervient dans la valeur de la force de travail.³⁰

On tomberait dans l'économisme si l'on allait jusqu'à affirmer que le « niveau objectif d'équilibre » est obtenu spontanément par le jeu des lois économiques de l'offre et de la demande. Le marxisme est profondément étranger à ces modes d'expression mécanistes qui caractérisent l'économie conventionnelle. Car le niveau des salaires est déterminé par la lutte des classes (l'élément subjectif), qui se déroule dans un cadre défini par les conditions de l'accumulation (l'élément objectif). La tendance spontanée du système est en effet de réduire le niveau des salaires, de maximiser le taux de la plus-value, condition de la maximisation du taux du profit. Nous avons déjà dit que la dialectique forces subjectives/forces objectives s'était exprimée pendant un siècle par le mouvement cyclique de la conjoncture, tandis que, depuis la seconde guerre mondiale, les conditions existent au centre pour une régulation de celle-ci à travers un « contrat social » de nature social-démocrate.³¹

L'erreur économiste conduit à l'idéologie des harmonies universelles, à l'idéalisation des solutions historiques que le capitalisme a trouvées et trouve à sa contradiction fondamentale, à considérer ces solutions comme les seules possibles. Nous avons vu en effet que si le salaire réel ne suit pas les progrès de la production, le système peut trouver une issue dans la consommation de la plus-value.

La première « solution » — la consommation individuelle d'une fraction grandissante de la plus-value par les capitalistes — n'est pas « naturelle », parce que la concurrence entre capitalistes impose « l'épargne », et que l'idéologie du système, qui reflète les caractères fondamentaux du

30. Joan Robinson, *The rate of interest and other essays* (1951), *An Essay on Marxian Economics* (1941).

31. *Le développement inégal*, chap. II.

mode capitaliste, s'y oppose. Pourtant nous verrons que dans le mode capitaliste périphérique, cette solution au problème des débouchés est une réalité visible. Alors qu'en Angleterre tout au long des deux premiers tiers du siècle dernier, au Japon jusqu'au lendemain de la seconde guerre, le déséquilibre interne est surmonté par l'expansion externe, dans la périphérie actuelle, la solution expansionniste étant interdite ou très limitée (on rappellera plus loin la thèse du sous-impérialisme), l'absorption se fait par la croissance prodigieuse de la consommation des capitalistes. Cela est possible pour les raisons que nous verrons, et qui caractérisent la spécificité du mode périphérique par rapport au mode central : simultanéité de technologies modernes (à productivités fortes) et de salaires bas, conditionnée par le maintien de modes précapitalistes dominés (et les alliances de classes que cela suppose), dépendance technologique qui libère la bourgeoisie locale des exigences de la concurrence.

Encore une fois, il s'agit là de conditions qui permettent de comprendre la nature spécifique de la reproduction du mode périphérique en tant que tel : reproduction des conditions de salaires bas et de la dépendance à l'égard du capital central.

La seconde « solution » est celle que le système central a découvert lui-même pour surmonter ses contradictions. Nous avons répété qu'il n'y avait pas de contradictions « insurmontables » — thèse de l'effondrement catastrophique, de la « crise générale », etc. — mais seulement différentes alternatives pour les surmonter : celles du capitalisme, qui préservent les caractères essentiels du système, et celles du socialisme, qui les dépassent d'emblée. La concurrence monopolistique, l'inclusion des « coûts de vente » dans le prix du produit et le développement consécutif du parasitisme tertiaire, bien décrits depuis longtemps par Chamberlin et Joan Robinson, constituent, comme Baran et Sweezy l'ont vu, la solution « spontanée » du système.³² On rangera dans la même famille de solutions celles qui procèdent de la distorsion des prix relatifs et de la dispersion du capital. Les difficultés de l'absorption engendrent en effet des

32. E.H. Chamberlin, *The Theory of Monopolistic Competition*, Boston 1931 ; Joan Robinson, *Imperfect Competition*, Londres 1935 ; Baran et Sweezy, *Le capitalisme monopolistique*, Maspero 1968.

distorsions de prix. Le capital, qui se concentre à un pôle, se disperse à nouveau à l'autre pour répondre à ces sollicitations du marché. Ainsi sont recréées sans cesse les conditions qui permettent la rentabilité d'activités nouvelles qui sont le lieu de la renaissance perpétuelle d'un « petit capitalise ». Celui-ci n'est pas un vestige du passé, mais un produit de la concentration même. Dans ce petit capitalisme (services, agriculture de luxe, etc.), le capitalisme individuel est aussi consommateur d'une fraction importante de son profit.

La troisième « solution » implique l'intervention active de l'État dans l'absorption : dépenses publiques, civiles et militaires, etc. La grande intuition de Baran³³ a été de comprendre que désormais l'analyse de l'équilibre en dynamique ne pouvait plus être faite dans le cadre du modèle « pur » à deux secteurs, mais devait l'être dans un cadre nouveau — à trois secteurs (le troisième secteur étant précisément l'État, consommateur d'une fraction grandissante du surplus). Cette analyse, qui répond à la réalité, imposait dès lors d'introduire un concept plus large que celui de la plus-value, lequel est relié d'une manière immanente à la productivité du travail productif. Ce concept est celui de surplus.

L'introduction de ces « solutions », et notamment de la troisième, supprime-t-elle le statut objectif de la force de travail ? Oui, pour qui interprète ce statut d'une manière économiste. Mais en réalité, ces « solutions » nous rappellent seulement l'existence d'une dialectique forces subjectives/forces objectives. Car l'intervention de l'État doit être replacée dans le cadre de la lutte des classes qui lui donne son sens.

Dialectique ne signifie pas juxtaposition d'éléments autonomes. La lutte des classes, dans toute la richesse de ses expressions schématisées ici, ne « révèle » pas, par un heureux hasard, les nécessités objectives de l'équilibre. La lutte des classes modifie les conditions objectives. Le modèle, comme le lecteur le comprendra en lisant l'annexe, est forcément unilatéral, mais la réalité ne l'est pas. Les résultats de la lutte des classes modifient les conditions du « modèle » :

33. P. Baran, *L'économie politique de la croissance*, Maspero 1964 ; H. Magdoff, *L'âge de l'impérialisme*, Maspero 1970.

agissent sur l'allocation des ressources, les taux de croissance et la productivité, etc. Conditions objectives et forces subjectives agissent et réagissent l'une sur l'autre.

Une dernière observation : notre analyse de l'équilibre en dynamique n'a pas fait intervenir d'hypothèses concernant la tendance du taux du profit. Nous retrouverons cette question plus tard en relation avec les étapes de l'évolution du système capitaliste et la question connexe de la baisse tendancielle du taux du profit.

VI. LE STATUT DE LA RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL DANS LE SYSTÈME MONDIAL : L'ÉCHANGE INÉGAL

Nous pouvons maintenant revenir au point de départ : la question des valeurs internationales. Si le système mondial n'était rien d'autre qu'une juxtaposition de systèmes nationaux, autonomes, chacun d'eux réduit à un mode de production capitaliste pur, ce que nous venons de montrer concernant le statut objectif de la valeur de la force de travail en relation avec le niveau de développement des forces productives nationales, suffirait. Dès lors, l'échange entre nations échapperait à la loi de la valeur. L'analyse ricardienne — en termes subjectifs en fait — serait la seule rationalisation possible de l'échange international. Nous avons déjà dit que la théorie subjective de la valeur trouve son champ d'application dans les relations marchandes entre formations précapitalistes autonomes (la question du commerce lointain et des bénéfices de monopole de celui-ci)³⁴ ; il en serait de même du système mondial contemporain.

Cela n'a pas de sens, parce que précisément ce système n'est pas la juxtaposition de modes de production capitalistes nationaux autonomes. La question du statut de la rémunération du travail dans le système (au centre et à la périphérie) doit donc être étudiée.

Revenons donc à Emmanuel. Nous partageons son point de vue que les marchandises étant internationales, le problème de la valeur de la force de travail doit être examiné au niveau mondial. Mais nous ne partageons pas son point de vue que les productions échangées sur le marché mondial sont spécifiques, qu'elles ont des valeurs d'usage irréductibles.

34. *Le développement inégal*, pp. 24 et suiv.

Nous ne partageons pas non plus l'opinion qu'on peut enfermer l'analyse des échanges internationaux dans le cadre des relations entre modes de production capitalistes nationaux. Ce sont ces deux problèmes que nous considérons maintenant.

Les produits exportés par la périphérie sont-ils « spécifiques » ? Au plan des faits visibles, il n'en est pas ainsi. La majeure partie des exportations du Tiers monde est constituée de matières premières qui sont produites au centre et à la périphérie : le pétrole est produit aux États-Unis et dans le monde arabe, le coton aux États-Unis et en Inde, le minerai de fer en Europe et en Afrique, etc. Beaucoup de ces matières premières sont des substituts très proches les unes pour les autres : les oléagineux tropicaux et ceux du monde tempéré, les fibres ou le caoutchouc naturels et leurs substituts synthétiques, les fruits tropicaux et ceux de l'Europe, etc. Les produits véritablement « spécifiques » fournis par la périphérie sont peu nombreux et ne représentent qu'une faible proportion du commerce du Tiers monde. Encore doit-on considérer, à notre avis, que le thé, le café ou le cacao ont des substituts, fussent-ils relativement moins proches que pour les autres produits signalés. D'une manière générale l'économie conventionnelle a considérablement exagéré le rôle de la valeur d'usage. On le comprend bien : pour fonder l'économie sur les « choix du consommateur », il faut attribuer un caractère irréductible aux valeurs d'usage de produits qui, en fait, sont des substituts proches. On sait pourtant comment les producteurs capitalistes façonnent la demande et, selon les stratégies qu'ils se proposent, imposent tel ou tel substitut ; la production commande en dernier ressort la consommation et non l'inverse.

Ce point concernant la « spécificité » des produits n'est pas secondaire. Nous y sommes parvenus ici, chemin faisant, à partir de la discussion concernant l'échange. Longtemps, nous avons entretenu, Emmanuel et moi-même,³⁵ un dialogue de sourds, justement pour cette raison. Nous avons toujours fait spontanément — mais trop implicitement — l'hypothèse contraire de celle que faisait Emmanuel. Pour nous, la « spécificité » des produits était toujours un mythe, produit de l'aliénation marchande. Dès lors que pour nous,

35. Notamment oralement et dans une correspondance privée.

centre et périphérie produisent les mêmes valeurs d'usage, la comparaison des niveaux de développement des forces productives (des « productivités ») s'imposait à l'intérieur des branches qui produisent les mêmes valeurs d'usage, bien sûr. Pour Emmanuel, la question ne se posait pas ; il en résultait qu'il pouvait détacher complètement l'échange du procès de production.

Cette « faute » d'Emmanuel est grave ; elle témoigne d'une position fondamentalement opposée à celle de Marx, d'une ignorance de l'importance décisive des premiers chapitres du *Capital*, qui fonde la critique de l'économie sur la démythification de l'aliénation marchande (la marchandise fétiche). C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Emmanuel a glissé plus tard, comme d'autres avant lui, à propos de la question de la « transformation » examinée plus loin, vers un rétablissement du marginalisme. C'est parce que nous pensons qu'il y a là quelque chose d'essentiel, mal vu par tant de « marxistes », que nous voulons remettre positivement les choses à leur place.

Pour Marx, production et consommation sont aussi dans un rapport dialectique : la consommation nie la production, mais l'une et l'autre sont intimement liées dans une unité supérieure. Dans cette unité il n'y a pas, comme ailleurs, de symétrie : la production commande en dernier ressort la consommation.

La méthode du marginalisme est fondée exactement sur la proposition inverse : à l'origine, il y a les « besoins humains » variés, potentiellement infinis ; ces besoins peuvent être satisfaits par la consommation de « choses » ; ces « choses » seront produites.

Ainsi la science sociale pourrait-elle être réduite à une science économique et l'économie fondée sur la « psychologie » — la relation de l'homme (naturel et non social) aux « choses » qui permettent la satisfaction de ses besoins. Que les hommes, devenus des « consommateurs », croient qu'il en est ainsi, il n'y a rien d'étonnant pour qui a réellement compris que le capitalisme c'est, au stade suprême, le règne de la marchandise, que l'aliénation marchande est la condition de sa reproduction, que les choses en question ne sont pas produites pour une valeur d'usage absolue qu'elles auraient, mais comme valeur d'échange, que leur valeur d'usage est non

d'origine, mais un produit social, créé par le mode de production. Il n'y a pas de « besoin » spécifique qui doit être satisfait par des fleurs en plastique, différent d'un « besoin » qui ne pourrait être satisfait que par des fleurs en papier. On produit des fleurs en plastique et en papier, parce que cela rapporte un profit ; cela est possible parce qu'il y a des hommes qui n'ont que leur force de travail à vendre et qu'ils doivent la vendre pour survivre ; et le besoin de ces fleurs suit, il est fabriqué avec les fleurs elles-mêmes.

Il faut sans cesse rappeler ces fondements de la science sociale parce que, vivant dans un monde aliéné, nous n'en sommes jamais tout à fait « pur ».

On reviendra dans la conclusion sur ce problème essentiel. Pour le moment essayons donc de préciser la nature de l'échange inégal dans ce cadre défini par la (non-spécificité) des produits.

Les techniques utilisées pour produire la majeure partie des exportations du Tiers Monde sont d'ailleurs analogues à celles mises en œuvre dans les mêmes branches, avons-nous déjà observé. Or néanmoins les salaires sont très inférieurs à la périphérie. Par ailleurs, le cadre dans lequel ces productions sont organisées est celui du mode capitaliste. Dans ces conditions, l'analyse du transfert de valeur dans les termes où nous l'avons fait, nous paraît supérieure à celle d'Emmanuel ; elle seule permet de définir correctement l'échange inégal : échange de produits dans la production desquels l'écart des salaires est supérieur à celui des productivités.

L'observation faite par Marx « en passant », relative aux échanges entre deux pays qui produisent et exportent le même produit dans des conditions de productivité différentes, a été trop vite écartée par Emmanuel, qui constate seulement que « ce cas particulier n'affecte en rien mon (son) théorème de l'échange inégal qui concerne les rapports d'échange entre deux pays dont chacun se spécialise dans des branches différentes.³⁶ Une fois de plus, l'observation de Marx, fût-elle une note marginale, s'avère profonde et correspond au problème réel à étudier.

Bien entendu, la productivité du travail ne dépend pas seulement des technologies mises en œuvre, mais aussi du

36. Emmanuel, *Politique Aujourd'hui*, art. cité, p. 79.

cadre naturel dans lequel le travail, doté des équipements adéquats, opère dans un système social donné. Ces ressources naturelles n'ont pas de productivité par elles-mêmes, mais elles agissent sur celle du travail. Or les conditions sociales et économiques d'accès du capital à ces ressources sont variables et, de ce fait, comme nous l'avons vu, on entrevoit toute une famille de cas « d'échanges inégaux » caractérisés autrement que par l'inégale rémunération du travail.³⁷

Évidemment, si l'on considère que les valeurs d'usage sont tout à fait irréductibles, l'élément « naturel » peut devenir déterminant. C'est sur cette remarque qu'Emmanuel se fonde lorsqu'il déclare que les pays sous-développés ont un avantage relatif dans leurs exportations très supérieur à leur désavantage dans leurs importations.³⁸ Car, certes, faire pousser du cacao en Angleterre coûterait relativement beaucoup plus que produire des textiles au Ghana. Mais cette observation n'a aucun sens pour les produits non spécifiques. Néanmoins, les conditions sociales et économiques d'accès aux ressources naturelles, qu'Emmanuel ignore, sont ici déterminantes dans ce que nous avons qualifié « d'autres formes de l'échange inégal ».

On accepte difficilement l'idée que les produits échangés ne soient nullement spécifiques. D'abord parce que cela choque le préjugé marginaliste, comme nous l'avons dit. Également parce que l'analyse appelle alors directement la question : pourquoi le centre n'abandonne-t-il pas la production de ces produits ? Et, en allant plus loin même, puisque les marchandises et le capital sont internationaux, pourquoi le capital n'émigre-t-il pas massivement à la périphérie, pour y produire tout à des salaires inférieurs, et inonder le centre avec ces exportations de la périphérie³⁹ ?

Il y a deux raisons pour lesquelles il n'en est pas ainsi. La première est d'ordre historique : le capital a été national avant d'être international, c'est-à-dire que sa mobilité internationale est seulement une tendance, grandissante il est

37. *Le développement inégal*, pp. 127 et suiv.

38. Emmanuel, *Politique Aujourd'hui*, art. cité, p. 80.

39. C'est d'ailleurs la tendance réelle du système, comme le révèle le développement des « runaway industries » (*Le développement inégal*, pp. 157 et suiv.). Voir pour cette discussion, Isaac Minian, *Costos comparativos e intercambio desigual et Comercio internacional e intercambio desigual*, doc. ronéotés, Santiago, 1972, cité plus loin.

vrai, apparue d'ailleurs en relation avec la centralisation et les monopoles. Ainsi, s'agissant de l'hypothèse ricardienne de l'immobilité du capital, Emmanuel observe-t-il avec raison que « l'optimum absolu serait que les Anglais se transportassent avec leurs capitaux au Portugal pour y produire drap et vin ».⁴⁰ Cette première raison nous amènera à considérer plus loin les relations entre la théorie de l'échange inégal et les étapes historiques du développement du système capitaliste.

La seconde raison, de nature théorique, est plus importante. Ce que nous avons dit de la relation objective entre le salaire réel et le niveau de développement des forces productives est vrai au niveau de l'ensemble du système mondial comme il l'est à celui du mode de production capitaliste pur, pour la même raison. Si toutes les industries devaient émigrer vers le Tiers Monde, où elles trouveraient l'avantage des salaires plus bas, leur production n'aurait pas de débouché dans le monde développé. L'argument développé par Minian, que l'hypothèse de la mobilité des marchandises et du capital, mais non du travail, conduit à l'impasse théorique, n'est donc pas fondé. Les exigences de l'équilibre de la balance des paiements du centre et de la périphérie, avancées en réponse à ce type de critique, sont correctes : cet équilibre n'est rien d'autre que la traduction à ce niveau des exigences d'un équilibre plus essentiel, entre le niveau de la rémunération du travail et celui du développement des forces productives.

Il nous faut maintenant examiner la seconde limitation qu'Emmanuel s'est imposée. Le cadre dans lequel certaines exportations de la périphérie sont produites n'est pas le mode de production capitaliste. D'une manière plus générale, les produits qui entrent dans la consommation ouvrière de la périphérie ne proviennent pas nécessairement d'une production capitaliste. Il en est ainsi non seulement en ce qui concerne la consommation ouvrière dans les secteurs capitalistes exportateurs de la périphérie, mais également en ce qui concerne les industries locales dont le débouché est interne. Comment s'articulent ces modes de production différents ? Que signifie exactement la domination du mode capitaliste ? La prise en considération de ces questions modifie-t-elle l'analyse de l'échange inégal ?

40. *L'échange inégal*, *op. cit.*, p. 30.

Dès lors que le mode de production chez l'un des co-échangistes, externe ou interne, n'est pas le mode capitaliste, on ne peut plus utiliser les concepts de base du capitalisme (capital, salaire et profit, taux de la plus-value et du profit, etc.). L'expression même d'échange inégal (ou égal) a-t-elle alors ici encore un sens ?

Les modes de production d'origine précapitaliste qui entretiennent des relations marchandes avec le mode capitaliste sont évidemment variés à l'extrême. Par souci de simplification, on peut néanmoins les réduire au mode de production petit marchand simple. Imaginons, par exemple, que la société capitaliste décrite plus haut (qui produit 60 e et 60 c avec les technologies définies) entre en relations marchandes avec un mode marchand simple qui produit des biens de consommation d'une valeur d'usage analogue, mais selon une technique artisanale, sans équipements, selon la formule.

$$0 e + 100 h \rightarrow c$$

On ne distingue plus ici le travail nécessaire du surtravail, puisqu'il s'agit d'un mode marchand simple. Le produit C est compétitif si la rémunération du travail acceptée est ici 0,20 F l'heure (contre un salaire horaire de 0,50 F dans le mode capitaliste qui produit le même produit). Il y a déjà bien « échange inégal », en ce sens que les rémunérations du même temps de travail sont inégales (dans un rapport de 2 à 5); néanmoins, cet écart est ici identique à celui qui caractérise les productivités.

Si, de la phase 1 à la suivante, le progrès de la productivité réduit le prix de l'unité C dans l'économie capitaliste de 1 à 0,50 F, tandis que l'économie artisanale n'évolue pas, celle-ci devra accepter, pour être compétitive, une réduction de la rémunération nominale du travail de 0,2 à 0,1 F de l'heure. Tandis qu'au centre le salaire réel augmente comme la productivité, à la périphérie la rémunération réelle du travail stagne, puisque les produits de consommation qui entrent dans la consommation des travailleurs ici et là sont des marchandises internationales dont le prix a été réduit de 1 à 0,50 F l'unité. Nous avons déjà examiné ce problème, celui de la détérioration des termes de l'échange factoriels: le

commerce international, contrairement aux affirmations optimistes de la théorie conventionnelle, ne permet pas le partage des bénéfices tirés de l'amélioration inégale de la productivité.⁴¹

Évidemment si l'économie marchande simple fournissait un produit spécifique, il n'y aurait aucune raison pour qu'elle soit obligée d'accepter une réduction de la rémunération nominale de son travail. Le prix d'offre de son produit pourrait demeurer inchangé. L'économie capitaliste devra alors accepter de partager les bénéfices de l'amélioration de sa productivité. Il est néanmoins probable que l'économie marchande acceptera une réduction du prix de son produit, pour lequel d'ailleurs des substituts moins chers seront développés au centre, surtout tant que la rémunération réelle du travail artisanal — par substitution d'importations moins chères à des produits de consommation locaux — ne sera pas affectée.

Ce raisonnement ne préjuge en rien du caractère égal ou non de l'échange. Il permet seulement de cerner les conditions qui font que les partenaires bénéficient ou non de progrès inégaux de la productivité.

Cependant, par analogie avec la situation étudiée plus haut, où les partenaires sont organisés l'un et l'autre dans le cadre d'une production capitaliste, nous avons étendu le concept d'échange inégal aux situations où — quel que soit le mode de production des partenaires — l'écart des rémunérations du travail est supérieur à celui des productivités. Cette extension nous paraît tout à fait justifiée du fait de la très forte intégration de toutes les activités marchandes contemporaines dans le système capitaliste international. Dans beaucoup de cas, l'ampleur quantitative de cette inégalité de l'échange peut être mesurée assez facilement. Dans certains certes, lorsque les produits ne sont pas des substituts proches, il est plus difficile de le faire.⁴² Si on peut toutefois s'aventurer dans cette direction, c'est parce que le capital n'est pas seulement individuel (parcellisé), il est aussi social (global).

41. Voir *Le développement inégal*, pp. 139 et suiv., nous y traitons de cette question des termes de l'échange factoriels doubles.

42. *Le développement inégal*, pp. 117 et suiv., le chapitre VI inédit du *Capital* et l'étude de Napoleoni (*op. cit.*) renforcent notre intuition antérieure.

Quant au schéma des séquences successives de l'échange, il illustre ce fait que les conditions de l'échange entre le mode capitaliste et le mode marchand simple peuvent agir sur les conditions de la reproduction dans le premier, c'est-à-dire modifier le taux de la plus-value ; le salaire réel d'équilibre en dynamique avec échange est alors différent de ce qu'il sera sans eux. Il n'y a pas de modification des conditions de l'accumulation dans le mode capitaliste si les produits offerts par le mode marchand entrent en concurrence avec ceux qu'il produit lui-même : le mode capitaliste « sauvegarde » sa dynamique autonome propre en imposant ses prix. Les moyens économiques utilisés qui développent cette concurrence sont soit l'organisation parallèle, au centre et à la périphérie de la production de produits identiques ou de substituts proches, avec des productivités inégales, soit l'émigration du capital vers la périphérie pour y produire avec une productivité élevée, même marginalement, des produits que l'économie locale dominée fournit également. Le contraste entre les plantations industrielles (Unilever, United Fruit, etc.) et la production artisanale dominée entre dans cette stratégie. D'une manière générale, l'organisation de la production capitaliste concurrente des productions artisanales dominées et maintenues trouve là son explication. Bien entendu, les moyens « économiques » ne peuvent pas être isolés des moyens « politiques » mis en œuvre parallèlement pour contraindre les modes précapitalistes à s'intégrer dans les échanges capitalistes. Aucun schéma de ce genre ne peut remplacer l'analyse concrète des formations de transition du précapitalisme au capitalisme périphérique et des alliances de classes spécifiques de cette transition.⁴³

Si cependant le capital ne parvient pas à développer cette concurrence, la société précapitaliste « résiste », et les conditions de la reproduction de la société capitaliste sont modifiées pour autant que celle-ci est contrainte de se procurer par l'échange des produits spécifiques indispensables fournis par l'autre.

43. C'est pourquoi nous avons consacré des chapitres entiers du *Développement inégal à l'histoire de la transition*, dont par ailleurs P. Rey a traité en termes empiriques, (*Colonialisme, néocolonialisme et transition au capitalisme*, Maspero, 1971) et théoriques (*Les alliances de classes*, Maspero, 1973).

Peut-on être plus « clair » sur ce point essentiel concernant la dialectique des forces objectives et subjectives à la périphérie et à l'échelle du système tout entier ? Les « économistes » souhaitent toujours ce qu'ils appellent des « démonstrations rigoureuses », celles que l'on peut formaliser dans des modèles. Ce n'est pas le cas ici. Comme nous le montrons dans l'annexe, le « statut objectif » de la force de travail dans le mode capitaliste pur peut être illustré — non démontré — dans un modèle simple, qui présente néanmoins le défaut de tout modèle : être unilatéral.

L'argument ne perd pas sa force, malgré les apparences, quand on ne peut pas recourir à de telles illustrations mécanistes. C'est le cas ici, où on est en plein dans le matérialisme historique, donc hors de « l'économie ». L'unité du monde, avons-nous affirmé, s'exprime par le fait que les producteurs intégrés dans des formations complexes dominées par le mode capitaliste, vendent leur force de travail et non des produits de celle-ci. Prouvez-le, dira-t-on ? Renvoyons le lecteur à nos développements dans *Le développement inégal*⁴⁴, concernant la constitution des formations périphériques. C'est là un premier effort d'une démonstration située au plan du matérialisme historique. C'est-à-dire un plan qui intègre ce que l'université sépare stupidement : l'histoire, les « phénomènes nationaux », la sociologie et les classes sociales, les luttes politiques et les idéologies, l'évolution économique, et la représentation de tout cela dans la conscience aliénée des hommes, leurs théories « scientifiques » et leurs systèmes de valeurs. Il reste beaucoup à faire dans cette direction ; mais dans celle-là et non dans celle, sans issue, des modèles unilatéraux.

Et puis, prouvez-nous que les hommes sont mortels. Aucun statisticien ne peut le faire : recherchant les registres des naissances de l'an 1600 et cherchant à savoir ce que sont devenus les hommes nés cette année, il retrouvera (difficilement) que beaucoup sont morts, il ne découvrira certes aucun survivant, mais alors il conclura : il n'est pas établi que tous les hommes nés en 1600 soient morts, bien que nous n'ayons retrouvé aucun survivant. Et puis après tout, l'unité du monde c'est, comme me le rappelait un ami peintre, de la peinture et de la merde : ça se sent.

44. *Le développement inégal*, pp. 257 et suiv.

VII. DE L'ÉCHANGE INÉGAL AU DÉVELOPPEMENT INÉGAL

En levant les deux restrictions qu'Emmanuel s'est imposé, c'est-à-dire en considérant que les produits échangés, 1) ne sont pas « spécifiques » et 2) qu'ils peuvent être produits dans le cadre de modes de production non capitalistes, nous avons eu le sentiment d'avoir réalisé un progrès théorique considérable.

Tout d'abord, nous sommes parvenus ainsi à définir correctement l'échange inégal. Selon nous, il y a échange inégal dans le système capitaliste mondial lorsque l'écart entre les rémunérations du travail est supérieur à celui qui caractérise les productivités. D'une part, cette définition est relative à un phénomène spécifique au système capitaliste mondial ; elle n'a aucune vocation à rendre compte de phénomènes propres à d'autres systèmes, par exemple aux échanges lointains précapitalistes. D'autre part, l'échange inégal capitaliste n'implique pas nécessairement que les deux modes de production intégrés par l'échange dans le système capitaliste mondial soient eux-mêmes capitalistes. Notre définition est donc plus précise, mais en même temps plus générale, que celle d'Emmanuel.

Les résultats auxquels nous sommes parvenus sont d'ailleurs établis également par ailleurs par Saigal, qui raisonne directement en termes de prix de production, puisque dans ses schémas il suppose l'égalité des taux du profit, non de la plus-value. Ses schémas démontrent qu'il y a échange inégal lorsque l'écart des salaires réels est supérieur à celui des productivités. Quel que soit le secteur (I ou II) dans lequel se spécialise le partenaire dont les salaires relatifs sont inférieurs, celui-ci perd, du fait de cette spécialisation, non seulement en termes d'échange (par rapport à sa situation en isolement), mais également en termes de croissance potentielle. Saigal retrouve ainsi également notre critique de Ricardo, et notre affirmation que l'intérêt à long terme est de développer les secteurs de la production où les perspectives des progrès de la production sont les meilleures, et cela même si ce choix doit se faire au détriment de l'échange.⁴⁵

45. *Le développement inégal*, pp. 113 et suiv., nous y traitons de cette question, au niveau abstrait, défini par les hypothèses ricardiennes. Saigal (article publié dans la première édition de cet ouvrage) montre que l'un des partenaires perd non seulement en termes d'échange, mais aussi de croissance potentielle.

La seule condition nécessaire pour qu'un échange international inégal puisse apparaître est évidemment que l'on puisse comparer les salaires réels, c'est-à-dire que les biens salariaux (les « wage goods ») soient des marchandises internationales. Car s'ils ne l'étaient pas, les systèmes nationaux seraient isolés les uns des autres, juxtaposés seulement et non intégrés. Le système capitaliste mondial n'existerait pas, puisque, par définition, il implique le caractère international, mondial, des marchandises. Mais au risque de nous répéter, nous précisons encore une fois que l'échange inégal ne suppose pas nécessairement que ces modes de production chez les partenaires soient capitalistes : il suffit que les marchandises produites soient destinées au marché capitaliste international.

En est-il ainsi ? Bien sûr. D'abord, au plan empirique, la majeure fraction des biens salariaux dans les pays sous-développés sont importés ou fournis par l'industrie locale de substitution d'importation et/ou l'agriculture capitaliste. Les prix de ces produits sont donc soumis aux lois de la compétition internationale, tout autant que ceux des produits qui constituent la contrepartie réelle des salaires au centre. Même lorsque certains biens salariaux sont, à la périphérie, encore fournis par des modes de production précapitalistes, ceux-ci sont contraints d'aligner leurs prix sur ceux des substituts internationaux. C'est d'ailleurs là une caractéristique très générale sur laquelle nous avons insisté dans notre description du sous-développement : la transmission à la périphérie de la structure des prix relatifs du centre qui devient la structure des prix relatifs internationaux, alors que la distribution des productivités est différente de celle qui caractérise le centre.⁴⁶

Mais en même temps que nous parvenions ainsi à une définition correcte de l'échange inégal, nous parvenions du même coup à préciser les limites d'une théorie de l'échange. En effet, le coût des rémunérations du travail doit être expliqué : l'immobilité internationale de la main-d'œuvre en est seulement la condition d'expression. Cette immobilité permet l'échange inégal parce que le mode capitaliste domine d'autres modes de production. L'analyse de cette domination doit donc être placée au centre de l'étude de l'accumulation

46. *Le développement inégal*, pp. 186 et suiv.

à l'échelle mondiale, du développement inégal du capitalisme.

En choisissant de nous placer de ce point de vue, nous sommes parvenus à caractériser le mode capitaliste périphérique par opposition à sa forme centrale. Rappelons notre conclusion essentielle : que la forme périphérique se caractérise, par opposition à la forme centrale, par la simultanéité d'une technologie moderne (donc d'une productivité élevée) et de salaires bas dans le cadre de l'organisation sociale capitaliste. De ce caractère spécifique, dont nous avons fait la genèse historique, résulte la dépendance. L'intégration signifie que l'équilibre entre le niveau de développement des forces productives et la valeur de la force de travail ne se retrouve pas au niveau de la formation périphérique, mais seulement à celui du système mondial dans lequel cette dernière est intégrée. De cette absence de correspondance interne entre les deux éléments en question résulte le caractère vicieux du développement périphérique : la reproduction de ses propres conditions d'existence exige au sein de la formation des modes non capitalistes qui, dominés, fournissent au mode capitaliste sa main-d'œuvre, des modes non capitalistes qui, dominés, fournissent au mode capitaliste sa main-d'œuvre bon marché.

C'est dans ce cadre que nous avons replacé le problème de la « marginalité »⁴⁷. Terme très malheureux d'ailleurs, puisqu'il suggère que les masses « marginalisées » ne sont pas intégrées au système. Or elles le sont, puisqu'elles fournissent au mode capitaliste dominant soit directement de la main-d'œuvre à bon marché, soit indirectement du travail à bon marché cristallisé dans des produits qui permettent de réduire la valeur de la force de travail au bénéfice du mode capitaliste dominant, ou des produits qui permettent de réduire la valeur des éléments constitutifs du capital constant, toujours au bénéfice du mode capitaliste, ou encore des produits qui permettent de relever la valeur réelle de la consommation de « luxe » (de la fraction de la plus-value qui est consommée par la bourgeoisie). Tous ces mécanismes s'analysent en dernier ressort comme des transferts de surplus, générés dans des modes non capitalistes, au bénéfice du mode capitaliste dominant.

47. *Le développement inégal*, pp. 308 et suiv. (débat sur la « marginalité »).

Ainsi comprend-on que les secteurs « marginaux » ne sont pas des « vestiges ». Ils peuvent paraître l'être, quand il s'agit de secteur d'origine précapitaliste, bien que la domination qu'ils subissent leur ait fait perdre leur caractère d'autonomie d'origine. Mais ils ne le sont pas toujours : ainsi des secteurs marginaux « modernes » sont reproduits par le système.

Si la dépendance, que nous situons là, s'exprime au plan international par une asymétrie, et le transfert de valeur (l'échange inégal) qui l'accompagne, celle-ci s'exprime aussi nécessairement, simultanément, au plan « interne », par un transfert au bénéfice du mode capitaliste périphérique. Ainsi, comprend-on que la dépendance ne soit pas imposée de l'extérieur, mais nécessaire. Au plan politique, la bourgeoisie locale est l'agent qui façonne une structure dépendante, parce que ce façonnement correspond à son intérêt. C'est ainsi qu'elle parvient à bénéficier des niveaux de consommation de la bourgeoisie « internationale » alors que le niveau moyen de développement des forces productives chez elle ne le permettrait pas.

L'analyse d'ensemble ainsi conduite nous permet de rejeter deux séries de mythes auxquels l'analyse étroite d'Emmanuel ne devait pas manquer de conduire : le premier est le mythe que le « développement » peut être obtenu par un relèvement « artificiel » de la variable « indépendante » — le salaire — le second est le mythe que le transfert international bénéficie automatiquement à la classe ouvrière du centre.

L'analyse d'Emmanuel concernant les efforts d'une augmentation des salaires sur les conditions du développement demeure naïve⁴⁸. Certes, faisant l'hypothèse qu'une grève conduit à une augmentation des salaires dans les plantations de café du Brésil, Emmanuel imagine que cette hausse sera impossible si les concurrents se substituent au Brésil sur le marché mondial, possible si l'augmentation des salaires peut être absorbée par une amélioration de la productivité

48. Emmanuel, *L'échange inégal*, pp. 163 et suiv., *Politique Aujourd'hui*, art. cité; *Le colonialisme des « poor whites » et le mythe de l'impérialisme d'investissement*, H. et S., N. 22, *Les salariés des pays développés sont-ils plus exploités que ceux des pays sous-développés et les effets des variations des salaires dans un système économique ouvert*, 2 doc., ronéotés, Université de Grenoble, Juin 1969.

dans les plantations. Il n'en conclut pas moins que si la hausse des salaires touche tous les producteurs, les consommateurs devront payer le café plus cher. Cela n'est logique que parce qu'Emmanuel fait l'hypothèse que les produits fournis par la périphérie sont spécifiques. Or ils ne le sont pas. Certes aussi Emmanuel attire l'attention sur ce fait exact, trop négligé par ses contradicteurs, que le producteur périphérique ne reçoit qu'une faible fraction du prix que le consommateur central paie pour son produit. Les profits des intermédiaires, la publicité, les taxes perçues au centre sont tellement importants que, malgré la détérioration des termes de l'échange pour le producteur et les fluctuations conjoncturelles violentes des prix de gros de ces produits, leurs prix à la consommation augmentent régulièrement et n'enregistrent jamais de baisses, même conjoncturelles : il y a donc un coussin épais qui permettrait d'absorber une amélioration de la rémunération du travail, si les rapports sociaux le permettaient. Ce problème, essentiel, que nous plaçons au centre de notre analyse du mode périphérique, ne fait l'objet d'aucune analyse dans la théorie de l'échange inégal.

C'est pourquoi Emmanuel ignore pratiquement l'interaction dialectique salaire/développement, qu'il remplace par une analyse linéaire inexacte. Seule l'analyse du statut objectif de la valeur de la force de travail, comme nous l'avons précisé, permet de dépasser le mécanisme économiste linéaire. Certes encore ici Emmanuel fait, à l'occasion, des observations intéressantes. S'agissant de l'Angleterre, il remarque que les salaires, bas jusque vers 1870, n'ont pas handicapé le développement, parce que « la rente captait le surplus et l'empêchait de se déverser à l'extérieur ». L'observation est sans doute correcte, encore faut-il nuancer l'appréciation, puisque, précisément de 1800 à 1870, les termes de l'échange se dégradent pour l'Angleterre : une partie des gains de productivité réalisés par l'industrie de ce pays bénéficie effectivement à ses partenaires commerciaux. Il faudra donc préciser les conditions historiques qui ont permis l'échange inégal.⁴⁹

49. De là notre conclusion que l'échange inégal n'apparaît qu'à partir de la fin du XIX^e siècle, en liaison avec les monopoles et l'impérialisme, *Le développement inégal*, pp. 139 et suiv., citation Emmanuel, *Politique Aujourd'hui*, art. cité.

Parce qu'il ignore ces conditions historiques, comme d'une manière générale l'analyse en termes de mode périphérique et de mode central, Emmanuel confond ce que nous avons bien distingué : les centres jeunes et la périphérie.⁵⁰ Car s'il est vrai que la perspective d'un afflux de migrants blancs en Rhodésie peut amener le capital à affluer à son tour, créant ainsi des emplois à rémunération élevée, tandis qu'une décision unilatérale de la République Centre africaine de relever les salaires n'aurait aucun effet de développement, c'est parce que la Rhodésie est un centre jeune, comme naguère les États-Unis, le Canada, l'Australie et l'Afrique du Sud, caractérisé par des rapports de production capitalistes francs. Si l'on réintègre les rapports de production dans l'analyse comme nous l'avons fait, on comprend que le capital étranger n'ait pas le même effet de « développement » à la périphérie, parce que les rapports de domination du mode capitaliste sur les modes précapitalistes qui caractérisent la structure périphérique, entraînent les distorsions spécifiques que nous avons analysées. Ignorant ce type d'analyse, Emmanuel commet une erreur monumentale en ce qui concerne les rôles respectifs de la colonisation des « petits blancs » et de l'installation des sociétés multinationales. Prétendre que celles-ci sont des agents de « développement », par opposition aux premiers, c'est retomber dans la ligne rostowienne pure et simple. Sur ce point, les critiques de Bettelheim sont fondées : Bettelheim oppose l'homogénéité du centre à l'hétérogénéité de la périphérie.⁵¹ Ici cependant, comme P.P. Rey,⁵² nous sommes allés plus loin en montrant que cette hétérogénéité était nécessaire, qu'elle permettait, à travers les alliances de classes spécifiques de la périphérie, la reproduction du système comme système périphérique.

L'analyse de l'échange inégal démontre que le taux de la plus-value à la périphérie est incontestablement supérieur à celui qui caractérise le centre. Précisément ce qui caractérise le mode périphérique et a pour conséquence, entre autre, l'échange inégal, c'est la simultanéité de salaires bas et d'une technologie moderne, tant d'ailleurs dans le secteur

50. *Le développement inégal*, pp. 320 et suiv.

51. Bettelheim, *Politique Aujourd'hui*, art. cité.

52. P.P. Rey, *Les alliances de classes*, op. cit.

capitaliste périphérique exportateur que dans celui qui trouve son débouché à l'intérieur. C'est précisément parce que le taux de la plus-value est plus élevé à la périphérie, que le capital international y trouve son compte : l'émigration du capital vers la périphérie est un moyen de relever le taux du profit. C'est aussi parce qu'il en est ainsi que le mode périphérique se reproduit comme tel, à la fois dans les termes économiques des distorsions qui le caractérisent et dans les termes politiques des alliances de classes spécifiques qui le définissent. Nier cette évidence éclatante conduit nécessairement à rejoindre Rostow : le capitalisme périphérique serait alors seulement une étape vers le capitalisme achevé (central). Aussi Bettelheim, qui a exprimé très malheureusement ce point de vue que le taux d'exploitation était supérieur au centre, a-t-il été contraint de nier l'existence d'un système de valeurs internationales.⁵³

Cependant, le fait que le taux de la plus-value soit plus élevé à la périphérie, ne signifie pas automatiquement que le prolétariat du centre soit le bénéficiaire du transfert qui définit l'échange inégal. Si le travail devait être payé à la périphérie au même taux, à productivité égale, qu'au centre, l'équilibre global à l'échelle de l'ensemble du système mondial, entre la rémunération du travail et le niveau de développement des forces productives, imposerait une autre distribution des taux de croissance comparatifs du centre et de la périphérie. L'échange inégal est avant tout à l'origine d'un développement inégal. Que la classe ouvrière du centre « bénéficie » des taux de croissance plus élevés que cet échange permet, cela ne fait aucun doute puisque, au niveau des formations centrales également, l'exigence d'un équilibre entre le salaire réel et le niveau de développement se retrouve. Néanmoins, les salaires « élevés » du centre s'expliquent pour l'essentiel par ce niveau avancé de développement des forces productives, non par les transferts internationaux. Que la bourgeoisie du centre exploite — avec succès hélas — le mythe de la solidarité nationale, cela est tout aussi évident, et d'autant plus possible que la croissance est accélérée.

53. Bettelheim, *Le Monde*, 11-11-69 et *Politique Aujourd'hui*, art. cité.

Dans ce domaine, les analyses de Marini et Cardoso⁵⁴ nous paraissent bien plus pertinentes. Le premier observe que la surexploitation du travail à la périphérie permet d'augmenter la masse de la plus-value relative au centre, en réduisant le prix de certains moyens de subsistance, et en même temps de relever le taux du profit en réduisant le prix de certains éléments du capital constant. Nous introduirons ici une nuance : le relèvement du taux de la plus-value au centre, qui en résulte, est limité par l'exigence objective d'un équilibre salaires réels/niveau de développement des forces productives. Nous ferons nôtres également les observations de Cardoso : d'une part, que ce processus d'exploitation de la périphérie n'est pas nécessaire (car il n'y a pas de problème théorique d'une absorption impossible dans le cadre du mode capitaliste pur), mais qu'il rend compte des fonctions du capitalisme dépendant dans le système mondial ; d'autre part que le poids des produits importés par le centre en provenance de la périphérie décroît (à cause précisément du développement inégal que l'échange inégal entraîne). La nuance que nous introduisons ici est que cette « marginalisation » du Tiers monde, visible au cours de la dernière phase (1950-1970) de développement du système mondial, n'est pas non plus un phénomène dont le développement a été linéaire tout au long de l'histoire du capitalisme ; entre 1880 et 1913, l'ouverture de ce monde au capital impérialiste a été décisive ; demain, avec une accélération possible des « runaway industries », il peut à nouveau en être de même.

VIII. UNE QUESTION ANNEXE :

LA QUESTION DE LA « TRANSFORMATION »

L'importance donnée par certains auteurs à la question de la « transformation des valeurs en prix » traduit à notre avis une erreur fondamentale dans l'intelligence de la nature du concept marxiste de valeur. Il est évident qu'il est impossible de déduire mathématiquement le système des prix de celui des valeurs tout en conservant l'égalité des taux du profit et de celui de la plus-value.⁵⁵

54. Ruy Mauro Marini, *Dialectica de la dependencia*, CESO, doc. ronéoté, Santiago, 1972, F. H. Cardoso, *Notes sur l'état actuel des études sur la dépendance*, doc. ronéoté, IDEP, Dakar, 1972.

55. A propos de la « transformation » bibliographie complète dans Napoléoni (*op. cit.*), ou dans l'exposé d'ensemble de P. Sweezy (*The Theory*

De cette impossibilité Emmanuel a tiré la conclusion que le « caractère irréductible des prix de production » (qui ne peuvent être « déduits des valeurs ») signifie que lorsque l'on passe de l'un à l'autre des systèmes, « il ne s'agit pas d'un changement de forme, mais de contenu » et, qu'en conséquence, les prix de production « ne se situent pas au niveau des phénomènes, mais d'une essence autre que celle de la valeur ».⁵⁶

Nous avons déjà donné notre point de vue sur ce sujet.⁵⁷ Il n'y a aucune raison pour que le taux du profit soit égal à celui de la plus-value. Au contraire, car si les deux taux étaient égaux, l'exploitation économique serait transparente dans le mode capitaliste, comme elle l'est dans les modes de production qui l'ont précédé. S'il y a mystification, si le phénomène cache l'essence au lieu de la révéler directement, si le « capital » paraît être « productif » indépendamment du travail, c'est précisément parce que, à travers la « transformation » le taux de la plus-value semble disparaître. Il subsiste pourtant, en dernière analyse, car si, dans le système de Sraffa, on choisit $R = 0$, le taux de la plus-value du système des valeurs correspondant serait également nul.

Notre position rejoint donc celles de Claudio Napoléoni et d'Oscar Braun. Le premier écrit en effet : « Valeur et prix de production correspondent à deux situations de répartition (terme souligné par nous) et à deux systèmes d'échanges dont on ne peut considérer l'un comme étant la transformation de l'autre, car les hypothèses structurelles sont changées ».⁵⁸ Et Braun dit : « la théorie marxiste de la valeur n'exige pas l'égalité somme des prix-somme des valeurs, car la valeur et la plus-value relèvent de l'analyse du procès de production, tandis que les prix et le profit de celle du procès de reproduction d'ensemble ».⁵⁹

of Capitalist Development, New York, 1942), qui analyse les contributions originales de Borkiewicz, Nathalie Moszkowska, Conrad Schmidt, etc. Voir aussi les articles de J. Winternitz (*Economic Journal*, Jan. 1948) et F. Seton (*Review of Economic Studies*, June, 1957).

56. Emmanuel, H. et S., N. 18.

57. *Le développement inégal*, chap. II, section I (nous y traitons de la question des relations entre instances dans les différents modes de production).

58. Claudio Napoléoni, *Lezioni sul capitolo testo inedito di Marx*, torino, 1972, Lezioni 15-16-17, notre traduction.

59. Oscar Braun, *Comercio internacional e imperialismo*, Siglo XXI, Buenos Aires, 1973, p. 89, notre traduction.

Il est évident que la fonction de la théorie de la valeur est précisément de dévoiler ce qui n'apparaît pas directement au niveau de la répartition (qui comprend la vente de la force de travail et la circulation du capital d'une part, l'échange des marchandises d'autre part), en allant à l'essence, au procès de production.

Comprendre correctement ce rapport valeur/prix, comprendre que la catégorie prix n'est pas universelle, mais propre au mode capitaliste, est tout à fait essentiel pour comprendre en quoi le socialisme n'est pas le capitalisme sans capitalistes. Nous avons beaucoup insisté sur ce thème. Car, comme Sraffa lui-même l'a redécouvert,⁶⁰ « l'optimum concurrentiel » est loin d'être synonyme d'« optimum social ». Le premier dépend d'un rapport social, celui qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie et se manifeste dans le taux de la plus-value. Sraffa qualifie de « sub-optimal » tout équilibre pour lequel le profit n'est pas nul. Que signifie cette redécouverte de Marx ? Que la société pourra réaliser un « optimum social » véritable lorsque le « taux du profit » sera nul, donc lorsque celui de la plus-value le sera également, c'est-à-dire lorsque l'exploitation de classe aura disparu et que la tâche de l'accumulation sera achevée. Nous tirons de cette analyse deux conclusions. La première est qu'une période de transition au socialisme — qui n'est pas le socialisme achevé — s'impose pour autant que le capitalisme n'a pas achevé sa tâche historique — celle de l'accumulation. Alors précisément l'allocation des moyens de production exige que l'on prenne en considération « le temps », bien que d'une manière différente de celle qui caractérise le capitalisme : en se plaçant directement au niveau national global et non à celui qui résulte de la concurrence des capitaux, c'est-à-dire des capitalistes. La seconde est que le socialisme achevé n'est pas l'« état stationnaire » de Stuart Mill. La société socialiste est simplement totalement

60. C'est pourquoi nous avons pu comprendre que le socialisme n'était pas « le capitalisme sans capitalistes ». Imaginer que, dans le socialisme achevé, on se livre à des « calculs économiques » analogues à ceux du capitalisme révèle le manque d'imagination que l'aliénation économiste produit. Bettelheim a mis en relief avec une très grande force ce point, montrant que la pratique chinoise fait disparaître le concept même d'accumulation fut-elle dite « socialiste », *Révolution culturelle et organisation de la planification*, Maspero, 1973.

maîtresse de ses décisions : la décision d'expansion de la production est prise directement, au niveau de la conscience collective transparente, désaliénée, capable de calculer directement les quantités de travail socialement nécessaire pour produire des valeurs d'usage souhaitées, sans passer par l'intermédiaire obscurcissant de l'attribution d'une « valeur » (pseudo-valeur) au « temps ».

C'est pourquoi il nous a paru tout à fait nécessaire d'établir les lois essentielles du système, tant en ce qui concerne le statut objectif de la valeur de la force de travail qu'en ce qui concerne l'échange inégal, en termes de valeur. Bien entendu, on peut aussi établir les mêmes résultats directement en termes de prix, comme Oscar Braun et Saigal l'ont fait.

IX. LA QUESTION DE LA BAISSÉ TENDANCIELLE DU TAUX DU PROFIT

Avant d'aborder le problème des étapes de la formation du système mondial, il est utile de rappeler notre position au sujet de cette question annexe importante.⁶¹ Nous avons par ailleurs démontré en annexe que la composition organique et le taux de la plus-value en valeurs demeuraient inchangés si les progrès de la productivité sont égaux dans les deux sections, qu'ils augmentaient tous deux si ces progrès sont plus rapides dans la production de biens de consommation (biens salariaux) et diminuent ensemble dans le cas inverse.

Le débat concernant la loi de la baisse tendancielle du taux du profit,⁶² engagé dès la fin du XIX^e siècle par Bernstein, Conrad Schmidt, Cunow, Otto Bauer, Rosa Luxemburg et Kautsky a été poursuivi durant les années 20 et 30 par Louis Boudin, Henryk Grossmann, Hans Beiss, Kei Shibata et Nathalie Moszkowska. Il a opposé d'une part les « révision-

61. *Le développement inégal*, chapitre II, sections II et IV, pour cette dernière en rapport avec le cycle.

62. A propos de la « baisse tendancielle », voir bibliographie dans Paul Sweezy, *The Theory of Capitalist Development*, London, 1942, et Horowitz, *op. cit.*, plus loin. Dans *Le développement inégal*, comme dans *L'accumulation à l'échelle mondiale*, nous étions restés sur ce point « économiste » ; nous cherchions à établir en termes de « théorie économique » une loi du taux du profit. La question est mal posée. C'est en termes de matérialisme historique qu'il faut la poser (voir section 10 et conclusion).

nistes », qui, constatant que le taux du profit ne devait pas nécessairement tomber à un niveau mettant en cause « l'incitation des capitalistes à investir », concluaient à la pérennité du système, et d'autre part, une école pseudo-marxiste « orthodoxe » qui, à l'opposé, affirmait que le taux du profit devait s'abaisser progressivement jusqu'à entraîner une « crise générale » et « l'effondrement » du système (en allemand « zusammenbruch »).

L'une et l'autre des deux interprétations nous paraissent partager le même défaut essentiel de mécanisme économiste, car nous avons toujours refusé la théorie de la « crise générale » et de « l'effondrement spontané », tout comme celle de la « pérennité nécessaire » du système.

Le vrai problème à notre avis consiste à examiner comment le système réagit de lui-même et tente de s'adapter à une baisse éventuelle du taux du profit. L'ajustement des grandeurs économiques les unes aux autres, dans une perspective d'équilibre en dynamique, s'opère avec des retards temporels qui déterminent l'allure du cycle (ou de la conjoncture) comme nous l'avons vu. Ces cycles (ou cette conjoncture) s'inscrivent dans un cadre caractérisé par les tendances de longue période propres à chaque phase de l'histoire concrète du système.

Les faits historiques, concernant la période qui s'étend de la révolution industrielle (début du XIX^e siècle) à la crise des années 30, suggèrent une baisse tendancielle effective du taux du profit. La révolution industrielle est avant tout une révolution dans l'équipement des grandes industries de production de biens de consommation : le métier à tisser et la machine à vapeur, introduits d'emblée dans leur forme presque définitive, permettent la mise en œuvre d'un volume plus grand de matières premières durant le même temps de travail direct. La composition organique en valeur s'élève. La tendance nécessaire du taux de la plus-value à augmenter suit — mais avec retard — pour s'ajuster aux progrès continuels introduits dans ces industries de consommation. Tel est d'ailleurs l'argument de Marx, comme Steindl l'a interprété correctement à notre avis.⁶³

63. Steindl, *Karl Marx and the Accumulation of Capital in Marx and Modern Economics*, ed. Horowitz, Modern Reader, 1968.

La discussion concernant la tendance du taux du profit a été reprise au cours des années 40 et 50, dans des termes inspirés de la définition marginaliste micro-économique des innovations « labour saving » et « capital saving ». Le souvenir de la crise des années 30 était encore vivace et l'analyse keynésienne, qui parlait de l'hypothèse d'un effondrement du taux du profit (l'« efficacité marginale du capital ») se heurtant à la barrière absolue de la « préférence pour la liquidité », comme le courant stagnationniste que la crise avait inspiré, ont marqué toute cette discussion.⁶⁴

La tendance inhérente au mode de production capitaliste à élever le taux de la plus-value l'amène à favoriser les innovations qui sont « labour saving » globalement pour l'économie, c'est-à-dire aux innovations centrées sur la section II. Ces innovations, en effet, permettent de reproduire l'armée de réserve, et ainsi de faire pression sur les salaires. C'est l'argument de Blaug commentant Gillman, qui écrit : « les innovations labour-saving sont induites par l'augmentation des salaires réels qui ronge la marge des profits, tandis que les innovations capital-saving apparaissent par hasard, pour des raisons techniques, notamment dans le capitalisme avancé. Les innovations capital-saving tiennent, dans le livre de Gillman, la même place que la pression syndicale. Elles interviennent dans l'analyse comme des variables exogènes ».⁶⁵

La révolution technologique contemporaine est-elle précisément de cette nature « capital saving » ? Peut-être, en partie tout au moins, ayant transféré vers la production de la section I une concentration d'innovations majeures. La réduction consécutive de la composition organique tend à élever le taux du profit, surtout si la réduction du taux de la plus-value nécessaire pour l'équilibre en dynamique ne suit qu'avec retard.

En tout état de cause donc, il ne sera pas possible de retenir une tendance mécanique du taux du profit pour périodiser l'histoire du système capitaliste; de même d'ailleurs,

64. *Le développement inégal*, pp. 84 et suiv. (où nous traitons de la « solution » monétariste à la question de la « stagnation »).

65. Mark Blaug, *Technical change and Marxian Economics*, in *Marx and Modern Economics*, op. cit., réf. J. Gillman, *The Falling Rate of Profit*, London, 1956 (notre traduction).

verra-t-on, il n'y a pas de tendance mécanique à l'excédent (ou à l'insuffisance) du surplus. Les phénomènes autour desquels la périodisation du capitalisme devra être organisée se situent à un tout autre plan.

Une incursion dans l'avenir possible du système permet de mieux en saisir la nature profonde. Peut-on envisager un système capitaliste survivant à la généralisation de l'automatisation ? Appliquée à la production des sections I et II, l'automatisation, dans ce monde imaginaire de science fiction, libérerait l'humanité du travail. Mais si la propriété des moyens de production reste privée et minoritaire, l'intégralité du produit des machines automatisées devrait aller aux propriétaires de ces équipements miraculeux. Société curieuse composée d'une bourgeoisie sans prolétariat. Celui-ci, devenu superflu, devrait être détruit... ou réduit à l'état de serveurs personnels non productifs.⁶⁶ Bien qu'il s'agisse là d'une image futuriste dont nous sommes encore très éloignés, certaines tendances visibles du système vont dans ce sens. Avant d'en arriver à ce terme imaginaire, l'automatisation tend à rendre superflue une proportion grandissante de la population. Notre modèle de l'équilibre en dynamique nous indique que le système pourrait engendrer un chômage massif grandissant tandis que la minorité décroissante de prolétaires employés dans les sections I et II verraient leur salaire réel augmenter prodigieusement. Si en effet les progrès de l'automatisation sont égaux dans les deux sections, la composition organique et le taux de la plus-value demeureront inchangés, et les salaires réels de la minorité décroissante employée devraient augmenter comme la productivité.

La crise des années 30 dévoilait déjà cette tendance. La polarisation du monde en pays développés et pays sous-développés en est un témoignage encore plus flagrant. Les tendances du système au génocide des populations superflues ne doivent donc pas être sous-estimées. Mais en même temps le système réagit à cette « marginalisation » de la force de travail. D'une part, quelque peu spontanément, par les modifications des prix relatifs et des structures de la demande qui régénèrent un « petit capitalisme moderne »,

66. Des tendances actuelles graves révèlent la réalité de cette perspective possible : la campagne néomalthusienne, l'engouement pour le tourisme, etc.

notamment de services de consommation. Cette tendance est visible et interdit encore une fois de voir la concentration comme un phénomène linéaire : comme tous les phénomènes sociaux, la concentration engendre aussi son contraire dialectique. Mais aussi, d'autre part, d'une manière non « spontanée », du moins au plan économique étroit. La lutte des classes, et l'intervention de l'État qui se situe dans ce cadre, conduisent au développement d'autres moyens d'absorption du surplus. Une ponction exercée sur le surplus généré dans les sections I et II au profit d'une section III non productive, serait accompagnée d'une croissance moins forte du salaire réel dans les sections I et II et d'une croissance de l'emploi dans la section III. Pour les sections I et II, cette tendance conduirait très probablement à une réduction du taux du profit car la ponction sur le surplus qu'elles génèrent devrait grandir très vite pour assurer l'équilibre de « plein emploi » d'un tel système.

X. LA PÉRIODISATION DE L'HISTOIRE DU SYSTÈME CAPITALISTE

La discussion concernant les étapes de l'évolution du système capitaliste a été considérablement obscurcie par les tendances à rattacher cette problématique à celle de la loi tendancielle du taux du profit et des pseudo-lois concernant l'absorption du surplus. Ces errements ont amené à confondre l'expansionnisme, tendance générale du mode capitaliste, et l'impérialisme, stade particulier de celui-ci.

Nous maintenons que deux coupures sont essentielles dans l'histoire du capitalisme.⁶⁷ La première est celle qui est marquée par la révolution industrielle, au début du siècle dernier. Pendant les trois siècles antérieurs de l'époque mercantiliste, le mode de production capitaliste n'est pas achevé. Ses éléments essentiels, l'accumulation de la richesse argent à un pôle, la prolétarianisation à l'autre, se dégagent progressivement. L'expansionnisme qui caractérise cette période, et que Cox⁶⁸ a bien souligné, ne saurait être confondu avec l'impérialisme ultérieur. Certes, le système en voie de constitution

67. *Le développement inégal*, pp. 132 et suiv. Nous y proposons une périodisation du capitalisme et mettons l'accent sur les tendances d'avenir.

68. Oliver Cox, *Capitalism as a System*, Modern Reader, New York, 1964.

a été dès l'origine international et inégal, et la fonction de la périphérie de cette époque essentielle dans l'accumulation de la richesse argent. Mais cette fonction est tout à fait différente de celle de la périphérie ultérieure.

La seconde coupure est celle que Lénine a définie en termes d'impérialisme. C'est cette coupure qui a été remise en question, notamment par Emmanuel,⁶⁹ qui nie que l'exportation des capitaux soit apparue à partir de la fin du XIX^e siècle. Son argument est que les avoirs britanniques à l'étranger étant passés de 1 milliard de livres en 1870 à 4 en 1914, cette accumulation n'est guère que le produit de l'investissement sur place d'une partie des profits, car, au taux de rendement de 5 % seulement, un milliard placé en 1870 serait devenu supérieur à 4 milliards en 1914, et que donc le reflux des profits vers la Grande-Bretagne l'a emporté sur le flux d'exportation des capitaux anglais. Emmanuel observe par ailleurs que le volume des avoirs américains placés à l'étranger en 1970 est, en termes relatifs, au moins quarante fois inférieur à celui des avoirs britanniques en 1914.

Les faits invoqués sont corrects, c'est l'interprétation qui en est donnée qui est en cause. Car les profits qui sont réinvestis sont l'équivalent de nouvelles exportations de capital, comme l'observe S. de Brunhoff, qui remarque que l'investissement transforme le revenu en capital. Nous avons également toujours analysé le problème des flux internationaux de capitaux en distinguant les flux de capitaux des reflux de profits, et en refusant de considérer directement leur solde.

L'exportation des capitaux n'est pas due à une quelconque impossibilité théorique d'utiliser le surplus à l'intérieur des formations capitalistes centrales, comme nous l'avons montré. Elle est motivée par la recherche d'un taux de profit supérieur, que précisément la simultanéité d'une technologie moderne et de salaires bas rend possible. Cette recherche est indépendante de la tendance du taux du profit : à la baisse ou à la hausse. Le reflux des profits démontre d'ailleurs que l'exportation des capitaux ne résoud pas un prétendu problème d'absorption. Aussi Lénine n'attribue-t-il nullement cette exportation aux difficultés internes de l'absorption mais seulement à la recherche d'un meilleur taux de profit.

69. Emmanuel, H. et S. N. 22, Suzanne de Brunhoff, même source.

Certes l'image d'une Europe de petits rentiers vivant de la tonte des coupons des placements à l'extérieur, qui correspondait à la tendance effective de l'époque, a été bouleversée par la ruine ultérieure de ces mêmes rentiers. L'absorption interne du surplus ne se fait plus par la consommation des rentiers, mais par d'autres moyens en relation avec la structure de la concurrence monopolistique (coûts de vente, etc.) et le développement du capitalisme monopolistique d'État (dépenses publiques, etc.).⁷⁰

Si l'exportation du capital apparaît à la fin du XIX^e siècle et pas avant, ce n'est nullement parce que le capitalisme jusqu'alors n'était pas « expansionniste ». Il l'était, mais sous d'autres formes remplissant d'autres fonctions. C'est parce que l'exportation du capital ne devient possible que lorsque la concentration de celui-ci sépare la fonction d'« entrepreneur » (qui peut désormais être remplie par des agents salariés) de celle de capitaliste, jusqu'alors confondues. A très juste titre, Lénine établit donc la liaison entre l'apparition des monopoles et l'exportation des capitaux. Avant l'apparition des monopoles, le capital ne peut émigrer sans que le capitaliste lui-même n'émigre, car dans l'entreprise familiale de l'époque ces fonctions sont confondues.

Il faut également éviter de confondre l'impérialisme avec le fait colonial. Celui-ci est bien antérieur à celui-là et a rempli des fonctions trop diverses dans l'histoire pour pouvoir constituer une catégorie significative homogène. A l'époque impérialiste elle-même, la conquête coloniale résulte de la concurrence entre États impérialistes nationaux, notamment en Afrique, mais n'est nullement nécessaire, comme la persistance de l'indépendance de l'Amérique latine, de la Chine et de l'Empire ottoman le montre.

Le résultat de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'émigration internationale du capital monopolistique, c'est l'échange inégal, dont nous avons vu que l'une des conditions était précisément la mobilité internationale du capital.

Jusqu'à-là, durant la période 1800-1880, les marchandises tendent à circuler de plus en plus, et acquièrent peu à peu leur caractère international, mais le mouvement du capital

70. Palloix, H. et S., N. 19 et 22, *Le développement inégal*, pp. 132 et suiv.; H. Magdoff, *L'âge de l'impérialisme*, *op. cit.*

est fortement handicapé par sa dispersion. Cette première limitation au système capitaliste mondial, qui n'est pas encore achevé comme tel, est accompagnée historiquement par des salaires européens bas. On peut alors difficilement parler d'échange inégal, comme nous l'avons souligné. La périphérie existe cependant déjà et remplit des fonctions précises : celle d'élargir la base industrielle de la Grande-Bretagne ou de relever le taux du profit, par la réduction de la valeur de la force de travail (importation de blés d'Amérique qui ne paient pas la rente foncière) ou de celle des éléments du capital constant (importation de matières premières dans la production desquelles les pays de la périphérie sont spécialisés). A aucun moment le commerce international ne remplit de fonction décisive dans l'absorption, car ce commerce est équilibré, sans même que les mouvements de capitaux ne soient notables. On peut certes parler d'expansionnisme de la Grande-Bretagne du XIX^e siècle, mais non d'impérialisme, tout comme on pouvait parler d'expansionnisme du mercantilisme, qui remplissait d'autres fonctions.

Un exemple des errements qui accompagnent la confusion entre l'expansionnisme du capitalisme et l'impérialisme est fourni par la remarque que Palloix fait à l'occasion des exportations de la Grande-Bretagne. Selon lui, parce que le mode concurrentiel engendre la baisse du taux du profit, la fonction du commerce extérieur serait de le relever. Aussi qualifie-t-il d'impérialiste le « modèle d'industrialisation de la Grande-Bretagne dans la mesure où la levée de la contrainte interne est obtenue par une réorientation des exportations tout au long du XVIII^e siècle vers des territoires dominés ».⁷¹ Il faudrait remplacer le terme d'impérialiste par celui d'expansionniste. Il faudrait aussi remarquer que la tendance du taux du profit est indépendante du caractère concurrentiel ou monopolistique de l'organisation de la production. Aussi l'observation suivante de Palloix, que, parce que dans le mode monopolistique il n'y a plus de baisse du taux du profit, le Tiers monde joue seulement le rôle d'une soupape sur lequel on rejette les activités non rentables et que, dans la mesure où l'absorption du surplus est organisée à l'intérieur, le Tiers monde perd sa fonction et tend à être

71. Palloix, H. et S., N. 12.

« marginalisé », nous paraît pleine d'ambiguïté. Avant Palloix, Olivier Cox,⁷² confondant également expansionnisme et impérialisme, avait conclu hâtivement au caractère international du capital dès l'origine — à l'époque mercantiliste. Pour nous, le capital ne devient vraiment international qu'à partir du moment où, grâce aux monopoles, il acquiert une mobilité inconnue jusque-là.

Bien entendu, la période impérialiste, qui dure encore, mérite d'être subdivisée, ce qui permet d'éviter les généralisations abusives, fondées sur des théories mécanistes de la tendance du taux du profit ou de l'absorption. Une première phase, celle que l'on pourrait appeler de l'impérialisme « classique », s'étend de 1880 à la première guerre mondiale et peut-être aux années 30. Cette phase s'ouvre par une crise structurelle au centre, crise surmontée précisément par l'apparition des monopoles et l'exportation des capitaux. Simultanément, la période de stagnation relative des salaires réels au centre se termine, et une période de croissance relativement forte de ceux-ci s'ouvre.

L'exportation des capitaux à la périphérie façonne des secteurs exportateurs primaires. La périphérie reste caractérisée par la prédominance de modes d'organisation d'origine précapitaliste, néanmoins désormais intégrés au système mondial par l'échange marchand avec le capitalisme, le capital prédominant est étranger et limité aux secteurs exportateurs. L'échange inégal apparaît. Il contribue à relever le taux du profit moyen du capital. A la périphérie, les exportations primaires constituent pratiquement le moteur unique de la croissance, les importations portent sur des produits manufacturés de consommation. Le refus d'industrialisation s'accompagne d'une division de la bourgeoisie locale en une fraction compradore, dont le sort est lié à la domination étrangère, et une fraction nationale qui entre en conflit avec l'impérialisme. Cette première phase de l'impérialisme est caractérisée par des taux de croissance élevés tant du produit au centre que du commerce mondial.

Cette première phase entre dans une crise structurelle, de la première guerre à la fin de la seconde guerre mondiale, marquée par la crise des années 30 et la stagnation du

72. *Op. cit.*

capitalisme. Durant les années 30, le processus d'industrialisation par substitution d'importations s'amorce à la périphérie, notamment dans certains pays d'Amérique latine. Il s'accélère et se généralise après la seconde guerre, au cours des 25 dernières années.

Cette seconde phase du système impérialiste est marquée au centre par l'intervention massive de l'État et les formes nouvelles d'absorption du surplus que nous avons analysées. A la périphérie, le moteur principal de la croissance se déplace des exportations vers l'industrie de substitution d'importations. Ainsi se constitue le mode capitaliste périphérique achevé. La reproduction des conditions de la domination de classes exige ici en effet une politique différente de celle qui a été suivie par la bourgeoisie du centre : maintenir des salaires « bas » malgré une technologie avancée, que l'on peut désormais importer, exige que l'on freine la prolétarianisation et que l'on exploite des modes de production précapitalistes. L'échange inégal externe, qui subsiste, s'accompagne d'un échange inégal interne de nature analogue. Au plan politique, alors que le développement du capitalisme au centre s'est accompagné des progrès de la démocratie bourgeoise, ici au contraire, cette perspective est exclue dès l'origine. Parallèlement, la structure du commerce extérieur de la périphérie se modifie : les exportations demeurent du même type, à prédominance primaire, mais les importations d'équipements (dues à l'importation de la technologie moderne) et de produits alimentaires (dues aux distorsions spécifiques au mode périphérique dans l'allocation des ressources, notamment au détriment de l'agriculture, nécessaires pour la reproduction du système des salaires bas) se substituent à celles de produits manufacturés de consommation. Les formes de la dépendance elles-mêmes se transforment : la domination directe du capital étranger tend, notamment dans la dernière période, à laisser la place à une domination indirecte par l'adoption des modèles de consommation des pays développés et la domination technologique. On comprend alors l'observation pertinente d'Emmanuel concernant la décroissance du volume relatif du capital central à la périphérie, qui rejoint celle de Cardoso concernant la « marginalisation » du Tiers monde, et la nôtre portant sur l'inégalité grandissante du développement.

Il n'y a pas davantage de problème théorique d'absorption du surplus à ce stade qu'au précédent. Mais les formes nouvelles d'absorption au centre accentuent l'inégalité du développement. En même temps les distorsions propres au mode périphérique créent un problème d'absorption qui est surmonté par l'exportation de capitaux vers le centre et par l'augmentation de la fraction de la plus-value affectée à la dépense de luxe. L'importation de la technologie et les politiques protectionnistes à l'égard des petits monopoles locaux de substitution d'importations permettent cette forme de consommation de la plus-value. A son tour, celle-ci favorise l'adoption des modèles de consommation « européens » et permet la reproduction du système comme système dépendant. La bourgeoisie dans son ensemble cesse d'être nationale: elle ne peut remplir la fonction historique de l'accumulation primitive, c'est-à-dire détruire radicalement les modes précapitalistes, « épargner » la plus-value, etc. Elle doit être réactionnaire (« protéger » les modes précapitalistes pour les dominer), gaspilleuse (consommer la plus-value) et dépendante. On comprend alors que la « dépendance » ne soit pas « imposée », mais nécessaire pour générer le surplus.

Dans ce cadre, on voit qu'il se crée un marché interne. Cependant, ce marché présente quelques caractéristiques qui le distinguent de celui du centre. Il est principalement un marché des produits, tant de l'industrie que de l'agriculture précapitaliste soumise, mais il n'est pas vraiment un marché du travail, car la prolétarianisation est limitée, il n'est pas non plus vraiment un marché du capital, qui reste largement étranger (sociétés multinationales) et étatique (parce que le capital privé local, trop dispersé, ne peut accéder à la technologie moderne). C'est dans ce sens que le mode périphérique reste spécifique et que l'on peut donner raison à l'intuition de Frank: parler de « développement du sous-développement ».

Cette périodisation que nous avons proposée est bien différente de celle de Braun.⁷³ Celui-ci attribue les exportations de capitaux de la période 1880-1930 à l'insuffisance des salaires au centre (alors que précisément, c'est à partir de 1880 que les salaires commencent à s'élever sérieusement

73. Braun, *op. cit.*

au centre). Aussi Braun considère-t-il que la phase de l'échange inégal commence après 1930 seulement, alors que nous faisons remonter ce phénomène à 1880.

Va-t-on entrer dans une nouvelle, une troisième phase de l'impérialisme ? Et quelles pourraient être ses caractéristiques ? Car la crise qui s'ouvre avec les années 70 est une crise structurelle dont l'aspect monétaire n'est que le symptôme. Nous avons mis l'accent, dans notre analyse des solutions alternatives que le système peut rechercher, sur les transformations internes au centre du système (évolution des monopoles « nationaux » aux sociétés multinationales, apparition des conglomérats, révolution technologique marquée par l'automatisation, l'électronique, l'atome et l'espace), et, à partir de là, sur la forme nouvelle de division internationale inégale du travail qui pourrait caractériser cette troisième phase. La bourgeoisie périphérique aspire elle-même à accélérer cette évolution amorcée par l'installation de « runaway industries » en Asie orientale et au Mexique, dans le cadre desquelles elle exploiterait les salaires bas pour exporter des produits manufacturés vers le centre. Ce type de spécialisation reproduirait évidemment les distorsions propres au mode périphérique, condition de la permanence de l'écart des salaires, et du même coup reproduirait un développement inégal. Une structure du commerce mondial d'apparence paradoxale se développerait : les pays sous-développés deviendraient des exportateurs de produits industriels et importateurs de produits alimentaires. Giovanni Arrighi et André Frank ont également tenté de caractériser ces alternatives possibles.⁷⁴ Frank a récemment à ce propos mis l'accent sur les phénomènes d'inégalité de développement au sein de la périphérie, dont la théorie a été inaugurée par Mauro Marini. Le développement de « sous-impérialismes » au Brésil, au Mexique, en Inde et peut-être dans quelques autres pays, s'inscrit dans cette perspective. Le rôle que l'URSS pourrait remplir dans cette nouvelle division du travail, dans une perspective d'une plus grande intégration au système mondial, serait un peu analogue à celui d'autres

74. Giovanni Arrighi, *Rassegna Comunista*, Milano, 1972, N. 1-2-3 et 4; André Frank, *Limitation de l'étendue du marché interne par la division internationale du travail et par les relations de production*, doc. ronéoté, IDEP, Dakar, 1972; Ruy Mauro Marini, art. cité.

sous-impérialismes qui importent une technologie avancée du centre tandis qu'ils exportent vers la périphérie des produits plus communs.

CONCLUSION

Le marxisme vulgaire et dogmatique a réduit la dialectique sociale à la vieille causalité unilatérale des sciences de la nature. La spécificité de la science sociale, où l'homme (social) est à la fois objet et sujet, s'est perdue et, avec elle, la dialectique sociale. En cela le marxisme vulgaire est profondément semblable à l'ensemble de la pensée bourgeoise, qui n'a jamais dépassé la causalité unilatérale.

L'abandon de la dialectique a conduit à perdre de vue le sens profond de l'aliénation marchande, par laquelle la conscience des hommes devient une fausse conscience permettant aux « lois de la société » d'apparaître au plan immédiat des phénomènes comme extérieures à la société elle-même, s'imposant à elle. On n'a plus compris la signification des premiers chapitres du *Capital* : la marchandise et la valeur, ces concepts les plus abstraits qui constituent le terme de la découverte marxiste et donc, par ce renversement nécessaire, le point de départ de son exposé; ont été banalisés. En conséquence, on s'est posé un faux problème : celui de la « transformation » des valeurs en prix, on a posé ce problème en termes de « théorie économique » au lieu d'en comprendre la portée véritable, qui se situe au plan global de l'aliénation de la société. Débat clos pour nous, pour cette raison. Au cours de la discussion sur l'échange international, la même interprétation « économiste » du problème de la valeur est apparue : le préjugé tenace concernant la « spécificité » des produits l'a démontré. Du coup, on s'interdisait de comprendre en quoi et comment l'unité du système mondial est une réalité : parce que précisément cette unité se situe au niveau de l'universalité de l'aliénation marchande, et se manifeste par l'universalité de la réduction de la force de travail au statut de marchandise.

La vision du monde fondée sur la causalité unilatérale a conduit l'Université à ses cloisonnements insurmontables, à la fabrication de fausses sciences pour chaque « discipline ». Le marxisme vulgaire en a fait de même. Marx avait pourtant indiqué que le *Capital* était la critique de l'économie

politique. Il entendait par là la démystification de la nature de cette fausse science parcellaire, « l'économique », la découverte de la base commune sur laquelle tout l'édifice social est construit. On a compris cette critique comme une critique « économique universitaire » d'une théorie économique. Alors que la critique de l'économie politique débouchait sur le matérialisme historique, on a continué à faire de l'économie économiste et, parallèlement, à réduire le matérialisme historique à une pseudo-science de l'histoire, comme dans les Universités.

L'économie marxiste économiste a amené à traiter des tendances du système en termes mécanistes, unilatéraux. Le débat sur le statut de la valeur de la force du travail l'a montré, comme le débat sur la loi du taux du profit ou la tendance du surplus, etc. Faux débats qui sont clos dès lors qu'on les replace dans leur cadre véritable : celui défini par le matérialisme historique et non l'économie.

Le matérialisme historique tronqué est devenu de son côté « science de l'histoire », d'une histoire nécessairement mécaniste et linéaire. La dialectique forces productives/rapports de production, la dialectique infrastructure/superstructure, la dialectique modes de production/formations sociales et celle formations sociales capitalistes/système des formations capitalistes, ont été remplacées par des systèmes de causalités linéaires où les forces productives déterminent les rapports de production et ceux-ci la superstructure.

Les conséquences théoriques et pratiques de ce retour à la causalité linéaire ont été très graves. D'abord le socialisme devait naître linéairement des pays capitalistes les plus développés, lorsque le niveau des forces productives aurait atteint des sommets qu'elles ne pourraient plus dépasser sans transformation des rapports de production. La « philosophie » de la « crise générale » relève de cette famille de déformations.

C'était s'interdire simultanément de comprendre l'unité dialectique du système mondial, réduire les inégalités de développement à des « retards » (comme Rostow), et réduire le socialisme à un capitalisme sans capitalistes. Car dans cette vision linéaire, le progrès des forces productives est premier, autonome, la science et la technique sont neutres. On oublie qu'elles sont elles-mêmes le produit de la société.

Dans cette ligne de pensée aliénée, le socialisme devient simplement un capitalisme sans capitalistes : il s'agit de produire les mêmes choses, de la même manière, pour satisfaire les mêmes « besoins ». Les nouveaux rapports de production, adaptés au niveau élevé des forces productives, sont réduits à leur forme juridique : l'abolition de la propriété privée des moyens de production. Ces nouveaux rapports « libèrent » des forces productives au sens qu'ils permettent d'accélérer le « progrès » sur le chemin ouvert par le capitalisme. Encore une fois la vision est linéaire. Du même coup, les vrais rapports de production anciens sont maintenus, et avec eux, leurs expressions diverses (séparation du travail de conception et de celui d'exécution, de la ville et de la campagne, etc.).

Tout cela est clair aujourd'hui, depuis la révolution culturelle. Bettelheim, dans son dernier ouvrage,⁷⁵ a montré avec une très grande force que le socialisme remettait tout en question simultanément : quoi produire et comment le faire. Du coup, comme il ne s'agit pas de « rattraper pour dépasser ensuite », on ne peut plus parler d'accumulation socialiste. C'est un non-sens, car l'accumulation est nécessairement génératrice de l'aliénation capitaliste. Surmonter le retard du développement des forces productives exige que l'on fasse une tout autre chose. Ni les staliniens, ni les trotkystes n'avaient vu cela : ils discutaient des formes — des tactiques — de « l'accumulation socialiste ».

Aujourd'hui donc, la question est mûre. C'est pourquoi Chou En Lai, au X^e Congrès du PCC, a pu la formuler en trois lignes : « la contradiction principale est celle qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie et non celle entre le système socialiste avancé et les forces de production sociale arriérées ».⁷⁶ Car la bourgeoisie ne peut pas être liquidée une fois pour toutes. Elle renaît sans cesse tant que les nouveaux rapports de production ne sont pas totalement établis, la séparation du travail intellectuel et du travail manuel liquidée, etc.

L'autre aspect du même problème, c'est l'impossibilité de comprendre l'unité du système mondial, comme l'a révélé le débat sur l'échange international. On a pu échanger des

75. *Révolution culturelle et organisation de la planification*, Maspero, 1973.

76. X^e Congrès du Parti Communiste Chinois, août 1973.

arguments polémiques, parfois forts et justes d'ailleurs, rappeler à ceux qui souhaitent oublier les inégalités internationales, la phrase de Marx : « Si les libres échangistes ne peuvent pas comprendre comment un pays peut s'enrichir aux dépens de l'autre, nous ne devons pas en être étonnés, puisque ces mêmes messieurs ne veulent pas non plus comprendre comment, à l'intérieur d'un pays, une classe peut s'enrichir aux dépens d'une autre classe ».⁷⁷ On restait néanmoins dans un cadre étroit, celui des « relations économiques internationales ». Là encore, comme nous l'avons déjà dit, et comme Rossana Rossanda et Charles Bettelheim l'ont vu aussi, Mao a rétabli Marx.⁷⁸

77. Marx, *Misère de la Philosophie*, éd. Sociales, p. 212.

78. *Le Manifesto*, op. cit.

ANNEXE

Salaires réels, taux de la plus-value, développement des forces productives et accumulation élargie dans le mode de production capitaliste

L'exposé qui suit revêt la forme d'un « modèle » inspiré de celui du livre II du *Capital*.

Un « modèle » n'est jamais mieux qu'illustratif. Simple ou sophistiqué, il repose sur une définition non ambiguë et non dialectique de « grandeurs », indique les liaisons entre celles-ci et, par le traitement mathématique de ces liaisons, en déduit des « conséquences ». Celles-ci sont déjà incluses dans les « hypothèses » de départ : choix et définition des grandeurs et des liaisons. Un « modèle » est donc toujours pauvre, parce qu'il ne peut être dialectique. Il n'offre qu'un intérêt didactique : celui d'explicitier clairement ce qui est implicite dans une vision unilatérale.

L'« économie » peut être mise en équations, le matérialisme historique ne peut l'être. Pourquoi donc ? Tout simplement parce que l'économie sépare artificiellement un aspect des autres aspects de la réalité sociale unique, en fait un domaine à part, donc une fausse science. Dès lors, l'intérêt du modèle est réduit, et exige que l'on reste conscient de ses deux limites fondamentales. La première est précisément que les « curiosités » du modèle (la « discussion » mathématique de ses conditions) constituent son plus grand intérêt : elles révèlent le lieu où se situent les problèmes insolubles par la méthode linéaire. La seconde est que le modèle, abstrait dans sa présentation formelle, n'est jamais que l'abstrait d'un concret, c'est-à-dire d'une réalité localisable dans le temps et le lieu. On ne construit pas un modèle illustratif d'un phénomène concernant toute l'histoire de l'humanité depuis Adam et Ève jusqu'à nos jours. On construit un modèle particulier à une situation, c'est-à-dire ici à un mode de production. Le modèle a donc un point de départ, une date. Ce point de départ n'est pas choisi « librement », « artificiellement », par l'auteur, si celui-ci veut être scientifique social et non mathématicien. Il doit au contraire prendre conscience de la « pré-histoire » de son « modèle » : encore une fois, de la formation historique concrète de la situation de départ, problème qui relève du matérialisme historique.

On prendra conscience de tout ceci en suivant le déroulement de l'exposé qui suit.

1. PARAMÈTRES DU SYSTÈME

Nous établirons d'une manière très générale le système qui relie les salaires réels (et les taux de la plus-value) aux rythmes de développement des forces productives.

Chaque section (I pour la production de moyens de production E et II pour celle des biens de consommation C) est définie, pour chaque phase, par une équation en valeur comme suit :

Phase 1

Section I	$e + a = pe$
Section II	$e + b = qc$

dans lesquelles e représente une unité d'équipement, a et b respectivement les quantités de travail direct mis en œuvre par cette unité, p et q respectivement les quantités d'unités d'équipement et de consommation obtenues.

Les deux couples de paramètres a, b, p, q définissent le système technologique. Ils déterminent les prix d'équilibre e et c des unités d'équipement et de consommation.

Le progrès technique est défini par les paramètres λ et γ (inférieurs à l'unité), qui définissent le système productif dans les phases suivantes.

On a donc :

Phase 2

Section I	$e + a\lambda = pe$
Section II	$e + b\gamma = qc$

Phase 3

Section I	$e + a\lambda^2 = pe$
Section II	$e + b\gamma^2 = qc$
	etc.

Avec une quantité globale de travail $a\lambda + b\gamma$ inférieure à $a + b$, on obtient, par un agencement approprié de l'équipement, une production égale.

Le premier élément de chaque égalité désigne la valeur du capital constant consommé dans le processus productif, réduit à une unité physique d'équipement E, estimé à sa valeur unitaire e ($e_1 \neq e_2 \neq e_3$, etc.), le second élément la quantité physique $a, b, a\lambda, b\gamma$, etc. de travail direct total (travail nécessaire et surtravail) mis en œuvre par une unité E dans chaque section pour chaque phase.

Le produit physique de chaque section, respectivement p et q , est estimé à sa valeur unitaire e et c (de même $c_1 \neq c_2 \neq c_3$, etc.).

Le système comporte 3 paires de paramètres (a , b , p , q , λ et γ) et 2 inconnues (e et c) par paire d'égalités qui caractérisent chaque phase. Les paramètres a et b mesurent l'intensité physique en travail des processus productifs (leurs inverses sont reliés aux compositions organiques), les paramètres p et q le produit physique des processus productifs mettant en œuvre dans chaque section une unité d'équipement E , les paramètres λ et γ les rythmes du progrès technique dans chaque section. Évidemment, λ et γ sont inférieurs à 1, puisque le progrès technique permet d'obtenir avec moins de travail direct un produit physique supérieur par unité d'équipement.

2. DÉTERMINATION DES PRIX UNITAIRES E ET C

Les égalités fournissent les paires e et c :

$$e_1 = \frac{a}{p-1} \quad c_1 = \frac{a + b(p-1)}{q(p-1)}$$

$$e_2 = \frac{a\lambda}{p-1} \quad c_2 = \frac{a\lambda + b\gamma(p-1)}{q(p-1)}$$

$$e_3 = \frac{a\lambda^2}{p-1} \quad c_3 = \frac{a\lambda^2 + b\gamma^2(p-1)}{q(p-1)}$$

Comme les équations indiquent que l'on produit les équipements à l'aide d'équipements et de travail direct, les prix unitaires e diminuent d'une phase à l'autre au rythme de la croissance de la productivité dans la section I. Par contre, les biens de consommation étant produits à l'aide d'équipements et de travail direct, les prix unitaires c diminuent à un rythme qui est une combinaison de λ et γ .

3. ÉQUATIONS DE LA REPRODUCTION ÉLARGIE

Les équipements E sont répartis entre les sections I et II dans des proportions n_1 et $1 - n_1$ pour la phase 1, n_2 et $1 - n_2$ pour la suivante, etc. Les éléments a , $a\lambda$ et b , $b\gamma$ peuvent être décomposés à leur tour en salaires et plus-value. Pour cela on pose S_1 et S_2 représentant les salaires nominaux pour chaque phase 1 et 2 successive dans le système des prix e , c ; les termes K étant des facteurs de proportionalité.

Le système productif en dynamique équilibrée, commandée par les rythmes du progrès λ et γ , s'écrit donc :

Phase 1	Équipement	Salaires	Plus-value	Produit
Section I	$n_1 e_1$	$+ n_1 a S_1$	$+ n_1 a (K - S_1)$	$= n_1 p e_1$
Section II	$(1 - n_1) e_1$	$+ (1 - n_1) b S_1$	$+ (1 - n_1) b (K - S_1)$	$= (1 - n_1) q c_1$

Phase 2

Section I	$n_2 e_2$	$+ n_2 a S_2 \lambda$	$+ n_2 a (K - S_2) \lambda$	$= n_2 p e_2$
Section II	$(1 - n_2) e_2$	$+ (1 - n_2) b S_2 \gamma$	$+ (1 - n_2) b (K - S_2) \gamma$	$= (1 - n_2) q c_2$

Il s'agit d'un système exprimé en valeurs et non en prix de production puisque les taux de la plus-value sont identiques d'une section à l'autre.

L'équilibre en dynamique de la reproduction élargie exige que deux conditions soient remplies :

1. que les salaires distribués pour chaque phase (dans l'ensemble des deux sections) permettent d'acheter toute la production de biens de consommation produits durant cette phase ;
2. que la plus-value générée durant une phase (dans les deux sections) permette d'acheter une quantité de biens d'équipement égale à celle ajoutée dans la phase suivante.

L'équilibre en dynamique exige donc :

L'égalité offre-demande de biens de consommation qui s'écrit :

$$\begin{array}{l} \text{Phase 1} \quad n_1 a S_1 + (1 - n_1) b S_1 = (1 - n_1) q c_1 \\ \text{Phase 2} \quad n_2 a \lambda S_2 + (1 - n_2) b \gamma S_2 = (1 - n_2) q c_2 \end{array}$$

L'égalité offre-demande de biens d'équipement qui s'écrit :

$$\begin{array}{l} \text{Phase 1} \quad n_1 p e_1 = e_2 \\ \text{Phase 2} \quad n_2 p e_2 = e_3 \end{array}$$

Les salaires nominaux S peuvent être alors exprimés en fonction des paramètres :

$$S_1 = \frac{(1 - n) [a + b (p - 1)]}{(p - 1) (a n + b (1 - n))}$$

$$S_2 = \frac{(1 - n) [a \lambda + b \gamma (p - 1)]}{(p - 1) [a \lambda n + b \gamma (1 - n)]}$$

avec $n = \frac{\lambda}{p}$ ($n_1 = n_2 = n_3$, etc.).

Les salaires réels $S'_1 = \frac{S_1}{c_1}$ et $S'_2 = \frac{S_2}{c_2}$ deviennent :

$$S_1 = \frac{(1-n)q}{an + b(1-n)}$$

$$S_2 = \frac{(1-n)q}{a\lambda n + b\gamma(1-n)}$$

On vérifie que $S_2 > S_1$ (puisque le numérateur reste inchangé et que le dénominateur décroît d'une phase à l'autre). Ainsi donc l'équilibre en dynamique exige une croissance des salaires réels à un rythme qui est commandé par une combinaison des rythmes du progrès des productivités λ et γ .

L'exploitation du modèle général défini ici peut être poursuivie dans différentes directions. En particulier on peut se demander comment évoluent les compositions organiques du capital et les taux de la plus-value (que l'on peut mesurer par le rapport plus-value/salaire à partir des éléments définis dans les équations de l'équilibre), ou encore même les « taux de profit » (ceux-ci étant obtenus en rapportant la plus-value dégagée de la production à la valeur des équipements mis en œuvre pour l'obtenir).

On verra alors que lorsque le progrès de la productivité est plus rapide dans la section I ($\lambda > \gamma$) la composition organique et le taux de la plus-value s'élèvent ; qu'à l'inverse lorsque le progrès de la productivité est plus rapide dans la section II ($\gamma > \lambda$) ceux-ci s'abaissent. De ce fait, parce que la composition organique et le taux de la plus-value varient dans le même sens, le taux de profit d'équilibre en dynamique tend à demeurer stable parce que le mouvement du taux de la plus-value exigé par l'équilibre de l'offre et de la demande en dynamique doit compenser celui de la composition organique, qui est déterminée précisément par le rapport des progrès de la productivité λ et γ .

4. APPLICATIONS NUMÉRIQUES

On considère les six cas suivants :

Cas 1 : compositions organiques égales ($a = b$) ; progrès de la productivité égaux ($\lambda = \gamma$) dans les deux sections.

Cas 2 : compositions organiques inégales ($a \neq b$) ; progrès de la productivité égaux ($\lambda = \gamma$) dans les deux sections.

Cas 3 : compositions organiques égales ($a = b$) ; progrès de la productivité inégaux (ici $\lambda > \gamma$).

Cas 4 : hypothèse inverse de la loi précédente ($\lambda < \gamma$).

Cas 5 : cas 3 limite, les progrès de la productivité sont limités à la section II ($\lambda = 1$ et $\gamma = 1/2$).

Cas 6 : cas 4 limite, les progrès de la productivité sont limités à la section I ($\lambda = 1/2$ et $\gamma = 1$).

Le tableau ci-dessous retrace alors les résultats de la résolution du problème de l'équilibre en dynamique pour les différentes hypothèses concernant les paramètres.

Cas	1	2	3	4	5	6
Paramètres						
a	4	4	4	4	4	4
b	4	8	4	4	4	4
p	3	3	5	5	30	3
q	6	10	6	6	1	6
λ	0.5	0.5	0.75	0.5	1	0.5
γ	0.5	0.5	0.5	0.75	0.5	1
Prix						
e_1	2	2	1	1	0.14	2
e_2	1	1	0.75	0.5	0.14	1
c_1	1	1	0.83	0.83	4.14	1
c_2	0.5	0.5	0.46	0.58	2.14	0.83
Proportion						
n	0.17	0.17	0.15	0.10	0.03	0.17
Salaires nominaux						
S_1	1.25	1.14	1.06	1.13	1	1.25
S_2	1.25	1.14	1.09	1.09	1	1.14
Salaires réels						
S'_1	1.25	1.14	1.28	1.35	0.24	1.25
S'_2	2.50	2.28	2.37	1.86	0.47	1.36

5. OBSERVATIONS FINALES : LES LIMITES DU MODÈLE

51. Le schéma simple développé dans le texte de l'ouvrage (pages 38 à 51) illustre notre conclusion : que l'équilibre en dynamique exige la croissance du salaire réel. Les schémas complexes formulés dans leurs termes les plus généraux dans cette annexe (compositions organiques et rythmes de la croissance de la productivité différents) permettent d'établir rigoureusement cette même conclusion principale.

La question que Rosa Luxemburg posait n'était pas « où est le marché pour la production », mais « à quelles conditions la

réalisation (c'est-à-dire la transformation préalable de la production en argent) était possible ». Nous y avons répondu par l'intervention nécessaire du crédit.

Mais il est évident qu'on peut imaginer une série de phases successives dans lesquelles le salaire réel demeurerait inchangé, voire en diminution. Il suffirait pour cela que les équipements soient affectés à la production d'équipements dans une proportion grandissante d'une phase à l'autre. Nous avons donné une illustration de ce « carrousel » imaginé par Tougan Baranowsky en faisant référence explicite à cet auteur. Nous avons rejeté cette solution, absurde, qui n'est autre que la loi des débouchés de Say : la crise est impossible parce que la production crée automatiquement son propre débouché. Cette solution — sur le papier — est en contradiction avec l'essence du capitalisme : les équipements doivent trouver preneur dans un horizon limité, déterminé en dernier ressort par la capacité de consommation. Nous savons bien que cette observation ne manquera pas d'être qualifiée par certains de « théorie de la sous-consommation ». Nous répondrons que la question n'est pas de savoir s'il s'agit d'une vision fondée sur la « théorie de sous-consommation » (laquelle ?) ou pas, mais si le raisonnement est correct et conforme à la réalité ou pas. Qualifier une théorie de ceci ou cela (« sous-consommation » ou « circulationnisme » par exemple), ce n'est pas la réfuter, c'est simplement substituer l'anathème à l'argumentation, faire preuve d'esprit dogmatique.

Curieusement — nous l'avons dit —, la solution de Tougan Baranowsky, qui est absurde dans le capitalisme réel, pourrait être envisagée dans l'hypothèse d'un étatsisme planifié qui aurait les moyens de se permettre de repousser indéfiniment l'horizon de la consommation, laquelle, dans le capitalisme, commande la rentabilité et la décision d'investir. C'est d'ailleurs le cas dans le système soviétique.

52. Dans un ouvrage publié à Londres en 1980⁷⁹, Anthony Brewer avait relevé une erreur dans notre modèle de l'accumulation, tel que nous l'avions proposé dans l'annexe de la première édition de cet ouvrage. En effet, en égalisant le montant de la plus-value dégagée d'une phase et celui des équipements mis en place dans la phase suivante, nous avions confondu revenu brut et revenu net. Comme l'a montré Anthony Brewer, l'équilibre n'était obtenu que grâce à la dévaluation du capital. Cette erreur a été corrigée dans les schémas présentés dans cette nouvelle édition.

53. Ces schémas, formulés dans le cadre d'un « mode de production capitaliste pur », ont-ils un sens pour ce qui est de la

79. Anthony Brewer, *Marxist Theories of Imperialism, a Critical Survey*, Londres, 1980.

compréhension de la dynamique des salaires réels dans le système capitaliste mondial concret ? Notre réponse à cette question est positive, car « salaires réels élevés au centre et salaires bas à la périphérie, cela fait des salaires moyens pour le système dans son ensemble ». Bien évidemment et, dans notre analyse, ce « salaire moyen » constitue précisément la valeur de la force de travail, concept qui n'a de signification qu'à l'échelle mondiale, comme la valeur, et non pas à l'échelle des formations nationales qui composent le système global. A ces derniers niveaux, on a des prix inégaux de la force de travail, dont la moyenne constitue la valeur de celle-ci. Les prix de la force de travail revêtent au centre la forme salariale ; à la périphérie, la chose est plus compliquée. La surexploitation du travail exige le maintien et même la mise en place de formes pré ou non capitalistes, et, de ce fait, la rémunération du travail ne revêt la forme salariale que pour une minorité des travailleurs ; pour la majorité, cette rémunération est en apparence celle de petits producteurs marchands (paysans et artisans).

Ce que nous appelons la division internationale inégale du travail découle de cette analyse de la détermination de la valeur et des prix de la force de travail. L'expression est un raccourci pour une longue périphrase que l'on pourrait formuler de la manière suivante : « les caractères spécifiques d'une division internationale du travail qui résulte de structures locales de la demande différenciées du fait même que l'écart dans la distribution mondiale des rémunérations est plus marqué que dans celle des productivités de ce « travail ».

54. Cependant, ce modèle n'a pas plus de vertus qu'un autre quelconque modèle.

La première limite est que les deux premières équations, qui décrivent la situation de départ l'année 0, définissent déjà un niveau de salaire réel pour la phase I, des technologies pour chaque section et une allocation des ressources (une distribution de l'équipement et de la force de travail entre les deux sections). Ces trois « données » extérieures sont interdépendantes. On peut imaginer une autre situation de départ, un autre niveau de salaire réel et une allocation différente des « ressources » qui lui correspondrait. Un philosophe mécaniste, qui assimile la science sociale à celle de la nature, se poserait la question de savoir laquelle est la « variable indépendante » du salaire, des technologies ou de l'allocation des ressources. La question est un faux problème, car le point de départ nous est donné par l'histoire réelle, c'est-à-dire la situation telle qu'elle a été façonnée par la lutte des classes antérieure. Le modèle nous montre simplement qu'à partir de cette situation l'accumulation dans un mode capitaliste exige une croissance des salaires réels. Si le modèle illustre l'histoire du capitalisme central en

Angleterre, la situation de départ sera celle de 1850 par exemple, lorsque le modèle représente déjà l'essentiel de ce qu'est devenue la société anglaise, qui peut être réduite à un mode capitaliste valablement. Cette situation de départ est le résultat d'une autre période historique, celle de la transition du mode féodal au mode capitaliste, et pour cette autre période ce modèle n'a pas de sens, car la nature du système est différente. On ne peut éliminer le matérialisme historique pour lui substituer l'économie.

La seconde limite découle immédiatement de la première. L'économie — donc le fonctionnement du mode capitaliste — peut être mise en équations, le matérialisme historique — donc l'histoire d'une formation sociale, capitaliste centrale ou périphérique, de transition ou non — ne peut l'être. Entre autre la transition au capitalisme, tant au centre qu'à la périphérie — et chacune de ces transitions est spécifique, caractérisée par ses alliances de classes propres — détermine des situations de départ différentes. De plus, les formations périphériques sont telles, dans leur spécificité, que précisément ce modèle ne leur est pas applicable. La limite peut donc être formulée de la manière suivante : le modèle présente unilatéralement la signification des forces objectives dans le mode capitaliste, il ne résoud pas la question qui doit être replacée dans le cadre du matérialisme historique (de l'analyse des formations sociales concrètes), parce qu'il ne peut même pas poser cette question dialectique.

Forgé pour illustrer unilatéralement un aspect du problème, ce modèle est nécessairement simple. D'abord il est discontinu, l'équilibre est réalisé d'une phase sur l'autre par un changement brutal des proportions et des prix relatifs, alors que dans la réalité l'ajustement est continu. Ensuite, on a fait l'hypothèse que la plus-value est intégralement accumulée. Cette hypothèse exclut du modèle la condition nécessaire de la reproduction de la bourgeoisie, ce qui évidemment est absurde. Néanmoins, cette absurdité ne gêne pas la démonstration de l'aspect unilatéral de la question envisagée. Une digression ici peut être utile pour éclairer certains aspects du problème : notre modèle ainsi réduit décrit-il un capitalisme « pur » sans capitalistes, celui par exemple d'un État abstrait ? Non car ce capitalisme aurait la caractéristique que le capital n'y serait plus simultanément social et individuel (parcellisé) mais seulement social. C'est un nouveau mode de production, nous avons pour cette raison qualifié le mode soviétique de *sui generis*.⁸⁰ La classe État dominante doit certes consommer une fraction de la plus-value pour se reproduire. Mais la circulation du capital ayant disparu, la loi qui détermine cette fraction est différente de celle qui caractérise le mode capitaliste.

80. *Le développement inégal*, pp. 325 et suiv.

Il résulte également des hypothèses un taux de croissance élevé : le P.I.B. double d'une phase à l'autre grâce à « l'épargne » d'une fraction élevée du produit (de 25 % à 50 % selon les cas). On aurait pu se rapprocher d'hypothèses réalistes en considérant une consommation d'une fraction de la plus-value telle que le « taux d'épargne » soit de l'ordre de 20 % du P.I.B., une allocation différente des « ressources » entre les deux sections, des rythmes λ et γ d'amélioration de la productivité adéquats, de manière à obtenir par exemple un doublement du P.I.B. d'une phase sur l'autre, chaque phase étant de l'ordre de 10 ans (soit un taux de croissance annuel de 7 %), la période de 10 ans correspondant effectivement à celle de la maturation des décisions d'investissements, l'obsolescence des équipements et, autrefois, celle du cycle économique. Le modèle aurait été plus « réaliste », mais en rien plus éclairant.

II

Échanges internationaux et sous-développement

Préface pour l'ouvrage de Amoa et Braun

Nous présentons ici deux études concernant les relations internationales entre les pays développés et les pays sous-développés qui continuent le premier volume de cette collection! Ces deux études sont le résultat de débats organisés par l'Institut Africain de Développement Économique et de Planification — IDEP — sur les relations économiques internationales.

I

L'étude de Kwame Ga Amoa² (*Les relations économiques internationales et le problème du sous-développement : la Communauté Économique Européenne et l'Afrique*) a été produite pour être discutée à l'occasion d'un séminaire, organisé à Milan en mars 1974 par l'IPALMO (Istituto per le relazioni tra l'Italia e i paesi dell'Africa, America Latina e Medio Oriente).

La question débattue ici est très mal connue en Europe. En Afrique, malgré les négociations interminables tant entre Africains et Européens qu'entre gouvernements africains eux-mêmes, le dossier est largement ignoré par le public, même celui qui est censé être le mieux informé. Il s'agit pourtant d'une question importante, qui décidera peut-être du sort du continent pour une bonne période. Les Puissances l'ont d'ailleurs compris ainsi ; l'Europe — et particulièrement la France — a mené, et semble continuer à le faire, un

1. Samir Amin, *L'échange inégal et la loi de la valeur*, avec une contribution de Jagdish C. Saigal, éd. Anthropos-Idep, 1973.

2. Directeur adjoint de l'IDEP, économiste ghanéen.

combat incessant pour « associer » l'Afrique, tandis que les États-Unis se sont déclarés ouvertement hostiles à toute forme d'association eurafricaine ; quant à l'Angleterre, son attitude a été jusqu'ici dans ce domaine ce qu'elle est dans d'autres, incertaine, pour le moins que l'on puisse dire.

De quoi s'agit-il ? Rien de moins que de l'une de ces grandes batailles que les Puissances se livrent depuis quelques années et dont l'issue décidera de la structure du pouvoir international : d'un monde hiérarchisé sous l'égide de deux superpuissances (États-Unis et URSS) s'accordant plus ou moins, d'un monde où le jeu des grandes décisions se ferait à trois (États-Unis, URSS et Chine) et serait alors plus ouvert, ou d'un monde où « s'équilibreraient » (même si cet « équilibre » incertain tient autant du déséquilibre) cinq blocs (les trois précédents plus l'Europe — unie ? jusqu'à quel point ? — et le Japon³). Aucune des branches de l'alternative ne considère que l'Afrique, le Moyen-Orient, l'Asie du Sud ou l'Amérique Latine, puissent constituer des centres de décision autonomes suffisamment importants pour intervenir dans les relations entre les « deux », les « trois » ou les « cinq ».

Kwame Amoa a parfaitement montré, dans cette étude, que l'importance de la question dépassait le cadre mesquin du contenu des « accords » en négociation. Les « conventions de Yaoundé » octroient des préférences à certains produits africains (ceux qui ne concurrencent pas des produits agricoles européens) sur le marché européen, et — en sens inverse — quelques avantages commerciaux aux partenaires européens. Mais, en fait, ces « avantages mutuels » sont presque négligeables. Ces conventions ont prévu une aide financière de l'Europe à l'Afrique. Mais celle-ci n'a jusqu'ici guère fait plus que de prendre le relais de l'aide bilatérale que les anciennes métropoles auraient probablement continué à fournir à des États dont il faut bien dire qu'ils sont souvent des États-Clients. Enfin ces conventions ont prévu des « droits d'établissement » qui assurent l'ouverture des pays africains aux capitaux européens. Mais jusqu'ici, à notre connaissance, l'Afrique ne s'est pas fermée aux autres capitaux (américains notamment) ; par ailleurs, le négociateur européen n'a jamais nié que ces droits d'établissement n'étaient

3. Voir à ce sujet A. Faire et J.P. Sebord, *Le nouveau déséquilibre mondial*, Grasset, 1973.

pas synonymes de porte ouverte, les États peuvent en limiter la portée — même sévèrement — et contrôler les investissements en question, les imposer, etc., à condition qu'ils traitent tous les partenaires européens sur pied d'égalité et qu'ils ne les traitent pas plus mal que des tiers éventuels (Américains ou Japonais). Autrement dit, les États africains pourraient faire en sorte que cette « association » soit vidée de tout contenu : une préférence symbolique suffirait, qui n'excluerait ni le contrôle du commerce extérieur ni celui des investissements par les autorités locales, contre laquelle les États obtiendraient la possibilité de bénéficier d'une aide financière et technique qu'ils pourraient d'ailleurs toujours refuser. Leur souveraineté reste presque illimitée. Cette souveraineté reconnue ne comporte d'ailleurs pas davantage de limites pour ce qui est des relations entre États africains. Ceux-ci ne sont pas tenus d'avoir la même attitude à l'égard du partenaire européen : les préférences réellement accordées par les uns peuvent être réduites à epsilon par d'autres, la porte largement ouverte par les uns peut être fermée par d'autres.

Alors pourquoi discute-t-on ? Associée ou pas, qu'est-ce que cela change pour l'Afrique ? Pourquoi l'Europe tient-elle au symbole, et les États-Unis le rejettent-ils avec tant de virulence ? Les Européens sont-ils assez naïfs pour croire que, dans la compétition avec les États-Unis, un droit de douane symbolique de 0,5 % sur la valeur de leurs exportations est décisif, et les Américains de leur côté craindraient-ils cette « injustice » ? Certainement pas.

S'il en est ainsi, c'est que les uns et les autres savent que l'enjeu dépasse les textes. Il s'agit de savoir si les gouvernements de l'Afrique mettront en œuvre une politique « pro-européenne » — on verra quel contenu, au singulier et au pluriel, est caché ici — voire donc « anti-américaine », ou le contraire. La signature de l'accord d'association, ou son refus, est donc un acte politique, une déclaration d'intention, très générale, sur ce thème. L'astuce a consisté à n'envisager dans les textes que des questions secondaires, un « héritage », sans envisager clairement les véritables lieux du débat, les questions qui se poseront demain au fur et à mesure du « développement » de l'Afrique. Ainsi les positions pourront-elles garder la souplesse que l'incertitude internationale commande.

Kwame Amoa a soutenu, et nous partageons tout à fait ce point de vue, que dans la compétition internationale entre « Grands », l'Europe souffrait d'une infériorité caractérisée par rapport aux États-Unis. A supposer même que l'Europe se présente unie, ce qui est loin d'être certain aujourd'hui, elle est plus « faible » que le géant d'outre-atlantique. Cette faiblesse ne peut pas être située dans la différence des « produits intérieurs bruts » par tête. Nous avons suggéré ailleurs que la « compétitivité » n'était pas fonction de l'avance technologique absolue qui se traduit par des coûts réels inférieurs, mais d'un rapport entre deux rapports : celui qui mesure l'écart des productivités (le degré de développement des forces productives, l'avance technologique absolue) et celui qui mesure l'écart des salaires. Or ce rapport, qui jouait en faveur des États-Unis par rapport à leurs concurrents européens et japonais dans pratiquement toutes les industries au lendemain de la seconde guerre mondiale, s'est retourné en faveur de l'Europe et du Japon, au moins dans un certain nombre d'industries. Cela a été le résultat d'une croissance de la productivité dans ces industries beaucoup plus rapide que celle des salaires. C'est à ce phénomène décisif que nous avons attribué d'ailleurs les premiers signes de la crise structurelle actuelle : le retournement de la balance des paiements américaine et la crise du système monétaire international qui s'en est suivie. L'infériorité de l'Europe tient principalement au fait qu'elle dépend beaucoup plus que les États-Unis de l'importation en ce qui concerne les matières premières, l'énergie et les produits agricoles. La dernière crise du pétrole l'a simplement démontré. Or l'association eurafricaine permettrait de surmonter ce handicap⁴.

Les perspectives qui s'offrent à l'Afrique doivent donc être envisagées dans ce cadre. Et plus particulièrement la question qui se pose ici est la suivante : selon quels axes la

4. Pour une analyse de l'évolution des rapports États-Unis/Europe examinés de ce point de vue, voir S. Amin, *Le Développement inégal*, Minuit, 1973, pp. 100 et suivantes et *Une crise structurelle*, Minuit 9, 1974, article dans lequel nous avons donné notre interprétation de la crise économique et financière générale dans laquelle le monde capitaliste est entré depuis 1967, tenté de caractériser les phases d'expansion et les phases de crise structurelle du capitalisme et, sur cette base, esquissé les différentes issues possibles.

division internationale du travail peut-elle évoluer en relation avec les différentes stratégies de puissances ? Quelles stratégies l'Afrique peut-elle définir en réponse à ces évolutions diverses possibles ? Car l'association doit être jugée de ce point de vue ; de celui de la place qu'elle attribue à l'Afrique dans la division du travail. Kwame Amoa, en invitant à ouvrir le débat de cette manière, a posé les questions qu'il fallait. Des questions qu'on ne pose presque jamais tant l'opinion qu'il n'y a de développement possible qu'en acceptant l'intégration dans le système mondial, en s'y ajustant, domine la littérature conventionnelle et les propos « d'experts ».

S'il faut regarder en avant et non en arrière, c'est-à-dire s'il faut voir les changements en cours dans la division internationale du travail et analyser leur signification, c'est bien parce que l'histoire du sous-développement est celle de cet ajustement de la périphérie aux mutations et évolutions du centre. Autrement dit, le « développement » de la périphérie ne lui a jamais permis de « rattraper » le centre parce que, à chaque étape de l'évolution du centre, une nouvelle étape d'une division internationale du travail, qui restait inégale, attribuait à la périphérie des fonctions subalternes.

Nous avons essayé ailleurs de retracer cette histoire des étapes de la spécialisation internationale inégale, pour l'Afrique en particulier, en relation avec les étapes de la constitution et de l'évolution du système capitaliste mondial. Nous avons aussi tenté ailleurs d'esquisser la nature de la crise actuelle de ce système et de dégager les orientations indicatrices de la nouvelle division internationale du travail qui se dessine. A l'échelle du Tiers Monde dans son ensemble, les caractéristiques des périodes antérieures, principalement la subordination de la périphérie dans les fonctions de fournisseurs de matières premières et de produits agricoles puis l'industrialisation pour le marché local (lui-même biaisé par le modèle de distribution du revenu extrêmement inégal engendré par les étapes antérieures) par substitution d'importation, sont révolues, bien qu'elles ne le soient pas pour la majorité des pays africains. L'étape à venir sera celle d'une industrialisation accélérée de la périphérie pour l'exportation vers le centre, par le rejet à la périphérie d'industries « classiques » (« polluantes ») légères et lourdes,

et la concentration au centre des industries nouvelles, qui constitueront la base d'un modèle d'accumulation rénové : énergie atomique, solaire, espace, génétique et production d'aliments de synthèse, exploitation du fond des mers, etc.⁵

Ce nouveau modèle de distribution des activités demeure, comme le précédent (encore actuel), inégal. Car la logique même du système, la raison du rejet des industries classiques vers la périphérie, est la possibilité d'y exploiter une main-d'œuvre à bon marché, non pas en termes absolus seulement, mais également en termes relatifs, c'est-à-dire par rapport à la productivité du travail qu'elle peut fournir. L'une et l'autre de ces deux étapes — la présente et la future — restent fondées sur l'échange inégal. Les deux études qui suivent se complètent donc et l'on verra comment Oscar Braun a défini en termes très généraux l'échange inégal.

L'initiative de cette nouvelle distribution du travail a déjà été prise par les sociétés multinationales, soutenues par les Puissances dont elles relèvent. C'est dans ce cadre qu'il faut replacer l'amorce de l'exode de certaines industries américaines et japonaises notamment, vers l'Asie orientale (Hong-Kong, Singapour, Corée du Sud, Taïwan) et le Mexique. La concentration probable de ces nœuds d'industries dans certaines zones de la périphérie amène à se poser la question, en ce qui concerne l'Afrique, des candidats possibles. Un pays attire les capitaux des sociétés multinationales dans ce cadre s'il peut déjà fournir un prolétariat nombreux, des cadres techniques — au moins moyens — et même des capitaux (pour mettre en place l'infrastructure nécessaire et financer éventuellement l'implantation industrielle à proprement parler), les sociétés multinationales conservant le contrôle de l'opération par le monopole de la technologie et les moyens d'action sur les marchés. Peu de pays africains ont réuni ces conditions à l'exception de l'Afrique du Sud. Mais les grands producteurs de pétrole (Algérie, Nigeria et demain l'Angola, à l'exception donc de la Lybie, pays sans population) et les rares pays plus peuplés et plus avancés dans le processus de l'urbanisation et de l'éducation secondaire et

5. S. Amin, *Le modèle théorique de l'accumulation et de développement dans le monde contemporain*, Tiers Monde, N. 52, 1972 ; *Le développement inégal*, op. cit., pp. 132 à 164 ; *Une crise structurelle*, art. cité, pp. 10 à 15 ; *Éloge du socialisme*, l'Homme et la société, N. 31-32, 1974.

universitaire (en premier lieu le Nigeria et l'Égypte, peut-être le Maroc) peuvent devenir des candidats éventuels.

Les clivages déjà visibles en Afrique (pays côtiers et pays dits « moins développés » de l'intérieur) s'accroîtront de ce fait nouveau. A l'heure actuelle, la grande majorité des pays africains sont encore caractérisés par le caractère colonial de leurs structures économiques et sociales, fondées sur l'économie de traite, les politiques de « développement » poursuivies après l'indépendance n'ayant fait que continuer celles mises en œuvre avant 1960. Mais les conditions existent pour que certains pays (le Nigeria en premier lieu) occupent en Afrique les positions que d'autres occupent ailleurs : le Mexique et le Brésil en Amérique Latine, l'Iran au Moyen Orient, l'Inde en Asie du Sud.

Ce dernier modèle de « sous-impérialisme » serait caractérisé par la concentration des exportations de capitaux et de technologie du centre, destinée à leur permettre d'exporter des produits industriels classiques principalement vers le centre et accessoirement vers les zones de la périphérie plus démunies et, avec ces moyens, assurer la couverture des redevances dues au centre au titre du capital et de la technologie. La concentration des industries classiques dans ces pays, jointe aux taux d'exploitation élevés de leur prolétariat, permettrait aux bourgeoisies « sous-impérialistes » de bénéficier d'une fraction de surplus suffisante pour assurer l'équilibre économique et politique du système. Si l'on veut éviter dans le débat les ambiguïtés et les faux problèmes, il faut absolument abandonner l'expression malheureuse de « sous-impérialisme » utilisée pour la première fois par Ruy Mario Marini pour désigner le phénomène brésilien, parce que cette expression décrit mal cette nouvelle étape dans le développement inégal de la périphérie. En faisant référence à l'impérialisme, elle suggère l'exportation du capital alors qu'en fait les « sous-impérialismes » en question en sont importateurs, comme ils importent leur technologie du centre. L'important est d'être d'accord sur le contenu, c'est-à-dire sur la place occupée par les pays dans la nouvelle division internationale inégale du travail. Le terme de « relais » ou de « lumpen-développement » conviendrait mieux à notre avis.⁶

6. *Une crise structurelle*, art. cit., pp. 10 à 15 et 24 à 27.

Il existe en Afrique un troisième groupe de pays, que l'on peut qualifier de « nationalistes » : Ghana, Mali et Soudan en un temps, Guinée, Tanzanie, Somalie, Madagascar, Congo, Algérie, Égypte (dont la situation est, comme on le sait, très incertaine et mouvante) ont proclamé ou proclament leur volonté d'un développement autonome (« self reliant » en anglais, autocentré en français) et « socialiste ». Selon les circonstances, il ne peut s'agir que d'une intention politique, plus ou moins sérieuse, les structures économiques et sociales étant encore inchangées, ou allant plus loin, l'amorce au moins de formations sociales nouvelles caractérisées par certains types d'alliances de classes internes qui entrent en contradiction avec la place offerte au pays dans la division internationale du travail — non seulement celle héritée des étapes antérieures, mais encore celle qui se dessine.

La perspective de la nouvelle division internationale du travail n'est guère réjouissante. Pour les pays relais, elle ne peut signifier qu'une sorte de « lumpen développement », qui se solderait par un chômage et une misère croissante des grandes masses, pour les autres la réduction à un rôle de « sous-colonies » et la dégradation de leurs conditions comme déjà cela se dessine dans les régions du Sahel frappées par la famine, pour la cause de l'Unité africaine, par un recul qui pourrait devenir irrémédiable. Qu'importe alors que cette triste perspective se réalise au bénéfice des États-Unis ou de l'Europe ? Que valent alors les stratégies à court terme de ceux des pays africains qui, acceptant cette perspective, tenteraient seulement d'exploiter les contradictions euro-américaines pour soutirer quelques avantages immédiats ?

Dans la mesure cependant où la nature des formations sociales « nationalistes » entrerait en contradiction avec la perspective elle-même, il est possible d'envisager une autre stratégie. Et c'est sur les relations euro-africaines possibles dans le cadre de cette stratégie que nous voudrions appeler l'attention.

L'objectif final du développement, le contenu de celui-ci, a déjà fait l'objet d'analyses expérimentées ailleurs, qui sont fondées d'une part non sur une nouvelle division internationale du travail mais sur sa négation (c'est-à-dire le degré maximal de développement autocentré) et d'autre part sur

une perspective socialiste qui remet radicalement en cause non seulement les méthodes (l'« accumulation ») mais encore les objectifs (les modèles de consommation, de technologies, de culture, etc.). Il reste que des transitions éventuelles vers cet objectif ne sont possibles que dans la mesure où les projets de la nouvelle division internationale du travail sont rejetés, même partiellement. Et toutes les forces sociales qui la rejettent constituent donc des alliés.

La « crise du pétrole » et les attitudes de l'Algérie au cours de son déroulement sont sur ce plan pleines d'enseignements.⁷ En 1962, l'Algérie hérite d'un secteur agricole extraverti et dominé par des colons « petits-blancs », d'une industrie mise en place hâtivement pendant la guerre, et dans laquelle l'État français s'est substitué à l'initiative défaillante du capital privé, mais surtout d'un secteur pétrolier qui avait été développé par l'État français dans une perspective stratégique à long terme d'indépendance vis-à-vis des grandes compagnies américaines. Cette place particulière occupée par l'État français dans l'économie de l'Algérie ces dernières années de la colonisation, comme le rôle attribué à l'État dans le développement de l'Algérie indépendante, ont largement contribué à placer les relations économiques franco-algériennes au plan des relations d'État à État, libérées des contraintes à plus court terme des intérêts privés.

Dans le domaine industriel, l'État algérien est ainsi parvenu sans peine à imposer à ce qui subsiste de la propriété privée locale ou étrangère un contrôle étroit (contrôle des prix et de l'approvisionnement, des transferts extérieurs, monopole du commerce extérieur, etc.) qui interdit les formes les plus voyantes de pillage auquel les sociétés multinationales se livrent ailleurs, mais laisse entier le problème de la dépendance technologique et des marchés extérieurs. Dans le domaine pétrolier, l'accord franco-algérien de 1965, premier exemple d'un accord d'État à État passant au-dessus des compagnies (qui garantissait le ravitaillement de la France en brut), a permis à l'Algérie en 1967 de récupérer à peu près intégralement le contrôle de ses ressources naturelles.

Les leçons de toute cette affaire sont très importantes. Certes, l'Algérie a joué à tel ou tel moment tantôt la carte de

7. Voir Inga Brandell, *L'Algérie et les sociétés multinationales*, IDEP-Dakar, août, 1974, CS. 2562-4, doc. ronéoté.

l'intérêt français à long terme (représenté par l'État français), tantôt celle de l'intérêt opposé, à court terme, des compagnies (notamment américaines). Mais le fait intéressant est que le capitalisme français, parce qu'il est en position de faiblesse vis-à-vis de son concurrent américain, est entré dans une stratégie à long terme que les sociétés multinationales (et l'État américain) n'acceptent pas. Certes, il fallait que l'initiative vint de l'Algérie, donc que la nature de sa formation sociale et de son pouvoir d'État s'y prêtent. Certes, il faut aussi être conscient des limites et des contradictions qui se situent là, puisque, non seulement dans le domaine pétrolier (ce qui se comprend) mais également dans celui de l'industrie (ce qui ne se comprend alors que par l'analyse de la stratégie interne des différentes forces sociales algériennes), la dépendance technologique et l'exportation sont acceptées. Objectivement, la stratégie algérienne, sans remettre en cause radicalement la division internationale du capital, s'oppose aux stratégies du capitalisme dominant à l'échelle mondiale (les firmes et l'État américains) et elle a pu éventuellement dans ce cadre trouver un allié dans le capitalisme français.

On comparera utilement cette stratégie à celle de quelques autres pays. L'Arabie Saoudite et l'Iran, par exemple, ont choisi de faire cause commune avec les compagnies pétrolières du Cartel. Dans ces conditions, le relèvement du prix du brut — pleinement justifié — leur a apporté des bénéfices certains, mais il a permis aussi à ces sociétés de réaliser des surprofits immenses. Comme nous l'avons montré, cette stratégie, décidée en plein accord avec le gouvernement américain, avait pour objet l'affaiblissement de l'Europe et l'amélioration de la situation des États-Unis. En même temps, cette stratégie portait un préjudice certain aux autres pays du Tiers Monde. La riposte que ceux-ci devraient envisager — des accords d'État à État avec les producteurs de pétrole sans passer par l'intermédiaire des compagnies — est préconisée par l'Algérie, comme l'a rappelé le Président Boumédiène, qui n'a évidemment pas été suivi, ni par les principaux pays pétroliers du Moyen-Orient, ni par le Nigeria.

Il faut néanmoins être conscient que, tant que la dépendance technologique et celle des marchés extérieurs éventuels ne sont pas remis en cause, l'édifice d'une transition vers un développement autocentré et socialiste demeure fra-

gile. Ici l'expérience de l'Égypte mérite d'être méditée. Car, sur le plan de l'industrialisation, l'Égypte est de loin le pays d'Afrique qui est allé le plus de l'avant, dans ce cadre. Intégralement nationalisée, l'industrie égyptienne garde une avance marquée sur celle de tous les autres pays du continent, Algérie incluse. Les rapports sociaux internes propres à l'Égypte nassérienne expliquent que ces nationalisations n'aient pas été accompagnées de remises en cause plus radicales concernant la destination et le type de produits, les technologies, etc. Il en est résulté un blocage de ce type de développement partiellement en contradiction avec la division internationale du travail. Ce blocage (comment payer la technologie importée, comment financer la poursuite de l'industrialisation, etc.) a conduit au retournement que l'on connaît qui exprime la soumission de la bourgeoisie égyptienne au diktat du capitalisme mondial et particulièrement de sa composante américaine.

On voit donc qu'un « rapprochement » des mondes européen, arabe et africain — ou si l'on veut, une plate-forme stratégique commune — exige que de nombreuses conditions, difficiles à réunir, le soient. Nous ne discuterons pas ici des conditions propres à l'Europe elle-même et des spécificités qui, à ce plan, permettent de parler d'un clivage possible entre les formations sociales de l'Europe du nord et celles de l'Europe du sud. Ces spécificités commandent néanmoins largement les stratégies que les différents pays européens peuvent adopter à l'égard des États-Unis et, partant, de l'Afrique et du Moyen-Orient. Du côté africain, une telle stratégie suppose aussi, comme on l'a vu, un contenu social des pouvoirs politiques qui, ni dans les pays « riches » (pétroliers ou autres), ni dans les pays « pauvres », ne les caractérise d'une manière générale.

II

L'étude d'Oscar Braun (*Commerce international et impérialisme*) a été produite pour le séminaire afro-latino-américain organisé à Dakar par l'IDEP en septembre 1972⁸.

8. Publié en espagnol, *Comercio internacional e imperialismo*, Siglo XXI, Buenos Aires, 1973.

Cette étude se situe au plan de la théorie empirique-positiviste de l'échange international inégal entre pays impérialistes et pays dépendants. Nous croyons en effet qu'il est utile de distinguer trois plans qui peuvent définir le statut de proposition d'allure théorique dans le domaine des sciences sociales : le plan de l'idéologie apologétique, celui de l'empirisme positiviste et celui de la science fondamentale. La nature des résultats de la recherche, comme la détermination des limites de celles-ci et leur critique dépendent en effet du statut épistémologique des catégories et des concepts mis en œuvre.

Il y a donc trois familles de discussions théoriques concernant les échanges internationaux. Chacune d'elles correspond d'ailleurs à une famille de propositions théoriques — assorties des ensembles de catégories, concepts et méthodologies adéquats — concernant la théorie de l'échange en général, c'est-à-dire la théorie de la valeur.

La théorie vulgaire de la valeur (nous entendons par là la théorie néoclassique de la valeur subjective) s'accompagne, au plan de l'échange international, d'une pseudo-théorie apologétique qui n'est que la transposition de la première.

La théorie subjective de la valeur a été élaborée à partir de 1870, pour répondre à la critique de l'économie politique que Marx abordait avec la parution du Livre I du *Capital* (1867). Il fallait en effet faire disparaître à tout prix les conclusions relatives à l'exploitation du travail à laquelle l'analyse du mode de production capitaliste conduisait. Pour Böhm Bawerk, Menger et Walras, qui constituent les trois sources de l'économie néoclassique, il s'agissait de cela et rien que de cela, avoué ouvertement d'ailleurs. Un siècle plus tard, on aura oublié cette « origine » de l'économie néoclassique, au moment même où, avec la publication des travaux de Sraffa, celle-ci s'effondrait.

Il a été démontré que la théorie subjective de la valeur constituait une tautologie, c'est-à-dire qu'elle ne répondait même pas aux normes de la logique formelle. Il est en effet impossible d'attribuer logiquement le profit à la « productivité du capital ». Car la « quantité de capital » mis en œuvre dans la production ne peut pas être mesurée indépendamment du système des prix relatifs, puisque cette quantité de

capital constitue un ensemble hétérogène de biens dont le seul dénominateur commun est la valeur. Il en résulte que la relation entre la quantité de capital mis en œuvre et la quantité de produit obtenu n'est pas une fonction d'une technologie qui serait indépendante, mais reflète aussi la structure des prix et la distribution du revenu. Comme l'a démontré d'une manière très brillante Carlo Benetti, la « productivité marginale du capital » reste indéterminée.⁹

Tous les subterfuges utilisés pour surmonter cette difficulté fondamentale ont échoué; l'économie vulgaire reste dans l'impasse théorique. Ainsi en est-il de la réduction du « capital » à du travail cristallisé dans le temps. Nous savons que, pour passer de la « productivité physique du capital » (l'augmentation du produit consécutive à « l'allongement du processus productif ») à sa « productivité en valeur », Böhm Bawerk est contraint de recourir à la pétition de principe. En effet, l'augmentation indéfinie du volume du produit en fonction de la « durée du processus productif » ne cède la place à une fonction d'abord croissante puis décroissante qu'à la condition que le « taux de dépréciation du futur » soit plus élevé que le taux d'accroissement de la productivité physique. Nous savons que, pour sortir de l'impasse, Böhm Bawerk a été contraint de réintroduire dans son schéma le salaire réel, qui définit le volume de la force de travail consacrée directement et indirectement à la production de biens salariaux. Ce faisant, Böhm Bawerk adoptait le cadre du raisonnement de Marx, substituant la problématique de l'équilibre entre les deux départements de la production sociale (la production de biens de production et la production de biens de consommation) à celle de la « durée du temps de production », éliminant par là-même la « productivité du temps » qu'il avait voulu mettre à la place de celle du capital!¹⁰ Carlo Benetti a montré l'échec similaire de Wicksell qui n'est pas parvenu, en définissant le capital comme du travail épargné (daté), à assurer la cohérence logique de la théorie de la « productivité marginale du capital », puisque la quantité de capital reste dépendante de la répartition du revenu!¹¹

9. Carlo Benetti, *Valeur et répartition*, PUF-Maspero, 1974, p. 47.

10. Samir Amin, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Anthropos, 1970, pp. 229 et suiv.; *Le développement inégal*, Minuit, 1973, pp. 196.

11. Benetti, *op. cit.*, pp. 57-58.



Le repli sur l'empirisme grossier — la détermination des prix par l'offre et la demande — n'a pas davantage résolu le problème. Lorsque le coût est constant, la demande intervient pour déterminer seulement la quantité demandée, non le prix. Pour que l'offre et la demande occupent des positions symétriques dans la détermination des prix, il est absolument nécessaire que les coûts soient décroissants. Mais alors l'hypothèse obligatoire des économies d'échelle — elle-même douteuse — entre en contradiction avec celle de la concurrence puisque, dans chaque branche, une firme monopolistique unique devrait s'imposer. Quant à la demande, elle dépend des revenus et ceux-ci des prix relatifs, qui renvoient à leur tour à la distribution du revenu, ôtant à toute théorie de l'équilibre général ses prétentions à un quelconque pouvoir explicatif.¹²

On voit donc que l'économie vulgaire est contrainte de faire l'hypothèse que la technologie est « donnée » indépendamment du système social, qu'elle est « neutre ». Cependant, les « fonctions de production », qui traduisent dans cette économie vulgaire les différentes technologies, mettent en œuvre des « quantités de capital » dont la mesure dépend des prix, des salaires et du taux du profit. L'économie vulgaire démontre donc, involontairement, le contraire de ce qu'elle prétend ; elle démontre que la technologie n'est pas neutre, mais fonction du rapport social fondamental d'exploitation du travail.

Si la théorie subjective de la valeur n'a donc aucune valeur scientifique, mais seulement une fonction apologétique du système, en supposant dans ses axiomes les « harmonies universelles » qu'elle retrouve dans ses déductions, il en est de même de la théorie vulgaire du commerce international. Comme nous l'avons déjà dit avec l'abandon de sa théorie de la valeur, le modème ricardien de l'avantage comparé perd sa signification. Car l'avantage n'est plus contenu *a priori* dans la réalité objective (les productivités comparées). Amorcée déjà par Taussig, cette dégénérescence s'achèvera avec les formulations « modernes » de l'avantage en termes de substitution (Haberler, Lerner, Léontieff, etc.). Le cercle vicieux de la théorie subjective réapparaît ici, puisque les

12. *L'accumulation à l'échelle mondiale*, pp. 229 et suiv. ; *Le développement inégal*, pp. 196 et suiv.

marchandises échangées sont celles pour lesquelles il est fait usage de facteurs plus abondants, et que la rémunération des facteurs dépend elle-même des échanges extérieurs. A quoi s'ajoutent les difficultés de l'agrégation inhérentes à la construction des courbes collectives d'indifférence. L'échange international, du fait de sa seule existence, procure nécessairement un avantage à chacun des partenaires. La théorie ne sert plus à rien ; elle n'explique plus rien ; on est en plein dans l'apologétique pure.¹³

C'est là évidemment la conséquence logique de l'aliénation propre au mode de production capitaliste, qui définit le capital non comme un rapport social (lequel s'exprime par le taux de la plus-value d'exploitation) mais comme une chose. Comme l'a dit avec humour Carlo Benetti, pour supprimer l'hétérogénéité du capital-chose, l'économie vulgaire est amenée à traiter le capital comme une substance mystérieuse — le « capital-confiture » (*jelly*), dernier refuge de Samuelson¹⁴ ! Nous ne pouvons nous empêcher de penser à l'éther des alchimistes.

La théorie vulgaire de la valeur supprime d'ailleurs le problème qu'elle est supposée résoudre, celui des prix, en faisant l'hypothèse d'une homogénéité physique du capital et du produit. Cela n'est pas étonnant puisque l'économie vulgaire se situe à un plan d'abstraction qui exclut le phénomène social, donc entre autre l'échange et éventuellement les prix, choisissant ses concepts par référence à Robinson dans son île, c'est-à-dire à l'homme en lutte contre la Nature.¹⁵ Elle oscille alors entre des propositions tautologiques, des platitudes vides (l'interdépendance générale : « tout est dans tout ») et le psychologisme (la psychologie de l'« Homme éternel » constitue le fondement ultime de tout).

Il en résulte évidemment deux conséquences décisives. La première est le caractère apologique évident de ses propositions concernant la soi-disant rationalité économique du capitalisme. Nous avons montré que ce faux concept ne résistait pas à l'analyse ; parler de choix optimal n'a aucun sens si ces choix dépendent en dernière analyse du taux de la

13. *L'accumulation à l'échelle mondiale*, pp. 67 et suiv. ; *Le développement inégal*, pp. 116-117.

14. Benetti, *op. cit.*, p. 50.

15. *L'accumulation à l'échelle mondiale*, p. 14.

plus-value, c'est-à-dire d'un rapport social; il n'y a pas de rationalité économique en soi; celle-ci est toujours relative à un mode de production.¹⁶ L'irrationalité sociale du système capitaliste éclate alors, et interdit d'évoquer la « rationalité des prix ». Quatre niveaux décisifs définissent le cadre de l'irrationalité des prix. Le premier niveau — le plus fondamental — est défini par la dépendance des prix à l'égard du rapport social d'exploitation décisif (le taux de la plus-value). Le second est défini par la manière avec laquelle le système capitaliste traite des ressources naturelles. Nous renvoyons le lecteur ici à nos développements antérieurs concernant l'analyse des règles sociales qui commandent l'accès aux ressources naturelles et de leur reflet — « imparfait » — dans le système des prix, et notamment à notre travail concernant la rente foncière, la soumission réelle et la soumission formelle du travail au capital.¹⁷ Le troisième niveau de cette irrationalité est défini par l'existence des monopoles et des distorsions de prix qui les accompagnent.¹⁸ Le quatrième niveau est défini par l'obstacle que la parcellisation de la propriété du capital oppose en tout état de cause à sa circulation puisque — indépendamment de tout monopole — les taux d'autofinancement et d'endettement extérieur des firmes et des branches sont inégaux.¹⁹

Or tous ces problèmes se retrouvent évidemment au niveau de l'échange international, qui met en relation des pays caractérisés par des rapports sociaux d'exploitation différents (des taux de la plus-value différents), qui porte sur des produits dont la production suppose une consommation de ressources naturelles à une échelle gigantesque (les matières premières, le pétrole, les produits agricoles), qui oppose les monopoles entre eux et aux autres secteurs de l'activité par delà les frontières, etc. En opposition à ce tableau réel, la pétition de principe en faveur des harmonies universelles de la théorie du commerce international fait pâle figure.

16. *L'accumulation à l'échelle mondiale*, pp. 229 et suiv.; *Le développement inégal*, pp. 196 et suiv.

17. *Le développement inégal*, pp. 53 et suiv.; S. Amin, *Le capitalisme et la rente foncière, la domination du capitalisme sur l'agriculture* in Amin et Vergopoulos, *La question paysanne et le capitalisme*, Anthropos-Idep, 1974.

18. *L'accumulation à l'échelle mondiale*, pp. 239 et suiv.

19. *L'accumulation à l'échelle mondiale*, p. 447.

La seconde conséquence de la faillite de la théorie vulgaire, qui découle étroitement de la première d'ailleurs, est alors le caractère incertain des politiques économiques bourgeoises. Ces politiques économiques ne s'appuient sur aucun fondement théorique; et entre les deux domaines, celui de la théorie et celui de la pratique, il n'y a aucun pont: d'un côté une alchimie ésotérique et creuse (l'économie « pure »), et de l'autre des « recettes de cuisine ».²⁰ La crise actuelle de la « science » économique trouve son origine ici. Quant aux recettes de gestion en question, elles reposent sur des éléments d'explication d'apparence scientifique, comme la théorie quantitative de la monnaie, les théories du cycle et de la conjoncture, celles concernant la balance des paiements extérieurs, etc., qui, parce qu'elles traitent d'ensembles de phénomènes artificiellement isolés des autres, sont le plus souvent fausses et constituent au mieux des descriptions partielles acceptables. Or ces politiques occupent une place d'importance dans les relations économiques internationales qui constituent un des domaines de prédilection de l'intervention de l'État.

Est-il possible de surmonter toutes ces insuffisances de la théorie, comme celles de la politique économique, en renonçant à la théorie subjective de la valeur mais sans sortir d'un cadre économiste défini par une philosophie positiviste et empiriste ?

Telle était la méthode de Ricardo. Or ne voit-on pas se dessiner, avec Sraffa, une tentative de retourner à Ricardo pour sortir de la crise actuelle à laquelle les absurdités de la théorie vulgaire de la valeur ont conduit ? On quittera donc le terrain de l'idéologie apologétique pour se placer sur celui de la réalité immédiate et positive. On renoncera à construire d'illusoires « courbes de bonheur » pour prouver que tout le monde est heureux, que tout va bien sur notre planète, que les dernières savonnettes de format spécial inventées par un monopole quelconque de la chimie méritent d'être payées deux fois plus que les précédentes, retirées du circuit, que simultanément, le paysan africain ne doit pas se plaindre si on lui paie la matière première qui a permis ce progrès décisif à la moitié de ce qu'on lui payait précédemment. On se placera sur un terrain positif: on utilisera des concepts

20. *L'accumulation à l'échelle mondiale*, p. 21.

visibles mesurables, quantifiables, ceux que le comptable manie. On étudiera la réalité comme elle se présente. N'est-ce pas là un terrain solide ?

C'est bien là le terrain de Sraffa, celui sur lequel se place également Oscar Braun dans son étude. Celui-ci suppose que deux marchandises, le fer et le blé, sont produites dans une économie en utilisant les technologies suivantes :

13 tonnes de fer + 2 tonnes de blé + 10 hommes-années = 27 t de fer.

10 tonnes de fer + 4 tonnes de blé + 10 hommes-années = 12 t de blé.

Si le taux de profit r est uniforme, on a :

$$(13 p_1 + 2 p_2) (1 + r) + 10 w = 27 p_1$$

et

$$(10 p_1 + 4 p_2) (1 + r) + 10 w = 12 p_2$$

où p_1 est le prix de la tonne de fer, p_2 celui de la tonne de blé et w le salaire homme-année.

Supposons que le fer soit produit par un pays A, développé, où le salaire est w_1 , tandis que le blé est fourni par un pays B, dominé, où le salaire w_2 est inférieur à w_1 . Si le salaire était identique en A et en B, et, par exemple, égal à 0,56, le taux de profit serait de 20 % et le prix du blé 2,44, celui du fer étant pris pour unité. Si, par contre, le salaire en A est de 0,70 et en B de 0,12 (5,8 fois inférieur), pour le même taux moyen de profit de 0,20, le prix du blé tombera à 1,83. *Une détérioration des termes de l'échange du pays B (exportateur de blé et importateur de fer) de 25 % impliquera, pour un taux de profit moyen inchangé, une transformation radicale dans les niveaux respectifs des salaires: en A le salaire augmentera de 25 %, en B il sera réduit à 17 % de ce qu'il était. Corrélativement, si les salaires avaient été identiques en A et B, à productivité égale (ce qui est le cas puisque B produit du blé selon la technique utilisée antérieurement en A, le prix international du blé aurait été différent de ce qu'il est lorsque les salaires sont inférieurs en B.*

Voilà donc ce que prouve, ou plus précisément illustre, le modèle de Sraffa. Ce résultat est certainement important

et pertinent. Braun démontre que les prix des exportations de la périphérie pourraient être un multiple de ce qu'ils sont. N'est-ce pas là une découverte décisive ? Arghiri Emmanuel l'avait déjà prétendu, contre toutes les idées préconçues des uns et des autres, selon lesquelles le marché mondial reflétait quand même, malgré les distorsions qui le caractérisent, des rapports d'échange « normaux ». Les faits, en tout cas, semblent démontrer que Braun et Emmanuel ont raison : le prix du pétrole n'a-t-il pas pu être doublé par une décision unilatérale des producteurs ? Un tel mode d'analyse, et les résultats positifs auxquels il conduit, est bien solide. Par contre, l'analyse dans les termes de l'idéologie apologétique de la théorie vulgaire de la valeur ne permettait pas de découvrir cette réalité ; elle contraignait à rester dans le cercle vicieux des tautologies plates et ne pouvait rendre compte de rien.

Tout cela est juste. Mais les difficultés commencent ensuite. Oscar Braun ne tarde pas à s'y heurter. Où est la cause, où est l'effet ? Est-ce que c'est l'écart des salaires qui détermine la structure des prix ? ou l'inverse ? On peut regarder le modèle aussi longtemps qu'on voudra : celui-ci n'y répond pas. Il illustre l'interdépendance des grandeurs économiques.

Retournons donc aux sources, au modèle de Sraffa même. La supériorité de celui-ci sur les modèles vulgaires est évidente. Sraffa a compris que la théorie des prix devait être élaborée en dehors de toute hypothèse restrictive en matière de rendements.²¹ Son modèle ne retient donc que les rendements constants, comme ceux de Ricardo et de Marx. Cela n'empêche pas d'introduire ensuite des rendements croissants ou décroissants, si l'on veut, mais cela libère de l'hypothèse — fautive — que l'économie vulgaire est contrainte d'admettre : celle des rendements nécessairement décroissants. Son modèle ne fait appel à aucune grandeur non qualifiable (comme les valeurs d'usage) et permet donc d'illustrer la réalité, comme Ricardo et Marx se le proposaient.

Mais ce sont là ses seules vertus et ses limites. Car le modèle montre qu'une modification des salaires réels se

21. Benetti, *op. cit.*, p. 100.

répercute à la fois sur le taux de profit et sur les prix relatifs. Comme le dit Benetti, le système des prix tire sa signification du mode de distribution du surproduit²² et la fonction qui relie w au taux de profit r signifie que, pour un système de production donné (des coefficients techniques donnés), la relation entre w et r dépend uniquement des conditions de production (directe ou indirecte) de la marchandise dont le prix est choisi comme unité de mesure²³; l'expression économique de la répartition reste donc indéterminée.²⁴

Parfaitement conscient de cette difficulté logique, Sraffa, à la recherche d'une mesure invariable des prix, choisit comme unité l'agrégat de marchandises composant le revenu national. Mais alors cette unité de mesure se modifie elle-même au fur et à mesure que le système de production se transforme; le système étant pris à un moment de son évolution, il n'est pas possible de construire un étalon unique correspondant à des taux de profit inégaux; les modifications de prix relatifs restent inintelligibles.²⁵ Et Benetti de conclure que le modèle positif de Sraffa n'explique pas comment se forme le surplus, il le pose comme donné de fait. C'était là l'objection que nous faisons à ce retour à Ricardo, à l'écriture d'interdépendance entre prix, salaires et profits sans passer par l'intermédiaire de la valeur; cette écriture suppose le mode capitaliste mais n'en explique pas la nature.²⁶

Ricardo n'avait pas cette difficulté, puisque sa méthode ne repose pas sur l'interdépendance générale, mais procède par déductions successives. Carlo Benetti a parfaitement mis en relief ce caractère de l'économie ricardienne, en soulignant la place asymétrique que la théorie de la rente y occupe. Si le blé est produit avec lui-même seulement les semences et les subsistances des ouvriers agricoles (qui, comme les autres prolétaires, ne consomment que du blé), le taux de profit est déterminé par la seule équation relative à l'agriculture et fixe le taux de profit pour toute l'économie. Tous les autres prix relatifs s'ajustent alors à ce taux. Si

22. Benetti, *op. cit.*, p. 100.

23. Benetti, *op. cit.*, p. 106.

24. Benetti, *op. cit.*, p. 107.

25. Benetti, *op. cit.*, pp. 128-129.

26. *Le développement inégal*, p. 50.

le taux de profit peut être déterminé ainsi sans référence aux prix, c'est parce que l'équation de l'agriculture met en relation des grandeurs physiquement homogènes (le blé) pour mesurer tant le capital (semences et avances aux ouvriers) que le produit.²⁷

Pour ne pas voir cette asymétrie, pour oser interpréter la rente de Ricardo comme la première utilisation d'un raisonnement à la marge qu'il fallait généraliser, il fallait toute la médiocrité d'un Alfred Marshall. Cela aussi Benetti l'a parfaitement montré, en faisant observer que la théorie ricardienne de la rente n'est pas du marginalisme avant la lettre, puisque chaque dose de terre possède une productivité intrinsèque donnée *a priori*, et que cette productivité n'est pas déclinante du fait que la terre est associée en quantité croissante aux autres facteurs. Il exprime cette différence en rappelant qu'une courbe descriptive, comme celle de Ricardo, n'a pas le même statut logique qu'une courbe fonctionnelle, comme celle des marginalistes.²⁸

La critique de Ricardo devait donc conduire à son dépassement. En abandonnant la théorie d'airain des salaires et la simplification « heureuse » qu'elle permettait (la théorie des salaires de subsistance), on sortait de l'hypothèse restrictive de Ricardo et de la fonction particulière que la rente remplit comme théorie générale de la répartition. C'est ce dépassement qui constitue le contenu même de l'analyse de Marx, Sraffa, qui a tenté de revenir à Ricardo sans le dépasser au sens où Marx l'a fait, devait fatalement échouer : il n'est pas parvenu à expliquer le profit, il doit se contenter de le constater. Son apport est donc limité, positif par sa critique dévastatrice des élucubrations vulgaires, il reste un échec au plan de l'explication positive.

On doit se demander alors pourquoi la théorie vulgaire a résisté si longtemps — un siècle. Nous revenons ici à notre point de départ : Ricardo dépassé par Marx, l'idéologie bourgeoise devait absolument abandonner les hypothèses positivistes de Ricardo et reconstruire sur d'autres bases — purement idéologiques — un édifice d'apparence cohérent. Comment s'explique le succès apparent de cette construction,

27. Benetti, *op. cit.*, pp. 16 et suiv.

28. Benetti, *op. cit.*, p. 35.

particulièrement dans le monde anglo-américain ? Marx, ne l'oublions pas, avait dépassé les contradictions de Ricardo, en sortant de l'économisme de celui-ci, comme il avait simultanément dépassé la philosophie allemande (en replaçant l'aliénation dans son cadre social) et le socialisme français (en replaçant son utopie politique dans son cadre de classes). En Angleterre, où, pour des raisons historiques que nous n'analyserons pas ici, la philosophie se réduisait à l'empirisme et au scientisme darwinien, Marx avait beaucoup de difficulté à être compris. Transférées aux États-Unis, encore plus misérables sur le plan philosophique que l'Angleterre, les platitudes tautologiques de l'économie vulgaire devaient convenir parfaitement comme idéologie de l'aliénation.

Sur le continent européen, il y a toujours eu quelques réticences à admettre l'absurdité de l'économie vulgaire. En France par exemple, bien avant Sraffa, Nogaro n'a jamais manqué de proclamer que l'économie marginaliste ne satisfait pas les critères de la logique formelle, comme nous avons eu l'occasion de le rappeler.²⁹ Mais Nogaro s'arrêtait là.

C'est donc l'aliénation extrême du monde anglo-américain qui rend compte à la fois de l'épanouissement de l'économie vulgaire et de cette réaction tardive et forte d'un retour à Ricardo, sans qu'on ne réalise comment Marx avait déjà dépassé Ricardo.

En ce qui concerne le commerce international, on trouvera donc chez Oscar Braun la formulation la plus complète d'une théorie positiviste empirique de celui-ci dont on découvre simultanément l'apport et les limites et insuffisances. La question même posée par Braun — quelle est la variable première : les prix internationaux ou les écarts de salaires — est mal posée, parce que l'inégalité des salaires, due à des causes historiques (les formations sociales différentes), fonde une spécialisation et un système de prix internationaux qui la perpétuent.³⁰ D'ailleurs en nous attribuant la thèse que, pour nous comme pour Emmanuel, le salaire serait la variable indépendante, Braun montre qu'il comprend mal notre point de vue.

29. Nous faisons allusion ici à B. Nogaro, *La valeur logique des théories économiques* (voir *L'accumulation*, p. 231).

30. *Le développement inégal*, p. 129.

La méthode de Braun n'est pas la nôtre. Braun suppose le mode de production capitaliste « pur » tant au centre qu'à la périphérie. Or nous disions déjà dans *L'accumulation à l'échelle mondiale* que la théorie du commerce international exigeait que l'on abandonne ce cadre pour se placer dans celui défini, non par l'économie, mais par le matérialisme historique, parce que ces relations mettent en rapport des formations sociales différentes (bien que toutes capitalistes, c'est-à-dire dominées par le mode de production capitaliste) et ne se situent pas au sein du mode capitaliste.³¹ C'est à ce prix que Braun est autorisé à négliger la question de la productivité, et à faire parallèlement l'hypothèse que le centre et la périphérie produisent des produits spécifiques.

Nous sommes sur un autre terrain. Nous avons choisi de considérer le système capitaliste mondial non comme une juxtaposition de sociétés réduites au mode capitaliste, mais comme un système de formations capitalistes. Nous avons, à partir de la critique d'Emmanuel, dégagé le concept de *valeurs mondiales* (et non internationales) et de leur *prééminence* (reflet de l'unité du système mondial). En même temps nous avons rejeté la vision homogénéisante de cette unité, en rappelant la nature qualitativement différente de formations centrales et des formations périphériques. Cela permettait de comprendre comment le centre de la périphérie produisent très largement pour le marché mondial des produits identiques (ou des substituts proches), et cela malgré les différences de productivité (qui, alors, ont un sens) qui peuvent caractériser l'inégal développement des forces productives dans les branches produisant pour le marché mondial comme dans les autres. Nous renvoyons ici le lecteur à notre travail précédent *L'échange inégal et la loi de la valeur*, qui explicitait sur ce plan des formulations déjà contenues dans *Le développement inégal*.

Nous ne nous posons donc pas la question de Braun, puisque nous ignorons les déterminations économicistes unilatérales (comme le salaire « variable indépendante » détermine les prix...) ³² pour poser le problème en termes de dialectique des forces objectives et des forces subjectives, laquelle dialectique renvoie nécessairement au matérialisme

31. *L'accumulation à l'échelle mondiale*, p. 53.

32. *L'échange inégal et la loi de la valeur*, pp. 25 et suiv.

historique. Derrière l'échange inégal, il y a donc, en dernière analyse, la possibilité pour le capital d'exploiter à la périphérie la force de travail à des taux plus forts que ceux qui caractérisent le centre. Les grandeurs d'équilibre — le taux moyen du profit, le salaire au centre, le taux de rémunération du travail à la périphérie — ne sont donc ni arbitraires, ni déterminées par des lois économiques mécaniques; elles sont déterminées par des rapports sociaux fondamentaux du système: les taux d'exploitation de la force de travail. Ces taux d'exploitation se situent à différents plans: celui (moyen) du système mondial, celui (ou ceux) du centre, celui (ou ceux) de la périphérie. Et si, au centre, le taux d'exploitation (ou plus exactement son reflet aliéné, le taux de profit) tend à s'égaliser, parce que le mode capitaliste tend à désintégrer radicalement les formes précapitalistes (tendance de la formation sociale à être réduite au mode capitaliste), il n'en est pas de même à la périphérie où persistent durablement les formes de soumission formelle du travail au capital (par opposition à la soumission réelle).³³

Les discussions relatives à l'échange international inégal ont donc conduit à transférer le thème de la réflexion du domaine propre de l'échange au sens étroit du terme à celui de la spécialisation internationale inégale. Et pour régler les questions dans ce dernier domaine, il faut absolument sortir du cadre étroit de l'économie empirique — positivement — et intégrer le cadre de la science fondamentale — le matérialisme historique.

Charles Bettelheim, dans une lettre qu'il nous a adressée en mars 1974, admet le point de vue que nous avons développé au cours de ce débat et écrit:

« Je viens de lire avec beaucoup d'intérêt votre livre "L'échange inégal et la loi de la valeur" que je vous remercie de m'avoir fait envoyer. Je suis heureux de voir que sur nombre de problèmes nos points de vue sont semblables.

Je pense que dans ce dernier livre vous êtes arrivé à des formulations qui clarifient l'essentiel des problèmes qui étaient en jeu à travers la discussion sur le livre d'Emmanuel.

Parmi les thèses-clé de votre texte, je situe la réfutation que vous faites de la conception du salaire comme « variable

33. *Le capitalisme et la rente foncière.*

indépendante » (ce qui est aussi une réfutation des fondements idéologiques de cette conception) et surtout votre thèse concernant l'existence d'une valeur mondiale unique des marchandises internationales (p. 17), thèse que vous articulez à l'analyse des effets de cette valeur mondiale sur les conditions de reproduction des modes de production non capitalistes dominants.

Les conclusions que vous tirez de vos analyses permettent aussi de réfuter ce qu'il y avait d'inexact dans les conceptions d'Emmanuel, par exemple « le mythe que le transfert international bénéficie automatiquement à la classe ouvrière du centre » ou l'idée selon laquelle une augmentation des salaires dans les pays dominés aurait des répercussions favorables sur leurs possibilités de développement. Il me paraît également très important de montrer que les salaires « élevés » du centre s'expliquent pour l'essentiel par le niveau avancé de développement des forces reproductives et non par les transferts internationaux (p. 71) et que les conditions actuelles des échanges internationaux bénéficient aux bourgeoisies locales, ces conditions étant elles-mêmes liées à la phase spécifique du stade impérialiste auquel nous nous trouvons.

Je considère comme très satisfaisant que la discussion ouverte par le livre d'Emmanuel ait aidé à la formulation de thèses qui doivent permettre à l'analyse marxiste de retrouver une vue unifiée et réellement explicative de la division internationale capitaliste du travail et de ses effets, y compris de ses effets de classe.

Reste un problème de « terminologie ». Il me semble qu'à partir du moment où l'on admet que les produits fournis par les différents pays *s'échangent à leur valeur mondiale*, le terme même d'« échange inégal » (dont j'ai contesté l'usage) doit être abandonné, puisque les « inégalités » entre pays proviennent de l'inégalité des quantités de travail qui doivent être dépensées pour obtenir un même produit dans des pays différents.

Vos développements sur le problème de la baisse tendancielle du taux de profit m'apparaissent aussi très convaincants. J'avais antérieurement développé des thèses analogues, notamment dans des articles de *Économie appliquée* (n° d'octobre 1959). »

Nous croyons qu'il est tout à fait souhaitable que la proposition faite par Bettelheim en ce qui concerne la terminologie soit retenue. En dernière analyse, la spécialisation

internationale, inégale elle-même, qui est sous-jacente à l'échange inégal, trouve son fondement dans l'inégalité des taux d'exploitation de la force de travail à travers le système mondial. En ouvrant la discussion à partir de considérations relatives au commerce international, on s'est parfois enlisés dans de faux débats (comme celui qui opposait abstraitement la circulation à la production); il a donc fallu quelque temps avant d'en arriver à ce concept-clé de valeur mondiale et avant de découvrir que l'exploitation de la force de travail était inégale. La mondialisation grandissante des processus productifs restreint la validité des analyses qui concernent les échanges internationaux et contraint toujours davantage à aller au-delà des phénomènes — ici ces échanges précisément — pour atteindre l'essence du problème — ici les rapports d'exploitation à l'échelle mondiale. En lieu et place d'échange inégal, il vaudrait donc mieux parler des conditions inégales de l'exploitation.

Concernant précisément ces conditions de l'exploitation, Charles Bettelheim écrit dans la seconde partie de sa lettre citée :

« Un des problèmes sur lesquels il reste à clarifier les choses concerne le taux d'exploitation auquel sont soumis les travailleurs des pays de capitalisme périphérique. Vous avez raison de dire que ceux de ces travailleurs qui sont employés dans des entreprises bénéficiant d'une technologie analogue à celle des pays industrialisés sont davantage exploités que les travailleurs de ces derniers pays. C'est là un fait que je n'ai jamais nié, car il est indéniable. Par contre, dans des pays comme l'Inde (et il en existe d'autres placés dans les mêmes conditions) où fonctionnent des entreprises capitalistes nombreuses dotées d'un matériel peu efficace ou vieilli, des millions de travailleurs tout en recevant des salaires de misère sont moins exploités (au sens scientifique, leur travail fournissant un taux de plus-value plus faible) que les travailleurs des pays industriels; lorsque dans un pays déterminé les travailleurs employés dans de telles entreprises sont plus nombreux que ceux employés dans des entreprises « modernes », le taux moyen de plus-value à l'intérieur de ce pays est plus faible que dans les pays industrialisés. Il en est ainsi précisément parce que la production des uns et des autres se vend à un prix mondial sur lequel pèsent les conditions de production des pays industrialisés. De ce fait, la valeur mondiale (sociale) résultant de la production des travailleurs des

entreprises capitalistes « arriérées » des pays dominés est proportionnellement encore plus faible que le salaire qu'ils reçoivent (ce qui peut être pratiquement constaté), d'où un taux de plus-value plus bas et éventuellement un taux de profit également plus bas (lorsque les entreprises les plus modernes bénéficient d'une technique « capital saving ») — ce qui est un des éléments qui expliquent que les capitalistes des pays dominés exportent leur capital vers les pays industrialisés, et aussi que dans certains des capitalismes périphériques existe une bourgeoisie privée prête à s'engager dans une politique d'industrialisation, ce qui est le cas de l'Inde et du Brésil par exemple (ceci serait à mettre en correspondance avec ce que vous appelez le problème des « jeunes centres »).

Nous souscrivons entièrement à ce point de vue. Le taux d'exploitation de la force de travail est certainement très inégal d'une branche ou d'une entreprise de la périphérie à l'autre, et cette inégalité est certainement beaucoup plus marquée à la périphérie qu'au centre, précisément parce que les formations centrales tendent à se rapprocher du mode capitaliste pur, tandis qu'elles conservent à la périphérie un caractère hétérogène marqué, comme nous l'avons montré dans *Le développement inégal*. L'unité du système, malgré cette diversité, s'exprime par la prééminence grandissante des valeurs mondiales et la soumission croissante du travail au capital à l'échelle du système dans son ensemble, ce qui se traduit par une extension de l'aire de la soumission formelle à la périphérie. Pour cela en « moyenne » le taux d'exploitation à la périphérie est ce qu'il est, peut-être même inférieur à celui qu'il est au centre. Pour cette fraction du capital qui domine le système — le capital des monopoles qui commande directement ou indirectement les activités motrices à la périphérie (activités d'exportation principales, industries modernes même destinées au marché local) —, il n'y a pas de doute qu'il bénéficie, pour celles de ses activités qui sont précisément localisées à la périphérie du système, de taux d'exploitation supérieurs. La tendance principale du système mondial est donc à l'inégalité croissante dans les taux d'exploitation de la force de travail. N'est-ce pas là la raison pour laquelle Lénine d'abord, puis les Chinois, ont remplacé le mot d'ordre de « Prolétaires de tous les pays » par celui de « Prolétaires de tous les pays, peuples opprimés,

unissez-vous » ? C'est sur ce terrain qu'il faut replacer la contradiction pays développé/pays sous-développé dans l'ensemble des contradictions qui caractérisent la lutte des classes à l'échelle mondiale.

Si donc les problèmes fondamentaux de l'étude du système mondial se trouvent là, il est bien évident que la méthode empirique positiviste ne permet pas de les poser correctement.

Enfermé dans sa problématique positiviste, obligé de choisir une « variable première », Braun est amené à donner soudainement une place disproportionnée aux politiques discriminatoires des pays impérialistes en matière de commerce international, parce que ces politiques constitueraient les moyens par lesquels ils imposent aux pays dominés des prix internationaux désavantageux. Les arguments de Braun, avons-nous déjà dit,³⁴ ne manquent pas de force. Mais ils invitent immédiatement à aller plus loin. Pourquoi en effet les pays dominés sont-ils les victimes de ces politiques ? Parce que, nous dit Braun lui-même, ils sont obligés d'exporter ; tandis que le centre produit tout, la périphérie est spécialisée et doit importer les équipements, la technologie, etc. qu'elle ne produit pas. Le problème est donc déplacé de l'échange à la spécialisation internationale. Mais si l'on s'arrête là, si l'on ne fait pas le pas supplémentaire, qui est de découvrir l'exploitation inégale, on risque de se faire l'illusion qu'il suffirait que ces politiques discriminatoires soient abandonnées pour que l'intégration croissante de la périphérie dans le système mondial lui assure un développement analogue à celui du centre. Ce sont là des illusions nationalistes qui alimentent dans les pays développés d'autres illusions : le langage des vœux pieux concernant le fonctionnement « harmonieux » du système mondial. Les résultats de Braun n'en perdent pas pour autant leur signification. Ils font en effet apparaître clairement la contradiction pays dominés (pauvres)/pays impérialistes (riches), bien qu'ils ne permettent pas de la situer dans le système de la lutte des classes à l'échelle mondiale.

Les propositions de Braun concernant la périodisation du système comportent les mêmes insuffisances et limites.

34. *L'échange inégal...*, p. 28.

Braun nous propose en effet de distinguer la période 1880-1930, caractérisée par l'exportation des capitaux, de celle qui suit, qui serait celle de l'échange inégal. A notre avis, l'échange inégal apparaît dès lors que l'écart des rémunérations du travail — à productivité égale — devient significatif, c'est-à-dire précisément dès la fin du siècle dernier.³⁵ L'augmentation des salaires réels au centre y a soutenu la reproduction élargie, tandis qu'elle créait précisément les conditions de l'échange inégal. S'il est vrai qu'à partir de 1914, ou au plus tard de 1930, le flux d'exportation du capital du centre vers la périphérie diminue en termes relatifs, comme le signale Braun, cela tient précisément à la dynamique du développement inégal, fondée sur l'exploitation inégale du travail que cette exportation de capitaux a entraînée. De 1880 à 1930, le capital n'est pas surabondant dans l'absolu; mais il peut obtenir à la périphérie un rendement meilleur précisément en y mettant en place des activités modernes (à haute productivité) qui exploitent davantage la force de travail. Cette surexploitation limite les possibilités d'une accumulation élargie ultérieure à la périphérie et réduit donc par la suite l'exportation possible — rentable — des capitaux.

La lutte des classes — dans toute sa complexité — reste donc toujours au centre de tous les problèmes, et une périodisation correcte du système ne peut reposer que sur l'analyse des modifications dans les conditions de celles-ci. C'est pourquoi des modifications dans les contradictions et les alliances de classes à l'échelle mondiale peuvent déterminer des changements radicaux au plan des flux internationaux de capitaux. Car ce sont ces rapports de classes qui commandent en dernière analyse les lois de l'accumulation. Nous avons insisté sur ce point fondamental, en faisant apparaître que la relation entre les deux départements dans le modèle de l'accumulation centrale n'était pas de nature mécanique, mais trouvait sa place dans la dialectique forces objectives/forces subjectives.³⁶ Nous avons retrouvé cette question à l'occasion du débat sur le capitalisme « mûr », l'excédent de capitaux et les formes de l'absorption

35. *L'échange inégal...*, p. 90; *Le développement inégal*, pp. 157-164 et 181-186; *Une crise structurelle*, Mínuit, 1974.

36. *Le développement inégal*, pp. 61 et suiv.; *L'échange inégal...*

du surplus, en montrant que le développement du tertiaire parasitaire en liaison avec la concurrence monopolistique interdisait de réduire les lois de l'accumulation à un modèle mécanique simple à deux secteurs, mais imposait d'introduire un troisième secteur, celui du « gaspillage », suggéré par Baran et Sweezy.³⁷ Là encore on ne peut saisir la nature de ces transformations en dehors de la lutte des classes.

C'est pourquoi nous avons proposé, à l'occasion du débat qui s'ouvre sur la crise actuelle du capitalisme, une « sous-périodisation » qui tienne compte des modifications dans les conditions de la lutte des classes (en distinguant, pour la période impérialiste, les sous-périodes 1890-1914, 1914-1948, 1948-1967 et à partir de 1967), comme nous avons indiqué des orientations diverses qui constituent autant de possibilités différentes en ce qui concerne l'avenir, selon les modifications apportées par la lutte des classes aux conditions de fonctionnement du système.³⁸ Évidemment, lutte des classes doit être pris ici dans son sens le plus large, le plus global, c'est-à-dire y compris les alliances de classes nationales et internationales. La « crise du pétrole » venait justement rappeler ce que nous disions concernant la rente et l'accès aux ressources naturelles.³⁹ C'est sur ces bases que nous envisageons la possibilité que le développement du « tiers monde » entre dans une étape nouvelle et constitue — parmi d'autres — une solution à la crise structurelle actuelle du capitalisme.⁴⁰

Nous sommes donc progressivement transportés du plan de l'empirisme positiviste à celui du marxisme, de la science sociale fondamentale.

Encore une fois le marxisme n'est pas une « théorie économique ». Son champ n'est pas l'économie mais le matérialisme historique, c'est-à-dire la société prise dans sa totalité. C'est dans ce cadre que nous nous sommes placés pour tenter d'analyser le système capitaliste mondial. Et c'est pourquoi nous avons pensé qu'il était nécessaire d'élucider au

37. *Le développement inégal*, pp. 85 et suiv. ; *Une crise structurelle*, art. cité.

38. *Une crise structurelle*.

39. *Le développement inégal*, pp. 53 et suiv. ; voir aussi Alain Lipietz, *Le tribut foncier urbain*, Maspero, 1974, pp. 169 et suiv.

40. *Une crise structurelle*.

préalable les concepts du matérialisme historique (modes de production, formations sociales, instances et articulation des instances, etc.). C'est pourquoi nous avons insisté sur la spécificité des relations infrastructure/superstructure propres au mode capitaliste, qui seule permet de comprendre la nature de l'aliénation économiste. Nous écrivions à ce sujet ce qui suit⁴¹.

« Puisque la société ne peut être réduite à son infrastructure, comment se définissent les rapports entre celle-ci (l'instance économique) et la superstructure (l'instance politico-idéologique) ? Ces rapports ne sont pas identiques d'un mode de production à l'autre. Certes, quelque soit le mode de production, l'instance économique est déterminante en dernier ressort si l'on accepte cette réalité que la vie matérielle conditionne tous les autres aspects de la vie sociale, c'est-à-dire que le niveau de développement des forces productives, en déterminant le volume relatif du surplus, conditionne la civilisation. Mais il importe de distinguer cette détermination en dernière instance de la dominance de l'instance économique ou du politico-idéologique.

Dans tous les modes de production précapitalistes, la génération et l'emploi de surplus sont transparents. Les producteurs ne peuvent donc accepter la ponction de ce surplus qu'ils produisent et dont ils se savent être les producteurs que s'ils sont « aliénés » et croient cette ponction nécessaire pour la survie de l'ordre social et « naturel ». L'instance politico-idéologique prend donc nécessairement la forme religieuse et domine la vie sociale. Dans ce cas d'ailleurs, si le surplus ponctionné n'est plus utilisé « correctement », c'est-à-dire pour maintenir, reproduire et développer l'État et la civilisation, s'il est « gaspillé » par des envahisseurs pillards ou un « mauvais roi », les producteurs se révoltent pour imposer un « gouvernement juste », l'ordre naturel et les lois divines ayant été violés. Lorsque, d'un autre côté, le maintien et le développement de cet ordre social exigent le bon fonctionnement de groupes sociaux spécifiques, comme la bureaucratie civile ou militaire ou la théocratie au service de la classe-État tributaire, ces groupes occupent une place centrale dans l'histoire politique de la société. L'observateur empiriste de l'histoire, quand il croit y voir la résultante de luttes idéologiques (conflits religieux) ou politiques (conflits de clans), est victime de la même aliénation que la société qu'il étudie.

41. Tiré du *Développement inégal*, pp. 19 et 20.

Au contraire, dans le mode de production capitaliste, la génération du surplus est opaque. C'est là certainement, comme l'a signalé Marx lui-même, l'apport essentiel du *Capital* : la transformation de la plus-value en profit. Les « économistes » étroits ont vu dans cette transformation une contradiction formelle (la prétendue contradiction entre le livre I et le livre III du *Capital*). Cela montre seulement qu'ils sont eux-mêmes victimes de l'aliénation économiste. Car cette transformation fait disparaître l'origine du profit (la plus-value), fait apparaître le « capital » (un rapport social) comme une « chose » (les équipements dans lesquels s'incorpore ce pouvoir social) et dote cette chose d'un pouvoir surnaturel : celui d'être « productif ». Le qualificatif de « fétichisme » que Marx attribue à ce processus mérite bien son nom. Au plan des apparences, dans le monde capitaliste, le capital paraît donc productif, comme le travail ; le salaire semble être la rémunération « juste » du travail (alors qu'il représente la valeur de la force de travail), comme le profit la compensation de « services » rendus par le capital (risque, épargne-abstinence, etc.). La société ne maîtrise plus l'évolution de sa vie matérielle : celle-ci apparaît comme la résultante de « lois » qui s'imposent à elle comme des lois physiques, naturelles. Les « lois économiques » — l'offre et la demande de marchandises, de travail, de capital, etc. — sont le signe de cette aliénation. C'est pourquoi la « science économique » sera idéologie — l'idéologie des « harmonies universelles » — et réduira les « lois sociales » au statut de lois de la nature, indépendantes de l'organisation sociale. Si l'instance économique est mystifiée, en revanche, la politique est démystifiée : elle n'est plus religion. La vraie religion de la société capitaliste, c'est l'« économisme », en termes vulgaires le « porte-monnaie », c'est-à-dire le *consumismo*, le culte de la consommation pour elle-même, sans référence aux besoins. La crise de la civilisation contemporaine se retrouve toute entière ici, dans la mesure où cette idéologie raccourcit l'horizon temporel de la société et lui fait perdre de vue la perspective de son devenir. En même temps, la politique devient champ de rationalité affirmée. Les groupes sociaux qui remplissent des fonctions au niveau de cette instance sont naturellement et clairement au service de la société ; ils n'apparaissent à aucun moment comme ses maîtres.

L'analyse de l'articulation des instances complète celle des formations sociales. Prises ensembles, elles permettent de comprendre la dynamique des classes et groupes sociaux. L'analyse empirique repère des « catégories » sociales, en nombre arbitraire : deux (les « riches » et les « pauvres »), ou

trois (en y ajoutant les « intermédiaires »), ou quinze ou vingt (catégories socio-professionnelles ou strates de revenus arbitraires) et, à l'extrême, une catégorie par individu, retrouvant à ce stade l'exigence individualiste de l'idéologie qui tient lieu de science sociale. La dynamique de la société devient alors incompréhensible. »

A partir de là, il apparaissait clairement que le débat concernant la transformation était, dans les termes où la question était posée, un faux débat.⁴²

Comme nous, Carlo Benetti considère que la critique marxiste n'est pas celle d'un économiste (Marx) à d'autres économistes.⁴³ Trois citations méritent d'être tirées de l'ouvrage remarquable de Benetti, qui constituent l'embryon d'une critique marxiste de Sraffa.⁴⁴

« On pourrait penser que, pour Marx, les rapports d'échange sont directement déterminés par les valeurs des marchandises. Or, cette idée ne semble pas du tout justifiée. En effet, la valeur ne peut pas s'exprimer comme quantité de travail, puisque ce sont des marchandises qui sont échangées et non du travail. Dès lors, la valeur qui est, par définition, une grandeur « absolue », semble contredite par son expression même, qui est une grandeur « relative ». Contradiction qui réapparaît évidemment au niveau de la mesure : la valeur est mesurée par la quantité d'une non-marchandise (le travail abstrait), la valeur d'échange a pour mesure une quantité de marchandise. La relation entre les deux catégories de valeur et de valeur d'échange (ou forme valeur) n'est donc pas une relation de détermination quantitative de l'une par l'autre, mais un rapport contradictoire. Cette contradiction constitue le point de départ de l'analyse marxiste de l'argent.

Les analyses développées dans ce chapitre ont démontré que la plus-value est la forme capitaliste du surtravail. Le profit (ainsi que les autres formes de surproduit capitaliste) est donc une expression de la plus-value, et ne peut avoir pour origine que l'exploitation des travailleurs. Cependant, nous avons vu aussi que la relation entre profit et plus-value ne

42. *L'échange inégal...* pp. 72 et suiv.

43. Benetti, p. 132.

44. Une critique marxiste de Sraffa est en voie de parution. C. Benetti, S. de Brunhoff et S. Cartelier, *Éléments pour une critique marxiste de P. Sraffa*; Colloque d'Amiens, 1973. Les citations qui suivent sont tirées de Benetti, *op. cit.*, pp. 132, 151 et 152.

peut être démontrée sur la base du schéma de transformation des valeurs en prix. Il s'agit là en quelque sorte d'une thèse juste démontrée avec des arguments discutables. La raison en est que les catégories marxistes de valeur et de plus-value n'ont pas seulement un statut positif (comme les catégories de l'économie politique), mais aussi un statut critique. Comme nous l'avons vu, d'une part elles permettent de faire ressortir les contradictions du mode de production capitaliste et par là-même les limites épistémologiques des catégories économiques et les fondements de l'idéologie bourgeoise. D'autre part, et en même temps, elles permettent la connaissance du fonctionnement du capitalisme et de sa reproduction. De par leur statut propre, ces catégories ne peuvent pas être incluses, à côté des catégories économiques, dans un modèle positiviste comme le modèle économique. Les limites du schéma de transformation expriment donc tout autant les limites d'une certaine interprétation du marxisme, que les limites de l'économie politique elle-même. (L'orientation de recherche qui se dégage est l'approfondissement de l'élaboration de la notion de prix de production (que Marx a amorcée) sur la base des catégories fondamentales de valeur et de plus-value).

Dans le mode de production capitaliste, les rapports d'échange des marchandises diffèrent de ceux qui seraient déterminés par les quantités de travail incorporé. Dès lors, la valeur d'échange de la force de travail ne correspond pas à la quantité nécessaire, et donc la valeur d'échange du surproduit ne correspond pas à la quantité du surtravail. On en conclut que la notion de plus-value n'est pas pertinente pour expliquer le profit. Après ce que nous avons vu dans les trois derniers chapitres, la réponse à cette objection ne devrait pas présenter de difficultés. Rappelons que la question posée est celle de l'origine du profit. Nous savons que les rapports d'échange diffèrent des rapports déterminés par les quantités de travail incorporé en raison de la distribution du profit selon la norme de l'uniformité du taux de profit. Or, quelle que soit la règle de distribution du profit, une modalité de distribution ne saurait modifier la nature et l'origine du profit. Elle ne peut altérer que la mesure de sa grandeur en raison de l'effet de cette modalité de distribution sur les prix relatifs. Cet argument constitue déjà une réponse suffisante. Mais nous pouvons aussi aller plus loin. Nous savons que les divergences entre les prix et les valeurs sont un effet de l'existence du profit. Il est évident que nous ne pouvons pas prendre comme point de départ un effet du profit pour en expliquer l'existence. En procédant ainsi, on s'enfermerait

dans un raisonnement circulaire puisqu'on prend comme donné ce qu'il s'agit précisément d'expliquer. »

Cette critique marxiste de Sraffa restera totalement étrangère à tous ceux qui acceptent de se laisser enfermer dans les cloisonnements des disciplines universitaires, cloisonnements absolument étrangers au marxisme.⁴⁵ L'absence de philosophie est la raison ultime pour laquelle « l'économie marxienne » exerce une si grande attraction chez les anglo-américains, également convaincus par l'analyse empirique remarquable de Sraffa.⁴⁶ Il n'en reste pas moins qu'à cette lignée dévoyée qui demeure incapable de comprendre l'unité de Marx, il faut opposer l'histoire des débats marxistes sur ces questions, d'abord en Allemagne dans les années 20 et 30, puis en Italie et en France, avec le remarquable renouveau de la pensée marxiste au cours de la dernière décennie.⁴⁷

45. Schumpeter, en distinguant Marx philosophe, Marx sociologue et Marx économiste, a démontré par là-même qu'il ne savait pas qui était Marx.

46. Un excellent modèle de « marxian economics » est fourni par Michio Morishima, *Marx's Economics*, Cambridge University Press, 1973. Ce n'est pas ici le lieu de faire la critique de cet ouvrage dense mais qui manque totalement de la dimension totalisante du marxisme.

47. Voir S. Amin, *Marxism : Looking Backward and Forward*, *Monthly Review*, N. 2, 1974 ; *Éloge du socialisme*, *L'homme et la société*, N. 31-32, 1974.

III

L'impérialisme

Préface de l'ouvrage Lire le Capitalisme

Voici donc l'ouvrage qu'il fallait écrire, faisant la preuve que les idées justes, parce qu'elles répondent à la réalité du monde, peuvent être exprimées en termes directs et simples sans pour autant perdre en nuances.

Pour y parvenir avec le succès de nos trois auteurs, il fallait que soient réunies des qualités rares : 1) une maîtrise véritable de l'essence du marxisme, c'est-à-dire la conviction qu'on ne peut comprendre le monde sans être plongé dans la lutte pour sa transformation ; 2) une relation authentique avec les masses, qui seule permet de connaître la réalité de ce monde ; 3) un détachement de toute fausse « orthodoxie » qui paralyse et empêche de voir ce qui est nouveau dans un monde par essence en changement. Ce sont là des qualités nécessairement exceptionnelles chez les intellectuels même marxistes pour les raisons rappelées par nos trois auteurs d'ailleurs. « Lire le Capitalisme » et non « Lire le Capital » : cette formule frappée dont nos auteurs sont imprégnés est la raison de leur succès.

Mais pour que ce livre put être écrit, il fallait aussi que certaines conditions objectives aient mûries. Comment en effet s'expliquer que des écrits de cette force n'aient guère été produits au cours du dernier demi-siècle ? La tradition existait pourtant, inaugurée par Marx et Engels eux-mêmes, non d'ouvrages de « vulgarisation » — le terme est malencontreux — mais d'écrits militants dont la force réside dans la justesse. La sociale démocratie de la fin du siècle dernier croyait poursuivre dans cette direction quand elle produisait en fait — regardez le manuel de Kautsky — les premiers manuels de « vulgarisation ». Les conditions de la lutte pour le socialisme avaient déjà changé : l'impérialisme s'était

constitué et le capitalisme sauvage faisait place au capitalisme social dans les centres impérialistes. Dans le mouvement ouvrier européen, ces changements appelaient un « abandon » ouvert du marxisme : ce fut le premier révisionnisme, mais aussi, ceux qui semblaient s'y opposer se contentaient en fait de répéter ce que Marx avait dit, réduisant ainsi progressivement le marxisme à un dogme. Lénine et la révolution russe ont dénoncé ce premier révisionnisme, non seulement celui qui s'avouait ouvertement mais encore et surtout celui qui masquait sa capitulation de fait derrière son orthodoxie dogmatique. Puis ce fut à nouveau le silence ; le léninisme à son tour subissait le même sort : il devenait objet de « vulgarisation ». Il fallait que l'expérience soviétique fut dépassée par des luttes réelles — celles qui ont balisé l'histoire de la Chine contemporaine, culminant dans la Révolution culturelle — pour qu'apparaisse le caractère révisionniste de cette seconde réduction à l'orthodoxie dogmatique. Il fallait enfin qu'en Occident, la crise ouverte, s'amorce une critique par les masses des illusions du capitalisme social.

Telles sont les conditions objectives qui ont rendu ce livre possible. Encore une fois, ce sont les luttes des masses et non l'intelligence des intellectuels, qui ont été décisives. Car l'intelligence des intellectuels n'avait ni évité que le premier et le second révisionnismes ne s'affirment, ni même compris leur nature et leur fondement de classe. Cela ne pouvait être découvert par la plus fine « lecture du Capital », mais par celle du capitalisme, ce qui impliquait des avancées réelles de luttes se déroulant dans les conditions nouvelles. Faute de telles luttes et d'une liaison avec elles, les études « théoriques » relèvent plus souvent de la marxologie que du marxisme.

Les observations qui suivent prolongent fidèlement l'ouvrage sur quelques points. Si nous croyons utile de le faire, c'est parce que ce livre, écrit par des militants européens pour aider les luttes dans leurs pays, peut aussi mieux servir les luttes dans les pays dominés par l'impérialisme.

Le point de départ est, comme toujours, l'impérialisme. La centralisation des capitaux, parvenue au stade des monopoles, a donné au capital, avec la mobilité internationale, une dimension nouvelle et a donc radicalement modifié les

conditions de la lutte des classes. Au cours du XIX^e siècle, le capitalisme est contraint de se développer presque exclusivement sur une base nationale. La séparation des producteurs de leurs moyens de production, largement amorcée par plusieurs siècles de préparation, assure la constitution rapide d'une classe ouvrière nombreuse et concentrée, tandis que la base pour le recrutement nouveau de prolétaires à partir de l'armée de réserve potentielle se rétrécit, soit que les campagnes soient pratiquement déjà vidées de leur population (cas de l'Angleterre), soit que, pour faire face au mouvement révolutionnaire du prolétariat, la bourgeoisie passe une alliance avec la paysannerie, s'interdisant par là de la désintégrer trop rapidement (cas de la France). Des conditions favorables se développent donc qui permettent à la classe ouvrière d'obtenir la transformation progressive du capitalisme sauvage en un capitalisme social : droits politiques jusque-là refusés, syndicalisme et améliorations du salaire se généralisent vers la fin du siècle. D'une part ces conquêtes contribuent à désamorcer la menace de révolution ; d'autre part elles aiguïsent la concurrence entre capitaux, accélèrent le progrès technique et élargissent le marché.

La fraction hégémonique du capital — celle des monopoles — s'engage alors dans une nouvelle stratégie globale, fondée sur l'expansion extérieure et la division systématique des travailleurs qu'elle se soumet à une échelle désormais mondiale. A chaque victoire arrachée par le prolétariat des métropoles, elle répond par une nouvelle expansion extérieure. Dans les colonies et les pays dépendants, cette fraction du capital : 1) soumet le prolétariat à une surexploitation grandissante ; 2) soumet la paysannerie à sa domination formelle, extrayant ainsi d'elle une plus-value absolue croissante ; 3) crée les conditions d'une augmentation continue, absolue et relative, de l'armée de réserve sous toutes ses formes directes, latentes et potentielles. Ce faisant, la domination impérialiste ouvre de nouvelles perspectives aux forces montantes du socialisme ; elle inscrit le mouvement de libération nationale dans la transformation socialiste du monde.

Ainsi donc le capitalisme impérialiste, en bouchant un trou d'un côté, en creuse un de l'autre, car toutes les

contradictions du capitalisme subsistent et se développent : il n'y a pas moyen pour le capital de les « éviter » ; elles lui sont immanentes. Mais le domaine géographique où opèrent ces contradictions s'étend pour englober le monde entier, qui se différencie. Dans la mesure où les effets de ces contradictions sont atténués dans les centres impérialistes, ils sont accusés d'autant dans la périphérie du système. La loi fondamentale de l'accumulation, énoncée par Marx, opère plus que jamais, mais ne peut plus être repérée par l'observation de ce qui se passe dans les seules nations capitalistes avancées, puisque le centre de gravité des contradictions est transféré vers la périphérie.

C'est cet ensemble de faits, non conjoncturels mais fondamentaux depuis un siècle, qu'il ne faut oublier à aucun instant. C'est là l'aspect principal du capitalisme depuis un siècle.

Examinons donc de plus près la signification et les modalités de ce transfert.

L'impérialisme a entraîné des transformations profondes dans le fonctionnement du capitalisme des métropoles. La gauche révisionniste (social démocrate et communiste) de ces pays feint de croire que la concentration des capitaux y crée des conditions plus favorables à la transformation socialiste tant au plan « économique » (développement des forces productives, dimension sociale des unités de production qu'il ne reste plus qu'à nationaliser) qu'au plan « politique » (possibilité d'isoler les monopoles en ralliant ou en neutralisant les petites et moyennes entreprises). Certes, le développement maximal des forces productives au sein du capitalisme exige la liquidation des petites et moyennes entreprises. Le grand capital des monopoles propose alors à la classe ouvrière une « alliance » fondée sur cet objectif, qui constitue l'essence même de l'alliance sociale démocrate comme elle est pratiquée en Europe du nord. D'autre part, en acceptant cette « alliance », la classe ouvrière se soumet davantage encore à l'hégémonie idéologique du capital, car le développement en question est celui des forces productives du capitalisme qui implique des modèles de vie et de consommation précis et aliénants. Dans la mesure où la classe ouvrière « joue le jeu », elle se prive de l'alliance alternative avec le « petit capital » et celui-ci devient alors une force

électorale de droite substantielle que les monopoles agitent comme un épouvantail destiné à faire accepter par la classe ouvrière les concessions qu'elle renâcle à consentir. Dans la mesure où, au contraire, la classe ouvrière « tend la main » au petit capital contre les monopoles, comme c'est le cas en Europe du sud fréquemment, cela retarde le développement des forces productives et entretient la survivance de couches « moyennes » que les monopoles savent gagner à eux aux moments critiques, quand la « propriété privée » paraît menacée. L'une et l'autre de ces politiques se sont soldées par des échecs répétés du point de vue des perspectives du socialisme.

S'il en est ainsi, c'est parce que cette manière même d'analyser les forces et de définir les stratégies passe à côté de l'essentiel. Ce « développement des forces productives » au nom duquel la classe ouvrière sacrifie ses objectifs radicaux, est en effet développement de celles-ci au centre du système seulement, qui suppose un autre mode de développement de la domination du capital à la périphérie.

Le pillage impérialiste de la périphérie permet en effet ces « concessions » au centre. Il devrait être clair pour tous que les taux de croissance relativement élevés enregistrés au centre au cours des cent dernières années ont été très largement facilités par le pillage impérialiste. Or ce sont ces taux de croissance « élevés » qui ont assuré une tendance au « plein emploi » dans les centres. Celui-ci à son tour a créé des conditions objectives favorables à la lutte de classes *économique*. Il permet donc aux salaires de croître parallèlement à la productivité. Le succès même de la lutte économique, dans ces conditions, renforce l'implantation sociale démocrate dans la classe ouvrière et crée un intérêt objectif commun à la poursuite du pillage impérialiste. Ce que la « gauche » en question refuse de comprendre, c'est que si l'on reste dans la logique de la seule lutte économique, il y a seulement des « intérêts nationaux » (lire impérialistes) communs au capital et à la classe ouvrière métropolitaine.

Le capital des monopoles accepte cette stratégie parce qu'il peut compenser les concessions qu'il fait ici par des sur-profits générés ailleurs. En effet, si les salaires réels augmentent comme la productivité, le taux de la plus-value est stable (alors que la tendance du mode capitaliste est à

l'élévation de ce taux), ce qui entraîne une tendance possible à la baisse du taux de profit. Le capital des monopoles n'y consent donc que parce qu'il peut tirer de l'exploitation du travail à la périphérie des sur-profits qui relèvent son taux général de profit. Ces sur-profits proviennent d'une part de la plus-value relative extraite du travail qu'il exploite directement dans des conditions où son taux est considérablement plus élevé que dans les centres impérialistes et d'autre part de la plus-value absolue extraite du travail des producteurs soumis à sa domination indirecte. A cela s'ajoute le pillage des ressources naturelles, c'est-à-dire l'exploitation de celles-ci dans des conditions où la rente concédée est inférieure à ce qu'elle est dans les centres impérialistes. Qui douterait aujourd'hui que la croissance soutenue des 25 dernières années était fondée sur l'accès presque gratuit au pétrole ?

Simultanément, la nouvelle stratégie du capital crée les conditions de sa propre reproduction. Car la croissance des salaires élargit le marché au centre, créant ainsi les conditions de cette fameuse « société de consommation », élargissant sans cesse la part relative des activités improductives. Cette stratégie renouvelle sans cesse l'apparition de nouveaux obstacles à la lutte du prolétariat, par l'augmentation continue du parasitisme et la sensibilité du modèle de « prospérité » à l'égard du pillage impérialiste. Parallèlement, elle impose donc à la périphérie une division inégale du travail, base objective de sa surexploitation...

On ne peut pas saisir la nature de ce type d'accumulation sans faire intervenir — au-delà des deux secteurs primordiaux de la production des biens de production et de la production des biens de consommation — un troisième secteur — parasitaire. C'était là le sens de l'analyse novatrice de Baran et Sweezy¹, souvent incomprise (au point que certains y voient la substitution du concept de surplus à celui de plus-value !).

C'est tout cet ensemble de mécanismes et de liaisons nouvelles qui constitue la base objective du révisionnisme. L'« aristocratie ouvrière » de Lénine trouve sa place dans cet ensemble complexe. L'adhésion de la classe ouvrière aux

1. P. Baran et P. Sweezy, *Le capitalisme monopoliste*, Maspero.

thèses évolutionnistes de la social démocratie devient elle-même une condition objective qui caractérise désormais la situation. On sait que très souvent, dans une version mécaniste pseudo-marxiste, on réserve le qualificatif d'« objectif » à la base économique, tandis que l'on traite les données de la superstructure de « facteur subjectif ». Par là, on oppose d'une manière absolue la base à la superstructure, soit pour faire de celle-ci un reflet simple (et alors il n'y a plus qu'à attendre : la base économique engendrera d'elle-même spontanément le socialisme), soit pour affirmer que le « retard » de la superstructure est redevable à la « trahison » des chefs (dans une version policière de l'histoire).

Bien entendu, cette situation nouvelle ne résulte pas d'une stratégie qui aurait été mise au point unilatéralement par le capital, dans une intention machiavélique. Au contraire, cette stratégie est défensive : elle est la réponse du capital aux victoires de la classe ouvrière d'Occident. Au cours des deux premiers tiers du XIX^e siècle, la bourgeoisie vit dans la hantise de la Révolution (« Un spectre hante l'Europe, le spectre du communisme »). Du chartisme anglais à la Commune de Paris, l'histoire de cette période est effectivement jalonnée de tentatives révolutionnaires du prolétariat européen. C'est pourquoi la bourgeoisie ne peut se permettre le luxe d'une authentique démocratie politique fût-elle formelle. La double lutte du prolétariat européen, économique et politique (pour la démocratie) aboutit vers la fin du siècle à des résultats tangibles qui auraient pu être fatals au capitalisme. Mais c'est alors que s'ouvre la perspective impérialiste...

Bien entendu aussi la situation nouvelle créée par l'impérialisme n'ouvre pas un siècle paisible « d'harmonie sociale » dans les centres de la domination mondiale. Mais elle change radicalement les conditions de la lutte. On verra plus loin comment les crises du système impérialiste ont été surmontées jusqu'à présent.

Mais avant d'en venir à ce point, il faut considérer l'envers de la médaille : la périphérie constituée désormais de pays dominés par l'impérialisme. Voici tout un monde, immense par sa population, ses ressources, son histoire et ses potentialités, soumis désormais à la loi impitoyable de l'accumulation du capital : taux de plus-value non pas stables

mais croissants, extraction sauvage de plus-value absolue, pillage irréversible des ressources naturelles, prolétarianisation massive et croissance hallucinante de l'armée de réserve, ignorance brutale des droits démocratiques élémentaires, etc. L'image qu'offre le monde capitaliste, pris dans son ensemble, comme il se doit, est loin d'être celle que les thuriféraires de la « prospérité » en Occident popularisent. A cette échelle — qui est la vraie —, la « prospérité » est l'exception et la « crise » la règle.

S'étonnera-t-on alors que ce siècle d'impérialisme soit ici un siècle de guerres, de révolutions, de luttes violentes incessantes. Ce n'est pas un hasard si les 25 dernières années — celles de la grande prospérité de l'Occident — ont été le quart de siècle des guerres d'Indochine, des guérillas des Philippines, de Malaisie, de Thaïlande, de la guerre de Corée, des quatre guerres de Palestine, des guerres indo-pakistanaïses, de la guerre d'Algérie et de celle des colonies portugaises, de la révolution cubaine, de l'apartheid sud-africain et des révoltes paysannes du Kenya, du Zaïre, du Cameroun et de dix autres pays africains, de la famine au Sahel, des coups d'États et des massacres de la CIA en Iran, en Indonésie et au Chili, etc. S'étonnera-t-on que l'aspect principal des changements politiques à l'échelle mondiale soit situé ici : dans le mouvement des indépendances asiatiques et africaines, dans le mouvement des réformes agraires et des nationalismes (de type « nassérien ») dans le mouvement de « remise en cause » de l'équilibre international et de l'ordre économique mondial par les peuples et même par les États (bourgeois) de la périphérie. Comparativement au monde occidental relativement stable, qui, jusqu'ici, a surmonté ses crises (1968, le Portugal, la Grèce et l'Espagne...) sans heurts majeurs, nous sommes ici dans un monde où les rapports de classes sont bouleversés. C'est là la force motrice principale de l'histoire contemporaine.

Ici donc les conditions objectives sont stratégiquement favorables, au plein sens du terme, au socialisme. La lutte pour la libération nationale est devenue partie intégrante de la transformation socialiste du monde, en ce sens que cette libération ne peut être achevée que par un large front dirigé par le prolétariat. Partout les conditions objectives existent — au plan de la superstructure comme à celui de la base

économique — qui permettent au prolétariat de s'ériger en une force autonome et motrice, capable de s'allier d'une manière irréversible avec les grandes masses de la paysannerie exploitée et, constituant ainsi la majorité du peuple, d'entraîner la petite bourgeoisie et de neutraliser les couches moyennes. Ce n'est pas la gauche révolutionnaire qui est ici isolée, comme elle l'est au centre, c'est au contraire l'impérialisme et ses vassaux locaux qui peuvent l'être. Évidemment, ces conditions objectives sont encore loin d'être pleinement exploitées. En Asie orientale où l'on a mis en œuvre ces principes simples, les victoires du socialisme se sont succédées sans faillir. Mais ailleurs, que ce soit en Inde, dans le monde arabe, en Afrique australe, au Brésil ou au Mexique, la ligne juste ne l'a pas encore emporté. À l'autonomie du prolétariat et de la paysannerie pauvre dirigeant un large front uni, on a substitué le rassemblement amorphe de toutes les classes anti-impérialistes. Cela signifie en fait la direction du mouvement par la petite bourgeoisie, par des groupes, couches et classes qui, dans ces conditions, ne rallient pas la révolution mais la trahissent pour s'ériger en nouvelles classes dirigeantes en imposant à l'impérialisme les compromis et les concessions qui conditionnent leur épanouissement.

Bien entendu ici aussi, plus encore qu'au centre, l'histoire du siècle ne se déroule pas sur une scène immobile dont les acteurs restent toujours les mêmes. Ici aussi les victoires de la lutte anti-impérialiste imposent à l'impérialisme des réajustements stratégiques qui modifient les conditions ultérieures de la lutte. On ne simplifiera pas trop la réalité globale en distinguant deux périodes dans cette histoire. Au cours de la première, l'impérialisme triomphant impose une division du travail qui ne laisse aucune place au développement de la bourgeoisie locale. S'appuyant sur les latifundaires et les compradores, l'impérialisme interdit l'industrie. La bourgeoisie, qui est plus potentielle que réelle, mérite alors d'être considérée comme nationale : elle se range dans le mouvement de libération qu'elle dirige souvent de surcroît. Cette bourgeoisie a remporté des victoires que jalonne l'histoire des indépendances, des réformes agraires, des réalisations industrielles. Ce faisant, elle a imposé à l'impérialisme les termes nouveaux de la division internationale du

travail; mais par là-même elle a cessé d'être anti-impérialiste, ayant trouvé sa place dans le système. Mais elle n'a pas gagné davantage la maîtrise du système; elle continue à être dominée de l'extérieur, aussi n'est-elle pas en mesure de « résoudre » les problèmes fondamentaux selon le modèle des centres impérialistes: les masses populaires restent les victimes de l'inexorable loi de l'accumulation.

Si l'on convient que cette image correspond bien à l'essentiel de ce siècle d'histoire, on saisira le sens et la portée des débats concernant l'impérialisme. Comme nous l'avons montré ailleurs, ce débat, parti des apparences immédiates de l'échange (« inégal ») pour atteindre l'essentiel (la division internationale inégale du travail et les alliances de classes), a contraint les uns et les autres à choisir leur camp: ou bien l'impérialisme est bien l'aspect principal du capitalisme contemporain, ou bien il ne l'est pas (et Lénine, entre autres, avait tort de l'avoir cru). L'objet même du « modèle » — purement illustratif — que nous avons formulé était de « résumer » d'une manière clairement visible l'essentiel de la loi de l'accumulation dans le système impérialiste: au centre, taux de la plus-value constant, plein emploi et croissance parallèle des salaires et de la productivité, à la périphérie, taux de plus-value croissant et armée de réserve grandissante. Telle est la base sur laquelle se fonde la division internationale inégale du travail et les alliances internationales de classes. L'échange « inégal » n'est, dans ce cadre, rien de plus que le mécanisme de circulation de la plus-value qui correspond au stade impérialiste du capitalisme.²

Ces conclusions sont très généralement refusées en Occident. Faut-il s'en étonner? Dans ce domaine — il est le seul —, une quasi-unanimité rallie sociaux démocrates, révisionnistes, troskystes et beaucoup de ceux qui se nomment « gauchistes », dans un rejet offusqué de toute discussion. Certains ont même poussé l'astuce jusqu'à trouver un « argument épistémologique » qui les autoriserait à éluder l'analyse de ces réalités trop crues: il s'agirait de problèmes « d'échange » et non de « rapports de production »! Argument pauvre et fallacieux. Au-delà des rapports de production,

2. Voir *Le développement inégal*, éd. Minuit; *L'échange inégal et la loi de la valeur*, éd. Anthropos, I.D.E.P.; *L'impérialisme et le développement inégal*, éd. Minuit, 1976.

est-il nécessaire ou non d'étudier la circulation de la plus-value ? En tout cas Marx, après avoir analysé dans le Livre I du *Capital* les fondements du mode de production capitaliste, c'est-à-dire les rapports capitalistes de production, n'a pas cru superflu de consacrer tout un livre du *Capital* — le livre III — à la circulation de la plus-value : sa transformation en profit. Cette étude n'est-elle pas essentielle à l'intelligence du mode capitaliste ? Nous avons affirmé qu'elle l'était : car la mystification qui découle de la forme profit — l'apparence de la productivité du capital — donne à l'idéologie du capitalisme son contenu essentiel — l'économisme, et l'opacification de l'extraction de la plus-value commande un type de relation spécifique au capitalisme entre la base et la superstructure. La question de savoir s'il faut ou non étudier la circulation de la plus-value ne se pose pas pour un marxiste. La vraie question, que ne soupçonnent même pas les « critiques », est la suivante : qu'est-ce qui a changé dans la circulation de la plus-value depuis Marx ? Si rien n'a changé, si l'impérialisme se situe seulement au plan second des relations politiques internationales, alors le livre III du *Capital* suffit. Les hypothèses de Marx concernant cette circulation — doit-on le rappeler — sont les suivantes : mobilité nationale des marchandises et de la force de travail (donc taux de la plus-value identiques), mobilité nationale du capital. Or, avec l'impérialisme, la mobilité des marchandises et du capital des monopoles sort de l'espace national pour embrasser le monde, tandis que la force de travail reste relativement enfermée dans les frontières des nations. Cela change évidemment beaucoup en ce qui concerne la circulation de la plus-value. L'« argument » que seuls comptent les rapports de production et non les échanges et la circulation n'a qu'un sens : éluder la question épineuse, celle de l'impérialisme. Les âneries auxquelles conduit cette attitude sont inscrites à l'avance ; elles sont inévitables chaque fois qu'on croit pouvoir substituer la marxologie au marxisme, « lire le capital » au lieu de « lire le capitalisme ». Il n'y a pas beaucoup de doute concernant l'origine de ces attitudes : elles révèlent l'extraordinaire résistance idéologique à la reconnaissance d'un changement essentiel dans les conditions objectives, celui-là même qui a privé les classes ouvrières d'Occident de leur rôle révolutionnaire au profit des peuples de l'Orient.

Cette résistance est attendue ; elle fait partie de ces conditions objectives.

Sur cette base, on peut examiner les « fluctuations » et les « étapes » du stade impérialiste. Car la stratégie de l'impérialisme n'est jamais qu'une stratégie de réponse aux luttes des classes ouvrières du centre et des peuples de la périphérie qui, les unes comme les autres, menacent les profits du capital. Chaque situation de faiblesse est utilisée par les monopoles pour extraire de la force de travail davantage de plus-value, chaque victoire partielle oblige le capital à des réajustements nouveaux. Ainsi doit-on comprendre la nature des « crises » de l'époque impérialiste.

La première a résulté du partage inégal du monde, achevé à la fin du XIX^e siècle. Elle a débouché sur la première grande guerre inter-impérialiste pour un repartage — la guerre de 1914-1918. Cette crise a révélé ce qui était latent — le ralliement de la social démocratie aux chauvinismes impérialistes. Mais cette première crise s'est aussi soldée par la révolution russe. Ce n'est pas un hasard si ce craquement a eu lieu dans un pays semi-périphérique, où la classe ouvrière pouvait entraîner la grande masse paysanne. En Occident — en Allemagne en particulier —, et cela malgré les illusions de l'époque, la classe ouvrière ne voulait pas — ou plus — le socialisme, mais seulement plus de démocratie et moins à payer pour la défaite de sa bourgeoisie. La guerre s'est soldée aussi par la première vague des mouvements de libération d'Asie et d'Afrique, largement dominés par les bourgeoisies locales (elles sont encore nationales), mais dépassés déjà par les masses populaires dirigées par le prolétariat en Chine.

La grande crise des années 30 résultait des contradictions de l'accumulation dans le cadre défini par la première période d'expansion impérialiste, contradictions aggravées par les conséquences de la première guerre mondiale. Avec cette crise, les conditions de la reconstitution d'une énorme armée de réserve apparaissent à nouveau dans les centres impérialistes. Le capital s'en sert pour retarder les concessions au mouvement de libération nationale qui, sous la direction de la bourgeoisie, s'assigne pour objectif de modifier les termes de la division du travail. Les luttes sociales violentes au centre traduisent la renaissance de situations

révolutionnaires. Mais l'idéologie impérialiste reste hégémonique dans les classes ouvrières d'Occident. Aussi l'issue de cette crise n'est-elle pas révolutionnaire : ici c'est le fascisme qui recrute les chômeurs, là ce sont des fronts populaires limités et confus qui se frayent la voie, fronts populaires sociaux démocrates, résolument impérialistes (voir la politique française à l'égard de l'Algérie, de la Syrie et de l'Indochine à cette époque). Et l'issue véritable de cette crise fut encore une fois la guerre.

La seconde guerre mondiale s'est soldée d'une part par des modifications importantes dans le rapport des forces entre impérialistes et, d'autre part, par une nouvelle vague victorieuse du mouvement de libération nationale. Celle-ci s'est prolongée durant les 30 années de l'après-guerre, a arraché l'Asie orientale au système capitaliste, et a vu ailleurs les bourgeoisies locales imposer de nouveaux termes de la division internationale du travail. Celle-ci, permettant l'essor de l'industrie de substitution d'importations dans le cadre du système mondial, signifiait autant le ralliement de ces bourgeoisies à l'alliance impérialiste que l'accentuation de l'exploitation des ressources primaires d'exportation destinées à financer l'industrialisation. La grande « prospérité » des dernières décennies s'est développée sur ces bases. Elle est maintenant entrée en crise, sous l'effet combiné de la remise en cause des conditions qui ont présidé à son épanouissement par les peuples et les États de la périphérie (crise de l'énergie et des matières premières, division internationale du travail, etc.) et de la résistance des classes ouvrières de l'Occident à un « réajustement » à leurs dépens.

Nul ne peut prétendre « prédire » l'issue de cette crise ni exclure une transformation révolutionnaire ici ou là. On peut seulement analyser les forces objectives en présence, leurs stratégies et leurs idéologies.

On ne saurait nier que la reprise offensive des bourgeoisies du Tiers Monde peut leur restituer un nouveau souffle. Il reste que les problèmes fondamentaux de ces pays ne peuvent trouver aucune solution dans le cadre du système capitaliste mondial. Aussi les conditions objectives, favorables stratégiquement aux forces du socialisme, restent inchangées.

On ne saurait non plus exclure une aggravation de la crise au centre telle qu'elle rende possible un essor révolutionnaire

dans ses maillons les plus faibles. Bien des événements, depuis le milieu des années 60, en France, en Italie, au Portugal, etc. témoignent de cette possibilité. Il reste aussi qu'on ne saurait oublier que le déclin en Grande-Bretagne et la stagnation aux États-Unis n'ont pas fait progresser d'un pouce la conscience politique du mouvement ouvrier, au contraire. Au Portugal, comme en Espagne, les masses semblent n'aspirer qu'à une intégration « démocratique » dans l'Europe capitaliste, sans plus. On n'a donc pas le droit d'oublier ici les mésaventures de la classe ouvrière d'Occident au cours des crises précédentes. Néofascisme ou même recul de la démocratie comme c'est déjà le cas aux États-Unis depuis 30 ans ou comme en Allemagne, qui illustre la coexistence possible d'un capitalisme social et d'un autoritarisme politique, sont aussi des « solutions » possibles. La démocratie, arrachée par la classe ouvrière, n'a jamais véritablement fonctionné qu'en période de prospérité de l'impérialisme, et chaque crise de celui-ci l'a menacée.

La lutte contre l'impérialisme demeure donc l'axe principal de la lutte pour le socialisme, au centre comme à la périphérie du système. Car dans les métropoles elles-mêmes, aucun progrès décisif de la conscience politique ne sera possible tant que l'issue impérialiste restera ouverte. Ce n'est pas un hasard si 1968 a été préparé par les luttes contre la guerre d'Algérie, pour le soutien au Viet Nam et à la Palestine, et si c'est à partir de là que le révisionnisme s'est démasqué. Ce n'est pas un hasard non plus si ce sont les guerres coloniales qui ont permis le 25 avril portugais. Plus que jamais, avec la crise de l'impérialisme, il importe de souligner l'importance décisive de cet axe d'action. L'impérialisme prépare en effet une nouvelle série d'agressions. La coalition qu'il tente de dresser contre la Chine a-t-elle un sens autre ? Ne rappelle-t-elle pas celle que libéraux et fascistes d'Occident ont tenté de dresser contre l'U.R.S.S. dans les années 30 ? « L'émir afghan, en résistant aux Anglais, contribuait objectivement plus à la transformation socialiste du monde que les Travaillistes ». Cela reste toujours vrai. Néanmoins, alors que l'impérialisme tente de dresser les peuples de l'Occident contre les pays « rétrogrades » qui ont osé lui porter un coup avec le relèvement du prix du pétrole, des groupes qui se pensent « révolutionnaires » volent à son

secours. Et telle revue, qui se croit « révolutionnaire », est solidement sioniste ! On pourrait multiplier les exemples qui démontrent que la reprise d'une conscience révolutionnaire en Occident passe par la lutte anti-impérialiste.

A partir de là, on peut saisir la signification véritable du révisionnisme et de la menace qu'il représente. Car le révisionnisme est le produit « matériel » de l'impérialisme. A la base, il y a le retour au matérialisme mécaniste bourgeois, à la philosophie des Lumières avec son expression — l'idée de Progrès (linéaire) — et sa réduction économiste de l'histoire à « l'adaptation aux exigences du développement des forces productives ». Comme Yve Bènot nous le rappelle en citant le naïf Serrati : « Nous, marxistes, nous interprétons l'histoire, nous ne la faisons pas, et nous nous transformons au cours du temps selon la logique des faits et des choses. Nous n'attribuons de vertus révolutionnaires ni au principe ni à la barricade. Nous croyons qu'il y a plus de substance révolutionnaire dans la transformation des moyens de production que dans toutes les proclamations abstraites.³ » C'est là exactement le contraire de ce que nous enseignent les thèses de Marx sur Feuerbach. Pourtant, c'est là l'opinion commune exprimée tous les jours en U.R.S.S., tandis que Mao Tse Tung, en proclamant la primauté des rapports de production sur les forces productives et de la lutte des classes sur le développement de celles-ci, renvoie à Marx. Mais l'économisme n'est pas une « erreur idéologique » de circonstance ; il traduit les changements entraînés par l'impérialisme dans les conditions de la lutte des classes à l'échelle mondiale. En ce sens l'économisme fait partie des conditions objectives de la lutte.

Cette « adaptation » fait oublier que la transformation des rapports de production est la condition préalable à un bond qualitatif dans le développement des forces productives. Elle fait oublier qu'aujourd'hui, à l'échelle mondiale, un véritable développement des forces productives exige l'établissement des rapports de production socialistes.

La thèse de « l'adaptation », que ce soit dans sa version « opportuniste » avouée ou dans certaines versions d'apparence « gauchiste », sert toujours à justifier pratiquement

3. Y. Bènot, *Gramsci en France*, la Pensée, N. 184, déc. 1975 ; G.M. Serrati, in *Communismo*, 1^{er} oct. 1919.

l'impérialisme. A la fin du XIX^e siècle, le « développement » (capitaliste) des forces productives » exigeait la soumission des peuples de l'Orient aux monopoles. Le colonialisme, que la « gauche » justifiait dans les termes d'une philosophie « progressiste », a servi de piédestal au nationalisme chauvin qui a conduit les classes ouvrières d'Occident à s'entretuer en 1914.

Or, comment se pose aujourd'hui la question de « l'adaptation » ? La loi (capitaliste) qui commande le développement des forces productives, c'est la centralisation continue du capital. Au-delà des oligopoles actuels, on voit se dessiner l'exigence de monopoles d'État, notamment dans les branches nouvelles, les plus modernes et les plus « prometteuses » (énergie atomique, exploitation du fond des mers, conquête de l'espace, etc.). La thèse révisionniste suggérera de laisser aller jusqu'à ce stade, qui verra dès lors la réalisation spontanée du « socialisme », réduit à la propriété étatique. La thèse marxiste est que ce « socialisme » est en fait une nouvelle société de classes, que Beaud, Bellon et François ont appelé le collectivisme d'État. Société de classe différente du capitalisme par la disparition de la circulation marchande de la plus-value, remplacée par sa redistribution organisée par la classe-État dominante. La conséquence de cette transformation — en relation avec la transparence retrouvée des relations économiques — c'est le rétablissement de la dominance de l'idéologie. Et l'idéologie en question ne peut être que néo-impérialiste. L'U.R.S.S. donne une image précise de cet avenir « possible » ; mais les États-Unis, l'Europe et le Japon pourraient évoluer dans des directions qui les en rapprocheraient également.⁴

Quel pourrait être le contenu de cette idéologie néo-impérialiste sinon le « consumismo » d'un côté et le chauvinisme « occidental » de l'autre ? L'économisme donne une apparence « scientifique » aux tautologies sur lesquelles il fonde la justification des inégalités par des inégalités de soi-disant « productivité ». L'occidentocentrisme satisfait les âmes de ceux auxquels une version raciste brutale de la même philosophie répugne. Il n'y a là rien de bien nouveau. Déjà en 1910, lorsque les colons Blancs d'Afrique du Sud

4. Voir *Le développement inégal*, op. cit. ; *La crise de l'impérialisme*, éd. de Minuit ; *C'est une crise de l'impérialisme*, Minuit 14, 1975.

obtiennent l'autonomie du nouveau Dominion britannique, le mouvement ouvrier européen salue cette grande « victoire » qui contenait en germe l'apartheid et le développement ultérieur d'un relais impérialiste parmi les plus importants. Et, de 1948 à aujourd'hui, tous les « amis » du sionisme sont, pour les mêmes raisons, des fourriers de l'impérialisme.

La force de l'idéologie occidentalocentriste témoigne donc seulement de celle de l'impérialisme. Et le stade impérialiste commande une forme de transformation socialiste du monde probablement très différente de celle imaginée par Marx dans les conditions pré-impérialistes. Beaud, Bellon et François posent cette question de la « révolution de cent ans » dans des termes plus que convaincants. Nous voyons donc deux familles de transformations opérer dans des conditions et selon des modalités différentes, au centre et à la périphérie du système impérialiste, qui, d'une certaine manière, peuvent se compléter.

A la périphérie, la transition vers le socialisme s'annonce par des « révolutions » d'allure « classique », c'est-à-dire des ruptures brutales au niveau du pouvoir politique. Ces ruptures, opérées sous la direction du prolétariat en alliance étroite avec la paysannerie, sont simultanément des ruptures radicales avec l'impérialisme. La lutte s'engage après cette première révolution politique entre les forces du socialisme et celles du collectivisme d'État.

Mais au centre un modèle différent se dessine: une guerre de positions sur le terrain de la société civile sans rupture nécessaire au niveau du pouvoir politique. Dans ces conditions, les résultats objectifs de victoires obtenues sur le terrain de la société civile sont incertains, car ces victoires sont toujours ambiguës: elles ouvrent la voie à l'alternative socialisme ou collectivisme d'État. Et l'issue dépend du degré de maîtrise sociale du processus, c'est-à-dire du degré de conscience et d'organisation politique. Or celle-ci demeurera nécessairement arriérée tant que la lutte anti-impérialiste n'aura pas été menée avec conséquence dans les centres mêmes. Tant que cette conscience manquera, non seulement le processus de transformation demeurera incertain dans ses résultats, mais encore la probabilité la plus grande œuvrera en faveur du collectivisme d'État, parce que

cette transformation se fera dans le brouillard le plus épais. Par analogie avec l'histoire du passage de la société antique au féodalisme européen, nous qualifions ce type de transition de décadence. Dans cette perspective, le transfert progressif des industries vers les zones de la périphérie non libérées s'accompagnerait d'une croissance du parasitisme au centre. Comme la plèbe romaine, subsistant du tribut impérial, était incapable d'intervenir dans une transformation révolutionnaire de Rome, la conscience d'une fraction grandissante de la population des centres pourrait continuer à se dégrader. Parallèlement, l'importation de force de travail périphérique au centre pour faire face aux besoins des activités productives maintenues accentuerait la division des travailleurs, et obscurcirait la conscience des uns et des autres. Comme aux temps de l'Empire romain, la bataille pour l'octroi de la citoyenneté deviendrait le préalable à toute action politique significative. Mais déjà l'édit de Caracalla n'est-il pas venu trop tard ?

Ainsi donc la transformation n'oppose-t-elle pas deux forces qui s'affronteraient dans un combat décisif et conscient, celles du capitalisme et celles du socialisme. Il y a trois camps : celui du capitalisme, celui du collectivisme d'État — héritier « naturel » du premier, et celui du socialisme. L'apparition du collectivisme d'État résulte de ce que le stade impérialiste a introduit de nouveau dans le capitalisme. C'est l'impérialisme qui a obscurci la conscience politique de la classe ouvrière des centres, l'a soumise à l'idéologie économiste qui conduit tout droit au collectivisme d'État. Le retard de la révolution en Occident a déterminé à son tour une forme de transition spécifique à la périphérie, où s'affrontent également les forces du collectivisme d'État et celles du socialisme. Car l'indispensable lutte anti-impérialiste, si elle développe les forces socialistes à la périphérie, nourrit également le nationalisme dans les pays dominés ; et le nationalisme réduit la direction de la classe ouvrière et met en avant les classes porteuses du projet collectiviste d'État. Ce n'est pas le retard des forces productives qui renforce ici ce danger, c'est celui de la conscience de la classe ouvrière au centre. Les trois camps qui s'affrontent ne sont pas coextensifs de trois blocs d'État, bien qu'ils puissent l'être, à tel moment, car les trois camps coupent aussi

verticalement chacun des blocs. Les alliances qui peuvent se nouer entre eux, deux à deux, dépendent donc de facteurs multiples et doivent être appréciées, non dans l'abstrait, en fonction de « principes absolus », mais en relation avec les situations concrètes*.

* Au moment où ce livre partait à l'impression, nous prenions connaissance de l'ouvrage de Jacques Valier *Sur l'impérialisme* (Maspéro, 1975). Voilà donc l'occasion de marquer la différence radicale de perspective qui nous sépare de Valier. L'ouvrage fait l'histoire de la genèse de la théorie de l'impérialisme de Rosa Luxemburg à Lénine. L'exposé des théories de R. Luxemburg est bien mené, la critique de celles-ci précise et correcte. Encore que Valier néglige de répondre à la seule question qui demeure après que l'on ait rejeté les fausses questions de R. Luxemburg : la question de la transformation préalable d'un débouché futur en argent disponible immédiatement. Nous avons donné la seule réponse que nous connaissions à ce problème en faisant intervenir le crédit dans les schémas de la reproduction et, sur cette base, rendu compte de ce fait que, dans le capitalisme, la gestion monétaire est centralisée au niveau de l'Etat. L'exposé de la théorie de Lénine est, par contre, véritablement châtrée, réduite à une théorie des monopoles (en somme, ramenée à ce qu'elle est chez les sociaux démocrates Hilferding et Hobson !) : la relation que Lénine établit entre l'impérialisme et l'hégémonie de l'idéologie social démocrate dans les classes ouvrières de l'Occident est perdue de vue, abordée en quelques lignes exactement à la dernière page du livre (p. 164) et réduite à la corruption de l'aristocratie ouvrière. Mais où s'arrêtent aujourd'hui les frontières de cette catégorie de travailleurs entièrement petits bourgeois par leur mode de vie, leurs salaires, leur conception du monde, etc. ? Valier ne s'en soucie pas. Aussi est-il nécessairement conduit à réduire les « conditions objectives » à la base économique, reléguant la superstructure (les conceptions du monde et les attitudes politiques) dans les « conditions subjectives », dans la bonne tradition du matérialisme mécaniste. Dans ces conditions, il ne lui reste plus, pour expliquer un siècle d'histoire occidentale, qu'à invoquer inlassablement la « trahison » ds leaders et des partis (pp. 24 et suivantes). Comment cela est-il possible, c'est-à-dire comment l'impérialisme transforme les conditions concrètes de la lutte des classes dans les métropoles, que signifient l'alliance sociale démocrate, l'alliance révisionniste, etc. ? Valier ne s'en soucie pas. Il ne s'intéresse pas davantage à étudier comment l'impérialisme transforme les conditions concrètes de la lutte des classes dans les régions dominées par lui. Il se contente là d'attribuer à Trotsky la proposition léniniste que l'impérialisme a inscrit le mouvement de libération dans celui de la révolution socialiste mondiale en ramenant cette proposition à la « théorie de la révolution permanente ». Soit. Le nom importe peu. Ce qui importe, c'est de comprendre l'évolution du système impérialiste, les changements dans les alliances de classes qu'elle a entraînées pour savoir comment la stratégie anti-impérialiste est parvenue (en Chine, au Viet Nam, au Cambodge et au Laos) à ouvrir le chapitre de la révolution socialiste dans ces pays. Ce sont là les questions qui nous intéressent, les vraies questions concernant l'impérialisme. Le reste n'est que généralité abstraite sans utilité.

IV

L'exploitation des paysans du tiers monde dans le système impérialiste mondial

Il n'y a pas tellement longtemps encore l'interprétation prédominante du mécanisme de l'exploitation situait celle-ci exclusivement dans les structures des rapports de production considérées au seul niveau de l'unité productive élémentaire. Dans cette perspective, les unités de production étaient considérées comme autonomes, bien que reliées entre elles par les mécanismes de la circulation marchande. Dans cette vision, et par définition même, la circulation ne pouvant être le siège de phénomènes d'exploitation, une unité de production caractérisée par des rapports de production internes non capitalistes ne pouvait donner lieu à une exploitation par le capital. Sans doute, pour être équitable à l'égard de cette thèse, faut-il nuancer quelque peu ce que nous venons de dire. En effet, en reconnaissant que dans les rapports d'échange marchands, l'inégalité des forces qui opèrent sur le marché pouvait donner lieu — mais seulement accessoirement — à un partage inégal des bénéfices de l'échange. C'est le cas par exemple des relations d'échange entre monopoles et petites et moyennes entreprises concurrentielles.

En dépit de ces nuances, la thèse prédominante restreignait le phénomène de l'exploitation capitaliste aux unités définies par des rapports de production capitalistes internes à ces unités elles-mêmes. Et, jusqu'à présent, la thèse contraire — celle que nous soutenons — est encore rejetée par la plupart des théoriciens et des idéologues qui se réclament du marxisme. Ceux-ci accusent la thèse en question de « circulationnisme ».

De la thèse prédominante résulte évidemment une conséquence d'une importance extrême en ce qui concerne l'analyse de l'impérialisme et de l'exploitation des travailleurs des

pays qu'il domine. La grande majorité des producteurs dans ces pays sont en effet insérés dans des unités qui ne sont pas gouvernées par des rapports de production capitalistes. C'est le cas, entre autre, de l'écrasante majorité des paysans du tiers monde. Comme on le voit, dans cette analyse, l'impérialisme est lavé du péché d'exploitation des peuples du tiers monde. L'impérialisme serait surtout responsable du blocage ou du ralentissement du développement des pays qu'il domine, sans tirer grand profit de l'exploitation de leurs peuples. Dans une formulation extrême — et même extravagante — de cette thèse, un auteur est allé jusqu'à dire que les peuples du tiers monde ne souffraient pas d'être trop exploités mais en réalité pas assez ! A notre avis, cette thèse reflète simplement ce que nous appelons « le courant pro-impérialiste au sein du marxisme ».

La thèse que nous défendons se situe exactement aux antipodes du courant prédominant critiqué. Elle implique la possibilité d'une ingérence du capital dans des rapports de production non capitalistes, d'apparence autonomes, mais en réalité étroitement intégrés dans le système d'ensemble des rapports de production capitalistes. C'est le cas, notamment, de la production paysanne dans le tiers monde qui, loin d'être indépendante, est, de cette manière, l'objet d'une exploitation par le capital.

Il existe différentes formes d'intégration de cette paysannerie dans le système capitaliste mondial ; d'une manière très générale, celle-ci est caractérisée par l'insertion d'une petite production paysanne dans le marché mondial des marchandises. L'essentiel ici n'est pas, comme il pourrait le sembler si on se contentait des apparences immédiates, le monopole des maisons coloniales, relayées par des organismes d'État dans certaines circonstances, lequel monopole aurait permis des surprofits de circulation. L'essentiel se situe à un niveau plus profond, qui est l'ingérence directe du capital dans l'organisation de la production. Bien entendu, cette ingérence reste incomprise si l'on sépare le domaine de l'économique de celui du politique. Car cette interférence opère précisément par le canal de l'encadrement politique, administratif et technique de la petite paysannerie. C'est par cet encadrement que les paysans sont contraints de se spécialiser dans certaines productions, d'acheter les inputs

nécessaires à celles-ci, et finalement de dépendre du produit de la vente apparente de celle-ci. La propriété formelle du paysan sur la terre et les moyens de production est maintenue, mais elle est vidée de son contenu réel : le paysan a perdu la maîtrise de la décision économique et de l'organisation du procès de production. Il n'est plus véritablement un « petit producteur libre ». Dès lors, derrière la vente apparente du produit, se cache une vente de force de travail. Ainsi le paysan est intégré dans des rapports de production capitalistes invisibles à l'échelle de l'unité de production paysanne, mais parfaitement visibles au niveau du système global dans lequel il est intégré. On comprend d'autant plus mal la résistance à comprendre ce système d'exploitation que Marx lui-même en a donné dans le *Capital*, un exemple magistral et reconnu : le système du « putting out ».

Bien entendu, les formes d'exploitation de l'économie paysanne ont elles-mêmes évolué dans des directions variées. Parfois, cette intégration dans les échanges capitalistes a engendré des différenciations sensibles dans l'appropriation du sol et des instruments de production. Dans ce cas, à l'exploitation directe des ouvriers agricoles, ou des métayers par le paysan riche (« le koulak ») se superpose l'exploitation du collectif de production marchande par le capital des monopoles. Dans d'autres cas, à l'encadrement administratif, colonial ou néo-colonial, s'est associé un encadrement indigène original, que l'on peut qualifier, faute de mieux, de semi-féodal-para-étatique. Évidemment, la classe qui se nourrit de cet « encadrement » ne s'approprie pas directement le sol et les moyens de production, laissés aux paysans, mais elle perçoit quand même sa dîme — produit du surtravail paysan — sous une forme ou une autre. Ici encore, l'exploitation du paysan par ces systèmes, d'apparence précapitalistes — mais d'apparence seulement (car ils sont le produit de l'intégration capitaliste) — ne doit pas faire oublier que ceux-ci s'insèrent dans l'exploitation capitaliste globale. Il y a, bien entendu, d'autres formes de superposition des rapports d'exploitation capitalistes à des rapports précapitalistes, fondés eux-mêmes sur l'exploitation ou non, comme il y a une gamme variée à l'extrême, de formes d'articulation de rapports précapitalistes aux rapports capitalistes. Dans le cas de l'Afrique au Sud du Sahara,

nous avons repéré trois familles : « l'économie de traite », « l'économie de réserve » et « l'économie des compagnies concessionnaires ». Toutes ces formes d'exploitation doivent être étudiées concrètement ; et aucune théorie abstraite, déduite *a priori* de quelques principes généraux, ne peut être substituée à ces analyses concrètes.

Dans l'analyse de ces formes d'extraction du surplus, il serait utile de poser en termes généraux la question de la loi de la valeur, qui commande finalement, implicitement, la validité de la thèse que nous défendons. Pour qu'on puisse parler d'exploitation dans les formes de ces cas, il faut que la comparaison des valeurs et des prix de la force de travail du paysan en question d'une part, et de l'ouvrier — dont le travail est cristallisé dans les produits vendus à ce paysan — d'autre part, ait un sens, comme il faut évidemment que les marchandises échangées aient des valeurs et des prix dont la comparaison ait également un sens. C'est dire que la thèse suppose d'une part la mondialisation de la catégorie valeur des marchandises, comme elle suppose d'autre part la mondialisation de la catégorie valeur de la force de travail. Or si la première de ces thèses est généralement acceptée, la seconde ne l'est pas. Pourtant le chapitre VI inédit du *Capital* indiquait déjà que Marx avait entrevu le problème. Marx suggère en effet la difficulté qu'il y a à saisir la valeur au niveau de l'unité élémentaire de production. Il invite à réfléchir au concept de « travailleur collectif » et suggère que celui-ci tend à englober l'ensemble des travailleurs d'une zone de plus en plus vaste, composée de différentes unités productives. Le contenu de ce chapitre, fabuleusement en avance sur son temps, inconnu de Boukharine, avait néanmoins été retrouvé implicitement par ce dernier dans sa vision d'un développement capitaliste qui, conduit à son terme, aurait abouti à un « propriétaire unique » des moyens de production : l'État. La catégorie de la valeur aurait alors disparu en apparence ; et pourtant elle serait encore bien là... Boukharine avait peut-être partiellement en vue une évolution possible de l'URSS, qui a été confirmée par la suite. Mais il avait surtout en vue la tendance profonde de l'évolution du capitalisme dans laquelle, sans être parvenus au stade du « propriétaire unique », nous sommes aujourd'hui néanmoins parvenus au stade où la domination du capital s'étend bien

au-delà des unités productives qui constituent ses bases. C'est sur ces fondements théoriques que nous avons développé notre thèse, selon laquelle la force de travail tend à avoir une valeur unique à l'échelle mondiale, bien qu'elle conserve des prix différents, en-dessus ou en-dessous de cette valeur. Le repérage concret de cette évolution tendancielle vers une différenciation des prix de la force de travail peut être fait, bien que grossièrement, par la mesure — sur une longue période — des « termes de l'échange factoriels doubles, c'est-à-dire du rapport entre d'une part les termes de l'échange brut et d'autre part l'indice des productivités comparatives du travail.

L'analyse de l'exploitation, dans ces conditions, appelle en complément l'analyse de l'économie politique globale du système colonial et néo-colonial. En effet, l'exploitation grandissante du travail paysan est la source principale des distorsions caractéristiques du développement capitaliste périphérique. Pour avancer dans ce domaine, il faudrait examiner concrètement, dans chaque cas, comment les structures de la distribution du revenu et de la demande qui en résulte, ont façonné les orientations de l'industrie. Il faudrait donc examiner concrètement comment cette exploitation grandissante insère les sociétés du capitalisme périphérique dans la division internationale du travail d'une manière qui permet de reproduire et d'approfondir l'exploitation grandissante de leur force de travail. Évidemment, ces orientations du développement et les contradictions croissantes qu'elles ont générées, sont à l'origine à la fois de la crise du système impérialiste et des réponses du mouvement de libération nationale, à celle-ci. La nature des compromis qui ont donné leur contenu à l'indépendance des états du tiers monde et, par conséquent, la nature des réformes entreprises par ceux-ci (comme la substitution d'organismes étatiques aux anciennes compagnies coloniales) doit être examinée dans cette perspective.

Disons que la crise actuelle de l'agriculture du tiers monde reflète le caractère partiel de ces réformes, incapables de libérer les paysans et le pays de l'exploitation impérialiste. Disons aussi que la surexploitation paysanne est parvenue à un stade tel qu'elle met en danger, non seulement la reproduction des producteurs paysans eux-mêmes

(famine, exode rural, etc.), mais également le développement industriel, dans la mesure où cette agriculture perd progressivement sa capacité d'assurer des prix acceptables pour les produits alimentaires, conditions à leur tour de l'exploitation de la classe ouvrière. Comme on le sait, la réponse du capital des monopoles à cette crise consiste à envisager une série de rénovations techniques, qualifiées de « révolution verte ». Ces rénovations ont pour but, d'une part certes d'augmenter la productivité du travail paysan, mais d'autre part aussi et surtout de l'insérer dans des rapports plus denses dominés par les transnationales de l'agro-business. Il resterait à définir aussi, et en contre point, quelles transformations sociales, économiques et techniques devraient être envisagées pour soutenir un programme national populaire capable à la fois d'améliorer les conditions de vie des paysans et des ouvriers et d'élargir la base matérielle et sociale du développement nécessaire des forces productives.

La « révolution verte » de notre époque diffère sans doute de la « révolution agricole » qui a précédé celle de l'industrie, en Europe Occidentale au XVIII^e siècle mais l'une et l'autre de ces deux « révolutions » s'inscrivent dans la même perspective globale : celle de rendre l'agriculture capable de fournir aux prolétaires de la ville les moyens de la reproduction de leur force de travail. La « révolution agricole » de l'Europe mercantiliste et physiocrate a rempli cette fonction essentielle par la désagrégation des rapports féodaux et la transformation de ceux-ci en rapports capitalistes agraires. Certes les moyens de cette transformation appartiennent à leur époque : il n'y avait pas encore d'industries ; la production des inputs pour l'agriculture rénovée était fournie par le travail des paysans et des artisans ruraux ; les produits vivriers excédentaires vendus par les paysans et les fermiers capitalistes à la ville, étaient livrés bruts, sans subir de transformations importantes.

La « révolution verte » de notre époque apparaît dans des régions intégrées dans un système global déjà dominé par l'industrie : celle de la fabrication des inputs pour l'agriculture (machinisme agricole, engrais, produits chimiques, etc.) et celle des industries alimentaires qui proposent aux consommateurs urbains des aliments préparés, réduisant le travail artisanal ou domestique de leur mise en forme utile

définitive. Cete « révolution » suppose d'abord, bien sûr, l'abolition de certains rapports précapitalistes devenus un handicap trop sérieux à la modernisation agricole. Les réformes agraires ont rempli cette fonction préalable dans la majeure partie du tiers monde au cours des 30 années de l'après seconde guerre mondiale. Ce pas franchi, la « révolution verte » est à l'ordre du jour. Elle invite l'agriculture — paysanne ou capitaliste agraire (de Koulaks) — à s'intégrer aux industries d'amont (fournissant les inputs agricoles) et d'aval (transformations alimentaires). Qui dominera cette intégration agro-industrielle ? Là est l'enjeu.

La solution « classique » du capitalisme est d'opérer cette intégration par la soumission des agriculteurs aux industries, c'est-à-dire aux monopoles de l'agri-business. Cette évolution, amorcée tôt aux États-Unis et au Canada, étendue à l'Europe Occidentale au lendemain de la seconde guerre, est aujourd'hui proposée aux pays du tiers monde. Elle aurait pour conséquence non seulement de transférer le bénéfice du surtravail paysan aux monopoles, mais encore d'aggraver la dépendance nationale globale des sociétés du capitalisme périphérique vis-à-vis de ces monopoles, et d'accentuer encore davantage les distorsions de l'accumulation dans ces sociétés.

La seconde solution est de soumettre l'agriculture à l'État. Un État dont les origines historiques et le contenu de classe s'insèrent de manières variées au système mondial. Cela peut être l'État de type soviétique, méfiant à l'égard des paysans. Cet État ne voit alors dans les campagne que la réserve de main-d'œuvre pour l'industrialisation et le pourvoyeur de biens alimentaires pour les villes. Il « collectivise » et « modernise » en imposant aux paysans le recours à la mécanisation mais il conserve le contrôle des machines — c'est la formule des SMT (Stations de Machines et Tracteurs) soviétiques — comme il conserve la propriété et la gestion des industries de transformation des produits agricoles. Mais cela peut être aussi l'État de la bourgeoisie périphérique. Faute de pouvoir asseoir son pouvoir global sur une alliance avec une bourgeoisie agraire (pour diverses raisons historiques concrètes ici ou là), l'État est alors le « partenaire » du paysan, en fait son maître. Cette forme permet de soumettre l'exploitation

du travail paysan aux exigences de l'accumulation industrielle.

La troisième solution est celle de la Commune Chinoise. La création des Communes en 1957-1958 répond en effet à une philosophie qui s'inscrit dans une perspective radicalement différente. Il ne s'agit en effet de rien moins que d'étendre la sphère d'activités contrôlées et commandées directement par les paysans aux industries d'amont et d'aval. C'est « l'agro-business » contrôlé et même approprié par les équipes de paysans. La Commune, comme on le sait, opère à trois niveaux : l'équipe (le village naturel) qui gère les moyens de productions simples (matériel attelé, outillage à mains) lesquels — dans les conditions de développement des forces productives en Chine — constituent encore l'essentiel des moyens nécessaires à la production agricole ; la brigade, qui gère les équipements modernes mis en œuvre par plusieurs équipes (machines, moyens de transport, entretien des aménagements du système de l'irrigation, etc.) ; la Commune enfin qui gère certaines petites industries d'amont (production des outillages, ateliers, constructions rurales, etc.) et d'aval (transformations simples des produits : rizeries, décorticages, meuneries, etc.). Le contrôle paysan de ces trois instances, qui tranche avec le système des SMT, témoigne de la confiance que le pouvoir investit dans la paysannerie et reflète la réalité de l'alliance ouvrière et paysanne qui donne son contenu à ce pouvoir. Par ailleurs, la Commune, en intégrant dans son système de gestion les services sociaux (santé, éducation, etc.) et les pouvoirs administratifs, facilite l'intégration du pouvoir politique et de la gestion économique. Sans doute les « industries » gérées par la Commune sont-elles encore, au stade actuel du développement du pays, élémentaires : d'ailleurs la production des équipes représente en valeur 80 à 85 % de celle d'ensemble des 3 instances. De plus une partie des inputs — les plus modernes — sont fournis à l'agriculture par l'industrie à proprement parler, c'est-à-dire des collectifs de travailleurs urbains (ou l'État). Mais le principe est là, d'une intégration agriculture-industrie par la base.

S'il est exclu de préciser les formes d'organisation et de mise en place d'une gestion économique et politique nationale et populaire formulées à partir de déductions abstraites

a priori, situées en dehors et au-dessus de la dialectique concrète des rapports entre l'État, les paysans et les ouvriers, les principes qui se dégagent de cette schématisation des trois modèles esquissés paraissent appeler une réflexion systématique.

Enfin, l'analyse de l'exploitation de la force de travail paysanne appelle inexorablement un examen approfondi et concret de l'organisation de l'ensemble du travail, marchand et non marchand, au sein de la famille paysanne. D'une manière évidente, les prix payés pour le travail du paysan sont d'autant plus bas qu'ils ont pour contrepartie une augmentation de la quantité de travail « non payé », c'est-à-dire un travail non marchand du paysan et, souvent encore plus, de la paysanne.

Faute de moyens, une mesure précise de la quantité et de la nature de la totalité du travail fourni par l'ensemble de la famille paysanne a rarement été fait. Une comparaison entre cette quantité globale de travail et celle fournie au sein de l'ensemble de la famille de l'ouvrier de l'industrie capitaliste, permettrait de mesurer l'écart véritable entre les prix de la force de travail à la périphérie et au centre du système. Avançons que cet écart serait plus gigantesque encore que celui qui apparaît au seul niveau de la mesure des termes de l'échange factoriels doubles, qui ne prennent en considération que les quantités comparées de travail direct producteur des marchandises.

Le premier aspect de la problématique est la question de la langue. On se demande si la langue est un objet de connaissance en soi, ou si elle est simplement un instrument de communication. Cette question est d'autant plus pertinente que la langue est au cœur de la culture et de l'identité d'une communauté. Elle est le véhicule de la pensée, de l'émotion, de la mémoire collective. En ce sens, la langue n'est pas seulement un moyen de se faire entendre, mais un espace de construction du monde.

Ensuite, il faut aborder la question de la transmission. Comment la langue est-elle apprise ? Comment se transmet-elle d'une génération à l'autre ? Cette transmission n'est pas automatique, elle nécessite un apprentissage, une éducation. Elle est le fruit d'un processus social complexe, qui implique l'interaction entre l'individu et la communauté. La langue est donc un bien commun, qui appartient à tous, mais qui doit être soigné et entretenu. Elle est le patrimoine d'une culture, et sa préservation est une responsabilité collective.

Enfin, il est important de réfléchir à la relation entre la langue et le pouvoir. La langue n'est pas neutre, elle est chargée de valeurs, de normes, de hiérarchies. Elle peut être utilisée pour dominer, pour contrôler, pour exclure. Mais elle peut aussi être un outil de résistance, de contestation, de libération. Elle est le terrain d'un jeu de pouvoir complexe, qui reflète les rapports de force de la société. En ce sens, la langue est un enjeu politique, et sa maîtrise est un enjeu de pouvoir.

En conclusion, la langue est un objet complexe, qui dépasse le simple outil de communication. Elle est un espace de construction du monde, un bien commun, un enjeu politique. Elle est le cœur de la culture et de l'identité d'une communauté, et sa préservation est une responsabilité collective.

V

Une stratégie de développement autocentré est-elle possible pour l'Afrique ?

1. La détérioration de la situation économique et sociale dans l'ensemble du tiers monde et singulièrement dans la grande majorité des pays africains au cours de la dernière décennie oblige de plus en plus les autorités diverses, nationales et internationales, à consentir à remettre en cause les dogmes de la théorie et de la pratique des politiques conventionnelles de développement. Le thème du choix alternatif d'un développement « autocentré », par opposition aux politiques conventionnelles « extraverties » a, de ce fait, bénéficié soudainement d'une popularité inattendue. Ce succès, et l'utilisation de cette expression par les uns et par les autres dans des contextes différents (ou même dans des discours vagues à l'extrême) qu'il implique, impose la précaution de préciser au préalable l'histoire de l'élaboration de ce concept et de son contenu, avant d'envisager la question de son opérationnalité dans les conditions de l'Afrique actuelle.

1.1. La première formulation de ce concept que nous avons avancée remonte à 1957 et dit littéralement : « Tandis que dans le modèle de l'accumulation autocentrée les relations extérieures sont soumises à la logique et aux impératifs de l'accumulation interne, dans le modèle du développement extraverti, ce sont au contraire les relations avec l'extérieur qui déterminent presque intégralement le rythme et les caractères de l'accumulation interne. » Cette formule concise reste notre définition de la question, mais elle mérite d'être explicitée.

1.2. L'opposition modèle autocentré/modèle extraverti n'était pas déduite d'une théorie abstraite formulée *a priori* ou d'un vœu idéologique. Elle était la conclusion d'une analyse historique comparative, évidemment, comme toute

interprétation des faits, dans le cadre d'une théorie (celle de l'accumulation à l'échelle mondiale).

Trois familles d'expériences historiques étaient considérées : a) celle du développement des pays et régions du capitalisme développé (Europe, Japon, Amérique du Nord) considéré dans toute son ampleur historique, de l'époque mercantiliste à nos jours ; b) celle du développement des régions du capitalisme sous-développé (Asie, Afrique et Amérique Latine) considéré dans la même ampleur historique ; c) celle du développement socialiste contemporain (URSS, Europe de l'Est, Chine).

La théorie de l'accumulation à l'échelle mondiale, explicite, considère que l'histoire du développement (capitaliste) dès l'origine (vers le XVI^e siècle) et jusqu'à nos jours, n'est pas celle de développements « nationaux » juxtaposés, les « retardataires » refaisant le chemin des prédécesseurs, mais celle d'un système mondial qui se partage en centres moteurs et périphéries entraînées et dominées, façonnées par les centres. L'unité (le système économie-monde, « World economy ») est logiquement supérieure aux parties (« les économies locales ») ; elle n'est pas la somme de celles-ci. Cette théorie, élaborée progressivement par un effort collectif où nous reconnaissons les noms étroitement associés de Samir Amin, Giovanni Arrighi, André Gunder Frank et Emmanuel Wallerstein, appelle quatre conclusions que nous rappelons brièvement :

I. La théorie s'opposait à la conception des « étapes successives » de la croissance, tant dans sa version conventionnelle (à la Rostow) que dans une version empruntant au marxisme le langage de ses concepts (modes de production successifs).

II. Elle considérait donc que le « sous-développement » loin d'être synonyme de « retard », est le produit du « développement ». Développement des uns (les centres) et sous-développement des autres (les périphéries) sont les produits concomittants du même développement (l'accumulation mondiale).

III. Elle reconnaissait, entre les « centres » et les « périphéries », des situations de « semi-périphéries » basculant à un moment ou à un autre pour soit accéder au stade de « nouveaux centres », soit tomber dans la situation de

« périphéries ». Mais l'espace d'indétermination qui permettait le passage du stade de semi-périphérie à celui de centre cesse d'exister à partir de la fin du XIX^e siècle. Le système mondial est désormais tel que la mondialisation de la commande du processus productif par le capital des monopoles des centres (aujourd'hui les multinationales) a fait un saut qualitatif réduisant à néant cette marge : il n'y a plus eu de nouveau Japon depuis le Japon (et les NICs actuels ne sont pas des Japon en gestation)¹.

IV. Elle déduisait des conclusions précédentes, celle que le développement (autre que la croissance dominée périphérique) du « Sud » impliquait désormais une « rupture » avec la logique de l'accumulation mondiale et ne pouvait pas s'inscrire dans celle-ci.

1.3. La théorie esquissée ci-dessus, sans qu'il soit question évidemment de la démontrer ici, permettait de reclasser tous les aspects principaux du phénomène du développement historique du monde moderne.

Dans les centres, le développement a toujours été auto-centré dès le départ, mais il n'a jamais été autarcique (pas de relations extérieures); bien au contraire. Les centres qui ont progressé aux rythmes les plus accélérés sont ceux qui ont bénéficié d'une domination plus étendue ou plus profonde sur des périphéries qu'ils ont soumises aux exigences de leur accumulation autocentrée. Dans certaines périodes, un centre devenu hégémonique à l'échelle mondiale (la Grande-Bretagne de 1763 à 1870, les États-Unis de 1944 à 1970), a prôné l'idéologie de la liberté économique, dans les formes adéquates au système de l'époque : la liberté du commerce pour la *pax britanica* et la liberté d'entreprise pour la *pax americana*. Les centres non hégémoniques n'ont jamais accepté de se soumettre aux conséquences de cette idéologie. Ils ont prôné — et surtout pratiqué — diverses formes de protectionnisme (au sens large du terme), nécessaire

1. Cette opinion est bien entendu controversée. Il serait trop long d'expliquer ici les raisons pour lesquelles nous ne croyons pas qu'aujourd'hui, il soit possible, à partir d'une croissance largement extravertie, par l'importance massive de capitaux et de technologies imposant une participation active à la DIT, de fonder un développement national, ouvert sur l'extérieur certes, mais capable de s'imposer, c'est-à-dire de se situer dans la DIT à des hauteurs dominantes.

pour leur éviter une périphérisation, et ont souvent réussi ainsi à accélérer leur développement autocentré et même à remettre en question les hégémonies. Ce protectionnisme (à l'égard des centres hégémoniques) n'était pas synonyme d'autarcie mais au contraire d'ouverture agressive en direction des périphéries. Centres hégémoniques « libéraux » ou non hégémoniques « protégés », ont les uns et les autres inscrit leur accumulation autocentrée dans une division internationale du travail modulée par eux.

Par contre, les pays socialistes (au sens restrictif : URSS, Europe Orientale, Chine, Corée du Nord, Viet Nam...) qui sont des pays « moins avancés » (à des degrés divers, certes, et avec l'exception de la Tchécoslovaquie et de l'Allemagne de l'Est) ont tous non seulement adopté le principe d'un développement autocentré (soumettre les relations extérieures à leur accumulation interne) mais encore sont pratiquement passés par une phase quasi autarcique. Autarcie non seulement imposée par le système mondial plutôt que voulue par eux-mêmes, pendant deux décennies ou plus, mais encore acceptée et étendue même aux petits pays de l'Europe de l'Est pendant les années 1950 des plans stalinien. Que l'URSS vise avec l'Europe de l'Est à restructurer ce système par le moyen du Comecon (et à y inclure quelques nouveaux venus extra-européens), à s'ouvrir davantage à la DIT, que la Chine vise également à s'ouvrir davantage à la DIT, ne signifie nullement que ces pays aient renoncé au principe du développement autocentré.

Le tiers monde fait partie du système de la DIT capitaliste en position de périphérie. Il n'a jamais pratiqué une stratégie autocentrée, mais tout au plus, dans certaines circonstances, amorcé la remise en cause de certains aspects de la stratégie périphérique extravertie. Il a parfois également bénéficié indirectement du relâchement du contrôle central, pendant les guerres et les crises ; et il est intéressant de noter que c'est souvent dans ces périodes qu'un développement autocentré a été amorcé, souvent détruit dans la phase ultérieure. A l'extrême, durant les guerres de libération, les maquis contraints de facto à l'autarcie, ont poussé les transformations dans le sens d'un développement de base autocentré plus loin que partout ailleurs dans le tiers monde. Des mots d'ordre comme « self reliance », « compter

sur ses propres forces », « chuche », etc. qui ont évidemment un sens politique — auquel va notre sympathie avouée — sont nés du mouvement populaire de libération nationale. Pas par hasard.

1.4. Pour tenter de schématiser l'opposition modèle autocentré/modèle extraverti, nous avons proposé un schéma à 4 secteurs (1. production de moyens de production ; 2. production de biens de consommation de masse ; 3. production/consommation de luxe ; 4. exportations). Nous avons défini le modèle autocentré comme celui qui est commandé principalement par l'articulation des secteurs 1 et 2, et le modèle extraverti comme celui qui est déterminé principalement par l'articulation des secteurs 4 et 3.

Le schéma proposé conduit à une conclusion majeure. Dans le modèle autocentré, les rémunérations du travail (salaires et revenus des paysans) doivent nécessairement augmenter au rythme du progrès de la productivité. Dans le modèle extraverti par contre, les rémunérations du travail peuvent être déconnectées de la croissance de la productivité².

Cette conclusion prend maintenant son sens politique qui est le suivant :

I. le développement d'un pays du tiers monde contemporain ne peut pas se faire par l'ajustement de son économie aux exigences de la DIT, mais au contraire par la déconnexion (delinking) de cette économie vis-à-vis de la DIT ;

II. cette déconnexion est une condition nécessaire (mais non suffisante) d'un développement autocentré qui

2. Le schéma (voir *The Law of value and historical materialism*, part V, the end of a debate, « Monthly Press », 1978) relie en effet la demande (et les revenus qui la conditionnent) au progrès de la productivité du travail. Dans un système fermé, cette liaison impose l'augmentation des revenus du travail, à défaut de laquelle la crise par insuffisance de la demande bloque la croissance. Dans un système ouvert, cette liaison peut disparaître pour réapparaître au niveau global de l'ensemble des pays interconnectés dans la DIT. C'est précisément ce qui caractérise le système mondial actuel : la demande populaire insuffisante dans la périphérie ne bloque pas le système parce qu'elle est compensée par la demande locale des privilégiés et celle des pays dominants qui bénéficient du transfert de valeur associé à l'échange inégal, conséquence de la DIT inégale. C'est même là notre définition qui sépare qualitativement les pays du centre de ceux de la périphérie.

reste impossible s'il n'est pas populaire (c'est-à-dire si les bénéfiques de l'augmentation de la productivité ne vont pas immédiatement aux larges masses);

III. par contre, une croissance dont les bénéfiques sont destinés principalement à une minorité non seulement est possible sur la base d'un développement extraverti (mais pas toujours et partout possible) mais encore appelle un tel développement, plus efficace pour cet objectif qu'un modèle autocentré.

Il y a donc synonymie, pour le tiers monde, entre développement autocentré et développement national et populaire.

1.5. Les développements précédents ont, nous l'espérons, levé quelques ambiguïtés de langage.

Le concept de développement autocentré, national et populaire (DANP) ne saurait être banalisé, assimilé à une série de « mesures protectionnistes », plus ou moins sérieuses d'ailleurs, ou à simplement l'autarcie.

Il ne saurait non plus être confondu avec celui de « dépendance ». Bien sûr, les économies périphériques sont dépendantes, au sens que les rythmes et les structures de leur croissance sont commandés par ceux des centres (tandis que l'inverse n'est pas vrai)³

Si l'on peut parler d'interdépendance, même inégale, entre les centres (puissance hégémonique et autres, grands et petits pays du centre...), on ne peut parler d'interdépendance, au même sens, entre centres et périphéries, mais de dépendance des périphéries. La différence entre les deux concepts (périphérie/ou modèle extraverti d'une part, dépendance de l'autre) apparaît lorsque l'on considère les cas d'économies dépendantes non périphériques : le Canada par exemple, dont le capital national n'occupe qu'une position subalterne, dominé donc par le capital des États-Unis mais

3. Peut-on faire ici une exception concernant les économies pétrolières ? Il est évident que si l'on prend le mot « dépendance » dans son sens banal du langage courant, les économies du Nord « dépendent » de l'énergie importée, comme d'ailleurs elles « dépendent » largement d'autres matières premières vitales pour leur développement, en provenance du tiers monde. Mais la question n'est pas là. Elle est située dans la nature de la DIT qui organise le système. Or, les pays exportateurs de pétrole n'occupent pas, dans cette DIT, les hauteurs dominantes.

dont la croissance des revenus du travail est parallèle à celle de la productivité. Le Canada est donc plus une province des États-Unis (et puisqu'il ne l'est pas, il est donc un État dépendant d'une certaine manière) qu'autre chose. La dynamique de son accumulation (par articulation des secteurs 1 et 2) est similaire à celle de la Californie ou de l'Alabama, non de Haïti ou du Brésil.

On ne saurait non plus confondre Périphérie et Retard (« sous-développé » au sens banal). L'Espagne a connu une croissance au cours des décennies 50 et 60 caractérisée par la croissance parallèle revenus du travail/productivité; le Brésil une croissance caractérisée par l'inégalité grandissante dans la distribution du revenu (baisse des salaires réels et des revenus paysans, augmentation des revenus des classes moyennes qui a été à l'origine principale de la croissance de la demande). On en déduit que l'Espagne était un centre attardé, le Brésil une périphérie.

2. Il est possible maintenant de voir que les politiques mises en œuvre en Afrique au cours des décennies 60 et 70 (et celles préconisées par les instances comme la Banque Mondiale, y compris aujourd'hui encore !) sont pour l'essentiel extraverties.

2.1. Il n'est pas possible ici de passer en revue toutes les expériences de l'Afrique, dans leur variété. Il n'est pas non plus dans notre esprit de les ramener toutes à un modèle simple, unique, sans nuances. En gardant donc à l'esprit les contrastes et les différences, en leur donnant même davantage d'importance que ce qui constitue leur dénominateur commun, on pourrait au moins rappeler qu'il y a eu sur ce continent vaste, qui a connu des régimes sociaux différents et des soubressauts politiques nombreux, au moins quatre familles d'expériences :

a) Les cas de « stagnation » (en termes de croissance) associés à une pauvreté en ressources naturelles qui, sans être nécessairement absolue, l'est en termes de demandes du système mondial.

b) Les cas de « stagnation » en dépit de l'existence de telles ressources soit potentielles (mais bien connues), soit même exploitées (et parfois à une large échelle).

c) Les cas de « croissance » relativement marquée (parfois même forte) associés à l'exploitation de ces ressources soit par les multinationales, soit par l'État national.

d) Les cas de « croissance marquée » en dépit du fait que les ressources exploitées (souvent alors agricoles plutôt que minières) sont « moyennes » ; grâce en général à une ouverture large sur l'extérieur, cette croissance marquée ayant été associée à une distribution de ses bénéfices plus ou moins inégale.

On pourrait aussi reclasser ces expériences en fonction d'un critère politique : a) affirmation d'un objectif d'indépendance nationale, parfois (et souvent même) d'un objectif « socialiste » et mesures effectives accompagnant ces affirmations au moins au plan de l'intervention de l'État (nationalisations, parfois réformes agraires, systèmes de coopératives, contrôles formels des relations extérieures, etc.) ; en liaison (non par hasard) des discours généraux (sur la situation mondiale, etc.) et des alliances internationales évidentes ; b) ou affirmation d'un objectif d'apparence neutre de « développement d'abord », appel aux capitaux (de prédominance occidentaux), refus de « condamner » les principes du capitalisme, de l'initiative privée, de la stratégie mondiale des multinationales et des États occidentaux, etc.

Le lecteur qui connaît, même superficiellement l'Afrique, croisera sans difficulté ces deux grilles et mettra des noms de pays et de Chefs d'État pour chaque sous-groupe évoqué.

2.2. Dans le cadre de cette classification formelle, on distinguera facilement, en poursuivant une analyse conventionnelle des « performances économiques » (comme le font les rapports de la Banque Mondiale, ou tous ceux des administrations et des centres de décision du système, nationaux et internationaux, publics et privés) :

a) Des activités motrices de la croissance effective quand elle a existé (i) le pétrole et les mines en premier lieu ; (ii) l'agriculture d'exportation (relativement riche — café, cacao — ou pauvre — arachide) ; (iii) des industries légères de consommation gérées d'une manière acceptable, installées par les multinationales ou l'État, modernes par leurs techniques, répondant au marché intérieur (substitution d'importations) ; (iv) un secteur de construction (lié à l'urbanisation

accélérée et à la « prospérité » vif ; (v) des dépenses administratives conçues dans des termes très classiques mimant l'occident dans sa forme et prétendues, à un degré ou à un autre, « sociales » (éducation en premier lieu), croissant à un rythme toujours fort ; (vi) des activités tertiaires (commerce, finances...) presque toujours aussi plus vives dans leur croissance que les autres secteurs.

Lorsque la croissance globale a été faible — ou nulle, ou négative —, elle paraît devoir être attribuée à un dynamisme insuffisant de (i) et (ii) et/ou un caractère douteux de (iii). Si de surcroît (iv) et (v) ont été poussés, alors la double crise liée des finances publiques et de la balance des paiements, inéluctable, aggrave la situation.

L'insuffisance du dynamisme de (i), (ii) et (iii) est attribuée : a) soit à des pauvretés objectives du pays..., b) soit à son « nationalisme » sourcilieux qui refuse le capital étranger, facteur rare. Elle est, ou peut être, aggravée par l'insouciance de « l'élite », sa « corruption », sa « démagogie », etc. Reconnaît-on ici le diagnostic des rapports de la Banque Mondiale, et par déduction facile, ses recommandations ?

b) Une agriculture toujours en retard, arriérée, presque toujours stagnante ou quasi stagnante (sauf éventuellement dans le secteur des produits d'exportation), incapable donc de dégager un surplus vivrier commercialisé à la hauteur de la demande urbaine solvable. Dans les cas les plus tragiques, le monde rural parvient de plus en plus mal à se nourrir, et la famine est là. Dans les cas les plus favorables, les statistiques affichent une croissance de la production vivrière positive, même par tête (mais rarement plus de 2 à 3 % l'an en longue période pour la production globale du pays), un surplus commercialisé en augmentation mais quasiment toujours insuffisant pour répondre à la demande solvable urbaine qui, il est vrai, croît alors facilement de 4 à 5 % l'an.

On attribue facilement ces catastrophes ou insuffisances au climat (sécheresse) ou à la bureaucratie administrative insouciante du monde rural. On entre rarement dans l'analyse des politiques de ponction sur le monde rural (termes de l'échange villes-campagnes...). Reconnaît-on encore ici les analyses de la Banque Mondiale ?

c) Un ensemble industriel qui n'est presque jamais le moteur de la croissance, mais largement le produit d'une

réponse d'ajustement à celle-ci, dont les effets d'entraînement sont limités : (i) en amont, par l'insuffisance des industries de base et la faible intégration inter-industrielle ; (ii) en aval, par le caractère quantitatif limité des revenus qu'il distribue. Trois nuances s'ajoutent ici :

a) Si l'industrie se résume à un nombre défini d'unités de production en position de quasi-monopole sur un petit marché et que ces unités fournissent des biens de consommation, l'industrie (fut-elle gérée efficacement, c'est-à-dire sans besoins de subventions aux prix compétitifs à ceux des importations) est dérivée et non motrice.

b) Si l'État se mêle trop de vouloir contrôler ce genre d'industries, il le fait (expérience africaine) généralement mal, et doit de surcroît donc subventionner.

c) Quelques pays essayent d'aller plus loin. Ils proclament leur volonté de faire de l'industrie le secteur principal moteur de l'économie. Des « industries industrialisantes », nationales et intégrées sur la base d'une priorité à l'industrie de base, doivent permettre de « rattraper » le monde développé. La question est donc de savoir si cette dernière nuance, importante, distingue qualitativement les expériences africaines qu'elle concerne des autres.

Cette question, fondamentale à notre avis, est rarement abordée (jamais par exemple par la Banque Mondiale !).

2.3. Au-delà donc des performances économiques apparentes et à court terme, en intégrant le facteur politique, on reconnaîtra nécessairement en Afrique deux familles d'expériences :

a) Celles qui n'ont pas mis en cause le moteur externe fondamental, et se sont contentées d'exploiter leur « avantage comparatif » international, agricole et minier, en greffant sur la croissance de ces secteurs celle des industries légères de substitution d'importations, des services et de l'administration. Nuances « nationales » ou « nationalistes » — l'État étant appelé à contrôler par la propriété publique des secteurs plus ou moins importants de cette croissance — ; nuances « sociales » pour ne pas dire « socialistes » — les fruits de cette croissance étant appropriés par 1 ou 15 % de la population — ne mettent pas en question le caractère extraverti du développement. Celui-ci, qualifié de « néo-colonial », mérite son nom, dans le sens qu'il prolonge la

mise en valeur coloniale, en se contentant d'y associer l'élite locale. Que ce type de développement ait été possible ici, pas de doutes. Mais il a été impossible objectivement chez le voisin, que celui-ci fût par exemple fournisseur de main-d'œuvre à bon marché au premier (on voit à quoi on peut penser immédiatement), ou privé d'activités exportatrices motrices, moins par la nature que par la structure de la demande mondiale.

b) Celles qui ont voulu remettre en cause ce moteur extérieur. Fruit d'une histoire politique et sociale du mouvement de libération nationale, de l'association des masses populaires à ce mouvement, ces expériences se sont voulues nationales. Mais si l'on en fait le bilan, au-delà des intentions, il ne paraît guère que ces expériences (une vingtaine au cours des deux décennies des indépendances) aient été capables d'amorcer la mise en place d'un système économique national intégré, relativement capable d'autonomie. La seule expérience qui soit parvenue à aller assez loin dans cette direction (celle de l'Égypte nassérienne), a été renversée par la conjoncture de ses insuffisances et de l'hostilité de l'Occident (y compris de la Banque Mondiale !). La seconde expérience sérieuse (celle de l'Algérie), en dépit des facteurs financiers qui la favorisent, ne se heurte-t-elle pas aux mêmes obstacles internes et extérieurs ? Les intentions de quelques autres (le Nigeria entre autre et en premier lieu) ne sont-elles pas jusqu'à ce jour verbales seulement ? Par exemple, si l'on considère le critère de la sidérurgie, base (parmi d'autres) d'un développement autonome, on sera contraint de constater qu'il n'y a pas de sidérurgie ailleurs en Afrique qu'en Égypte et en Algérie dont l'autonomie, non seulement par la propriété formelle, mais surtout par le débouché, ait été mis en place. Ailleurs, la sidérurgie, prolongement le plus souvent du commerce colonial des matériaux de construction, reste axée sur la demande de construction largement de luxe et non sur celle des industries à équiper. La tentative de la Tunisie d'imiter l'Égypte et l'Algérie a été limitée par le marché restreint du pays, ses choix politiques et ses illusions (le tourisme !). Celle encore à l'état de projet, du Nigeria, mériterait d'être examinée de plus près, car la désindustrialisation de ce pays par l'implantation des multinationales (qui détruisent les entreprises petites et moyennes

du pays et orientent le capital national vers le commerce et la spéculation) entre en conflit objectif avec les options nationales du discours officiel.

Cette seconde famille d'expériences, la seule intéressante du point de vue de l'alternative autocentrée, si elle mérite d'être qualifiée de « nationale » (réalité ou intention) est fort peu « populaire ». L'industrialisation nationale envisagée, en effet, ne devait pas servir en premier lieu l'amélioration du niveau de vie des masses les plus pauvres (et s'axer donc sur leur demande, réelle, non « solvable »), mais s'articuler sur la demande en expansion des classes moyennes. Le « retard » de l'agriculture n'est donc pas un hasard, puisque la demande vivrière de base intéresse plus les masses pauvres que ces classes. On préfère alors l'agriculture de spéculations riches (fruits, légumes, viande pour les privilégiés) aux productions fondamentales (céréales) : l'Égypte en constitue un bel exemple, encouragée par les capitaux arabes et internationaux dans cette direction (avec la bénédiction de la Banque Mondiale ?). Le modèle de consommation des classes moyennes, qui est le modèle occidental, absorbe alors toutes les ressources dites « rares » : capitaux (locaux et étrangers) et main-d'œuvre qualifiée. Notre estimation de l'utilisation de celle-ci dans le monde arabe nous a conduit à la conclusion que trois quarts de ce facteur rare (en l'occurrence, du stock des travailleurs étant passés par une éducation secondaire, technique ou supérieure) étaient directement ou indirectement affectés à la production destinée à la satisfaction de la surconsommation des privilégiés. Bien entendu, le système productif qui correspond à ce choix implique une dépendance technologique totale. La théorie qu'il s'agirait d'abord d'augmenter la taille du gâteau avant de le partager — bon sens apparent — est absurde. On ne construit pas des autoroutes (pour satisfaire la circulation de ceux qui ont des automobiles) pour les distribuer, demain, par mètres, aux mendiants. La distribution commande la nature du gâteau, plus encore que sa taille.

Si les expériences en question restent donc extraverties — pour les premières, d'évidence, pour les secondes, après analyse plus approfondie de leur contenu —, c'est parce qu'elles ne sont pas populaires, au sens défini ici (« développement pour qui ? »).

Ce dernier caractère, commun finalement aux uns et aux autres, s'exprime par le respect du sacro-saint principe de la « rentabilité ». Si en effet ce critère est retenu comme décisif (même avec des atténuations sporadiques), s'il est fondé (comme il l'est) sur le système des prix mondiaux (qui reflète la DIT, le partage des marchés entre les monopoles, etc.), ce critère ne peut guider qu'un choix de stratégie extravertie. Ni le discours politique, ni les alliances diplomatiques ne modifient le sens de ce choix.

3. Le choix alternatif d'un développement autocentré, national et populaire est non seulement possible en Afrique comme ailleurs, au sens qu'il n'y a pas d'obstacle « technique » absolu qui le rendrait impossible (l'obstacle est toujours social), mais il est même objectivement nécessaire, au sens que persister à rejeter ce choix c'est s'enfermer dans une impasse.

3.1. La stratégie autocentrée nationale et populaire repose d'abord sur le principe d'une distribution du revenu la plus égale possible, notamment entre la campagne et la ville, entre les secteurs modernes, à productivité plus élevée, et les secteurs attardés. L'excédent de la production sur les revenus du travail ainsi égalisés constitue un surplus qui, s'il est national et retenu pour l'accumulation, permet de garantir une croissance marquée et une progression parallèle et égale de la consommation populaire. La structure de la demande, constituée de la sorte, fait apparaître en priorité les besoins de base et oriente le système productif vers la satisfaction de ceux-ci.

Pour illustrer ce principe, supposons une situation de départ (année 0) caractérisée par la prédominance de la population rurale (80 %) et son infériorité en termes de productivité (la production de l'agriculture ne représente que 60 % du PIB). Si tous les revenus distribués étaient égaux aux revenus ruraux moyens (soit $60/80 = 0,75$), l'excédent du PIB sur les revenus du travail ainsi déterminés (60 pour les ruraux, 15 pour les urbains) permettrait, s'il n'est pas exporté et gaspillé par la consommation des possédants, une accumulation notable (25 % du PIB) assurant par exemple une croissance de l'ordre de 7 % par an (doublement en 10 ans). Au terme d'une décennie, le PIB ayant doublé et la population par exemple augmentée de 25 % (2 % de croissance

annuelle), la productivité nationale moyenne (production par tête) aurait augmenté de 60 % (200/125), la population urbaine étant passée de 20 à 30 % de la population totale.

Admettons donc le principe d'un développement auto-centré national et populaire : tout au cours de la décennie, la planification des prix et des revenus assurera une croissance égale des revenus de tous parallèle à celle de la productivité. Si par exemple la production rurale augmente de 40 % (moins que celle de l'ensemble de l'économie), le revenu par tête dans les villes et les campagnes augmentera également de 40 % (passant donc de 0,75 à 1,05). Le surplus destiné à l'accumulation augmentera lui-même très fortement (de 25 à 35 % du PIB)⁴.

Le schéma simple qui suit illustre ce modèle de croissance autocentrée, nationale et populaire.

Il faut savoir qu'un schéma de croissance de ce type ne peut pas résulter du fonctionnement des lois du marché sur la base du système des prix du système mondial. La décision de régler la rémunération du travail sur une base égalitaire déterminée par la productivité rurale moyenne (égalité de la « ration » de céréales en ville et dans les campagnes, hiérarchie des salaires urbains tassée et non calquée sur celle de l'Occident...), celle de nationaliser le surplus, d'en assurer la centralisation et la redistribution à l'échelle du pays, sont des décisions politiques qui impliquent de détacher le système des choix économiques de celui qui découlerait de « l'analyse de projets » et de la « rentabilité », principes sacro-saints (à la Banque Mondiale entre autre).

4. Ce schéma démontre qu'un surplus largement suffisant pour financer le développement est possible même dans un pays « pauvre », ce que l'expérience de la Chine démontre d'ailleurs. Évidemment, il y a d'autres aspects du problème, lié à la taille des pays, leur dotation en ressources naturelles potentielles, etc., qui ne sont pas considérés ici. L'argument en faveur de « l'ouverture » repose sur trois considérations : (I) le besoin d'un appel massif aux capitaux extérieurs et à la technologie importée, (II) l'avantage comparatif de la spécialisation et (III) la question de la taille (ressources naturelles, marchés, etc.).

Le premier argument néglige le prix à payer pour ces importations de capitaux et de technologie, et favorise l'indolence. Le second argument est précisément fondé sur une thèse des avantages comparés qui ignore le concept de division internationale du travail inégal, et donc les transferts de valeur inhérents au système des prix mondiaux. Seul le troisième argument contient une part de vérité.

	(1) Année 0	(2) Année 10	(2)/(1) Indice
Production :			
PIB	100	200	200
Agricole	60	92	153
Urbaine	40	108	270
Population :			
Totale	100	125	125
Rurale	80	87	109
Urbaine	20	38	190
% Population Urbaine	20 %	30 %	—
Production par tête :			
Ensemble ⁵	1,00	1,60	160
Ruraux	0,75	1,05	140
Urbains	2,00	2,85	143
Revenus :			
Revenu distribué par tête			
Revenus :			
Ruraux	60	92	153
Urbains	15	40	268
Surplus	25	68	270

3.2. Sans entrer dans une description illusoire des détails concrets des mesures à prendre pour mettre en œuvre un schéma de développement de ce type, on peut dire :

a) Qu'il implique non seulement la proclamation de la « priorité agricole », mais sa mise en œuvre effective. Celle-ci exige que les autres activités dont la productivité est supérieure, ne soient pas l'occasion de distributions de revenus qui dépassent ceux distribués dans l'agriculture. Car alors, la demande est structurée d'une manière telle que la satisfaction des besoins exprimés par les privilégiés absorbera nécessairement l'essentiel des moyens affectés à l'accumulation, tandis que l'agriculture sera sacrifiée. On voit que la

5. Le paradoxe apparent (la production moyenne par tête s'accroît plus vite pour l'économie nationale que pour chacune de ses composantes rurale et urbaine) s'explique facilement : la productivité absolue des villes est très supérieure à celle des campagnes et la proportion urbaine s'élève de 20 à 30 % de la force de travail globale.

priorité à l'agriculture, notamment vivrière, ne saurait être réduite au choix de « projets vivriers ». Préférer le mil à l'arachide, bon sens apparent, n'est nullement suffisant, ni même faisable si l'ensemble des politiques de distribution des revenus, d'industrialisation, des prix, des salaires et du financement (reprise du surplus par l'État et affectation de celui-ci pour satisfaire la priorité en question) n'est pas révisée. Car à défaut les projets vivriers n'éviteront pas la détérioration des revenus des producteurs, par l'imposition, le crédit, la détérioration de leurs termes d'échange, etc. On sait qu'alors les paysans, instruits par l'expérience, résisteront aux « progrès » qui leur sont ainsi proposés, parce qu'ils savent que les bénéfices de ceux-ci ne leur reviendront pas. A la limite, la priorité au « vivrier », si les politiques globales ne sont pas révisées en conséquence, revient à vouloir produire des produits alimentaires à bon marché (sur le dos des paysans) pour s'assurer la poursuite de conditions favorables au maintien d'une main-d'œuvre ouvrière à bon marché (au détriment donc des travailleurs urbains et au seul profit du capital et, notamment, à travers la spécialisation commandée par la division internationale du travail, du capital étranger). Satisfaction des besoins de base, ou relèvement du taux du profit ?

b) Qu'il implique que l'industrialisation soit conçue d'abord pour soutenir les progrès de la productivité dans l'agriculture : production d'inputs adéquats (engrais, outillage, etc.), travaux d'infrastructure (irrigation, transports...), conservation et transformation des produits, etc. Il implique ensuite que cette industrie satisfasse les besoins de consommation non alimentaires des ruraux et des urbains, sur une base aussi égalitaire que possible et, qu'à partir de cette demande, on remonte la chaîne des industries intermédiaires et d'équipement qui conditionnent l'efficacité des productions de produits manufacturés de consommation. Il va de soi qu'on ne peut renoncer à cette industrie nationale en lui substituant des importations. Car celles-ci doivent être payées en exportations et les avantages comparatifs sont ceux qui résultent du système des prix et revenus du système mondial, en conflit avec la cohérence politique esquissée ci-dessus. L'importation doit donc être réduite à chaque étape au minimum.

c) Qu'il implique donc des formes nationales et populaires d'organisation sociale de la production : le contrôle des paysans sur les projets agricoles, des coopératives véritables (qui ne soient pas le moyen de ponctionner les paysans par le biais des administrations d'encadrement dépossédant le paysan de la maîtrise de la production...), des institutions de négociation collective des prix agricoles, le contrôle national des industries, une politique nationale des salaires, la redistribution des moyens de financement à l'échelle du pays, etc. On voit mal comment les multinationales trouveraient une place dans ce schéma d'organisation, sauf à fournir très ponctuellement et sous le strict contrôle national, quelques « recettes » de production ou d'organisation.

d) Qu'il implique un rapport à la technologie qui ne soit pas réduit au « transfert » de celle-ci. Il s'agit en effet de créer une capacité d'inventivité, non pour des raisons de nationalisme culturel, mais simplement parce que les techniques disponibles, notamment avancées, ne sont pas neutres par rapport aux types de produits, à la structure des demandes à satisfaire (modèles occidentaux), aux structures de prix et de revenus qui commandent la rentabilité de ces techniques, etc.

e) Qu'il implique des rapports extérieurs limités radicalement différents de ceux qui découlent des stratégies alternatives d'industrialisation, de substitution d'importation ou d'industrialisation d'exportation. La substitution d'importation est fondée sur une demande déjà présente, dans une structure de distribution du revenu caractérisée par sa très forte inégalité ; et respecte sur cette base les principes de la rentabilité (avec au plus des arguments de « protection modérée des industries infantiles » pendant une transition brève). Elle ne peut donc que déplacer les importations vers les biens intermédiaires (l'appareil industriel demeurant non intégré) et les biens d'équipement sophistiqués (car la demande à satisfaire, en concurrence avec les importations, reproduit le modèle de consommation occidentale, exigeant en capitaux). Elle reste donc extravertie. Par contre, l'industrie autocentrée nationale et populaire ne se construit pas en réponse à une demande préexistante ; elle la crée sur la base de la satisfaction des besoins populaires (politique des revenus) et des besoins intermédiaires et d'équipements

dérivés. L'importation, qui subsiste, vise à boucher les trous, dans la gamme de ces besoins dérivés, en réduisant progressivement leur importance relative (mais pas nécessairement leur volume absolu). Elle soumet donc les rapports extérieurs à la logique de l'accumulation interne et, de ce fait, mérite son nom. Quant à l'industrie d'exportation, elle est, par définition même, extravertie. D'autant plus que, contrainte de concurrencer l'industrie des pays avancés sur leur propre terrain, elle doit importer massivement la technologie avancée. Ce qui explique que les NICs qui sont les plus avancés dans cette direction sont aussi les plus endettés : l'industrie d'exportation n'allège pas la situation de la balance extérieure (contrairement à l'argument qui est avancé pour la proposer, notamment, par la Banque Mondiale); elle l'aggrave.

f) Qu'il implique la construction d'une structure nationale d'interdépendance prix/moyens de financement qui est en conflit avec les principes même du critère de la rentabilité micro-économique. En effet, l'industrie autocentrée, si elle doit répondre aux besoins populaires, doit accepter la juxtaposition d'unités productives très inégales — des industries modernes, des manufactures semi-mécanisées, des fabrications artisanales. L'unité des rémunérations du travail et celle des prix entraîne donc des surplus inégaux. Il faut les redistribuer pour éviter la polarisation du progrès dans les unités modernes; et au contraire financer la modernisation progressive des secteurs attardés avec le surplus des secteurs modernes. Cela n'est guère possible à une grande échelle sans propriété publique large: l'entreprise privée nationale et *a fortiori* la filiale de multinationale ne peuvent pas accepter de se détacher à ce degré de la rentabilité. Comme on le sait, elles ont agi dans un sens exactement opposé: en détruisant l'artisanat non compétitif, elles ont contribué à aggraver le chômage et à priver en même temps la population de productions utiles.

3.3. Les obstacles à la mise en œuvre des principes sont évidents. Mais sont-ils incontournables? et quelle est la nature des obstacles les plus sérieux?

L'obstacle de taille des pays africains est évident. Mais il opère surtout dans le domaine de l'industrie, beaucoup moins dans celui de l'agriculture. En effet, beaucoup de

problèmes immédiats de l'agriculture peuvent être résolus par une action directe à la base, et de la base. Sans doute la solution de ces problèmes exige-t-elle quelques moyens matériels qui devront être importés s'ils ne peuvent être fournis par l'industrie locale. L'obstacle ici est moins l'impossibilité de fournir ces moyens que le cadre social imposé par la stratégie globale. Si la fonction de l'agriculture est de fournir un surplus pour — au mieux — une industrialisation qui ne la concerne pas ou — au pire — une consommation parasitaire, il est vain de compter sur la mobilisation des énergies rurales, puisqu'en fait on cherche ici à briser l'autarcie des paysans non pour améliorer leur sort, mais pour les exploiter. Les méthodes envisagées se ressentent de ce choix : grands barrages et périmètres de colons encadrés, implantations agricoles de multinationales et révolution verte associée à la grande et à la moyenne propriété modernisée (chassant les paysans pauvres de leurs terres), fermes de l'État et coopératives imposant aux paysans les productions et les techniques permettant de prélever un surplus croissant, seront préférés. Ces méthodes arrangent bien l'agro-business fournisseur d'inputs ; mais elles sont à la fois coûteuses à l'extrême et d'une efficacité douteuse, du fait même de la résistance paysanne. Un progrès diffus, fondé sur des milliers de petites améliorations — maîtrise de l'eau sur de petites superficies, association agriculture/élevage intensif, etc. —, exige un tout autre cadre social et une stratégie globale qui ne vise pas à prélever un surplus grandissant sur les paysans. L'obstacle de taille opère peu à ce stade. Et l'on voit que quelques-uns des grands pays d'Afrique, où cet obstacle n'existe pas, ne font pas mieux que les autres.

Cet obstacle lui-même ne devrait pas empêcher l'amorce d'une industrialisation autocentrée, au moins pour les pays de plus de 5 millions d'habitants. Sans doute, celle-ci ne pourrait être « complète » pour ces pays et n'éviterait donc pas une dépendance relative forte à l'égard des importations. De surcroît, cet obstacle pourrait être réduit par une coopération infra-africaine, fondée sur la mise en place de complémentarités planifiées. Mais à son tour, cette coopération n'est pas compatible avec les formules de « marchés communs » qui accuseront les inégalités au lieu de les résorber.

L'obstacle réel est donc d'abord social : le développement autocentré sacrifie la croissance privilégiée des classes moyennes. Il est ensuite international au sens où le système des intérêts des multinationales et des États développés soucieux de s'assurer avant tout la sécurité de leur approvisionnement en matières premières, s'oppose au choix autocentré. N'est-il pas symptomatique que les efforts du FMI ont pour objet de participer à la déstabilisation des expériences qui pourront amorcer ce développement ? N'est-il pas symptomatique que les conditions imposées par cet organisme sacrifient toujours systématiquement les intérêts populaires (blocage des salaires, libération des prix, économies sur les dépenses sociales...), en dépit du discours sur les besoins de base ? Or cette politique, en accentuant l'inégalité sociale, renforce l'impasse de la stratégie extravertie.

Sans doute, l'obstacle extérieur pourrait-il être atténué si les demandes du tiers monde pour un NOEI étaient satisfaites. Certes, le NOEI n'est pas une stratégie autocentrée, puisqu'il est fondamentalement une révision de la DIT dans un sens favorable au Sud. Cependant, cette amélioration des moyens à la disposition du Sud pourrait être mise au service d'un développement autocentré rendu moins difficile. Comme elle pourrait d'ailleurs également être mise au service d'un projet national non populaire, encore que celui-ci soit une impasse. A condition évidemment que l'on ne confonde pas le NOEI au sens où les 77 l'entendent avec le projet de redéploiement des multinationales. Nous nous sommes exprimés ailleurs sur ces questions et y renvoyons le lecteur. Mais, en tout état de cause, la Nord a rejeté le NOEI !

3.4. Finalement, il apparaît bien que le développement autocentré est synonyme de déconnexion (delinking). Celle-ci intéresse une longue période historique (plusieurs décennies au moins). C'est après et après seulement, dans un monde alors modifié par le renforcement des nations et des peuples du Sud, que l'on pourra parler à nouveau de « reconnexion » (relinking), en reconnaissant les avantages de la D.I.T. Pas avant.

VI

Développement autocentré, autonomie collective et ordre économique international

I

1. Les décennies qui ont suivi la seconde guerre mondiale ont été marquées par l'essor du mouvement de libération des trois continents, dont les objectifs principaux étaient, en Asie et en Afrique, la reconquête de l'indépendance nationale et la défense de celle-ci par la refus des alliances militaires par lesquelles les États-Unis cherchaient à se subordonner la politique des États du tiers monde. Cependant, en général, les objectifs et les méthodes du développement économique poursuivi ne remettaient pas en cause les grands traits de la division internationale du travail façonnée au cours du dernier siècle. On acceptait donc généralement un modèle de développement extraverti et dépendant. L'échec objectif de ce modèle et la maturation des problèmes ont amené progressivement les pays du tiers monde à s'engager dans une nouvelle stratégie dont l'objectif est d'asseoir leur indépendance politique reconquise par le renforcement de leur indépendance économique.

2. La nouvelle stratégie du développement s'affirme dans trois volets complémentaires : 1) l'option en faveur d'un développement « autocentré » (en anglais *self-reliant*) fondée sur le principe de « compter sur ses propres forces », 2) la priorité donnée à la coopération et à l'intégration économique entre pays du tiers monde (« autonomie collective », en anglais « *collective self-reliance* »), et 3) l'exigence d'un ordre économique international nouveau fondé sur le relèvement des prix des matières premières et le contrôle des ressources naturelles, l'accès des produits manufacturés du tiers monde aux marchés des pays développés et l'accélération du transfert des technologies.

On comprendra facilement que des mots d'ordre aussi généraux — même s'ils sont justes — soient susceptibles d'interprétations différentes. Par delà même les tentatives banales de récupération démagogique par des milieux locaux qui n'envisagent pas de développement autre que dépendant, par delà le ralliement verbal et opportuniste de certaines des forces extérieures hostiles en pratique aux objectifs du nouvel ordre économique international, des divergences sérieuses subsistent tant sur les objectifs finals que sur les moyens d'un développement autocentré s'inscrivant dans le cadre d'une tentative effective d'imposer un ordre mondial nouveau.

En fait, la véritable question est de savoir si les termes de l'alternative peuvent être définis comme ils viennent de l'être, c'est-à-dire indépendamment des objectifs finals, du choix socialisme ou capitalisme. Autrement dit, l'objectif d'un développement capitaliste *autonome* dans les pays du tiers monde est-il réaliste ? Car les économies capitalistes développées sont bien autocentrées, bien que non autarciques. Parler ici d'interdépendance — même entre inégaux (car le capitalisme français n'est pas l'égal de l'allemand ou de l'américain) — revêt un sens. Par contre les économies capitalistes périphériques sont jusqu'ici extraverties et dépendantes et non « interdépendantes ». Pourraient-elles « s'autocentrer » sans sortir du système mondial des échanges de marchandises, de technologies et de capitaux ? Pourraient-elles y parvenir en forçant le système mondial à se réadapter, en imposant une division du travail égale et non plus inégale ? Pourraient-elles atteindre cet objectif par les moyens qui définissent le programme du nouvel ordre économique international ? Autant de questions qu'on ne saurait éluder.

3. En résumé, cette évolution récente du tiers monde remet-elle en cause notre théorie du capitalisme périphérique ? Je rappelle que cette théorie affirme qu'il y a une différence fondamentale entre le modèle de l'accumulation autocentrée et celui qui caractérise le système capitaliste périphérique, rejetant par là-même toute théorie linéaire des « étapes » du développement. Elle exclut la perspective d'un capitalisme achevé, autonome, dans la périphérie. Elle affirme que la rupture socialiste est ici objectivement

nécessaire. Dans ce sens très précis, elle prétend donc que le mouvement de libération nationale constitue un moment de la transformation socialiste du monde et non une étape du développement du capitalisme à l'échelle mondiale. C'est là une question permanente, mais qui se pose sans cesse en termes nouveaux. Et ce sont ces termes nouveaux que nous nous proposons d'examiner dans cet article.

II

4. L'articulation déterminante dans un système capitaliste autocentré est celle qui relie le secteur de la production des biens de consommation de masse au secteur de la production des biens d'équipement. Cette articulation déterminante a effectivement caractérisé le développement historique du capitalisme au centre du système (en Europe, en Amérique du nord et au Japon). Elle définit donc abstraitement le mode de production capitaliste « pur » et a été analysée, comme telle, dans le *Capital*. Marx montre en effet que dans le mode de production capitaliste, il existe une relation *objective* (c'est-à-dire *nécessaire*) entre le taux de la plus-value et le niveau de développement des forces productives. Le taux de la plus-value détermine pour l'essentiel la structure de la distribution sociale du revenu national (son partage entre les salaires et les profits), et partant celle de la demande (les salaires constituent l'essentiel de la demande de biens de consommation de masse, les profits sont en totalité ou en partie « épargnés » en vue d'être « investis »). Le niveau de développement des forces productives s'exprime dans la division sociale du travail : l'affectation de la force de travail, dans des proportions convenables, à chacune des deux sections.

5. Si schématique que ce soit ce modèle, il n'en traduit pas moins l'essence du système. Dans ce modèle, on fait abstraction des relations extérieures, ce qui signifie non pas que le développement du capitalisme se soit opéré dans un cadre national autartique, mais que les relations essentielles dans le système peuvent être saisies en faisant abstraction de ces relations. Plus précisément, les relations extérieures sont soumises à la logique et aux exigences de l'accumulation

interne autocentrée. Par ailleurs, le caractère historiquement *relatif* de la distinction entre la consommation de masse et celle de luxe apparaît également ici clairement. Au sens strict du terme, doivent être considérés comme des produits « de luxe » ceux dont la demande provient de la fraction consommée du profit, tandis que la demande qui procède des salaires s'élargit avec le progrès des forces productives. Cependant, cette succession historique du type des produits « de masse » a une importance décisive pour l'intelligence du problème qui nous préoccupe. La structure de la demande aux débuts du système favorise la révolution agricole, en offrant un débouché aux produits alimentaires *pour le marché intérieur*. Le capitalisme agraire est donc antérieur à l'épanouissement et à l'achèvement du mode capitaliste dans l'industrie.

6. Nous retiendrons donc des leçons de ce schéma trois conclusions importantes :

a) L'apparition du mode de production capitaliste dans les régions qui deviendront les centres du système capitaliste mondial procède d'un processus interne de désagrégation des modes précapitalistes (ici féodal). Cette désagrégation des rapports de production féodaux dans le monde rural européen constitue le cadre social qui permet cette fameuse « révolution agricole » qui précède — et rend possible — la « révolution industrielle » qui suit. L'augmentation préalable de la productivité dans l'agriculture rend possible l'expulsion hors du monde rural d'un « excédant » de population (prolétarisé) et dégage simultanément le surplus vivrier marchand nécessaire pour la reproduction de ce prolétariat.

b) L'articulation dans le temps et dans l'espace des alliances de classes qui permettent aux nouveaux rapports capitalistes de s'épanouir dans l'industrie, si elle revêt des formes diverses, exprime toujours la même condition principale : l'alliance de la nouvelle classe dominante (la bourgeoisie industrielle) et de la propriété foncière (soit paysanne — après une révolution à la française —, soit latifundiaire — lorsque l'ancienne propriété féodale se transforme pour s'intégrer dans le marché, comme en Angleterre ou en Allemagne), dans le cadre d'un État national achevé et puissant.

c) Ainsi, la soumission des relations externes (économiques et politiques) aux exigences de l'accumulation interne

façonne-t-elle progressivement le système capitaliste mondial. Celui-ci émerge comme un ensemble de formations centrales, autocentrées et interdépendantes (même si elles sont inégalement avancées) et de formations périphériques soumises à la logique de l'accumulation dans les centres qui les dominent.

Nous concluons donc que, si la vision d'un développement par « étapes » (avec simple « retard » historique des uns sur les autres) est grossièrement valable en ce qui concerne la constitution progressive des centres, elle ne l'est pas en ce qui concerne les périphéries.

C'est précisément cette conclusion qui est l'objet réel des divergences explicites ou implicites dans tous les débats concernant l'avenir du « tiers monde ». Aussi est-il nécessaire d'envisager maintenant les étapes de la formation et de l'évolution des périphéries, comme les perspectives qui s'ouvrent à elles. Car précisément la thèse adverse soutient (explicitement ou implicitement) que, malgré leur origine extravertie, les économies sous-développées, à travers les étapes spécifiques de leur évolution, progressent vers la constitution d'économies autocentrées achevées. Celles-ci pourraient être « capitalistes » ou « socialistes » pour des raisons qui se situent dans un domaine indépendant de celui qui définit notre méthode d'analyse.

III

7. Considérons maintenant les étapes de l'évolution des périphéries du système capitaliste mondial, du moins depuis le milieu du siècle dernier. Dans ce modèle de l'accumulation à la périphérie du système mondial, il y a, à l'origine, la création — sous l'impulsion du centre — d'un secteur exportateur qui va jouer le rôle déterminant dans la création et le façonnement du marché. La *raison* ultime qui rend possible la création de ce secteur exportateur doit être recherchée en direction d'une réponse à la question relative aux conditions qui en rendent l'établissement « rentable ». Le capital central national n'est nullement contraint d'émigrer par suite d'une insuffisance de débouchés possibles au centre, mais il émigrera vers la périphérie s'il peut y obtenir une rémunération

meilleure. La péréquation du taux du profit redistribuera les bénéfices de cette rémunération meilleure et fera apparaître l'exportation des capitaux comme un moyen de combattre la baisse tendancielle du taux du profit. Obtenir à la périphérie des produits qui constituent des éléments constitutifs du capital constant (matières premières) ou du capital variable (produits alimentaires) à des prix de production inférieurs à ceux qui caractérisaient la production au centre de produits analogues (ou de substituts quand il s'agit de produits spécifiques), telle est la *raison* de la création de ce secteur exportateur.

8. C'est donc ici que s'insère la théorie *nécessaire* de l'*échange inégal*. Les produits exportés par la périphérie sont intéressants dans la mesure où l'écart des rémunérations du travail est plus grand que celui des productivités. Et il peut l'être dans la mesure où la société sera soumise par tous les moyens — économiques et extra-économiques — à cette nouvelle fonction : fournir de la main-d'œuvre bon marché relative au secteur exportateur. Dès lors, l'articulation principale qui caractérise le procès de l'accumulation au centre — qui se traduit par l'existence d'une relation objective entre la rémunération du travail et le niveau de développement des forces productrices — disparaît ici complètement. La rémunération du travail dans le secteur exportateur sera ici aussi basse que les conditions économiques, sociales et *politiques* le permettent. Quant au niveau de développement des forces productives, il sera ici hétérogène (alors que dans le modèle autocentré il était homogène), avancé (et parfois très avancé) dans le secteur exportateur, arriéré dans le « reste de l'économie », cette arriération — maintenue par le système — étant la condition qui permet au secteur exportateur de bénéficier d'une main-d'œuvre bon marché.

9. Dans ces conditions, le marché intérieur engendré par le développement du secteur exportateur sera limité et biaisé. Le caractère étroit du marché interne explique ce fait que la périphérie n'attire qu'un volume limité de capitaux en provenance du centre, bien qu'elle leur offre une rémunération meilleure. La contradiction entre la capacité de consommer et celle de produire est surmontée à l'échelle du système mondial dans son ensemble (centre et périphérie) par

l'élargissement du marché au centre, la périphérie — méritant pleinement son nom — ne remplissant qu'une fonction subalterne et limitée. Cette dynamique conduit à une polarisation grandissante de la richesse au bénéfice du centre.

Néanmoins, à partir d'un certain niveau d'extension du secteur exportateur, un marché intérieur apparaît. Par rapport au marché engendré dans le procès central, celui-ci est biaisé au détriment (relatif) de la demande de biens de consommation « de masse », et en faveur (relative) de celle « de luxe ». Si tout le capital investi dans le secteur exportateur était étranger et si tous les profits de ce capital étaient réexportés, le marché interne se limiterait en fait à une demande de biens de consommation de masse d'autant plus limitée que la rémunération du travail est faible. Mais en fait une partie de ce capital est local. Par ailleurs, les méthodes mises en œuvre pour s'assurer une rémunération faible du travail sont fondées sur le renforcement de couches sociales locales diverses qui remplissent la fonction de courroie de transmission : latifundiaires ici, koulaks là, bourgeoisie commerciale compradore, bureaucratie étatique, etc. Le marché interne sera donc fondé *principalement* sur la demande « de luxe » de ces couches sociales.

Ce schéma correspond effectivement à la réalité historique qui caractérise la *première phase du système impérialiste*. Cette phase a sans doute connu son âge d'or entre 1880 et 1914, mais elle est amorcée plus tôt en ce qui concerne l'Amérique latine, et elle se prolonge parfois beaucoup plus tard (jusqu'aux années 50 de notre siècle) ailleurs, notamment en Afrique tropicale. C'est l'âge du « pacte colonial » de la forme coloniale et semi-coloniale de la domination exercée sur les périphéries.

10. Par opposition au modèle central, ce modèle révèle trois caractères qualitativement différents :

a) Le mode capitaliste est ici « introduit de l'extérieur », par la domination politique. Il n'y a pas de désagrégation des rapports ruraux précapitalistes, mais — chose très différente — leur déformation par soumission aux lois de l'accumulation du mode capitaliste central qui les domine. Cela s'exprime par l'absence de « révolution agricole » préalable, c'est-à-dire par la stagnation de la productivité dans l'agriculture.

b) Les alliances de classes qui fournissent le cadre politique à la reproduction du système ne sont pas principalement des alliances de classes internes, mais une alliance internationale entre le capital des monopoles dominants et ses « alliés » (subalternes), pour utiliser un langage « enveloppant » : les « féodaux » (lire la gamme variée des classes dominantes dans les systèmes ruraux précapitalistes) et la « bourgeoisie compradore ». Il n'y a pas d'État national réellement achevé indépendant du service de ces classes locales, mais seulement des administrations au service du capital des monopoles, directement (cas colonial) ou indirectement (cas semi-colonial).

c) Les relations extérieures ne sont pas ici soumises à la logique d'un développement interne, mais sont au contraire motrices et déterminantes du sens et du rythme du développement.

IV

11. Cette première phase de l'impérialisme est aujourd'hui dépassée. Sous l'impact de quelles forces et pour s'engager dans quel type d'évolution ?

Le moteur de la transformation est constitué par *le mouvement de libération nationale anti-impérialiste*. Ce mouvement rassemble en effet trois forces sociales :

a) Le prolétariat — encore naissant — surexploité.

b) La masse de la paysannerie doublement exploitée par les classes locales qui la dominent (les « féodaux ») et le capital des monopoles pour le compte desquels les « féodaux » ont intégré le « marché mondial », et c) la bourgeoisie nationale, à ce stade classe encore plus « potentielle » que « réelle », qui aspire à modifier les termes de la division internationale du travail pour se donner une base économique. En effet, la division internationale du travail du « pacte colonial » est simple : la périphérie n'exporte que des produits primaires, avec lesquels elle doit importer tous les produits manufacturés nécessaires à la satisfaction de ses besoins, principalement de consommation de luxe ; l'industrie lui est interdite. La bourgeoisie nationale et le prolétariat se

disputent la direction du mouvement de libération nationale, c'est-à-dire la direction de la révolte paysanne.

Dans l'ensemble, cette première phase s'est terminée par la victoire du mouvement de libération nationale sous direction bourgeoise. Cette victoire a imposé à l'impérialisme une révision des termes de la division du travail, permettant ainsi l'amorce de l'industrialisation du tiers monde. Cette victoire peut être datée: elle est plus précoce ici, notamment par exemple au Mexique, avec la révolution des années 10, en Turquie avec Kemal Atatürk, en Égypte avec le Wafd, au Brésil et en Argentine sous la forme « populiste » plus tardive là, en Asie du Sud après la seconde guerre mondiale, en Afrique avec l'indépendance des années 60, etc. Sauf en Asie orientale et à Cuba, où le mouvement de libération nationale opère à ce stade une sortie du système impérialiste mondial, partout ailleurs la bourgeoisie nationale triomphante s'engage dans une stratégie d'industrialisation qui, maintenant, a un nom: la stratégie de substitution d'importations.

12. Parce que l'articulation spécifique, qui s'exprime par la liaison secteur exportateur/consommation « de luxe », caractérise le modèle périphérique, l'industrialisation par substitution d'importations va commencer par « la fin », c'est-à-dire par les produits correspondant aux stades les plus avancés du développement du centre, les biens « durables ». Ces produits sont hautement consommateurs de capitaux et de ressources rares (main-d'œuvre qualifiée, etc.). Il en résultera une *distorsion* essentielle dans le processus d'allocation des ressources en faveur de ces produits, au détriment de la production des biens de consommation de masse. Ce secteur sera systématiquement défavorisé: il ne suscitera aucune « demande » pour ses produits et n'attirera aucun moyen financier et humain permettant sa modernisation. Ainsi s'explique-t-on la stagnation de « l'agriculture de subsistance » dont les produits potentiels sont peu demandés et qui ne bénéficie d'aucun moyen de transformation sérieux dans l'allocation des ressources rares. Tout choix de « stratégie de développement » fondé sur la « rentabilité », les structures de la distribution du revenu, les structures de prix relatifs et celles de la demande étant ce qu'elles sont, conduit nécessairement à cette distorsion systématique.

Vu sous l'angle « social », ce modèle va conduire à un phénomène spécifique : la *marginalisation* des masses. Nous entendons par là un ensemble de mécanismes d'appauvrissement des masses dont les formes sont d'ailleurs hétérogènes : prolétarianisation, semi-prolétarianisation et appauvrissement sans prolétarianisation des paysans, urbanisation et accroissement massif du chômage urbain et du sous-emploi, etc. La *fonction* du chômage et du sous-emploi est donc ici différente de celle qu'elle remplit dans le modèle central : le poids du chômage assure une rémunération du travail minimale relativement rigide et bloquée tant dans le secteur d'exportation que dans le secteur de la production de luxe ; le salaire n'apparaît pas à la fois comme coût et comme revenu créateur d'une demande essentielle au modèle, mais au contraire seulement comme coût, la demande ayant son origine ailleurs : à l'extérieur ou dans le revenu des catégories sociales privilégiées.

L'origine « extravertie » du développement qui se perpétue malgré la diversification croissante de l'économie, son industrialisation, etc., n'est pas le *péché originel*, un *deus ex machina* extérieur au modèle de l'accumulation périphérique dépendante. Car ce modèle est un modèle de *reproduction* de ses conditions *sociales* et économiques de son fonctionnement. La marginalisation des masses est la condition même qui permet l'intégration de la minorité dans le système mondial, la garantie d'un revenu croissant pour cette minorité, qui conditionne l'adoption par celle-ci de modèles de consommation « européens ». Cette extension de ce modèle de consommation garantit la « rentabilité » du secteur de la production de luxe, affirme l'intégration sociale, culturelle, idéologique et politique des classes privilégiées.

13. A ce stade de diversification et d'approfondissement du sous-développement apparaissent des mécanismes nouveaux de la domination/dépendance. Des mécanismes culturels et politiques. Mais aussi des mécanismes économiques : la dépendance technologique et la domination des firmes transnationales. Le secteur de production de luxe appelle en effet des investissements « capital-intensive » que seules les grandes firmes oligopolistiques transnationales peuvent mettre en œuvre et qui sont le support matériel de la dépendance technologique. Mais à ce stade également apparaissent

des formes plus complexes de la structure de la propriété et de la gestion économique. L'expérience historique montre qu'une participation du capital local-privé ou public — future subalterne — au processus d'industrialisation par substitution d'importations, est fréquente. Elle montre aussi que — au moins dans les grands pays — un marché suffisant créé par le développement des secteurs d'exportation et de la production de luxe peut rendre possible la création d'un secteur de production de biens d'équipement. Celui-ci est fréquemment impulsé par l'État. Le développement d'une industrie de base et d'un secteur public ne signifie néanmoins nullement que le système évolue vers une forme autocentrée achevée. Car ce secteur de l'équipement est ici au service non du développement de la consommation de masse, mais au service de la croissance de la production d'exportation et de la production de luxe.

14. Cette seconde phase de l'impérialisme ne constitue donc nullement une « étape » vers la constitution d'une économie autocentrée. Elle ne reproduit pas une phase antérieure du développement central, mais prolonge au contraire la première phase extravertie. En effet :

a) La « révolution agricole » n'a toujours pas eu lieu. Sans doute quelques nuances doivent-elles être introduites ici. La bourgeoisie nationale au pouvoir a souvent procédé à l'élimination des anciens alliés de l'impérialisme, et, entre autre, opéré des réformes agraires sur la base desquelles un développement du capitalisme dans l'agriculture a été parfois amorcé (la « révolution verte »). Ce développement pourra-t-il « effacer » le retard originel de l'agriculture et rapprocher le modèle périphérique du modèle central ? Cette question doit être tranchée non en « théorie », mais en « fait ». Or, on constate que le retard relatif de l'agriculture s'accroît au point de conduire à ce paradoxe que les pays du tiers monde, dont la majorité de la population est encore rurale, sont devenus importateurs de produits alimentaires. La raison de cet échec n'est pas mystérieuse, elle est politique : à notre époque, la bourgeoisie doit s'appuyer sur des classes capables de dominer les paysans, fussent-elles élargies (koulaks au lieu de grands propriétaires) ; elle ne peut s'appuyer sur la masse paysanne dont les intérêts sont en conflit avec les siens. Si les bourgeoisies centrales disposaient

du « temps nécessaire » pour une accumulation primitive lente, fondée sur l'alliance paysanne, celles de la périphérie sont placées sous la double contrainte de la pression extérieure des monopoles et de la menace intérieure du socialisme.

b) Les alliances de classes dominantes demeurent internationales : la bourgeoisie se substitue aux anciens « féodaux » et comprador comme allié subalterne de l'impérialisme. De ce fait, la bourgeoisie perd, dès cette seconde phase, son caractère national antérieur : elle est « compradorisée ». L'État « national » qu'elle domine demeure de ce fait faible et médiocrement intégré.

c) La poursuite du progrès du développement demeure dépendante des exportations qui restent fixées sur les matières premières. Ce moteur principal de financement des importations nécessaires d'équipement commande en dernier ressort les rythmes de la croissance, qui, dans ce sens, reste extravertie.

15. La crise de cette seconde phase de l'impérialisme est ouverte par la revendication d'un « ordre économique international nouveau ».

Réduite à son squelette essentiel, cette revendication paraît être la suivante : imposer un relèvement réel des prix des matières premières exportées par les pays du tiers monde pour disposer de moyens supplémentaires permettant, par l'importation des technologies avancées, de financer une nouvelle étape de l'industrialisation caractérisée par l'exportation massive vers les centres de produits manufacturés par celles des périphéries qui bénéficient des ressources naturelles favorables et d'une main-d'œuvre abondante à bon marché (d'où la revendication de l'accès aux marchés des pays développés pour ces produits industriels).

Cette revendication constitue depuis 1973, l'objectif commun apparent de l'ensemble des États du tiers monde. Elle est présente comme la condition nécessaire et suffisante pour achever l'indépendance politique en lui donnant sa base économique. Elle est présentée également comme une revendication possible commune à tous les États du tiers monde indépendamment de leurs options sociales et de leurs sympathies internationales.

16. Cette situation nouvelle pose quelques questions essentielles sur lesquelles le débat le plus ouvert est nécessaire.

La première question est de savoir si la bourgeoisie locale — qui en général domine ces États — peut « lutter contre l'impérialisme » pour imposer son point de vue. Certains prétendent en effet que cette nouvelle division internationale du travail constituerait l'objectif stratégique de l'impérialisme lui-même, et que cette revendication serait de ce fait manipulée par les monopoles, particulièrement nord américains, qu'elle n'exprimerait pas un objectif propre des États du tiers monde en conflit avec la stratégie de l'impérialisme. Ceux-ci accordent le plus souvent la prééminence aux conflits inter-impérialistes (États-Unis, Europe, Japon) par rapport à ce conflit apparent Nord-Sud. On sait qu'à propos du relèvement du prix du pétrole par l'OPEP en 1973, cette « théorie » a été abondamment formulée, tant dans les versions de droite que de gauche et même d'ultra-gauche. Les faits condamnent cette interprétation. En fait, celle-ci reflète seulement les vues naïves d'une ultra-gauche qui, prenant ses désirs pour des réalités, voudrait que le bloc des bourgeoisies se présente sans fissures à l'échelle mondiale de manière à « simplifier » (sur le papier) les tâches du prolétariat qui seraient partout les mêmes, parce que celui-ci n'aurait pas à tenir compte des contradictions entre les bourgeoisies.

Déjà dans le passé, la bourgeoisie des périphéries s'était heurtée à l'impérialisme. Le passage de la première à la seconde phase de l'impérialisme n'avait pas été « planifiée » par les monopoles : il avait été imposé par le mouvement de libération nationale lorsque la bourgeoisie des périphéries avait conquis, contre l'impérialisme, le droit à l'industrie. Mais, avons-nous dit, la stratégie d'industrialisation poursuivie au cours de cette seconde phase a transformé les rapports entre la bourgeoisie des périphéries et les monopoles. La bourgeoisie périphérique a cessé d'être nationale pour devenir l'allié subalterne de l'impérialisme en s'intégrant dans la nouvelle division du travail. Cet allié se rebelle aujourd'hui pour revendiquer de nouvelles modalités de la division du travail. Il n'en devient pas pour autant « national », puisque sa revendication se situe d'emblée au sein du

système, mais il se rebelle quand même. Si cette rébellion devait aboutir, elle inaugurerait simplement une nouvelle phase de l'impérialisme caractérisée par une nouvelle division du travail. Car il n'y a pas de doute qu'en « théorie », celle-ci est « absorbable », « récupérable ». Mais « en théorie » seulement, car ce qui compte dans l'histoire ce sont les accidents de parcours, et il peut y en avoir ici et là dans les périphéries et les centres — et de graves pour le capitalisme — au cours de la transition pleine de contradictions de la seconde à la troisième phase « théorique » de l'impérialisme.

17. La seconde question est de savoir si cette troisième phase éventuelle constituerait ou non une étape vers l'autonomie des périphéries. Les bourgeoisies du tiers monde le prétendent, comme elles ont affirmé aux débuts de la seconde phase qu'il en serait ainsi de celle-ci. Or les faits ont démenti ces illusions, partagées à l'époque par une fraction importante de la gauche dans le tiers monde.

Mon opinion est que la revendication en question, si elle aboutissait, ne constituerait en rien une nouvelle étape le long d'une ligne de développement conduisant progressivement à un épanouissement de formations capitalistes achevées, analogues à celles des centres développés. Encore une fois la vision d'un développement linéaire par étapes sera infailliblement démentie.

La raison, tout à fait fondamentale, en est que la nouvelle division du travail sera fondée sur l'exportation par la périphérie de produits manufacturés à bon marché, c'est-à-dire pour lesquels l'avantage des salaires inférieurs, compte tenu des productivités comparées, permet un relèvement du taux de profit à l'échelle du système mondial. La péréquation mondiale du profit modifierait alors les prix relatifs et, de ce fait, masquerait ce transfert supplémentaire de valeur de la périphérie vers le centre. Autrement dit, la nouvelle division du travail perpétuerait et aggraverait l'échange inégal. Par ailleurs, cette division inégale du travail perpétuerait dans les périphéries la distorsion de la structure de la demande au détriment de la consommation des masses, tout comme dans les phases précédentes. Le développement du système mondial resterait donc fondamentalement inégal. Dès lors la demande externe resterait la force motrice principale impulsant ce type de développement toujours dépendant.

Doit-on ajouter que, dans ce cadre de la dépendance rénovée, le retard de l'agriculture devrait aussi se perpétuer. Sans doute quelques nuances doivent être introduites ici, car, malgré tout, le capitalisme poursuivrait sa progression dans l'agriculture, entamée dès la seconde phase de l'impérialisme, mais certainement à des rythmes très inférieurs à sa progression dans les secteurs traditionnels et nouveaux d'exportation comme dans celui de la production de luxe pour le marché interne, qui bénéficie d'une importation massive des technologies les plus avancées à l'échelle mondiale.

18. Dans ce cadre général, on doit se demander quelle serait la signification réelle des slogans concernant le « développement autocentré » et l'« autonomie collective » qui accompagnent la revendication de cette nouvelle division internationale du travail.

Le premier de ces slogans serait en vérité vidé de tout son contenu. Il ne s'agirait en fait de rien de plus que de la justification idéologique de la prétention (impossible) qu'un développement « par étapes » progressives au sein du système mondial de la division (inégale) du travail devrait conduire à l'indépendance économique.

19. Le second slogan acquiert par contre un sens dans cette perspective, bien que particulier. Les premières phases de l'impérialisme n'impliquaient aucune « coopération » entre pays et régions de la périphérie. Exclusivement extraverties et limitées dans leur industrialisation à la satisfaction de leur marché interne, les économies périphériques n'avaient rien à échanger entre elles. En principe, la troisième phase de la division inégale du travail n'appelle pas davantage de coopération positive entre pays du tiers monde, sauf à mener ensemble la lutte pour le relèvement des prix de leurs exportations primaires (par l'association des producteurs), puisque en effet le second souffle d'industrialisation périphérique serait impulsé par l'exportation vers les centres. Il reste que les pays du tiers monde sont des candidats fort inégaux pour tirer profit de cette nouvelle division du travail. Ceux qui sont mieux placés au plan de leur potentiel économique (ressources naturelles abondantes, prolétarianisation plus avancée, etc.) et de leur consistance politique (« légitimation » du pouvoir de la bourgeoisie locale moins faible,

puissance militaire, etc.) pourraient aller plus vite dans la voie de la nouvelle dépendance s'ils disposaient également des marchés des pays moins développés et s'ils pouvaient avoir accès direct à leurs fournitures de matières premières et de produits alimentaires à bon marché. La problématique dite du « sous-impérialisme » s'inscrit naturellement ici.

Un bon exemple illustrera cette vision de l'articulation du « tiers » et du « quart » monde dans la nouvelle perspective globale. Les pays du Golfe, l'Égypte et le Soudan constituent ensemble — si les conditions politiques étaient réunies, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui — un « bon candidat ». Le Golfe fournirait les capitaux, l'industrie d'exportation serait concentrée en Égypte, et le Soudan exporterait vers ce dernier pays des produits vivriers. Examinons de plus près le mécanisme de cette articulation. Même si l'agriculture soudanaise devait être « modernisée » pour fournir le surplus exportable nécessaire, la productivité de celle-ci, pour un très long temps encore, sera inférieure à celle des pays avancés. Or les produits alimentaires soudanais devront être compétitifs avec ceux de l'Amérique du nord sur le marché égyptien, de manière à assurer les salaires les plus bas possibles en Égypte. Cela n'est possible que parce que le paysan soudanais serait surexploité (rémunérations du travail plus inégales que la distribution des productivités). A son tour, le prolétaire égyptien le serait, son salaire de misère joint à sa productivité relativement élevée, permettant l'exportation de son produit vers les centres. Un échange inégal double et articulé opérerait en faveur du centre ; le Soudan cesserait d'être dans la dépendance directe du centre pour devenir le partenaire de la périphérie de premier rang, où se concentre l'industrie exportatrice.

VI

20. Mais, si tel est le contenu de l'organisation de la nouvelle phase de l'impérialisme, la revendication triple d'autonomie nationale, d'autonomie collective et d'un nouvel ordre mondial ne peut-elle pas aussi avoir un sens tout à fait différent ? Viser d'autres objectifs ? Et à quelles conditions ?

Si l'axe de l'interprétation néo-impérialiste du programme en question est constitué par la nouvelle division internationale inégale du travail, à laquelle on soumet les stratégies internes comme les objectifs de la coopération intra-tiers monde, ce même programme prend un tout autre sens lorsque l'on fait la démarche inverse, c'est-à-dire lorsqu'on définit d'abord les objectifs internes d'un développement réellement autocentré et populaire et qu'on examine ensuite les directions dans lesquelles il faudrait agir sur l'ordre mondial de manière à favoriser la réalisation de ces objectifs.

Un développement véritablement autocentré est nécessairement populaire car le développement extraverti, dans toutes les phases de l'évolution du système impérialiste, bénéficie effectivement aux classes dominantes privilégiées qui se constituent en alliance avec les monopoles. Inversement et complémentaiement, un développement populaire ne peut être que national et autocentré. Car, en effet, pour servir les grandes masses paysannes, l'industrialisation doit être d'abord mise au service de l'amélioration de la productivité rurale. De même que pour servir les masses populaires urbaines, il faut renoncer à la production de luxe pour le marché local et à l'exportation, qui sont fondées l'une et l'autre sur la reproduction d'une force de travail à bon marché. Examinons donc de plus près cette stratégie authentique à la fois d'indépendance nationale et de progrès social.

Jusqu'ici l'industrialisation du tiers monde n'a pas été envisagée pour servir au progrès de l'agriculture. A l'inverse des pays du centre, où la « révolution agricole » a précédé la « révolution industrielle », les pays de la périphérie ont importé la seconde sans avoir amorcé la première étape. Les distorsions qui les caractérisent, et la dépendance renouvelée dans laquelle ils sont enfermés, viennent de là. Il faut donc d'abord renverser la vapeur. Jusqu'ici l'industrie dans le tiers monde est parasitaire, au sens qu'elle nourrit son accumulation en ponctionnant le monde rural en termes réels (elle obtient sa main-d'œuvre à partir de l'exode rural) et financiers (ponction fiscale, termes de l'échange internes défavorables aux paysans, etc.), sans contrepartie soutenant le décollage de l'agriculture. Comment changer de cap ? Il est clair que tous les critères de rentabilité, qui sont

nécessairement fondés sur la reproduction des structures de prix et de distribution du revenu, doivent être radicalement abandonnés pour être remplacés par d'autres critères fondamentaux d'allocation des ressources. Deux questions essentielles sont posées ici, que nous ne voudrions que signaler :

1) Comment articuler un secteur « moderne » de l'industrie rénové dans ses orientations de base, au secteur des petites industries rurales qui permettent de mobiliser directement les forces latentes de progrès.

2) Pourquoi la forme sociale qui s'impose ici est celle de la collectivisation rurale, même à un niveau faible de développement des forces productives, et non la forme de l'agriculture « privée » même remodelée par une réforme agraire radicale. C'est à ces conditions seulement que le progrès de l'agriculture — qui doit d'abord rattraper son retard historique — pourra financer une industrialisation saine, dégager un surplus vivrier capable d'assurer l'indépendance nationale.

De même l'industrie doit être mise au service des masses urbaines pauvres, cesser d'être guidée par les critères de « rentabilité » qui favorisent le marché local privilégié et l'exportation vers les centres développés.

Dans tous les cas, l'industrie remodelée de la sorte ne peut trouver ses modèles technologiques tout prêts dans les pays développés. Elle ne peut davantage les trouver dans le passé technologique des centres, en empruntant ses techniques de production d'hier, comme le suggère le thème des « technologies intermédiaires ». La raison en est que le problème est ici différent, puisque l'industrialisation doit ici permettre la révolution agricole, alors qu'au centre elle s'est bâtie sur celle-ci. La question véritable n'est donc pas celle des conditions du « transfert de technologie », mais celle de la création des conditions favorables à une créativité dans ce domaine, non pour des motifs de « nationalisme culturel », mais pour des raisons objectives. De surcroît, il faut signaler ici un autre problème : les technologies empruntées véhiculent nécessairement les rapports de production capitalistes alors que le cadre social exigé par la révolution agraire et la mobilisation urbaine doit être socialiste. C'est là une question fondamentale, qui traduit le caractère nécessaire du socialisme dans la périphérie, condition indispensable

du progrès et de l'indépendance, qui ne résulte donc pas d'une motivation idéologique ou morale qui pourrait être « libre ». Nous ne faisons que signaler cette question au passage, qui est la raison pour laquelle nous continuerons à affirmer que le mouvement de libération nationale de la périphérie constitue principalement un moment de la transformation socialiste du monde et seulement à titre accessoire une phase du développement du capitalisme.

21. Un modèle de développement autocentré, s'il n'est pas synonyme en théorie d'autarcie, peut y conduire, qu'on le veuille ou non, pour des raisons politiques internes et externes évidentes. Cela peut être le cas, non seulement pour des pays vastes — comme les expériences de l'U.R.S.S. et de la Chine le montrent — mais même pour des petits pays (Corée, Viet Nam, Cambodge, Cuba, Albanie...). Bien que l'autarcie en elle-même ne soit pas synonyme de développement autocentré (pensez à la Birmanie), elle peut en être la condition dans certaines circonstances historiques.

Mais l'autarcie imposée peut aussi, si elle est trop brutale ou totale, gêner le développement autocentré en lui imposant des coûts supplémentaires qui pourraient dans certains cas être fort lourds. Car il ne s'agit pas de rejeter toute théorie des avantages comparatifs ; il s'agit seulement de constater que si la division internationale du travail est inégale, la thèse des avantages comparés perd sa validité. Un pays qui choisit la voie autocentrée et populaire peut se trouver dans une situation telle qu'importer certains inputs nécessaires à l'accélération de son développement (notamment dans certains cas l'énergie, ou certaines matières premières, ou certains équipements) soit relativement moins coûteux que de s'en passer.

22. Pour répondre à ce type de problème, les États libérés du tiers monde pourraient agir collectivement dans deux directions.

La première est celle de l'entraide mutuelle. En effet, les pays du tiers monde, riches en ressources naturelles le plus souvent exploitées au profit exclusif des pays développés, pourraient échanger entre eux les matières premières utiles à leurs projets nationaux de développement autonome. A l'heure actuelle, ces importations transitent presque toujours par les centres développés qui contrôlent les « marchés »

des matières premières et centralisent les facilités de paiement. Par des accords d'entraide mutuelle (accords de commerce et accords de paiements multilatéraux), les pays libérés du tiers monde pourraient court-circuiter ces intermédiaires. Par ailleurs, les échanges en matière de technologie pourraient accélérer la mise en œuvre de techniques de production appropriées, les problèmes que les pays du tiers monde ont à résoudre étant souvent analogues. On voit que ce type de coopération intra-tiers monde est très différent de celui envisagé dans le cadre néo-impérialiste. Il ne s'agit plus de « marchés communs » qui ne peuvent que reproduire et aggraver les inégalités de développement. Nous avons proposé les lignes générales d'un « accord global » (*package deal*) qui s'inscrit dans cet esprit d'une coopération au service d'un développement national autonome.

23. La seconde direction d'action collective vise à modifier la division internationale du travail entre pays développés et pays du tiers monde dans le sens d'une réduction de l'inégalité, et non plus d'une « rénovation » sans réduction de l'inégalité. Déjà, à l'heure actuelle, un bon nombre de pays du tiers monde sont acquis à l'idée d'opposer au véritable monopole des « consommateurs » des associations de producteurs de matières premières, et de renforcer ces associations par l'établissement de fonds de soutien collectif. Une stratégie de développement autocentrée implique davantage. Elle exige en effet, et à titre préliminaire, le contrôle national (étatique) de l'exploitation des ressources naturelles. Nous entendons par là non pas seulement la nationalisation formelle de cette exploitation, mais aussi et surtout la régulation du flux d'exportation, et sa réduction au niveau des importations exigées par la stratégie interne de développement autocentré. Car à l'heure actuelle, la stratégie extravertie est fondée sur une relation exactement inverse : les exportations sont d'abord poussées au maximum, exclusivement en fonction de la « demande » (des centres), et ensuite on se pose la question de savoir comment utiliser les recettes de ces exportations. La division internationale inégale du travail repose sur cette stratégie. La réduction de l'inégalité dans la division du travail implique très certainement la réduction des flux des exportations de matières premières. L'incroyable résistance du monde développé à cette réduction

démontre que le centre, contrairement à tant de discours trompeurs, ne peut pas se passer du pillage du tiers monde. Si ce pillage devait cesser, les centres seraient contraints de modifier leurs structures en conséquence, pour s'adapter à une nouvelle division internationale du travail moins inégale. Alors, et alors seulement, on pourrait commencer à parler d'un véritable nouvel ordre mondial, et non plus seulement des termes nouveaux de la division internationale inégale du travail.

24. Ces deux lignes générales — celle d'un nouvel ordre impérialiste et celle d'un ordre qui amorcerait réellement un progrès dans la libération des peuples du tiers monde — ne constituent pas deux thèmes verbaux, deux branches possibles d'une alternative théorique. Elles se heurtent déjà dans les faits, et font l'objet de conflits quotidiens.

La raison en est avant tout le caractère contradictoire du mouvement de libération nationale. Celui-ci est à la fois l'expression du développement du capitalisme et celui de sa crise. Les tendances du capitalisme et celles du socialisme se heurtent donc constamment au sein même de ce mouvement, précisément parce que les forces du capitalisme sont toujours ici celles d'un capitalisme faible, périphérique, dépendant, qui objectivement ne peut pas réaliser les objectifs d'un capitalisme achevé. Ces forces se heurtent au sein de tous les régimes du tiers monde. Dans ceux de ces pays qui ont rompu avec le capitalisme, on sait bien que ces tendances bourgeoises persistent. Mais inversement, les États capitalistes du tiers monde ne présentent pas ce caractère accompli et unilatéral des États capitalistes centraux. D'où la volatilité de leurs régimes et la gamme nuancée des situations, allant de celle du néocolonialisme triomphant à celle du nationalisme en conflit avec l'impérialisme, en passant par celle des néocolonialismes honteux ou en crise.

Car le conflit avec l'impérialisme est bel est bien ouvert. Les thèmes du nouvel ordre international ont été jusqu'ici intégralement repoussés, comme l'échec des conférences de la CNUCED et de la négociation Nord-Sud en témoigne. Au plan idéologique même, le Club de Rome s'efforce d'opposer à ces thèmes une construction de substitution. C'est que les thèmes du nouvel ordre véhiculent l'aspiration au contrôle

des ressources naturelles et au renforcement des États nationaux, que l'impérialisme n'admet pas.

En théorie, la nouvelle division inégale du travail arrangerait tout le monde, les bourgeoisies de la périphérie et les monopoles des centres. Car le transfert des industries permettrait de recréer au centre une armée de réserve de chômage qu'un quart de siècle de croissance a réduit au point de faire perdre au système sa flexibilité « normale ». Et ce chômage permettrait de relever le taux de la plus-value au centre même. A plus long terme, le centre développerait les nouvelles activités de contrôle d'ensemble du système — le « quaternaire » (*software*, activités de recherche et développement, etc.), les industries motrices nouvelles, le secteur militaire — renouvelant et approfondissant de la sorte les conditions de l'hégémonie social démocrate au centre.

Mais dans le long terme, nous sommes tous morts, comme on sait. Aujourd'hui, les résistances au transfert des industries l'emportent encore largement. Or ces refus accablent les bourgeoisies du tiers monde qui, partenaires faibles, devraient supporter tout le poids de la crise. Il devient alors impossible d'atténuer les contradictions sociales violentes dans le tiers monde : le déficit vivrier s'accroît, l'implantation des industries d'exportation est remise *sine die*, etc. De ce fait, les conditions politiques peuvent évoluer dans un sens favorable à l'amorce d'un développement autocentré. Telle est la réalité : la lutte du tiers monde contre l'hégémonie impérialiste dominante. Pour beaucoup de raisons, cette lutte est aujourd'hui encore la force principale de transformation du monde.

VII

Du rapport Pearson (1970) au rapport Brandt (1980) ou la crise de l'idéologie du développement

1. Il est maintenant reconnu par tout le monde que le système mondial est entré dans une crise structurelle durable qui frappe tous les aspects de la vie sociale, économique et politique, remet en question les modalités de la division internationale du travail sur les bases de laquelle la croissance exceptionnelle des années 1945-1971 s'est développée, comme elle remet en question les modèles nationaux de croissance et de développement des différents segments du système mondial, Nord et Sud.

L'objet de cet article n'est pas de revenir sur la nature et les perspectives de cette crise, sujet sur lequel nous nous sommes déjà exprimés au moins quatre fois depuis 1974¹. Il est d'examiner les « solutions » proposées, singulièrement en ce qui concerne les rapports Nord-Sud, par le rapport de la Commission Brandt et par les stratégies de la « troisième décennie du développement » des Nations Unies².

Il va de soi, néanmoins, que notre hypothèse, implicite ici, explicite ailleurs, est que cette crise, dont l'aspect principal est situé au plan de la division internationale du travail,

1. Les quatre articles sur la crise sont les suivants

- a) *Vers une nouvelle crise structurelle du capitalisme*, Minit 9, 1974;
- b) *C'est une crise de l'impérialisme*, Minit 14, 1975;
- c) *Développement autocentré, autonomie collective et nouvel ordre économique international*, Revue de l'AETM, n° 1, 1977;
- d) *A propos du NOEI et de l'avenir des relations économiques internationales*, Africa Development, n° 4, 1978.

- 2. *North-South, A Programme for survival*, Pan Books, London 1980
- Comité de Planification des Nations Unies, 16^e session (janvier 1980), New York ONU, 1980;
- Stratégie de développement pour la 3^e décennie du développement en Afrique, doc. ronéoté CEA, E/CN14/737, mars 1980, Addis Ababa.

est la résultante normale de changements des rapports de force, économiques et politiques, accumulés par la croissance même des années 1945-70. Les principaux de ces changements sont d'ailleurs situés le long du 40^e parallèle et intéressent : (i) les rapports économiques intra-Ouest, marqués par la fin de l'hégémonie américaine et l'émergence du Japon d'une part, de l'Europe (en particulier de l'Allemagne) d'autre part, comme partenaires désormais compétitifs, voire même capables d'arracher aux États-Unis certaines au moins de leurs positions dominantes ; (ii) les rapports militaires Ouest-Est soviétique, marqués par l'égalité des deux superpuissances depuis 1960 ; et (iii) les rapports politiques Ouest-Est soviétique - Chine, marqués par l'émergence de la Chine, devenue nation autonome, capable de soumettre sa stratégie internationale aux impératifs de ses choix de développement. Par contre, les rapports Nord-Sud ne se sont modifiés que marginalement : victime du développement extraverti, qui s'est poursuivi et approfondi durant la période 1945-70, le tiers monde est entré dans la crise en partenaire faible, qui subit de plein fouet les effets de celle-ci. Aussi, pour cette raison essentielle, le projet de « Nouvel Ordre Économique International », qui traduit les aspirations des États du tiers monde, n'a pas reçu le moindre début de mise en œuvre. Dans ces conditions, les sociétés du tiers monde, enfermées dans une voie sans issue, ne parviendront à sortir de l'impasse que dans la mesure où elles seront capables, par leur propre transformation interne, de se « déconnecter » au maximum du système mondial, de « prendre leurs distances », de se concentrer sur la construction d'une économie et d'une société nationale et populaire. En seront-elles capables ? Seront-elles capables d'améliorer leurs chances par un soutien mutuel qui constitue le contenu progressiste éventuel d'une « autonomie collective », complémentaire de leurs efforts d'autonomie nationale ? En tout cas, il n'y a pas de choix. Car, à défaut, il n'y a guère de perspective que celle de la soumission totale de ces sociétés aux stratégies des transnationales, ce qui implique une mise sous tutelle politique aggravée. Ou encore d'explosions populaires de type « populiste » qui, bien qu'elles expriment avec force ce que les peuples en question refusent, s'avèrent incapables de définir le contenu d'une stratégie positive cohérente de développement national et populaire, et, de ce

fait, amorcent une série de processus d'effondrement et de désintégration dont il est impossible de prévoir l'issue. Mais après tout l'histoire s'est largement faite de cette façon.

La crise, parce qu'elle est globale, est donc naturellement aussi celle de la « théorie », que ce soit la théorie de la croissance et de l'accumulation capitaliste au centre (où les politiques inspirées par le keynésianisme ou par le monétarisme classique font faillite et ne sont pas capables de rendre compte des phénomènes nouveaux comme la « stagflation ») ou la théorie conventionnelle du « développement-modernisation ».

Le Nouvel Ordre Économique International, les recommandations du rapport de la Commission Brandt, les stratégies des Nations Unies pour la décennie 80 constituent des tentatives de répondre aux défis de notre époque en sauvant ce qui, aux yeux des responsables, paraît être essentiel : « l'interdépendance globale » des sociétés contemporaines.

2. Nous nous sommes déjà exprimé sur le sujet du NOEI et avons tenté d'en dégager la nature, la cohérence des propositions, les divergences dans son interprétation et les échecs de sa mise en œuvre. Nous n'y reviendrons pas³ et mettrons ici l'accent sur le rapport Brandt.

21. Le rapport Brandt partage cette philosophie générale — que son titre même, « un programme de survie », rappelle — selon laquelle l'interdépendance est synonyme d'intérêts communs des partenaires. Ce qui doit être sauvé, c'est donc bien cette « interdépendance globale » menacée. Le système mondial — un système mondial — (sous-entendu capitaliste ?) doit être maintenu, et les différentes sociétés nationales doivent trouver leur place et situer leur développement dans le développement global du système. Tout le rapport, ses recommandations et ses analyses (ou son absence d'analyses précisément), sont fondés sur ce choix. L'hypothèse que l'intérêt commun l'emporte sur les conflits d'intérêts appelle inexorablement le style « vœux pieux » : si tous les gouvernements du monde voulaient bien...

Bien entendu, cette philosophie n'est pas la nôtre. Nous pensons que l'histoire lui a infligé trop de démentis pour

3. Voir article cité en 1 (d).

continuer à l'accepter (i) car l'histoire a été jusqu'ici celle à la fois de l'interdépendance et de l'asymétrie dans celle-ci (le terme même d'interdépendance est donc inexact, et celui de dépendance est plus correct). (ii) L'histoire de ce développement inégal est celle de l'évolution inégale des forces des partenaires et, par conséquent, celle d'une succession de phases de développement dans le système (phases « A » de croissance globale dans un système défini par des règles — notamment de la division du travail — et des hiérarchies, une ou plusieurs hégémonies, etc.) et de crises, passages forcés d'une phase A_1 à une phase A_2 par une crise B (définie par la remise en cause des règles et des hiérarchies). Les phases B de crise expriment le conflit des intérêts ; et le changement, qui résulte du règlement de ces conflits, est fondé sur la reconnaissance du nouvel équilibre des forces. (iii) Les modifications des rapports de force trouvent leur source à la fois dans les effets cumulés de l'interdépendance inégale et dans les transformations internes des sociétés. C'est en définitive l'évolution et le changement dans les ordres internes qui commande l'ordre international, et non l'inverse.

Notre période est précisément celle d'une phase B de « crise ». Il ne sert donc à rien de gommer les conflits d'intérêts, qui sont primaires, ou de les tenir pour mineurs. C'est s'interdire de comprendre.

On opposera donc aux recommandations déduites de cette philosophie — dont on montrera l'inconsistance — la recommandation globale, et exactement inverse dans sa direction, d'une « déconnexion » maximale. Réduire l'interdépendance, voilà le mot d'ordre. Donner la priorité au développement autocentré et populaire, amorcer et renforcer l'autonomie collective du Sud, voilà le sens aujourd'hui du non-alignement.

22. Le « remède » à la crise globale proposé par le rapport est celui d'un « keynésianisme mondial » selon l'expression heureuse d'André Grunder Frank⁴. Un transfert massif de ressources du Nord vers le Sud permettrait de relancer la machine en panne (et, en passant de résorber le chômage), au Sud et au Nord... » (pages 67 et suiv.).

4. André G. Frank, *Keynesian North-South and East-West paradoxes in the Brandt report*, mimeog, 1980.

Le NOEI propose, dans cette même perspective, mieux, plus fort, et sans le détour — discutable — inutile, par le biais du « transfert des ressources ». Le NOEI propose en effet simplement une industrialisation d'exportation du Sud vers le Nord, fondée sur les salaires bas et les ressources naturelles abondantes. Cette délocalisation massive de l'industrie aurait sans aucun doute l'effet de relever globalement le taux de rentabilité : le keynésianisme dans ce domaine simplifie : il attribue la crise à une insuffisance de la demande qui peut être stimulée par une redistribution du revenu. Il s'abstient de passer au plan de l'organisation de la production. Le NOEI vise directement celle-ci. La délocalisation est évidemment à la fois redistribution des forces productives, donc des revenus, et relèvement du taux du profit. De plus, loin de demander un « transfert » supplémentaire dont l'histoire a démontré les limites et les caractères — largement néfastes — le NOEI envisage le relèvement des prix des exportations traditionnelles du Sud (et invite pour cela à l'action unilatérale par la cartellisation, suivant l'exemple du pétrole) et la mobilisation des ressources supplémentaires dégagées de cette manière (et surtout des rentes minières et pétrolières) pour financer la nouvelle étape de la croissance sans « transfert ».

Bien entendu, les partenaires de la redistribution en question ne sont pas les « peuples », mais les pays. Le NOEI n'a pas cette naïveté de les confondre. En fait une industrialisation d'exportation fondée sur la main-d'œuvre à bon marché suppose : (i) une agriculture exploitée qui fournit aux villes à la fois la force de travail prolétarisée en surabondance et des vivres à bon marché, et (ii) le chômage urbain, une classe ouvrière et des classes moyennes subalternes pauvres. Le projet n'est donc pas un projet de « développement en faveur des pauvres », mais un projet d'accumulation du capital.

Bien entendu aussi les partenaires dans le conflit n'étant pas les « peuples », mais les classes dirigeantes, la bataille pour la redistribution en question oppose les capitaux du Nord aux États du Sud sur le terrain du partage d'un surplus croissant. Et c'est là que s'opposent deux interprétations du NOEI : celle des monopoles du Nord (redéploiement sous leur houlette) et celle des États du Sud (industrialisation

d'exportation certes mais aussi nationalisation de la rente, cartels de producteurs et mise en place parallèle d'une économie et d'une industrie — capitalistes certes — mais non moins autocentrées, dont les exportations prolongent des productions tournées vers l'intérieur en les rendant possibles par l'importation massive de technologie). Que les États du Sud n'aient pas la force d'imposer le repartage, cela paraît clair aujourd'hui. Qu'il faille alors se rabattre sur le redéploiement des monopoles, comme s'y rallie le rapport Brandt, il est douteux que cela soit compatible avec l'intérêt des peuples et même des États du Sud.

23. L'absence d'analyse relative aux causes et mécanismes du « sous-développement » conduit le rapport Brandt à proposer, pour chaque question abordée, des solutions insuffisantes et illusives.

a) S'agissant des pays « les moins développés », le rapport fait comme s'il s'agissait d'un groupe homogène, alors que l'analyse historique nous avait amené à proposer plusieurs types de pays « moins développés » pour des raisons différentes, tenant à leur intégration dans le système mondial comme « périphéries de périphéries » fournisseurs soit de main-d'œuvre migrante (par exemple : (i) l'économie de traite au « second degré comme la Burkina Faso par rapport à la Côte d'Ivoire ou (ii) les « réserves », comme les Bantoustans, ou le Lesotho) soit de produits vivriers (par exemple : les pays du Sahel exportateurs de viande, et naguère de céréales vers la Côte du Bénin...)⁵

La « recommandation » faite par le rapport — donner la priorité à l'agriculture — est, de ce fait, superficielle. Sans doute cette priorité s'impose-t-elle. Mais les modèles d'exploitation coloniale, fondés aussi sur cette priorité (l'économie de traite, celle des compagnies concessionnaires et celle des réserves), sont à l'origine historique de la misère actuelle des campagnes africaines.⁶ Et les politiques

5. Pour une critique du concept de « pays moins développés » et une typologie de ceux-ci voir, Samir Amin, *CNUCED III - Un bilan*, Bulletin of Peace Proposals, Oslo, n° 3, 1972.

6. Concernant les différents modèles coloniaux en question (économie de traite compagnies concessionnaires, économies de réserve...), voir S. Amin, *Sous développement et dépendance en Afrique noire*, Tiers Monde, n° 52, 1972.

« nouvelles » — l'encadrement bureaucratique, la koulakisation ou l'agribusiness — que préconise la Banque Mondiale — en réduisant la priorité vivrière à celle de projets vivriers sans remise en cause de la politique globale d'intégration mondiale — sont, de ce fait, voués nécessairement à aggraver la misère des paysans.

b) La « priorité vivrière » — qui ne s'impose pas seulement pour les pays « moins développés » mais pour les autres aussi — NICs, pays nouvellement industrialisés ou « semi-industrialisés » aussi — exige bien autre chose : (i) la remise en cause de la politique globale à tous les plans (distribution du revenu, salaires réels et prix agricoles, fiscalité et financement, etc.) ; (ii) la mise en place d'industries au service de la priorité agricole (et non de l'exportation ou de la satisfaction de la demande solvable sur la base des structures actuelles) ; (iii) l'autonomie des communautés paysannes dans la conception et l'exécution de leurs projets de développement (et cela va bien au-delà des réformes agraires préconisées dans le rapport) ; et enfin (iv) la prise de distance à l'égard des critères de rentabilité étant entendu que la mise en place d'une économie et d'une société nationales et populaires entre en contradiction avec les exigences de la « compétition internationale ».

Ce qui est dit de l'agriculture est valable aussi, *mutatis mutandis*, pour les autres secteurs d'intérêt populaire : les activités de la petite entreprise et de l'artisanat au service de la consommation populaire. Le rapport Brandt préconise « l'assistance au secteur informel » ; mais il ignore que ce secteur, articulé comme il l'est à une économie qui n'est pas tournée vers la satisfaction des besoins populaires, est, de ce fait, exploité. Et le discours classique sur les « services sociaux » ne saurait être substitué aux exigences de l'autonomie réelle des collectivités populaires.⁷

7. Le rapport Brandt traite un peu les peuples comme on traite de la question des femmes dans la plupart des rapports : on leur consacre un chapitre particulier, sans se soucier de savoir si ce que l'on dit dans ce chapitre n'est pas en contradiction avec ce qui est dit ailleurs ! Pourtant on sait bien maintenant, grâce précisément aux travaux importants des groupes féministes que les conditions du travail domestique non rémunéré (mais néanmoins producteurs de valeurs d'usage) agissent sur les valeurs caractéristiques du produit du travail social (producteur de valeurs d'échange). En ignorant ces travaux, le rapport Brandt tombe, en ce qui concerne le « secteur informel » dans des platitudes creuses.

La construction d'une économie au service de la satisfaction des besoins populaires exige certainement des « réformes internes ». Mais l'histoire — et la politique — démontrent que ces réformes sont peu compatibles avec les exigences de l'intégration au système mondial. Et pourquoi le rapport est-il si timide au point de n'oser point condamner les politiques de « déstabilisation » des régimes populaires, mises en œuvre par les puissances et les institutions internationales comme le FMI ? Dans ces conditions, les gouvernements du tiers monde ont raison de considérer que cette recommandation est démagogique, parce qu'elle attribue la responsabilité de la situation actuelle à ces seuls gouvernements.

c) Timidité à l'encontre du capital des monopoles dominants que l'on retrouve au chapitre du commerce. Préconiser encore aujourd'hui des Fonds communs et autres modes de stabilisation du commerce sans tenir compte de l'échec des négociations, n'est-ce pas dérisoire ? Pourquoi ignorer la possibilité, entrevue en 1975, d'une cartellisation des producteurs du tiers monde⁸ ? N'est-ce pas là le seul moyen de modifier le rapport de forces en faveur du Sud ?

d) Concernant les ressources minérales et l'énergie, domaines où les intérêts du Nord sont précisément en jeu, le rapport se contente : (i) de proposer l'accélération de la recherche minière dans le Sud par la création d'un Fonds spécial ; (ii) d'attribuer à la hausse des prix du pétrole, la misère du « quart monde ». Mais pourquoi donc accélérer le pillage des ressources naturelles du Sud pour permettre au Nord de maintenir son gaspillage ? Pourquoi le mutisme du rapport sur l'économie politique de la rente minière et ses rapports à la division internationale du travail⁹ ? Pourquoi ignorer non seulement la responsabilité historique du Nord dans le développement inégal du Sud,

8. Nous faisons référence ici au programme adopté par la conférence des non-alignés à Dakar en février 1975 qui préconisait la constitution d'associations de producteurs du tiers monde (et non d'associations mixtes de producteurs et de consommateurs) et la création d'un Fonds commun permettant de soutenir les luttes engagées par ces associations pour un relèvement des prix (et non un Fonds de stabilisation).

9. Pour l'économie politique de la rente minière, voir S. Amin, *La loi de la valeur et le matérialisme historique*, chap. VI, éd. Minuit, 1977.

mais encore celle de la stratégie du Nord dans la crise contemporaine¹⁰ ?

e) Concernant l'industrialisation, le rapport semble considérer comme positifs les résultats obtenus dans les « NIC » — pays semi-industrialisés — (Brésil, Mexique, Corée du Sud, etc.). Mais pourquoi ignorer :

(i) qu'une stratégie globale de délocalisation accentuerait nécessairement le développement inégal du Sud. Pourquoi ignorer que l'industrialisation accélérée du Brésil est concomitante à la désindustrialisation de l'Argentine ?

(ii) que cette stratégie est fondée sur une politique sociale répressive. Dans tous les NIC la croissance — fut-elle prodigieuse — du PIB et du produit industriel, s'est accompagnée d'une stagnation ou même d'une régression des salaires ouvriers et des revenus paysans. Au contraire, on voit dans le cas des développements accélérés au centre du système, en Espagne par exemple, la croissance s'accompagner d'une croissance parallèle des salaires et des revenus paysans.¹¹

(iii) que, pour cette raison, les peuples des NCI ne paraissent guère apprécier le modèle proposé. L'Iran du Shah s'est effondré en pleine accélération de sa croissance. La Corée du Sud dément les discours sur la prétendue « croissance avec redistribution ».

10. La stratégie du Nord concernant les ressources minières, fondée sur des considérations multiples (prix, sécurité des approvisionnements, perspectives à long terme des réserves...), est ignorée dans le rapport. Or cette stratégie, qui vise souvent à la centralisation des actions (par exemple la « ceinture de sécurité » en ce qui concerne le minerai de fer), est à l'origine de développements inégaux dans le Sud.

11. Pour une comparaison éclairante entre le développement industriel extraverti de la Corée du Sud et le développement autocentré de la Corée du Nord et leurs effets sociaux, voir : *Korea, North and South, the deepening crisis*, ed. by Gavan MC Cormack and Mark Selden, MR Press, 1978.

Cet ouvrage permet de corriger les commentaires naïfs concernant la Corée du Sud que l'on trouve dans un ouvrage comme *Redistribution et Croissance* (éd. par H. Chenery, R. Jolly et all...), PUF 1977. On sait qu'au Brésil par exemple, l'industrialisation accélérée a été accompagnée par une réduction des salaires réels et des revenus paysans (voir les études de F.H. Cardoso, R.M. Marini, etc.). Par opposition en Espagne, le « miracle » des années 50 et 60 a été caractérisé par une croissance parallèle de la productivité et des revenus du travail. Il y a là toute la différence entre le développement périphérique et celui des centres, même « attardés ».

(iv) que, contrairement aux prétentions du modèle, l'option prioritaire en faveur de l'industrie d'exportation n'améliore pas la balance extérieure. La preuve : les NICs ne sont-ils pas les pays du tiers monde les plus endettés ?

f) On pourrait multiplier à l'infini les exemples d'insuffisances du rapport.

Le rapport, par exemple, réduit pratiquement ses commentaires concernant les transnationales à la défense de l'idée d'un « code de conduite », mais n'y a-t-il pas un danger pour les pays du tiers monde à accepter ainsi de se plier aux exigences d'une nouvelle étape de la mondialisation de la vie économique par les transnationales en lui donnant un statut juridique qu'elle n'a pas encore ?

Le rapport considère les migrations internationales de travailleurs comme profitables pour les deux partenaires (pp. 108 et suiv.). Quelle erreur quand on sait que l'histoire a montré que les pays d'émigration sont toujours allés en s'appauvrissant (voir l'Irlande qui avait la population de l'Angleterre lors de sa malheureuse conquête, achevée par son émigration...), et que lorsque, par exception, un pays se développait, il cessait de fournir une émigration appauvrissante (voir l'Italie et l'Espagne contemporaines)¹² !

24. Le rapport Brandt donne finalement beaucoup d'importance aux problèmes immédiats et particulièrement au danger de crack financier global, en relation avec l'inflation mondiale et la croissance vertigineuse de la dette extérieure de certains pays.

André Gunder Frank va jusqu'à soupçonner que l'objectif réel du rapport — et le principal objet du sommet proposé — serait précisément d'étudier les voies et moyens d'éviter un crack financier.¹³

La solution, l'établissement d'un « lien » (*link*) entre l'émission des liquidités internationales et l'aide au développement, envisagée il y a déjà de nombreuses années, puis abandonnée, est reprise par le rapport. Ce « lien » permettrait

12. On était parvenu aux mêmes conclusions dans l'étude des flux migratoires en Afrique de l'Ouest, à savoir qu'ils appauvrissent les pays d'émigration (par exemple la Haute Volta) aux bénéfiques des régions d'immigration (par exemple la Côte d'Ivoire), voir *Les migrations contemporaines en Afrique de l'Ouest*, éd. par S. Amin, Oxford, U. Press, 1974.

13. Article cité en 4.

d'éviter l'effondrement financier de certains pays du tiers monde dont la dette extérieure menace l'équilibre global. C'est là, dit A. G. Frank, le « vrai terrain d'un intérêt mutuel, celui de l'ensemble des États ». Mais est-il possible d'établir un « lien » de ce genre ?

Les considérations générales du rapport concernant le système monétaire international paraissent naïves. Le rapport souhaite l'établissement d'un « système monétaire mondial juste... ». Cela n'a jamais été le cas jusqu'ici. Tout d'abord il n'a existé de système monétaire mondial que durant les périodes caractérisées par l'hégémonie économique d'un centre national. Ce fut le cas au XIX^e siècle, jusqu'en 1914, où l'étalon or (en fait Sterling) coïncidait avec l'hégémonie britannique. Cela a été à nouveau le cas, de 1944 (Bretton Woods) à 1971 (suspension de la convertibilité du dollar), pendant la durée de l'hégémonie américaine. Par contre, durant ce que nous appelons « la guerre de 30 ans » pour la succession britannique, qui a opposé les États-Unis et l'Allemagne de 1914 à 1945, il n'y a pas eu de système monétaire mondial, mais un grand chaos. Ce n'est pas parce qu'il n'y avait pas de système monétaire mondial qu'il y a eu ce chaos, y compris le crack de 1929, mais c'est au contraire parce qu'il n'y avait pas de puissance hégémonique mondiale qu'il n'était pas possible d'avoir un système monétaire mondial. Or nous sommes à nouveau entrés dans une période où la succession des États-Unis est ouverte. En faveur de l'Europe (plutôt que du Japon), au moins à l'échelle du système capitaliste, soit global, soit de l'ancien hémisphère (Europe-monde arabe-Afrique en premier lieu, zones de pénétration en Asie — en accord ou non avec le Japon, quelques zones de pénétration en Amérique latine...) ? Les jeux sont ouverts.¹⁴

14. Va-t-on ou non vers une nouvelle « hégémonie » européenne ? La question est à discuter. Ce qui est sûr, c'est que le développement inégal au sein de la CEE a amené l'Allemagne à être compétitive avec les États-Unis (voir l'analyse de ses exportations motrices), tandis qu'au contraire la France et l'Italie, malgré leur croissance forte, optaient pour des secteurs moins dynamiques à long terme, et que le déclin de l'Angleterre ne cessait de s'aggraver. Il y a deux issues à cette évolution : (i) ce développement inégal conduirait à l'éclatement de l'Europe et le déclin relatif des pays incapables de rattraper l'Allemagne, ceux-là se verraient de plus en plus concurrencés par les « nouveaux pays industrialisés » de l'Est et du tiers monde ; (ii) au contraire, le maintien de l'unité européenne permettrait, fut-ce sur la base d'un développement inégal en son sein, de mettre les

Le désordre appelle nécessairement l'inflation. Ce fut le cas durant la période 1914-45. C'est à nouveau le cas depuis la seconde moitié des années 60, dans des formes nouvelles, mais pour la même raison fondamentale. La crise a commencé par être celle des rapports dollar versus mark, yen et autres monnaies européennes, et cela pas par hasard. L'incapacité des États-Unis à assumer leurs responsabilités économiques (compétitivité décroissante vis-à-vis du Japon et de l'Allemagne sur le marché mondial) et politiques (guerre du Viet Nam), s'est soldée par... la chute du dollar.

Sans doute l'inflation a-t-elle désormais des causes structurelles internes qui tiennent à la stratégie des monopoles, renonçant à la concurrence par les prix, et à l'ordre social organisé par « contrats collectifs ». C'est pourquoi l'inflation est continue, sous sa forme rampante, depuis 1945. Sans doute cette inflation continue devait-elle impliquer tôt ou tard la réévaluation de l'or, comme la distribution inégale de ses taux, le réajustement des taux de change. Mais tant que l'on était en phase A (1945-70), l'équilibre structurel global (donc entre autre celui — en gros — des balances de paiement... ; peu importait qu'il y ait eu un malade chronique, la Grande Bretagne, entretenue par le patron américain pour services passés rendus, et quelques malades épidémiques dans le tiers monde...) assurait le fonctionnement du système monétaire mondial fondé sur l'hégémonie américaine.

Entré dans une phase B, le système se détraque : l'inflation de rampante prend le trot, puis le galop ; les rythmes sont de plus en plus inégaux (de 7 à 30 % l'an) et les changes entrent dans l'instabilité permanente ; le décrochage de l'or s'impose (en 1971) et le métal jaune passe du taux officiel de 35 \$ l'once à celui du marché, désormais libre, de 600 ou 700 l'once ; la crise s'accompagne alors de ce nouveau phénomène : la stagflation. Protester, comme le fait Robert Triffin,¹⁵ contre ces faits — l'instabilité des changes, la non-adéquation des réserves, l'absence de processus d'ajustement

avancées allemandes au service de la nouvelle hégémonie économique européenne. Nous reviendrons sur ce sujet ailleurs.

15. On pense ici aux nombreux articles de Robert Triffin, accusant « l'inflation mondiale » et prônant la création d'un système monétaire universel fortement centralisé, une sorte de Banque centrale mondiale, capable de mettre un terme au désordre actuel...

— n'avance à rien : il n'y a pas de remède monétaire à une maladie qui a son origine ailleurs que dans la monnaie. Les monétaristes parviendront-ils à le comprendre ?

On suppose en effet que « tout le monde souffre de l'inflation ». Non. Les monopoles y trouvent leur compte, comme le chômage vient à temps pour exercer une pression sur les salaires et faciliter les restructurations. Par ailleurs, l'inflation, inégale dans ses taux, opère à l'avantage des puissances montantes au détriment de celles en déclin.

On suppose aussi qu'il pourrait exister des mécanismes d'ajustements. En phase A, oui, c'est pourquoi le FMI partait de l'hypothèse que le déficit d'un pays était dû exclusivement à sa politique nationale. Mais en phase B le déséquilibre est structurel et global et le déficit des uns a pour contrepartie l'excédent des autres. Il n'est plus possible d'attribuer ces déficits à des politiques nationales « déficientes » ; ils sont la contrepartie nécessaire d'excédents non moins difficiles, impossibles même à résorber.

L'ordre monétaire — mondial ou régional, c'est-à-dire alors le désordre monétaire — reflète l'équilibre des forces, ou l'absence d'équilibre entre les pays capitalistes développés et non les rapports Nord-Sud. Or nous avons déjà prétendu que ce qui avait changé c'était bel et bien les rapports entre pays développés. C'est pourquoi le discours sur les « besoins spécifiques des pays en voie de développement » entre autre, « le lien », est un discours naïf. La question n'est pas là.

Dernière question : le danger de crack financier est-il réel ? ou est-ce seulement un épouvantail ? la faillite d'une grande institution financière peut toujours être évitée formellement si la banque centrale du pays préfère lui venir au secours (quitte à la nationaliser) et accepter l'inflation qui en découle. En 1929, ce choix était impossible sans suspendre la convertibilité. Or, aujourd'hui, il n'en est plus de même. Certes la banque centrale d'un État donné pourrait hésiter si elle se trouvait seule à le faire parce que l'accélération de l'inflation nationale qui en découlerait contribuerait à détériorer la position de sa monnaie vis-à-vis des autres. Mais la précaution n'est-elle déjà pas prise par l'association dans des consortia des prêteurs des principales institutions financières de tous les pays prêteurs pour chaque prêt international, important et même mineur d'ailleurs ? Dans ce cas,

le défaut d'un emprunteur important menacerait l'ensemble du système, appelé à réagir d'une façon solidaire pour éviter le crack.

Mais qui sont ces emprunteurs ? les pays de l'Est et les pays nouvellement industrialisés du tiers monde (les « NIC »). A propos de ces derniers, on rappellera que leur endettement croissant dément l'optimisme de convention de la Banque mondiale qui prône l'industrie d'exportation... Mais, en fait, les prêts octroyés à ces pays ne sont nullement appelés à être remboursés. Le voudrait-on que l'excédent structurel des prêteurs l'interdirait. Ces prêts, bien que pas toujours affectés à ces investissements déterminés, constituent la forme contemporaine de l'investissement extérieur. Ils sont destinés à rapporter, et le taux d'intérêt qu'il faudra leur servir ira sans doute en s'élevant. Par là même, une ponction grandissante sera effectuée sur le revenu réel du tiers monde, ce qui est l'objectif même de l'opération. C'est pourquoi le danger de crack nous paraît moins grave qu'on ne le pense. Car ou bien ces pays continueront à aliéner leur indépendance (et leur revenu) par la poursuite indéfinie de ce mode de développement, et tout ira bien, ou bien, à la suite de changements politiques, ils refuseront de rembourser et pourront le faire dans la mesure où, comme dans les exemples historiques précédents, ils seront l'objet de mesures de rétorsion qui les contraindront à l'autarcie, nationale ou collective. Et, dans ce cas, les banques centrales associées des centres prêteurs viendront au secours de leurs « sinistrés »...

Le danger de crack viendrait plutôt d'ailleurs : des flux erratiques de liquidités détenues par les transnationales (plus encore que par les États pétroliers), n'obéissant qu'aux règles de la spéculation à court terme. Dans ce domaine, les partisans des changes flexibles ont rendu service aux spéculateurs, mais au détriment de l'intérêt collectif à éviter la catastrophe... C'est pourquoi peut-être après tant d'engouement pour l'école de Milton Friedman, sans doute pour des raisons d'aliénation idéologique attachée au renouveau néolibéral, les autorités monétaires et politiques de l'Occident amorcent-elles un retour à des comportements moins absurdes.

3. La « stratégie de développement des Nations Unies pour la troisième décennie », celle des années 80, a été définie

par le comité de planification du Développement lors de sa 16^e session (janvier 80), tandis que sa mise en œuvre pour l'Afrique a été formulée dans un document soumis par la CEA à la conférence des planificateurs africains (session de mars 1980, doc. E/CN14/737).

31. La conclusion du premier document — à savoir que « le NOEI doit s'adapter au marché » (para. 133) est révélatrice. La stratégie choisie a donc opté en faveur de l'interprétation du NOEI par les transnationales. Car l'interprétation des 77 — à la fois développement national indépendant et participation à la DIT — entre naturellement en contradiction avec les « règles du marché ».

Cette option réduit donc la portée de la stratégie proposée. Celle-ci est certes volontariste : ni le taux de 4 % de croissance annuelle pour la production agricole du tiers monde (pour éviter l'écart grandissant entre la demande solvable et l'offre locale des produits alimentaires), ni celui de 9 % pour l'industrie (pour réaliser l'objectif de Lima d'une part du tiers monde égale à 25 % de la production industrielle mondiale)¹⁶ ne correspondent à des « tendances spontanées » ; la délocalisation sous la houlette des transnationales permet d'atteindre les objectifs industriels (et même de les dépasser), mais pour quelques pays seulement, et cela sans bien entendu que les objectifs agricoles puissent l'être. D'où la fragilité des NICs.

Des calculs économétriques simples auraient démontré que les deux taux retenus impliqueraient une croissance très forte des importations (7 à 8 % l'an), plus forte que celle du PIB. Il s'agit donc d'une stratégie extravertie et non d'un développement autocentré, quoiqu'on dise. Or il est douteux qu'en phase de crise l'Occident puisse absorber un tel volume d'importations concurrentielles du Sud !

La stratégie proposée se contente de ces généralités discutables, et n'envisage pas les moyens de la mettre en œuvre. Proposer, en ce qui concerne l'agriculture, des « réformes agraires » et la mise en œuvre du programme intégré de la CNUCED et de la convention de Lomé, est notoirement insuffisant. Or la lenteur du développement agricole,

16. Référence est faite ici à la *Déclaration* et au *Plan d'action de Lima* adoptée par la Conférence générale de l'ONUDI (Lima, 1974).

caractéristique de la périphérie depuis son origine, est la raison ultime des distorsions de son développement d'ensemble. En ce qui concerne l'industrialisation, la stratégie d'ailleurs se garde d'entrer dans le détail: un objectif d'exportations industrielles du Sud vers le Nord égal à la moitié du flux inverse (para. 61); des généralités sur la mise en œuvre parallèle de la grande et de la petite industrie, qui, formulées de cette manière, sans relations avec les problèmes de la technologie, des prix relatifs et des formes sociales et politiques de la propriété et de la gestion, sont valables pour tous les temps (para. 55); un coup de chapeau en faveur de la construction des systèmes industriels nationaux (para. 56) qui entre en contradiction avec l'ensemble de la stratégie...

Par ailleurs, les considérations sur les réformes du système mondial notamment monétaire demeurent vagues à l'extrême.

Dans ces conditions, on peut douter que les « objectifs sociaux » (éliminer la famine et l'analphabétisme, réduire la mortalité et assurer le plein emploi pour l'an 2000) soient compatibles avec la stratégie proposée. En particulier il est certain que la famine ne trouvera pas de réponse sans bouleversement radical dans l'articulation agriculture-industrie; comme il est certain que l'industrie d'exportation (qui, par définition, doit être compétitive) est incapable d'absorber la croissance du chômage urbain prévisible dans le tiers monde.

32. Si la stratégie globale pour la troisième décennie est politiquement naïve, sa mise en œuvre pour l'Afrique est, de surcroît, techniquement misérable.

Faisant preuve d'un manque absolu d'imagination, les auteurs du document ont repris pour l'Afrique les taux mondiaux moyens (4 % pour l'agriculture, 9 % pour l'industrie et 8 % pour les importations !). Si, évidemment, les mêmes taux étaient retenus pour chaque pays, la moyenne serait identique... C'est oublier (i) que les performances de l'Afrique non seulement ont été inférieures à celles des autres régions dans le passé mais encore que l'effondrement de la croissance dans la crise actuelle y est beaucoup plus marquée et ce à des niveaux médiocres de production par tête (un tiers ou moins que pour d'autres régions qui résistent mieux au choc

de la crise), (ii) que la loi en Afrique comme ailleurs est celle du développement inégal.

La « technique » du modèle africain est par ailleurs curieuse. Elle est fondée sur une désagrégation du continent dans les groupes suivants : (i) pays moins développés ; (ii) pays de l'OPEP ; (iii) autres pays par classes de PIB par tête. Ainsi en ce qui concerne le premier groupe, dont nous avons rappelé l'hétérogénéité, on met ensemble le Soudan, dont le potentiel agricole est le plus riche du continent et le Lesotho, réserve « surpeuplée » exiguë annexe de l'économie minière de l'Afrique du Sud. Les paramètres du modèle agricole, essentiel pour ce groupe — une fonction linéaire des superficies et du travail —, font donc la moyenne entre les extrêmes du continent ! En ce qui concerne les pays pétroliers, le bon sens aurait voulu que l'on considère séparément la Lybie, l'Algérie et le Nigeria, fondamentalement différents à tous plans, et que l'on évite ici encore l'absurde « moyenne ». Enfin, en ce qui concerne le troisième groupe, il n'est pas venu à l'observation des auteurs que le calcul de paramètres « moyens » pour l'Égypte (le pays le plus industrialisé de l'Afrique) et la Guinée équatoriale (!), qui, par hasard se retrouvent dans la même tranche de revenu, était pour le moins que l'on puisse dire dénué de sens.

Bien entendu, aucune proposition concrète concernant les moyens tant pour les objectifs agricoles que pour ceux de l'industrie. A-t-on réfléchi à la concurrence d'autres régions du tiers monde en matière d'industries d'exportation à main-d'œuvre bon marché ? A-t-on réfléchi aux perspectives des industries minières compte tenu de l'évolution des centres développés ? A-t-on réfléchi à ce qu'impliquerait une industrie au service de l'objectif agricole de 4 % de croissance annuelle ? il n'y en a pas trace.

Enfin, pour couronner, le tout, on découvre que le modèle « économétrique » démontre que si les coefficients du capital et les élasticités de la demande d'importations résultant de l'observation (les paramètres du « modèle ») demeuraient ce qu'ils sont, les objectifs ne pourraient être atteints... le déficit de la balance extérieure allant grandissant. On le savait sans faire l'exercice de calcul du modèle, puisque le développement extraverti des années 50 et 60 a déjà conduit à ce type de crise... Alors, la solution ? on

« suppose » que les coefficients de capital et les élasticités de la demande d'importation baisseront... Comment cela sera-t-il possible sans remettre en cause les choix technologiques, sectoriels, etc. ? Dieu seul le sait, et on espère bien qu'il interviendra.

Dans ces conditions, que conclure de l'emploi — abusif — des termes de « développement endogène » qui sont égrenés au long du texte : que ses auteurs ignorent le sens des mots ?

4. Que faire ? quelle stratégie opposer à ces projets incohérents, naïfs ou impossibles ? Deux documents importants et lucides dans leurs principes, indiquent la possibilité d'une autre voie.

41. La déclaration de Kenneth Dadzie au groupe des 77 (mars 1980)¹⁷ part de constatations réalistes : (i) l'échec de la gestion efficace par le système ; (ii) le changement des rapports internes à l'Occident, à l'origine de la crise du dollar et du système monétaire ; (iii) le changement des rapports Est-Ouest ; (iv) le refus du Nord de faire des concessions au Sud. Le Directeur général en tire la conclusion qui s'impose pour le Sud : la priorité au développement autocentré au niveau national et collectif. Les réformes éventuelles du système mondial passent alors au second plan, envisagés seulement comme pouvant être, dans l'hypothèse optimiste, des moyens susceptibles de faciliter le développement autocentré du Sud.

Le programme d'action du Sommet africain de l'OUA (Lagos, avril 1980), reprend ces thèmes : priorité au développement endogène national et collectif, action commune pour tenter de peser sur l'évolution du système mondial dans le sens d'une adaptation meilleure aux exigences de développement autocentré des États africains. On aurait seulement souhaité que ce programme fut soutenu par un projet « technique » pour l'Afrique, ce qui, comme on l'a vu plus haut, n'est malheureusement pas le cas.

42. Des programmes nationaux et régionaux doivent être élaborés dans le sens indiqué ci-dessus.

17. Référence est faite ici au discours prononcé en mars 1980 par Kenneth Dadzie au groupe des 77 à New York, doc. ronéoté, ONU 1980.

Pour tous les pays du tiers monde, moins développés ou pas, NICs ou pétroliers, l'essentiel est de faire la révolution agricole et, pour cela, de restructurer l'industrie (ou de la construire) pour la mettre au service du développement agricole ; de déconnecter donc cette industrie de l'exportation et de la demande solvable interne des couches privilégiées ; d'amorcer un processus de développement de créativité en matière technique qui permettra de mettre au point des technologies adaptées, libérant progressivement de l'importation d'équipements mal adaptés.

Bien entendu, les formes et les contenus de la révolution agraire ne sauraient être identiques dans les pays « réservoirs de main-d'œuvre » et dans ceux qui ont un potentiel d'expansion agricole vaste. Bien entendu, les formes de l'industrie dépendent de nombreux éléments (taille des économies, ressources naturelles et énergétiques, etc.) mais aussi et surtout des formes du développement agricole que l'industrie est censée servir. Dans tous les domaines, la communauté de l'objectif global et des principes n'exclut pas, loin de là, la variété des situations concrètes, des bases de départ et partant des moyens.

Il reste que nous sommes très loin d'être engagés dans cette voie.

L'Amérique latine dans son ensemble présente les caractéristiques des « pays nouvellement industrialisés » (NICs). De surcroît, elle paraît mieux résister au choc de la crise et a maintenu des taux de croissance honorables au cours des années 70, alors que ceux-ci s'effondraient tant dans le monde capitaliste développé que dans d'autres régions du tiers monde, notamment l'Afrique. L'Amérique latine pense pouvoir poursuivre ce type de développement, en complétant davantage la gamme des industries d'exportation par des gammes destinées aux marchés locaux, nationaux et régionaux. Elle estime avoir besoin pour cela de pouvoir poursuivre son recours au marché des capitaux et à l'importation massive de technologie. Elle accepte de ce fait une dépendance accrue, d'autant qu'elle tend à se solidariser du monde développé dans le domaine des politiques de l'énergie.

Le monde arabe (et l'Iran), bien que présentant dans l'ensemble un niveau d'urbanisation et d'industrialisation

qui le rapproche de l'Amérique latine, subit les conséquences de sa contribution massive, mais inégalement distribuée, à la production de pétrole. Faiblesse agricole (et potentiel réduit et très inégalement réparti dans ce domaine), question palestinienne, conflit des superpuissances dans la région, impasses des forces politiques qui ont occupé le devant de la scène pendant trente ans, interfèrent et créent une situation passablement chaotique, analysée dans un texte auquel nous renvoyons.¹⁸

Les NICs d'Asie orientale sont menacés par l'inexistence de leurs marchés internes et leur dépendance extrême du marché mondial, plus marquée encore que pour l'Amérique latine. La poursuite de leur modèle de développement s'avèrera probablement impossible et la Corée du Sud n'a pas encore démontré la possibilité d'une « reconversion ». Les pays d'Asie du Sud et du Sud-est, comme l'ensemble de l'Afrique, souffrent déjà du report massif des conséquences de la crise. L'effondrement de la croissance et celle des investissements productifs comme l'accentuation des déficits financiers publics et extérieurs y sont déjà situation courante.

Mais si l'ensemble Afro-asiatique constitue d'évidence la chaîne des maillons faibles du système mondial, aucun des pays du groupe (pas même l'Iran bien sûr, ni l'Algérie, l'Angola, l'Éthiopie ou la Tanzanie) ne s'est engagé encore dans la direction systématique d'un développement autocentré véritable. Au mieux quelques éléments d'une telle stratégie ont connu et connaissent un développement embryonnaire et fragile.

Le développement autocentré doit être d'abord national. L'autonomie collective peut faciliter ce choix national, elle ne peut se substituer à sa carence. Dans ces conditions, on comprend que la « coopération Sud-Sud » apparaisse comme un prolongement de la « coopération Nord-Sud », et innove un peu. Les propositions du rapport Brandt dans ce domaine s'inscrivent dans cette perspective conventionnelle et le plaidoyer en faveur d'une opération triangulaire (finances de l'OPEP et technologies du Nord au secours du Sud) a appelé de la part de certaines le mot sarcastique mais juste « continuer à faire la même chose, mais avec l'argent des

18. Samir Amin, *L'économie arabe contemporaine*, éd. de Minuit, 1980.

autres » ! Les mièvreries des conférences des Nations Unies (TCDC, ECDC...) innovent encore moins, et de surcroît n'ont pas de moyens ! Un bilan critique de l'aide de l'OPEP et des pays arabes notamment dans le cadre de la coopération afro-arabe démontre que, si les volumes de transferts financiers sont devenus importants, les projets proposés, comme d'ailleurs ceux qui sont demandés, restent conventionnels.

Pourtant la crise semble précisément offrir l'occasion d'amorcer une stratégie véritable d'autonomie collective qui pourrait constituer un encouragement puissant à des stratégies nationales autonomes. Les orientations de « l'aide » affectée au développement remises en cause, le nouveau fonds de l'OPEP pourrait envisager des actions systématiques : (i) pour le soutien à une industrialisation autocentrée. La sidérurgie offre un bel exemple de ce qui pourrait être fait.¹⁹ La crise de celle-ci a en effet arrêté le processus de délocalisation vers le Sud de segments destinés à l'exportation et dominés par les monopoles du Nord. Cet arrêt constitue un motif puissant pour lui substituer une stratégie sidérurgique orientée vers les besoins internes. La distribution inégale entre les pays du Sud des gisements de minerai de fer, des besoins du marché interne et des capacités de financements et de fournitures technologiques devrait appeler des coopérations triangulaires Sud-Sud. Dans le domaine de l'énergie égale, le développement de ressources de substitution au pétrole pour la consommation interne des pays en voie de développement non pétroliers doit constituer un chapitre important de cette aide nouvelle. Enfin dans le domaine de l'exploitation des minerais, la mise au point et l'exploitation de petits gisements destinés à des consommations locales et régionales modestes appelle aussi une aide financière et technique (y compris de recherche appropriée); (ii) pour le développement agricole, notamment dans les domaines qui exigent des investissements importants (irrigation, mécanisation, production des engrais); (iii) pour la recherche technologique, notamment dans le domaine de la mise au point d'industries au service des besoins de l'agriculture.

19. Un travail sur la sidérurgie et les stratégies que le Sud pourrait adopter dans ce domaine est en cours au sein du groupe de l'UNITAR (Programme « stratégies pour le Futur de l'Afrique »). Ce travail de Feyçal Yachir sera disponible fin 1980.

Il est intéressant d'observer que la tendance à réfléchir dans ces directions trouve, au sein du Fonds de l'OPEP, des échos favorables.

Par ailleurs, la crise a déjà conduit nombre de pays à l'effondrement financier. Or la réponse du système à cette situation — la mise sous tutelle du FMI et du « Club de Paris » — par ses recettes archi-réactionnaires et de surcroît inefficaces, ne peut qu'aggraver le report de la crise sur les partenaires faibles : il s'agit en effet en définitive de faire payer les « pauvres », les couches populaires du tiers monde, pour relever le taux du profit et maintenir les niveaux de consommation et de gaspillage des pays développés. Il est significatif qu'un colloque comme celui récemment organisé à Arusha (mai 1980)²⁰, au moment même où la Jamaïque et la Tanzanie refusaient de subir le sort du Zaïre, ait condamné ouvertement la politique du FMI et conclut que cette institution, qui ne constitue plus un véritable système monétaire mondial, avait fait son temps (lié comme on l'a dit à l'hégémonie des États-Unis). Or il est intéressant d'observer qu'au Fonds de l'OPEP on prend également conscience de l'exigence de soutiens à court terme, non pour compléter l'action néfaste du FMI mais pour lui substituer une autre perspective. Le FMI qui est chargé de contribuer à la « déstabilisation » des États qui tentent une expérience nationale et populaire autonome — apparaît en effet comme l'Agence chargée de créer les conditions immédiates permettant ensuite aux monopoles d'imposer leur stratégie globale.

L'assistance à court terme nouvelle irait précisément aux pays qu, décidés de s'engager dans une voie autonome, doivent faire face à ces tentatives de déstabilisation.

Enfin, l'autonomie collective ainsi conçue constitue le sens que le « non-alignement » doit acquérir aujourd'hui. A l'origine mouvement de solidarité politique pour soutenir les luttes de libération nationale sans devenir l'enjeu des superpuissances, le non-alignement peut aujourd'hui contribuer à élargir l'espace d'autonomie des sociétés qui refusent le choix tragique — Chili ou Afghanistan.

20. Le colloque d'Arusha (juillet 1980), organisé par la fondation Dag Hammarskjöld et l'IFDA (Genève), a développé une critique systématique du rôle du FMI à laquelle nous faisons référence ici.

A défaut de cette option, les pays d'Afrique et d'Asie tomberont inexorablement, au cours des années de crise à venir, dans le chaos et la désintégration. Ils deviendront l'enjeu de forces extérieures. A moins que les révoltes populistes n'y amorcent des changements plus fondamentaux.

VIII

Il y a trente ans, Bandoung

1. Il y a trente ans maintenant, les principaux chefs d'États et leaders des pays d'Asie et d'Afrique ayant reconquis leur indépendance politique se réunissaient pour la première fois à Bandoung. Nasser, Nehru, Soekarno, Chou Enlai ont aujourd'hui tous disparu, mais ils auront fortement marqué leur temps, bien que l'expérience des nouveaux pouvoirs qu'ils représentaient et qu'ils inspiraient largement ait été encore fort brève: l'Inde et l'Indonésie indépendantes n'avaient pas encore dix ans d'âge, la Chine communiste à peine cinq, et il y avait à peine trois ans que la monarchie égyptienne avait quitté la scène de l'histoire. La bataille pour l'achèvement de la tâche historique de l'indépendance n'était pas achevée: la première guerre du Viet Nam venait à peine de se terminer que déjà la seconde se dessinait à l'horizon, la guerre de Corée de se terminer sur le statut quo, la guerre d'Algérie battait son plein, la décolonisation de l'Afrique au Sud du Sahara n'était pas même encore envisagée, le drame palestinien en était encore à sa première époque.

1.1. Les leaders asiatiques et africains réunis à Bandoung étaient loin d'être identiques les uns aux autres. L'histoire ancienne et récente de leurs peuples, les forces sociales, les partis et les courants politiques et idéologiques qu'ils représentaient, leurs visions de l'avenir de la société à construire ou à reconstruire et de ses rapports à l'Occident, autant de thèmes de la différence. Un projet commun néanmoins les rapprochait et donnait un sens à leur réunion. A leur programme minimum commun figurait l'achèvement de la décolonisation politique de l'Asie et de l'Afrique. Aujourd'hui, exception faite pour la Palestine et l'Afrique

du Sud, cet objectif est atteint. Mais il y avait davantage en commun, en dépit des différences.

Les États, les nations et les peuples afro-asiatiques entendaient tous que l'indépendance politique reconquise n'était que le moyen, la fin étant la conquête de la libération économique, sociale et culturelle. Ici deux visions départageaient les hôtes de Soekarno : il y avait l'opinion, tout à fait majoritaire, de ceux qui pensaient le « développement » possible dans l'« interdépendance » au sein de l'économie mondiale, et celle des leaders communistes qui pensaient que sortir du camp capitaliste conduirait à reconstruire, avec sinon derrière l'URSS, un camp socialiste mondial.

Les leaders du tiers monde capitaliste qui n'envisageaient pas de « sortir du système », de « déconnecter » ne partageaient pas non plus entre eux la même vision stratégique et tactique du « développement ». Mais, à des degrés variables, ils pensaient que l'édification d'une économie et d'une société développée indépendante (fût-ce dans l'interdépendance globale) impliquait un certain degré de « conflit » avec l'Occident dominant (l'aide radicale estimait devoir mettre en terme au contrôle de l'économie nationale par le capital des monopoles étrangers). De surcroît, soucieux de préserver l'indépendance reconquise, ils refusaient d'entrer dans le jeu militaire planétaire et de servir de base à l'encercllement des pays socialistes que l'hégémonisme américain tentait d'imposer. Cependant, ils pensaient aussi que refuser l'insertion dans le camp militaire atlantiste n'impliquait pas qu'il soit nécessaire de se placer sous la protection de l'adversaire de celui-ci, l'URSS. D'où le « neutralisme », le « non-alignement ». L'histoire, encore secrète à l'époque, des rapports entre la Chine et l'URSS, dont la crise allait éclater au grand jour deux ans plus tard, devait montrer que cette position n'était pas très différente, en fait, de celle que la Chine allait adopter pendant les années 60. C'était également la position dans laquelle la Yougoslavie se trouvait contrainte depuis la rupture de 1948. La formation d'un front non aligné devait donc gagner des sympathies actives de Tito dès le départ.

Le rapprochement des États afro-asiatiques avait déjà été amorcé par la constitution, au sein des Nations Unies, du groupe arabo-asiatique, en vue de défendre la cause de

l'indépendance des colonies en lutte. Bandoung devait renforcer ce rapprochement et donner un coup de fouet à cette lutte. Trois ans plus tard, dans Accra libérée, Kwame Nkrumah proclamait que « l'Afrique devait s'unir ». Mais elle ne le fera, l'indépendance acquise et après l'échec du panafricanisme nkrumaïste, puis la démonstration d'impuissance des deux camps constitués à propos du Congo (groupe de Casablanca et groupe de Monrovia, de 1960 à 1963), que sous la forme minimale de la constitution de l'OUA en 1963.

De sommet en sommet au cours des décennies 60 et 70, le « non-alignement » devait néanmoins glisser progressivement des positions d'un front de solidarité politique axé sur le soutien aux luttes de libération et le refus des pactes militaires, à celles d'un « syndicat de revendications économiques vis-à-vis du Nord ». La bataille pour un « nouvel ordre économique international », engagée en 1975, après la guerre d'octobre 73 et la révision des prix du pétrole, couronne cette évolution, pour en sonner le glas.

Ni au plan politique, ni à celui de la bataille économique, l'Occident n'allait accepter de gaieté de cœur l'esprit de Bandoung. Est-ce un hasard si, un an après, la France, la Grande Bretagne et Israël tentaient de renverser Nasser par l'agression de 1956 ? La véritable haine que l'Occident réservera aux dirigeants radicaux du tiers monde des années 60 (Nasser, Soekarno, Nkrumah, Modibo Keita), presque tous renversés à la même époque, dans les années 1965-68, période dans laquelle se situe l'agression israélienne de juin 1967, démontre que la vision politique de Bandoung n'était pas acceptée par le capital impérialiste. C'est donc un camp non aligné affaibli politiquement qui allait affronter la crise économique globale à partir de 1970-71. La fin de non-recevoir que l'Occident opposera alors au projet de NOEI montre qu'il y avait une logique réelle reliant la dimension politique et la dimension économique de la tentative afro-asiatique cristallisée à partir de Bandoung.

Trente ans donc après cette conférence historique, nous avons le recul du temps et la leçon des faits qui nous permettent d'en faire un bilan. Quels étaient véritablement les objectifs du projet de Bandoung ? Ce projet a-t-il simplement épuisé ses effets, ayant atteint ses objectifs ? ou bien n'a-t-il pas atteint ceux-ci parce que cela était objectivement impossible ?

1.2. Pour certains, en effet, il n'y a jamais eu de « projet de Bandoung », mais seulement une conjonction tactique de points de vue et d'intérêts communs limités.

Il est vrai que ce que l'on peut appeler aujourd'hui « l'idéologie du développement », dont nous dirons plus loin qu'elle est maintenant entrée dans une crise qui lui sera peut-être fatale, et qui a connu sa « grande époque » précisément entre 1955 et 1975, n'a jamais donné lieu à une interprétation commune admise par tous et interprétée de la même manière.

Le camp du communisme traditionnel n'était pas préparé à accepter les objectifs qui sortiraient précisément de Bandoung. En 1948, Jdanov proclamait la division du monde en deux camps — capitaliste et socialiste — et condamnait par avance comme illusoire toute tentative de se situer en dehors d'eux, donc de vouloir être « non aligné ». Dans cet esprit, les communistes n'envisageaient pas une conquête possible de l'indépendance par un mouvement de libération nationale qu'ils n'auraient pas dirigé. L'indépendance de l'Inde fut proclamée par le PCI « journée de deuil national » ; et en Asie du Sud-Est, le modèle chinois et vietnamien était considéré comme devant être étendu à l'Indonésie, aux Philippines, à la Malaisie, à la Thaïlande et à la Birmanie. C'est seulement après la première « stabilisation » des années 50-55 (victoire en Chine, armistice et partage en Corée et au Viet Nam, défaite reconnue des guérillas ailleurs en Asie du Sud-Est), après que les nouveaux régimes « bourgeois » du tiers monde eussent démontré leur viabilité, après même que se soit amorcé, fût-ce sous une direction « bourgeoise », leur conflit avec l'Occident, après aussi la mort de Staline (1953) et les ouvertures idéologiques de Kroutchev, que l'idée de la possibilité d'un troisième camp « viable » et d'une « troisième voie de développement » a commencé à être perçue.

Les dirigeants nationalistes non communistes du tiers monde par contre croyaient certainement à la possibilité d'une « troisième voie de développement » qui ne serait ni « capitaliste », ni inspirée des modèles socialistes de l'URSS et de la Chine. Dans leur rejet du marxisme se mêlaient des considérations de nature diverse : ils voyaient parfois dans le marxisme un avatar de la culture européenne, incompatible

avec les systèmes de valeur propres à leurs peuples (et notamment à l'attachement religieux de ceux-ci, à l'Islam, à l'hindouisme ou aux spécificités de la négritude); ils craignaient parfois simplement de perdre leur indépendance (et la domination soviétique en Europe de l'Est, que Tito dénonçait, était là pour fonder leur crainte); ils restaient parfois plus attirés par le modèle occidental d'efficacité, de consommation, voire de liberté (mais c'était là une valeur à laquelle ils attachaient le plus souvent moins de prix), que par les modèles soviétiques et chinois (moins efficaces ou trop austères, etc.). De ces positions ambiguës peut-être allait se cristalliser progressivement les idéologies de « socialismes particuliers » (africain, arabe, etc.).

« Socialismes particuliers » ou « voies particulières à un socialisme à portée universelle ? » Le débat se situait là. La question n'est certainement pas tranchée, encore aujourd'hui, et peut-être même aujourd'hui moins que jamais. La crise des « socialismes existants » — maintenant ouverte — devait en effet jeter le doute sur le modèle d'un socialisme prétendu achevé. Mais cette crise est passée par des étapes et a révélé progressivement seulement l'interaction des plans différents de la critique.

Le conflit sino-soviétique avait certainement deux dimensions : l'une nationale, l'autre se situant au plan de la vision sociale et politique du projet de société. Il n'y a guère de doute que la Chine, grande puissance potentielle, n'entendait pas laisser à Moscou la responsabilité de décider seule des stratégies et tactiques de la confrontation avec les États-Unis. Elle soupçonnait l'URSS de la tentation de sacrifier trop aisément les intérêts des autres peuples aux siens, d'autant que Pékin était convaincue que la « révolution socialiste » était à l'ordre du jour dans la « zone des tempêtes » — c'est-à-dire le tiers monde. Simultanément, le maoïsme était amené à faire la critique du modèle soviétique de développement et à dégager une autre voie, et une autre perspective qui ne reproduirait pas les modèles d'organisation du travail, de la consommation et de la vie d'Occident capitaliste, en se contentant de substituer la propriété de l'État à celle du capital.

Les débats, les polémiques, les réalités et les évolutions ultérieures permettent sans doute aujourd'hui de mieux

situer les divergences et les diagnostics des problèmes. Les opinions et les théorisations continuent et continueront à être diverses, concernant le caractère même des systèmes soviétique et chinois (autoqualifiés de socialistes, mais sujets à discussion sur le point essentiel de leur nature de classe éventuelle), les problèmes réels rencontrés par la construction historique (développer les forces productives et simultanément des rapports sociaux nouveaux), l'écart éventuel entre les résultats acquis aujourd'hui et l'idée du socialisme (et notamment celle de Marx), les racines idéologiques de ces évolutions (les limites historiques du léninisme et du maoïsme en ce qui concerne la question de l'État, du rapport Parti d'avant-garde, avant-garde, peuple, etc.), les conséquences de ces évolutions sur le mouvement mondial du socialisme et son insertion dans la politique mondiale, etc. Nous n'imposerons pas ici notre point de vue personnel que nous avons développé ailleurs. Nous nous contenterons de la conclusion qui, je l'espère, est largement partagée : qu'il n'existe pas de modèle du socialisme « achevé », mais que le socialisme reste encore entièrement devant nous, à construire, sans qu'il ne soit possible ni de refuser de tenir compte de son histoire réelle, avec toutes ses vicissitudes, ses réalisations, ses « blocages » et ses « déviations », ni de proposer en lieu et place de ces réalités des « utopies » entièrement construites. En tout cas, pour nous, le marxisme reste ouvert, aujourd'hui plus que jamais.

Ces réalités invitent sans doute à prendre en considération les réticences du nationalisme de gauche de Bandoung, à nuancer les jugements et à refuser de « condamner » au nom de quelques valeurs absolues, prétendues réalisées dans des modèles presque parfaits, sinon tout à fait parfaits. Mais elles invitent à rester également critique à l'endroit des propositions des « socialismes spécifiques ». Car ceux-ci n'ont pas démontré qu'ils constituaient un pas en avant dans la solution des problèmes posés aux sociétés dites socialistes. Au contraire, ils ont reproduit les défauts de celles-ci, parfois d'une manière caricaturale : le parti unique (souvent sans existence autre que sur le papier), le pouvoir absolu, le mépris de la démocratie et des droits élémentaires de l'homme, sans même qu'au plan de l'efficacité économique (ou même militaire) ces défauts aient trouvé leur contrepartie... La

réversibilité même de ces tentatives, aujourd'hui démontrée dans les faits, invite à la sévérité à leur endroit.

2. Il y a donc bien eu, à notre avis, un « projet de Bandung », bien qu'implicite et imprécis. Je n'hésiterai pas à le qualifier : le projet bourgeois national du tiers monde de notre époque. Celui-ci, par-delà des diverses manifestations concrètes et les spécificités de ses expressions nationales, peut être défini par les éléments suivants : (i) la volonté de développer les forces productives, de diversifier les productions (notamment d'industrialiser) ; (ii) la volonté d'assurer à l'État national la direction et le contrôle du processus ; (iii) la croyance que les modèles « techniques » constituent des données « neutres » que l'on ne peut que reproduire, fût-ce en les maîtrisant ; (iv) la croyance que le processus n'implique pas en premier lieu l'initiative populaire, mais seulement le soutien populaire aux actions de l'État ; (v) la croyance que le processus n'est pas fondamentalement contradictoire avec la participation aux échanges au sein du système capitaliste mondial, même s'il entraîne des conflits momentanés avec celui-ci.

2.1. Les circonstances de l'expansion capitaliste des années 1955-1970 ont, jusqu'à un certain point, favorisé la cristallisation de ce projet.

Quels sont en effet les critères à partir desquels on pourrait juger du succès du projet national bourgeois ? Certainement pas le critère apparent du « revenu national par tête », auquel la Banque Mondiale est tellement attachée. Car l'histoire a prouvé et continue à prouver que la croissance de cette grandeur peut être accompagnée par l'aggravation de la dépendance asymétrique (et non de l'interdépendance) et de la vulnérabilité. C'est même là le propre du développement capitaliste périphérique, par opposition au développement capitaliste central. La réalisation du projet bourgeois national implique une série de maîtrises par la classe bourgeoise nationale hégémonique, à travers son État, au moins des processus suivants : (i) la maîtrise de la reproduction de la force de travail, qui implique un développement relativement complet et équilibré de sorte que l'agriculture locale, entre autre, soit à même de fournir des éléments essentiels à cette reproduction en quantité et aux prix convenables pour assurer la valorisation du capital ; (ii) la maîtrise des

ressources nationales ; (iii) la maîtrise des marchés locaux et la capacité de percer sur le marché mondial dans des conditions compétitives ; (iv) la maîtrise des circuits financiers permettant la centralisation du surplus et l'orientation de ses usages productifs ; (v) la maîtrise des technologies en usage au niveau de développement des forces productives atteint.

Vu sous cet angle, les expériences du tiers monde se classent en deux familles : celle des pays qui n'ont tenté rien de plus que d'accélérer la croissance sans se préoccuper de réaliser les conditions énumérées ci-dessus (Côte d'Ivoire, Kenya, Pakistan ou Arabie Séoudite, etc., la liste est longue) ; celle des pays qui ont tenté de réaliser les conditions en question (Égypte nassérienne, Algérie, Tanzanie, Inde, Brésil et Corée du Sud, etc.). Comme on le voit, le classement ne recoupe pas nécessairement le partage entre régimes sociaux de réaliser une certaine justice sociale et des réformes, notamment agraire (comme l'Égypte nassérienne ou la Corée du Sud...) et ceux qui n'ont pas hésité à accepter l'aggravation des inégalités sociales (le Brésil par exemple). Il ne recoupe pas non plus nécessairement le partage selon les attitudes vis-à-vis du capital transnational (Brésil et Kenya invitent l'un et l'autre celui-ci mais le premier tente de l'inscrire dans sa propre politique nationale, le second se contente de s'ajuster à ses exigences), ni même la question des rapports politiques de conflit ou d'alliance avec l'Est et l'Ouest. Des corrélations existent, certes, mais les nuances des compositions en fonction des conjonctions concrètes font de chacun des pays du tiers monde un cas particulier.

Mais par-delà la variété des expériences, il reste que les réalisations les plus cohérentes ont été produites lorsque s'est faite la conjonction d'un combat nationaliste aigu et d'un mouvement social puissant. L'Égypte nassérienne en est certainement l'un des exemples les plus marqués.

Il n'est plus possible aujourd'hui d'ignorer les insuffisances de ces tentatives, qui n'ont pas résisté au retournement des conjonctures favorables. La crise agricole et alimentaire, l'endettement financier extérieur, la dépendance technologique accrue, la fragilité des capacités de résistance aux agressions militaires éventuelles, l'invasion du gaspillage des modèles de consommation du capitalisme

et de ce qu'ils transportent aux plans idéologique et culturel, signalent les limites historiques de la tentative. Avant même que la crise actuelle n'ait offert l'occasion d'une « offensive de l'Occident » parvenant à renverser les évolutions, ces insuffisances avaient déjà conduit à des impasses. Je ne dis pas dans l'abstrait que ces expériences devaient toutes nécessairement s'arrêter là où elles étaient parvenues et que par conséquent leur « faillite » était fatale. Je dis seulement que, pour aller plus loin, une véritable « révolution » s'imposait, capable de mettre un terme à la double illusion concernant la possibilité d'un développement national sans que celui-ci ne soit produit d'un pouvoir véritablement populaire, et la possibilité de ce développement sans « déconnexion » à l'égard du système mondial. Il n'est pas dit que certaines évolutions dans cette direction n'auraient pas été possibles ici ou là (je pense à l'Égypte notamment). Elles n'ont pas eu lieu et, de ce fait, la page historique a été tournée.

Dans ce sens, nous disons que le projet en question mérite bien d'être qualifié de projet national bourgeois. Et, le demeurant, il s'est révélé impossible. Dans ce sens, l'histoire a démontré que la bourgeoisie nationale n'est pas capable, à notre époque, de réaliser ce qu'elle a réalisé ailleurs, en Europe, en Amérique du Nord et au Japon au XIX^e siècle. Il n'y a rien de nouveau dans cette thèse, et l'échec de la tentative en question n'est pas le premier. Encore une fois, pour ne reprendre qu'un exemple, l'histoire de l'Égypte depuis Mohamed Ali est celle d'une succession de tentatives nationales bougeoises brisées chaque fois par la conjonction de leur fragilité interne et de l'agression impérialiste : à leur manière Mohamed Ali, le Khédive Ismail, Orabi (si sa révolution avait réussi), le Wafd ont beaucoup réalisé, dans l'esprit de leur temps, avec les moyens que les modalités de formation de la bourgeoisie égyptienne permettaient dans le cadre du système capitaliste global de l'époque ; leur empreinte est restée forte et dans certains de ses aspects, les transformations sont devenues irréversibles. Mais force est de constater que leur échec a permis chaque fois une « compradorisation » de l'Égypte dans les formes de l'époque.

Nous n'en dirons pas davantage. Un examen concret de l'histoire d'autres pays et régions du tiers monde illustrerait, à notre avis, la même thèse : celle de la succession

ininterrompue de tentatives bourgeoises nationales, de ses avortements répétés et de la soumission aux exigences de la subalternisation qui a suivi chaque fois en Amérique latine depuis le XIX^e siècle (citons seulement ici les exemples plus récents de la révolution mexicaine des années 10-20 de ce siècle et celle du péronisme argentin), en Inde (dont l'évolution du « premier plan » de Nehru au retour de la droite au gouvernement après le premier échec du Congrès est éloquente), comme dans de nombreux pays arabes et africains.

2.2. La conjoncture favorable de l'après deuxième guerre mondiale était celle d'une combinaison exceptionnelle. Au plan économique, la croissance forte du « Nord » facilitait l'« ajustement » au Sud. Au plan politique, la coexistence pacifique assortie de la montée de la puissance industrielle et militaire soviétique (du premier sputnik à la réalisation de « l'équilibre » stratégique atteint au cours des années 60-70), sa combinaison avec le déclin des vieux colonialismes anglais et français et l'essor des luttes d'indépendance afro-asiatiques, ont donné à l'alliance soviétique une efficacité réelle.

Les succès sont toujours porteurs d'illusions. Celle d'une évolution « graduelle » vers le socialisme, presque sans peine, a été formulée clairement par la théorie d'une soi-disant « voie non capitaliste ».

Bien sûr, la théorie en question n'a pas toujours convaincu. La Chine des années 60 devait la dénoncer violemment comme l'opium destiné à endormir les peuples et à calmer les explosions dans « la zone des tempêtes ». Le guévarisme devait lui opposer une tentative de révolution militaire immédiate.

3. La page de l'histoire est aujourd'hui tournée. Depuis le début des années 70, l'essor économique de l'Occident s'est essouffé pour laisser place à la crise structurelle en cours, tandis que la compétition entre l'Europe, le Japon et les États-Unis prenait le relai de la reconstruction sous la protection américaine. En Union soviétique, les promesses de Kroutchev — dépasser le niveau de vie américain en 1980 — et les attentes d'une démocratisation rapide à la suite du XX^e Congrès ont cédé la place à l'immobilisme brejnévien et aux réformes timides pour dépasser la crise de la gestion, d'une efficacité limitée, d'un système qui est désormais

confronté au défi du passage de l'accumulation extensive à un modèle d'accumulation intensive. En Chine, le retournement qui a suivi la mort de Mao, a révélé que ni la question de l'efficacité économique, ni celle de la démocratie n'ont encore trouvé leur réponse « définitive ». Dans l'ensemble du tiers monde, la crise alimentaire (allant jusqu'à l'installation chronique de la famine en Afrique), la crise de l'endettement extérieur et les impasses de la technologie importée ont conduit à des capitulations en série devant le diktat du capital transnational, réorganisé autour du Club de Paris et de Londres, du FMI, de la Banque Mondiale et du consortium des grandes banques occidentales. Dans les pays d'orientation radicale, les coups d'état et les agressions militaires (la guerre de 1967 n'est pas un hasard) ont largement contribué à mettre un terme aux expériences en cours. L'époque de Bandoung est révolue.

3.1. L'axe de la nouvelle conjoncture mondiale est constitué par l'agression de l'Occident capitaliste contre les peuples et les nations du tiers monde, dont l'objectif est de subordonner leur évolution ultérieure aux exigences du redéploiement du capital transnational.

S'agit-il seulement d'une conjoncture, passagère même si elle doit être pénible, laquelle devra être nécessairement suivie d'une nouvelle éclosion d'avancées « bourgeois nationales » ? Ou s'agit-il d'un tournant historique qui ne permettra plus la poursuite de la succession des tentatives du projet bourgeois national qui ont caractérisé au moins un siècle de notre histoire aujourd'hui révolue ? Le véritable débat concernant la nature des défis et des options d'avenir se situe tout entier ici, à notre avis.

L'hypothèse que nous avançons est que la crise contemporaine marque la fin d'une époque, celle que l'on peut appeler pour l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, le siècle des bourgeoisies nationales, dans ce sens qu'il a été précisément marqué par ces tentatives successives d'édifications bourgeois nationales. Constaté que ces expériences n'ont pas abouti n'est pas nouveau. Ce qui est nouveau, selon cette hypothèse, c'est l'affirmation que des tentatives analogues n'auront plus lieu à l'avenir. Autrement dit que la bourgeoisie du tiers monde a maintenant accepté définitivement d'inscrire son développement dans la subalternisation compadorisée

que l'expansion du capitalisme transnational lui impose. S'il en est ainsi, les protagonistes de Bandung n'auront plus de successeurs : ils auront été les derniers à tenter ce qui s'est révélé impossible et ne sera plus essayé.

Bien des raisons militent en faveur de cette hypothèse. La profondeur de la transnationalisation de notre monde contemporain est sans commune mesure avec ce qu'elle était encore au lendemain de la seconde guerre mondiale. Et mille indicateurs sont là pour l'illustrer d'une manière aveuglante, non seulement aux plans de l'économie, des finances et de la technologie, mais aussi à ceux des modes de consommation, de la culture et de l'idéologie quotidienne. Les structures sociales, formées et déformées par cette transnationalisation — comme en témoignent les évidences que la migration massive nous révèle chaque jour, en Égypte par exemple, ou la démence de l'urbanisation sans que l'industrialisation ne soit à la hauteur de ses responsabilités, opérant non en soutien à l'agriculture, mais comme résultat de sa dégradation — nous signalent que le défi est sans commune mesure avec celui que les peuples russe et chinois ont relevé en leur temps.

Un Arabe de notre époque peut-il encore en douter, après que les ravages de la richesse financière du pétrole de quelques-uns s'étalent ici, sous nos yeux ?

Ces évolutions internes négatives qui constituent autant d'obstacles grandissants à la reconstruction du monde sur la base de l'épanouissement social et national, sont encore renforcées par celles qui occupent le champ des puissances de ce monde.

3.2. La crise du Sud, celle de l'idéologie du développement que portaient les promoteurs de Bandung, celle de la rivalité misérable de ses peuples et de l'inconsistance souvent dérisoire de ceux que nos universités à l'imitation de celles d'Amérique osent appeler ses « élites », n'est pas seulement celle de la majorité absolue des êtres humains, elle est aussi partie de la crise globale de notre société mondiale, encore principalement capitaliste et occidentale.

Dans ce cadre de la crise globale, quoi de plus tentant pour les politiciens des majorités électorales de l'Occident que de transférer au maximum le poids de la crise de leur système sur les affamés et les endettés du tiers monde ?

Est-il nécessaire d'aller plus loin dans le regard sur les querelles électorales de l'Occident ?

Or, l'offensive de l'Occident contre le tiers monde coïncide avec un repli de l'Est, largement paralysé par sa propre crise. Sans doute le moraliste pourrait-il ici encore sauver son âme en rappelant que la crise du socialisme est en réalité à l'Est le reflet de celle de l'Occident, incapable de participer positivement à son épanouissement. Mais l'histoire ne connaît pas la morale.

Dans cette conjoncture nouvelle, le conflit Est-Ouest, artificiellement ravivé, remplit des fonctions évidentes : celles d'un chantage multiple, chantage à l'adresse de l'Est que l'on tente d'enfermer dans l'impasse par la course aux armements ; chantage à l'adresse des groupes dirigeants du Sud préoccupés de survivre ; chantage à l'adresse des forces politiques de l'Ouest toujours fixées sur la ligne d'horizon des 50 % de leur « masse électorale », ralliées par le moyen de la « crainte électorale » à la contre-offensive atlantiste destinée à prolonger la survie de l'hégémonie des États-Unis.

3.3. Dans ces conditions, la conjoncture de notre temps est marquée par un passage à vide, dont la nature a horreur, comme on le sait.

Triple vide, puisque les réponses à la crise globale ne sont, ni ici ni là, véritablement posées dans les termes de réponses alternatives « réalistes », comme disent ceux qui se targuent d'efficacité politique à très court terme.

Vide à l'Ouest pour autant que la gauche — telle qu'elle est dans la réalité de ces sociétés — n' imagine pas que la critique du fétichisme de la marchandise, que le vieux Marx a faite il y a un siècle et demi, est au cœur du problème.

Vide à l'Est pour autant que les scléroses institutionnelle et idéologique font craindre l'audace, qui, pourtant, a été la qualité la plus commune des peuples de ces régions il y a à peine quelques décennies.

Vide au Sud. Est-il besoin ici d'en illustrer les multiples expressions ? Car si la bourgeoisie a perdu ici son rôle historique, les classes populaires n'ont pas encore atteint le stade de la maturité leur permettant d'opposer plus qu'un « refus », un projet alternatif positif véritable.

En contrepoint naturel — dialectique oblige —, les réponses existent pourtant. Et il appartient à notre monde afro-asiatique, celui qui se réunissait à Bandoung, d'en être encore une fois le promoteur.

Car l'Ouest et l'Est peuvent attendre... Ni le chômage ni l'inflation en Occident n'entameront probablement la carapace de sa résistance au changement... Au mieux la critique de l'aliénation marchande fera à cette occasion quelque progrès. A pas de tortue plus que de lièvre, les Est feront probablement leurs réformes... Mais le Sud peut-il se payer le luxe d'attendre ? Y a-t-il pour lui, aujourd'hui, de choix autre que celui de faire ce que les héros d'il y a trente ans n'ont pas osé penser : « déconnecter », non pour revivre l'illusion d'un repli culturel illusoire, mais pour faire progresser la perspective universaliste du socialisme ? « déconnecter », non pour sauvegarder ce qui est déjà perdu, mais pour laisser aux peuples la responsabilité de faire tout leur avenir. « Déconnecter » est aujourd'hui le seul moyen efficace de contribuer à la transformation réelle du monde et du système mondial. Car c'est le seul moyen de contribuer à créer des conditions plus favorables pour de nouvelles percées à l'Ouest et à l'Est. A l'Ouest en imposant une réflexion plus active sur la sortie de l'impasse par l'élargissement des espaces sociaux non marchands, en lieu et place de la fuite en avant commandée par le seul critère de la rentabilité du capital. A l'Est, en contribuant par la détente à ouvrir des espaces de réformes.

Encore une fois, plus peut-être que les autres, les peuples d'Asie et d'Afrique sont invités à nouveau à prendre l'initiative de la transformation du monde, et à créer de la sorte les conditions de la renaissance de l'universalisme.

IX

Les conditions d'une sortie à gauche de la crise

1. La crise constitue un défi global pour les forces de la gauche, tant dans le monde développé que dans les pays en voie de développement. Celles-ci seront-elles capables de développer un programme crédible et articulé, susceptible d'une mise en œuvre efficace, offrant une alternative aux politiques d'offensive du capital dont l'objectif est d'exploiter l'affaiblissement des forces ouvrières et populaires pour imposer une restructuration globale, nationale et mondiale, commandée par le seul critère que connaisse le capital : la rentabilité financière de l'investissement ?

11. Dans les pays capitalistes développés, l'offensive du capital est construite sur trois principes : (i) le rétablissement d'un volant de chômage permettant la restructuration industrielle aux frais de la classe ouvrière, affaiblie et divisée (emplois stables et main-d'œuvre déqualifiée, femmes, jeunes et immigrés, etc.); (ii) la priorité aux choix renforçant la compétitivité internationale, aiguisée par la crise ; et (iii) la priorité à la lutte contre l'inflation, elle-même moyen d'éviter la détérioration des positions dans la compétitivité internationale.

12. Dans les pays en voie de développement, cette même offensive du capital s'assigne l'objectif de soumettre impitoyablement les choix nationaux à la logique de la transnationalisation du capital. Les efforts accomplis au cours des décennies 50 et 60 pour construire ici des économies nationales sont démantelés au profit de la priorité rétablie à la soumission à la logique des « avantages comparatifs immédiats » dans une division internationale du travail maximant le profit du capital mondial. La Banque Mondiale, le FMI et le consortium des banques prêteuses aux pays du tiers

monde constituent l'instrument de cette politique de « recompradorisation » des pays qui ont tenté de compléter leur libération politique par une « libération économique ».

13. Avec des nuances spécifiques, l'offensive du capital tente d'intégrer l'Est (URSS, Europe Orientale, Chine) dans ce schéma global de réorganisation. Force lui est, cependant, de respecter ici l'autonomie du facteur politique, en dépit de la crise profonde de certaines économies du monde communiste (difficulté de passer de l'accumulation extensive à l'accumulation intensive dans le respect des modalités étatiques du système, endettement extérieur, etc.).

14. Cette offensive globale du capital, loin d'atténuer les conflits entre les États (superpuissances, Europe - Japon - États-Unis, conflits avec les pays du tiers monde...), en aiguisant la violence et la tentative de rétablissement de l'hégémonie américaine sur le système engendre de nombreuses résistances.

15. L'offensive du capital traduit la force inexorable que constitue pour celui-ci l'inscription de ses stratégies dans la logique de la « mondialisation », l'interdépendance et l'interpénétration des économies ayant atteint un niveau considérablement plus élevé qu'à la veille de la deuxième guerre mondiale. Cette soumission à la loi de la mondialisation dépouille les peuples et les classes travailleuses de toute autonomie possible et réduit leur marge de choix à néant. Aussi est-elle accompagnée d'une offensive idéologique sans pareille : l'objectif du socialisme est proclamé défunt, les rêves de 1968 absurdes, etc.

2. Les forces politiques traditionnelles de la gauche sont-elles démunies de moyens de réagir à cette offensive ?

21. Dans les pays capitalistes développés, la réponse à la crise précédente avait été celle du keynésianisme (redistribution du revenu et augmentation de la demande globale par la dépense publique dans le respect scrupuleux des règles de la rentabilité financière). On peut discuter la question de savoir si cette réponse avait été réellement efficace dans les années 30 ou si elle avait été seulement un trompe l'œil, comme celle de savoir si les « replis impériaux » qui l'ont accompagnée n'ont pas été un élément de la cristallisation des blocs conduisant à la guerre, etc. Toujours est-il que cette réponse paraît aujourd'hui en tout état de cause impossible.

La tentative du gouvernement Mitterrand s'est ici soldée par un échec : la relance n'a pas eu lieu, mais, par contre, la détérioration de la balance extérieure est devenue inquiétante. Le repliement sur des politiques restrictives plus proches de celles des autres gouvernements de l'Occident (y compris de gouvernements socialistes comme cela fut le cas avec Schmidt en Allemagne) sonne-t-il le glas de « l'alternative de gauche » ?

On aurait tort de s'en tenir là. Les politiques de droite, monétaristes entre autre, condamnent les classes travailleuses à supporter tout le poids de la crise ; et les promesses que « demain cela ira mieux » s'avèrent creuses. Le corps électoral a déjà répondu à cet échec par les victoires de la gauche en France, en Suède, en Autriche, en Grèce, en Espagne. S'agira-t-il de victoires sans lendemains, la gauche au gouvernement étant amenée à faire, avec mollesse, ce que la droite propose ?

Il est donc urgent de réexaminer les propositions d'une sortie à gauche de la crise. N'est-il donc pas possible d'envisager une réponse plus radicale aux problèmes de la société : l'expansion de la sphère des activités sociales non marchandes (services sociaux), la déconcentration de certaines activités productrices, etc., autrement dit l'expansion de la sphère sociale au détriment de celle régie exclusivement par la valeur ? Bien entendu, cela exige d'aller « au-delà du keynésianisme ».

Il existe déjà des éléments de réponses qui vont dans ce sens, par exemple : (i) le programme de la Social démocratie suédoise de transfert de la propriété du capital à la société, qui pourrait servir de base à une « autre politique » industrielle et sociale, davantage détachée de la rentabilité financière ; (ii) certains éléments de la vision des Verts en Allemagne, préconisant la décentralisation d'activités économiques et sociales ; (iii) le programme du Pasok en Grèce, et la perspective qu'il propose d'un autre type de relations avec le Sud (point sur lequel on reviendra), etc. Bien entendu, aucun de ces éléments de réponse n'est pas lui-même sans ambiguïté. Le débat étatisation/socialisation non étatiste restera central et complexe, comme le débat autour de l'auto-gestion. Une extension du secteur public n'est pas une garantie automatique de non soumission aux exigences de la

rentabilité financière dans l'esprit d'une compétitivité stricte ; l'industrialisme étatiste peut être mis au service d'une politique agressive à l'égard des partenaires du système mondial, etc.

22. Dans les pays du tiers monde, la gauche, c'est-à-dire l'aile radicale du mouvement de libération nationale, avait développé au cours des années 50 et 60 un ensemble de politiques destinées à asseoir l'autonomie économique nationale : réformes agraires et coopératives, nationalisations et industrialisation. Ces politiques avaient souvent atteint leurs limites historiques avant même que la crise n'en rende la poursuite impossible. L'insuffisance de la dimension populaire de cette politique (marquée par l'exploitation du monde rural, le modèle d'industrialisation coûteux, le parasitisme bureaucratique, etc.) est sans doute à l'origine de ces limites historiques : la crise alimentaire et financière, l'urbanisation incontrôlée et le chômage massif étaient là avant même que, sous la pression de la crise, la poursuite du modèle ne soit devenue impossible.

Le contre-modèle de l'inscription du développement dans la transnationalisation, proposé inlassablement par la Banque Mondiale, paraissait plus prometteur, en dépit souvent de ses aspects sociaux et politiques négatifs. Mais il est lui-même entré en crise lorsqu'il s'est avéré que sa poursuite exigeait un endettement extérieur illimité, comme la faillite financière du Mexique et celle qui menace d'une manière générale les NICs l'illustre.

Pourtant, en dépit de cet échec, le capital dominant n'a rien à proposer d'autre que la soumission sans restriction à la priorité absolue de la rentabilité financière dans l'interdépendance au bénéfice des maîtres du système.

Si, en Occident, la réponse à l'échec de l'offensive du capital se marque parfois par le retour électoral de la gauche au pouvoir, ici, ce sont des explosions populaires qui signalent la faillite sociale du projet. Les limites historiques de la gauche sont ici à l'origine des renouveaux populistes à contenu ambigu, souvent sous les drapeaux de l'intégrisme religieux...

3. La crise révèle donc au Nord comme au Sud la contradiction flagrante qui oppose la soumission à la seule logique de la réorganisation au profit du capital dominant et l'intérêt des nations, des peuples et des classes travailleuses.

31. Il est urgent de reconnaître que la soumission aux exigences de la transnationalisation économique est incompatible avec une politique de sortie progressiste de la crise. Cela est vrai au Nord comme au Sud.

Au Nord, l'expansion du secteur social au détriment de celui régi par la seule valeur est en contradiction avec la recherche à tout prix de la compétitivité extérieure maximale. Elle implique donc, sélectivement, une protection sans laquelle les programmes mentionnés plus haut seraient vidés de tout contenu.

Au Sud, la construction d'un État national et populaire reste la seule voie alternative à la compradorisation.

32. Cette double reconnaissance, qui peut être le substrat d'un renouveau de l'internationalisme, signale la maturité à l'échelle mondiale d'un dépassement du capitalisme.

Au Nord, la société n'est plus celle des années 30. Alors les classes moyennes de type ancien (petits producteurs, etc.) pouvaient être alliées de la classe ouvrière dans des fronts populaires à condition que ceux-ci, sans s'assigner l'objectif de transformations sociales profondes, puissent les unifier, par exemple pour la défense de la démocratie (contre le fascisme qui faisait appel aux mêmes classes moyennes victimes de la crise...). Aujourd'hui, les nouvelles classes moyennes, salarisées, peuvent partager avec la classe ouvrière, des aspirations qui dépassent le capitalisme (les mouvements de femmes, l'écologie, etc. n'en témoignent-ils pas ?).

Au Sud, l'alliance populaire « ouvrière et paysanne » s'était forgée contre le vieux colonialisme direct et éventuellement contre les anciennes classes dominantes agraires. Dans cette alliance nationale, la composante bourgeoise se trouvait renforcée par les aspirations « antiféodales » de la paysannerie. Aujourd'hui, l'alliance populaire entre directement en conflit avec les forces qui tentent d'imposer la mondialisation. Il est évident par exemple qu'une stratégie de développement agricole destinée à assurer l'autonomie alimentaire nationale, fondée sur la petite exploitation paysanne, soutenue par une industrialisation appropriée et des termes de l'échange internes villes-campagnes favorables, n'est pas le choix du capital dominant, qui ne peut envisager

ici que la koulakisation et l'intervention massive de l'agribusiness contre les paysans.

33. La mise en œuvre de programmes de sortie à gauche de la crise, au Nord et au Sud, implique aussi d'autres relations Nord-Sud que celles qui prévalent.

L'échec du NOEI et des négociations globales n'est pas surprenant. S'inscrivant dans la stricte logique de la mondialisation (« l'interdépendance »), ces négociations ne pouvaient que cristalliser les positions nationales contradictoires des partenaires inégaux, et masquer les options sociales alternatives internes. La poursuite de ce type de « solution » risque de décevoir de plus en plus, et de faire tomber dans les vœux pieux, par exemple d'un keynésianisme à l'échelle mondiale.

Les gouvernements de gauche du Nord ne peuvent pas ignorer le Sud et s'aligner de fait sur les stratégies du complexe États-Unis - Banque Mondiale - FMI - Consortium des banques (qui représente le capital financier à l'échelle mondiale), quitte à nuancer leur alignement par une rhétorique « tiers mondiste » comme on le voit parfois. Les gouvernements populaires du Sud peuvent difficilement envisager de se retirer dans une quasi-autarcie nationale, et ne peuvent plus compter comme ils ont pu le croire (à tort ou à raison) sur l'alternative de l'alliance soviétique.

Il y a donc un intérêt commun à envisager sur une base sélective une nouvelle coopération Nord-Sud qui, si elle est en conflit avec la mondialisation sous la houlette du capital financier, pourrait renforcer les dépassements du capitalisme et les constructions populaires ici et là. Le contenu, les objectifs et les modalités de cette nouvelle coopération doivent être discutés et envisagés dans un esprit créatif.

4. La sortie à gauche de la crise appelle aussi à une discussion des rapports à l'Est.

L'offensive du capital se fonde sur un chantage plaçant les rapports Est-Ouest (en fait États-Unis - URSS) au centre de la stratégie et soumettant les rapports intra-Ouest et Ouest-Sud à cette logique militaire.

Le ralliement atlantiste, que l'on pourrait discuter sur d'autres terrains (l'équilibre militaire URSS - États-Unis), laisse peu d'espace à une politique européenne autonome, vis-à-vis du Sud (comme les conflits du Moyen Orient, d'Afrique

et d'ailleurs l'illustrent). Il envisage les rapports Nord-Sud comme complément de ceux de la confrontation Est-Ouest et contribue par là même à faire du Sud le champ de cette confrontation. Il annule aussi tout espoir d'ouverture d'un espace de réforme dans l'Europe de l'Est et accule ainsi davantage à la confrontation apocalyptique.

Ce sont là aussi des questions à débattre plus sérieusement qu'on ne l'a peut-être fait jusqu'ici dans la gauche, au Nord, au Sud et à l'Est.

5. En conclusion, on proposera d'examiner l'ensemble de ces questions dans un esprit d'ouverture, sans renoncer aux positions des uns et des autres, à leurs arguments et à leurs fondements théoriques et idéologiques, mais sans polémiques inutiles.

On part de l'hypothèse qu'il est possible d'aller « contre les lois spontanées » du capitalisme. Certains ne manqueront pas de penser qu'il est impossible d'agir contre les exigences de la mondialisation par laquelle cette contrainte absolue se manifeste aujourd'hui. Mais n'est-ce pas là renoncer à la liberté qui constitue peut-être le commun dénominateur par laquelle la gauche, se posant en force de transformation, se distingue de la droite, force de conservation ?

Une solution à gauche de la crise, qui n'est pas facile, même à imaginer, encore moins gagnée d'avance, n'ouvrirait-elle pas : (i) un espace d'autonomie populaire pour l'amorce d'un dépassement du capitalisme au Nord ; (ii) un espace d'autonomie permettant d'avancer la construction nationale et populaire au Sud ; (iii) et peut-être un espace facilitant les avancées réformistes à l'Est (et à partir de là, doit-on espérer voir progressivement gommé le grand schisme qui, à partir de 1917, a brisé le mouvement ouvrier et socialiste mondial ?) ?

Peut-on espérer davantage ? Y a-t-il plus urgent à l'ordre du jour d'un renouveau internationaliste ?

X

La crise, le tiers monde et les relations Nord-Sud et Est-Ouest

1. Depuis plus de dix ans, le système économique mondial est entré dans une phase de crise structurelle de longue durée, qui est tout autre chose qu'une « récession » conjoncturelle en phase d'expansion, et que certains qualifient de « cycles longs » ou de « Kondratieff », etc. Cette crise est mondiale, marquée par : (i) l'effondrement de la croissance ; (ii) l'effondrement plus marqué encore de l'investissement productif ; (iii) une baisse notable (mais très inégalement distribuée selon les secteurs et les entreprises) de la rentabilité ; et (iv) une tendance à l'accélération de l'inflation (stagflation).

Il s'agit d'une crise du système capitaliste pour autant que le système mondial est, en effet, commandé largement par les règles fondamentales de ce mode de production. La crise touche aussi les pays de l'Est (communément qualifiés de « socialistes » ; avec toutes les réserves que nous faisons à cette qualification) pour autant que ceux-ci participent effectivement au système mondial (par des échanges commerciaux et technologiques, des emprunts de capitaux). Mais ces pays souffrent aussi d'une autre crise, qui leur est particulière : la difficulté de passer ici de l'accumulation extensive à l'accumulation intensive. Cette crise de régime a, bien entendu, des aspects politiques évidents. Les pays du tiers monde qui constituent la périphérie du système capitaliste mondial sont également, d'évidence, les victimes de cette crise.

L'objet de cet article n'est certainement pas de proposer une nouvelle « théorie » de l'expansion capitaliste (nous renvoyons ici, pour notre point de vue, à « *La Crise, Quelle Crise ?* »). Quelques points seulement méritent d'être rappelés ici :

a) Ce ne sont pas tellement les phases de « dépression longue » qui sont à expliquer, mais au contraire, les phases d'expansion longue. Ces dernières sont, en effet, étroitement associées aux « reconstructions et rattrapages », succédant à de longues phases de guerres, aux « révolutions technologiques » et à l'expansion coloniale dont l'histoire a été abondamment faite. Selon l'une des interprétations marxistes que nous partageons, le mode capitliste se heurte à une tendance inhérente profonde à la stagnation, expression de sa tendance à développer les forces productives au-delà des capacités solvables de consommation. Il n'y a donc rien de mystérieux à la crise actuelle succédant à la longue après-guerre.

b) Le système économique capitaliste a toujours été mondial au sens qu'il n'est pas une juxtaposition de systèmes nationaux, fussent-ils en relations d'échanges étroites. Il a toujours été constitué de centres et périphéries, dont les structures de classes et les fonctions sont complémentaires. Il en est ainsi depuis les origines mercantilistes, et non seulement depuis la fin du XIX^e siècle (« l'impérialisme » de Lénine). Marx a peut-être sous-estimé ce caractère mondial et inégal de l'expansion capitaliste. Or, ce caractère mondial entraîne des effets politiques qui commandent la question cruciale : quelles transformations sont à l'ordre du jour de l'histoire ? Quels sont les enjeux des conflits réels les plus déterminants du mouvement général ? Quels sont donc les agents (les « sujets ») de ces transformations ? Sur ces questions-clés, on peut opposer, peut-être, un peu schématiquement, (i) la vision « marxiste-orthodoxe » selon laquelle le conflit essentiel oppose le socialisme (les classes ouvrières et non nécessairement les « pays de l'Est » comme le prétend la théorie jdanovienne) et capitalisme. Les autres conflits (Nord-Sud, interimpérialistes, etc.) seraient « seconds ». Cette vision est idéologique ; elle n'est pas confirmée empiriquement : les classes ouvrières des pays capitalistes les plus avancés luttent-elles pour le socialisme ? Et quel socialisme ? Dans le cadre de quel type de système mondial ? (ii) la vision qualifiée, à tort, à notre avis, de « tiers mondiste » selon laquelle le caractère mondial de l'expansion capitaliste oblige à poser la question capitalisme/socialisme à travers un détour. Les conflits majeurs qui occupent le

devant de la scène (les vrais enjeux des luttes) résultent de la contradiction entre, d'une part, les exigences de la mondialisation (ou de la « transnationalisation ») par soumission aux exigences du capital dominant et, d'autre part, les aspirations des classes travailleuses, des peuples et des nations à un espace d'autonomie. Les plus aigus de ces conflits (Russie 1917, Chine, Viet Nam, Cuba) ont conduit à la « déconnexion », associée à des transformations sociales profondes et à une construction nationale. Théorisée par Lénine, cette stratégie du « maillon faible » a été associée à la prétendue « construction du socialisme » à partir de ruptures dans les périphéries du système. Toutes les questions posées par cette stratégie sont, d'évidence, ouvertes : à quoi conduit réellement ou peut conduire cette « déconnexion révolutionnaire » ?

Quoiqu'il en soit, la réalité, c'est-à-dire la mondialisation implique : (i) que toute crise du système capitaliste soit une crise de la division internationale du travail (DIT), notamment donc, une crise Nord-Sud ; (ii) que la question à l'ordre du jour soit « transnationalisation ou développement autonome » et non directement « socialisme ou capitalisme » ; (iii) que l'aspiration des classes travailleuses, des peuples et des nations à l'autonomie fait intervenir des sujets historiques autres que « la classe ouvrière », en premier, les peuples du Sud (donc, entre autre, les paysanneries).

Notre thèse est que ce conflit est particulièrement aigu dans la phase actuelle. La raison en est la suivante : jusqu'à la fin du XIX^e siècle, il n'y avait pas de conflit majeur entre la cristallisation d'une nouvelle bourgeoisie en tant que classe dominante nationale et sa participation à la division internationale du travail capitaliste ; depuis, cette contradiction est majeure. Les bourgeoisies du Sud sont donc prises entre leur « souhait nationaliste » et leur soumission à la « compradorisation ». Les phases de crise (comme l'actuelle) sont des phases de « recompradorisation » du Sud, et donc de révoltes ou de révolutions potentielles contre celle-ci. Cette construction de l'autonomie nationale n'est nullement limitée aux périphéries. Au centre même, les capitalismes les plus fragiles sont également menacés de la même manière.

c) L'évolution du capitalisme au centre défie la théorie « orthodoxe » (et simplifiée) des luttes de classes. L'abandon

du projet de société sans classes par les classes ouvrières et leur ralliement à des stratégies d'amélioration de leurs positions dans la société découle de la polarisation centre/périphérie. La lutte économique de ces classes ouvrières centrales ne débouche sur une remise en cause du système capitaliste que si elle ose aller jusqu'à la remise en cause du système mondial. Quant aux « nouvelles classes moyennes », dont l'expansion est étroitement liée aux positions dominantes des centres dans le système mondial, elles sont bien conscientes de leurs privilèges y compris vis-à-vis des classes ouvrières locales, notamment, par le biais de « l'héritage de l'éducation ».

La question du socialisme se pose donc ici, au centre, dans les termes nouveaux et différents de ceux imaginés au XIX^e siècle. Les mouvements « interclassistes » en faveur d'un « nouveau modèle de développement » (le féminisme, les Verts, etc.) en témoignent. Ces mouvements peuvent (potentiellement) poser à nouveau la question de l'alliance populaire Nord-Sud puisqu'ils remettent en question le contenu même du développement aux plans national et mondial.

d) La crise actuelle, comme toute crise profonde, se manifeste par l'« intergouvernabilité du système ». On repère celle-ci à trois niveaux par : (i) la résistance de la périphérie aux exigences de la logique de la transnationalisation ; (ii) la résistance des classes ouvrières au centre, la force économique de celle-ci sur les lieux de travail et le refus du fordisme et la résistance des peuples au centre au modèle de vie (mouvements interclassistes) ; (iii) le conflit entre les stratégies du capital, déjà mondialisé — transnationalisé —, et les politiques nationales d'État. En l'absence d'une hégémonie (celle des États-Unis est en déclin) assurant les fonctions d'État mondial, les États nationaux ont de moins en moins de prise sur les stratégies du capital (« vous nationalisez, nous internationalisons » peut-on dire).

La logique de la réponse du capital à la crise qui est nécessairement de « droite », c'est donc : (i) la soumission par la compradorisation du Sud dont témoignent la fin du dialogue Nord-Sud et la cristallisation d'un bloc Nord face au Sud (voir l'échec des conférences successives de la CNUCED) ; (ii) l'usure du mouvement ouvrier au centre par le chômage, et des mouvements interclassistes par l'inflation (ralliement les

classes moyennes à la droite); (iii) la soumission à la contre-offensive américaine visant au rétablissement de l'hégémonie des États-Unis et l'instrumentalisation dans cette perspective de l'embryon d'État supranational que le FMI représente.

C'est ce que nous appelons la triple offensive du capital.

2. L'offensive contre le Sud doit, à notre avis, être placée au centre de l'analyse des conflits ouverts par la crise.

Les conditions relativement favorables qui découlaient de l'expansion mondiale du capitalisme dans la phase précédente (1945-70) avaient parfois permis aux bourgeoisies du tiers monde de contraindre le système impérialiste à des concessions. L'aide radicale de ces bourgeoisies (souvent d'État), issue d'un mouvement de libération nationale puisant à composantes populaires, avait assis et légitimé sa direction nationale par des réformes sociales (notamment agraires), le développement d'un secteur public et la mise en œuvre d'une politique d'industrialisation accélérée. L'alliance soviétique avait parfois contribué à élargir la marge de manœuvre de ces bourgeoisies nouvelles. Néanmoins, ces politiques nationales (dont le modèle nassérien a peut-être été l'un des plus forts), à cause de leurs bases de classe, de leurs alliances internes et de leurs idéologies, n'ont jamais envisagé ni « déconnexion » à l'égard de la division internationale du travail (elles ont seulement cherché à accélérer l'industrialisation de substitution d'importations, garantie d'une croissance de la consommation des classes privilégiées), ni « stratégie populaire » (qui aurait impliqué une industrialisation au service du développement agricole prioritaire, c'est-à-dire des rapports villes-campagnes fondés sur le soutien mutuel et non l'exploitation, lesquels impliquent une alliance ouvrière et paysanne à la base du système politique).

Ces limites sont à l'origine de la fragilité de ces tentatives, fragilité que la crise révèle tant en termes économiques (déficits et endettement extérieurs) que politiques (désaffection des soutiens populaires). La phase actuelle de crise crée donc des conditions favorables pour détruire les aspirations « impossibles » des bourgeoisies du Sud et les contraindre à capituler. Tous les moyens sont mis en œuvre à cette fin : l'agression financière (par le biais du FMI et du club des 10),

économique (dont témoigne le rejet des revendications du NOEI) et même militaire (expansion sioniste, interventions sud-africaines de déstabilisation, etc.). Jusqu'ici, l'Occident fait bloc dans cette direction derrière les États-Unis, en dépit de quelques déclarations verbales ici et là.

L'offensive globale contre le Sud aboutirait, si elle devait réussir, à « recompradoriser » les bourgeoisies du Sud et à inscrire leur croissance ultérieure dans la stricte logique des stratégies de transnationalisation du capital des monopoles.

Ce vaste mouvement de flux et de reflux du projet national au Sud témoigne, à notre avis, de la pertinence du noyau des thèses léniniste et marxiste : que la libération nationale est toujours bien à l'ordre du jour, que celle-ci ne peut être accomplie par la bourgeoisie de la périphérie, que l'alliance populaire (« ouvrière et paysanne ») est ici le seul moyen de surmonter les contradictions sociales qui ne peuvent être qu'aiguës par le développement du capitalisme, que l'objectif national et populaire implique la « déconnexion », que cette révolution peut amorcer une « transition socialiste ». Tout au moins, peut-on dire que cette révolution constitue une dimension de la problématique du socialisme, et même la seule dimension effective tant que le choix d'un « autre développement » national et mondial n'aura pas été amorcé réellement dans les centres développés du système.

Les limites historiques du léninisme et du maoïsme ne se situent pas, à notre avis, au plan de cet ensemble de thèses mais ailleurs : dans les domaines des rapports État - parti - peuple et dans leur prolongement concernant la problématique plan - marché - gestion sociale - démocratie.

Sans doute, dans la crise actuelle, est-il exclu que des bourgeoisies du Sud prennent l'initiative d'une nouvelle radicalisation.

D'ailleurs, dans la phase d'expansion précédente, elles ont utilisé l'espace d'autonomie qui s'ouvrait à elles pour tenter de s'inscrire davantage dans le système mondial, fût-ce au détriment des partenaires plus faibles. En témoignent : les expansionnismes locaux et les guerres intra-tiers monde (même si celles-ci ont pu, en partie, s'inscrire dans les conflits des Superpuissances), les tentatives d'insertion dans le système financier mondial (OPEP par exemple), les tentatives d'accélérer l'industrialisation dépendante (nouveaux pays

industrialisés). Tout cela est conforme à la nature de classe — bourgeoise — du bloc hégémonique dans ces pays.

Aux abois, dans la crise, les pouvoirs en place au Sud n'ont que des réponses verbales, comme l'intensification des rapports Sud-Sud, difficile à mettre en œuvre dans le cadre des États en question. Ou, à défaut, ils croient pouvoir faire appel à l'URSS, bien que cet appel soit largement inefficace.

Dans le court terme, l'offensive visant à la recompradisation est donc appelée à marquer des points. Mais... la réponse, sous la forme première d'un rejet populaire violent, gagne aussi en probabilité (en témoignent : l'Iran, le Nicaragua, le Salvador, l'Éthiopie, le Ghana, etc.). Cette réponse « populiste » mobilisée autour d'idéologies de rejet (l'Islam par exemple) ira-t-elle plus loin, permettant la cristallisation d'une nouvelle étape nationale populaire ? La question est, bien entendu, ouverte.

La réponse dépendra, en partie au moins, de celle qui sera apportée à une autre question importante : des forces extérieures (une Europe de gauche par exemple) peuvent-elles se désolidariser de l'offensive contre le Sud, jouer le jeu du « non-alignement » (donc de l'opposition réelle et égale aux deux Superpuissances) et soutenir l'issue nationale et populaire au Sud ?

3. La classe ouvrière des pays capitalistes développés est-elle condamnée à la défaite, c'est-à-dire à accepter la « restructuration » en fonction des seules exigences de la rentabilité du capital ?

Cette issue nous paraît inévitable si l'on accepte la sacrosainte « compétitivité internationale » comme critère en dernier ressort des choix immédiats. On ne pourra éviter de céder aux exigences de la stratégie du capital que si l'on associe les choix immédiats aux deux perspectives complémentaires : (i) de l'option en faveur d'un « autre développement » (cette option est formulée, même embryonnairement, par des mouvements interclassistes, divers, comme les « Verts » en Allemagne, par le discours en direction de l'expansion du secteur « non marchand », etc.) et (ii) de l'option en faveur du soutien au projet national populaire du Sud (option formulée par le Pasok grec).

Dans ces conditions, la cristallisation progressive effective d'un autre développement pourrait se frayer la voie par

l'extension de la propriété sociale (programme de la social démocratie suédoise). Bien entendu, cette évolution reste encore à inventer et doit trouver ses solutions aux questions réelles qu'elle pose, notamment, en ce qui concerne les rapports entre l'État et la socialisation démocratique. Évidemment, l'amorce d'une évolution dans ce sens implique l'abandon des illusions néokeynésiennes comme elle implique une contre-offensive contre l'idéologie de droite (« anti-étatisme », réhabilitation de l'élitisme et de l'inégalité, etc.) en vogue.

La défaite est également inévitable si l'on accepte le « ralliement atlantiste » qui implique la soumission des rapports Nord-Sud et des rapports intra-ouest à la confrontation Est-Ouest.

L'URSS constitue-t-elle aujourd'hui la menace première ? Pourquoi n'utilise-t-elle pas sa prétendue supériorité militaire pour agresser l'Ouest aujourd'hui au lieu d'attendre de l'avoir perdue ? Ne s'agit-il pas là simplement d'une campagne d'intoxication visant à faire accepter le rétablissement de l'hégémonie des États-Unis ?

Le ralliement atlantiste vide de tout contenu la révision des rapports Nord-Sud, comme le montre l'étonnant recul dans l'attitude de l'Europe sur la question de la Palestine et en Afrique (soutien au Zaïre et à l'Afrique du Sud, etc.).

4. L'offensive contre l'Est est en réalité une offensive déguisée contre le Sud et contre les classes ouvrières de l'Ouest ; une tentative de rétablissement de l'hégémonie américaine.

Certainement, l'Est n'est pas « socialiste ». Et il n'est pas non plus, de ce fait, incapable de devenir potentiellement expansionniste, ou même de choisir la voie de l'aventure pour surmonter sa crise interne. Sa crise interne est profonde et spécifique. A notre avis, elle ne sera pas surmontée par une intégration progressive de l'Est dans le système mondial. Ce choix se heurte à des obstacles importants : la menace, par une trop grande intégration, de perte du contrôle... l'Est reculera donc chaque fois qu'il se sentira menacé. Telle est la leçon de l'échec des illusions de Kroutchev, suivi du retour à Brejnev, etc. Nous ignorons donc la réponse à cette question : comment les peuples de l'Est sortiront-ils de cette impasse ?

La question à débattre n'est donc ni celle de la nature de l'URSS, ni celle de sa perspective, mais celle, empirique, de l'équilibre tactique au plan militaire. Dans l'état actuel des choses, l'offensive contre l'Est n'est que le masque de l'offensive réagienne contre les peuples du tiers monde et les travailleurs de l'Occident. Le pari qu'en cédant aux demandes américaines sur ce plan, on pouvait mieux négocier des concessions économiques de leur part s'est avéré un leurre. C'est tout le contraire qui est arrivé : le ralliement atlantiste a réduit l'espace d'autonomie économique. Se dessinent donc trois avenir possibles dans les relations Est-Ouest, qui sont : (i) le ralliement atlantiste de l'Europe et la soumission à la perspective agressive des États-Unis. La guerre, qui est envisagé ici, se déroulerait au moins dans une première étape, sur le terrain européen ; (ii) au contraire, l'approfondissement de la divergence Europe - États-Unis en ce qui concerne les rapports Est-Ouest. Wallerstein envisage ici la consolidation possible d'un axe Paris-Bonn-Moscou, contre l'axe Washington-Tokyo-Pékin. C'est un possible qui s'était dessiné il y a quelques années, et dont l'affaire du « gazoduc » révèle la ténacité. C'est même peut-être là une option plus probable si certains courant de droite l'emportaient en Europe, plus « réalistes » et moins victimes de leur jugement idéologique concernant l'URSS. Certains courants de la gauche européenne, victimes précisément, de ce jugement, peuvent tomber dans le piège tendu par le reagisme. Évidemment, dans cette perspective, les rapports Nord-Sud sont envisagés d'un strict point de vue « impérialiste » mais dans lequel néanmoins la compétition Europe - États-Unis est maximée (vision « gaulliste ») tandis que les courants atlantistes — de droite et de gauche — envisagent un partage des tâches entre les États-Unis et l'Europe (en Afrique notamment) ; (iii) une « autre politique européenne » (ou de gauche) à la fois antihégémoniste (dirigée contre les deux hégémonismes), non atlantiste et tiers mondiste. En un mot, le ralliement au « non-alignement ».

Cette option réduirait les risques de guerre, renforcerait l'espace d'autonomie des travailleurs de l'Ouest et des peuples du Sud. De surcroît, peut-être, ouvrirait-elle la perspective d'un espace de « transformation réformiste » de l'Est, fermée de toute façon par les autres politiques. Mais

évidemment, ce droit est, dans l'horizon visible, exclu. L'Europe, velléitaire, dont la gauche ne saisait pas toujours qu'on ne peut à la fois vouloir les privilèges de la domination impérialiste et refuser la restructuration que son expansion impose, ne paraît pas prête à l'envisager. La Chine avait, de 1960 à 1970, choisi cette voie, probablement la plus sage et la plus conforme aux intérêts à long terme des peuples et du socialisme. Isolée dans sa lutte « contre les deux hégémonismes », elle a renoncé au non-alignement actif. La responsabilité de l'Europe et de sa gauche, qui finalement a préféré rallier l'atlantisme reaganien, est ici importante.



* Pour alléger le texte, nous avons évité les références trop nombreuses que l'on pourra trouver dans Amin, Arrighi, Frank et Wallerstein, *La Crise, Quelle Crise ?*, Maspéro, 1982.

Du même auteur

Aux Éditions de Minuit

- L'ÉGYPTÉ NASSÉRIENNE, 1964.
LE DÉVELOPPEMENT DU CAPITALISME EN CÔTE-D'IVOIRE, 1967.
LE MONDE DES AFFAIRES SÉNÉGALAISES, 1969.
L'ÉCONOMIE DU MAGHREB, 2 vol., 1966.
LE MAGHREB MODERNE, 1970.
L'AFRIQUE DE L'OUEST BLOQUÉE, 1971.
LE DÉVELOPPEMENT INÉGAL — Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique, 1974.
LA CRISE DE L'IMPÉRIALISME, en collaboration avec A. Faire, M. Hussein, G. Massiah, 1975.
L'IMPÉRIALISME ET LE DÉVELOPPEMENT INÉGAL, 1976.
LA NATION ARABE — Nationalisme et luttes de classe, 1976.
LA LOI DE LA VALEUR ET LE MATÉRIALISME HISTORIQUE, 1977.
CLASSE ET NATION dans l'histoire et la crise contemporaine, 1979.
L'ÉCONOMIE ARABE CONTEMPORAINE, 1980.
L'AVENIR DU MAOISME, 1981.
IRAK ET SYRIE 1960-1980, 1981.

Aux P.U.F.

- TROIS EXPÉRIENCES AFRICAINES DE DÉVELOPPEMENT: LE MALI, LA GUINÉE ET LE GHANA. Collection « Études tiers monde », 1965.

Aux éditions Anthropos:

- HISTOIRE ÉCONOMIQUE DU CONGO 1880-1968, en collaboration avec Catherine Coquery Vidrovitch, 1970.
L'ACCUMULATION A L'ÉCHELLE MONDIALE — Critique de la théorie du sous-développement, 1970.
LA QUESTION PAYSANNE ET LE CAPITALISME, en collaboration avec Kostas Vergopoulos, 1974.
L'ÉCHANGE INÉGAL ET LA LOI DE LA VALEUR, 1973.
IMPÉRIALISME ET SOUS-DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE, 1976.
L'ACCUMULATION DÉPENDANTE — Société pré-capitaliste et capitalisme, en collaboration avec André Gunder Frank, 1978.

Aux Éditions Maspéro - La découverte

- LA CRISE, QUELLE CRISE ? en collaboration avec G. Anighi, A.G. Frank et I. Wallerstein, 1982.
LA DÉCONNEXION, 1986.